

DÉBATS

SME

Les tourments de la Bundesbank

par André Gauron

La semaine folle qu'a vécue le SME ressemble par la Bundesbank à un drame shakespearien. Souverain jusqu'à l'inconscience, elle se retrouve aux prises avec ses propres fantômes et ses tourments, incapable d'assumer une évolution qu'elle sait inéluctable mais qu'elle refuse.

Que la «Buba» fasse un bon émissaire idéal, personne n'en doute. Elle s'en ferait presque une vertu. Mais justement, c'est cette vertu qui est aujourd'hui mise en cause. Les Anglais ont pour une fois renoncé à leur flegme pour dénoncer son jeu trouble ou pour le moins les maladroits plus ou moins calculés pour provoquer la chute de la livre sterling. Mouvement d'humeur, répliquera-t-on. Pour les économistes, compte tenu des «fondamentaux» des économies européennes, la crise était inévitable et les accusations contre la Bundesbank sont injustifiées. Les marchés n'ont fait que remettre les pendules à l'heure et les parités à leur «vrai» niveau.

Mais l'unanimité des économistes n'est pas vérité. L'argument avancé de la divergence des politiques économiques pour expliquer la crise du SME est pour le moins discutable. Il signifie que le SME ne peut fonctionner correctement que si toutes les monnaies qui y participent reposent sur les mêmes «fondamentaux» et si les économies présentent les mêmes performances.

Les foudres des «provinciaux»

S'il devait en être ainsi, le SME n'aurait jamais existé. C'est même le principal reproche que ses adversaires en France lui ont longtemps adressé : d'être une machine à faire converger les économies, ce qui veut bien dire qu'elle présente des divergences qui ne se résorbent que très progressivement sous l'effet de la contrainte monétaire qu'il impose. Mais le SME peut aussi devenir une machine à produire de la divergence si, comme c'est le cas, il impose une parité de référence qui ne résulte pas des «fondamentaux» mais d'une politique délibérée de taux d'intérêt élevés de la part d'un ou de plusieurs membres. Comment en est-on arrivé là ?

La Bundesbank est née de la réforme monétaire de l'après-guerre. Sa constitution de 1948 lui assure son indépendance à l'égard du gouvernement fédéral - même si cela n'exclut pas que le ministère des finances et, plus rarement, le chancelier participent de temps à autre aux réunions du conseil. Mais elle porte aussi la marque de cette époque : la mise sous tutelle de la souveraineté allemande, politique, militaire, mais aussi monétaire. A l'image de l'Etat, une organisation fédérale lui fut imposée pour brider le retour d'ambitions internationales. Les Länder furent ainsi invités à entrer en force au sein du conseil à côté des responsables monétaires nommés par le gouvernement, qui constituent le directeur.

Cette dépendance à l'égard des Länder est double : numérique et politique. Avec onze sièges contre huit aux membres du directeur, les représentants des banques centrales régionales y sont majoritaires. Pour la plupart anciens élus de leur Land, souvent anciens ministres régionaux ou députés, ils ont été désignés par l'assemblée des seize secrétaires aux finances des Länder. Au sein d'un conseil dont les décisions sont collégiales, ceux-ci disposent ainsi d'un véritable droit de veto sur toute décision qu'ils jugent contraire à leurs intérêts, si provinciaux soient-ils.

En février 1992, H. Schlesinger a

subi les foudres des «provinciaux» à propos, cette fois, du traité de Maastricht. Hostiles au traité, les présidents des banques régionales reprochent au président de la Bundesbank de «se laisser enrôler par le gouvernement pour vanter les mérites de l'UEM», alors que celui-ci n'est pas conforme aux principes posés en septembre 1990 par l'institution. Ils imposent la publication dans le bulletin officiel de la banque d'une appréciation critique. Deux points de désaccord sont apparus : la fixation d'une date-but pour passer à la monnaie unique qui fait prévaloir les considérations politiques sur les critères de convergence, garantis de la stabilité monétaire, et la préférence de la «Buba» en faveur d'une UEM à cinq (avec la France) plutôt qu'à douze.

Une belle mécanique enrayée

Avec le référendum français ouvrant la voie à une ratification générale du traité, la Bundesbank savait bien qu'un pas décisif serait franchi, ce qui a exacerbé les tensions au sein du conseil et n'a pu que pousser H. Schlesinger à rechercher un réajustement général des parités avant que leur fixité ne devienne irrevocable.

La Bundesbank a pour objectif la stabilité monétaire. Depuis sa création, elle y est parvenue avec un rare succès. La réévaluation du mark en constitue, depuis les années 60, un instrument essentiel. Elle fut à l'origine imposée par les Américains, qui y trouvaient un moyen facile de résoudre les problèmes du dollar, pour

devenir après la crise pétrolière le moyen le plus efficace pour se protéger de l'inflation mondiale. Indépendamment des fluctuations du dollar, le SME a permis à partir de 1979 de mettre en œuvre cette stratégie avec succès vis-à-vis des monnaies européennes et d'assurer la suprématie du mark.

Toutefois, cette belle mécanique s'est progressivement enrayée sous l'effet de deux facteurs : la réussite de la politique de déflation menée par la France et la libération des mouvements de capitaux. Le premier facteur a conduit à une stabilisation générale des taux de change au sein du SME, en dépit d'une pression constante de la Bundesbank pour obtenir une dévaluation des monnaies faibles, voire pendant longtemps du franc. Privé de l'arme des changes, la «Buba» a reporté sur les taux d'intérêt tout le poids de la lutte contre l'inflation. Le second facteur a fait tomber les frontières, qui permettaient le maintien de politiques nationales de taux d'intérêt. En soi, cela ne suffisait pas à enclencher l'escalade des taux. Mais, contrairement à l'idée reçue, l'unification allemande n'en est pas la cause première. Le mouvement a été enclenché par le débat sur la taxation des revenus d'épargne : c'est la fuite massive de capitaux, évaluée à 100 milliards de marks, qui a conduit la Bundesbank à relever, dès 1988, ses taux d'intérêt.

La «Buba» se trouve ainsi au cœur de la tourmente actuelle. Certes, elle a obtenu par le marché ce que les gouvernements lui refusaient. Mais elle s'est aussi précipitée. Elle ne pourrait baisser ses taux d'intérêt sans donner

le sentiment de céder au pouvoir politique, comme après la dévaluation de la lire italienne ; elle ne peut s'obstiner dans sa politique actuelle sans voir monter les critiques à son encontre, y compris en Allemagne. La Bundesbank se trouve en fait prisonnière d'elle-même. Elle n'est pas prête à renoncer au mark au profit de l'écu, ni à réduire ses taux tout en supportant seule le poids des mouvements internationaux de capitaux.

Aider la «Buba» à sortir du piège où elle se trouve est donc nécessaire. L'heure est venue de compléter le SME en dotant la Communauté d'une politique monétaire extérieure. Elle devrait être mise en place dès la deuxième phase de l'UEM, donc à partir du 1^{er} janvier 1994.

Les principes qui devraient prévaloir sont simples (1) : maintien des décisions à douze et mise en œuvre au rythme de chaque pays ; mise en commun des réserves de change des pays membres du SME, gérées par le futur institut monétaire européen ; interventions contre le dollar et le yen exclusivement en écus gagés par les réserves des monnaies nationales, les banques centrales nationales ne conservant que les interventions intracommunautaires.

Cette solution permettrait à la Communauté de retrouver sa cohésion monétaire dans le respect de la stabilité des prix tout en desserrant les pressions qui pèsent sur la politique allemande.

(1) Cf. les Remarques de l'argent, Odile Jacob.

André Gauron est économiste et membre du CSA.

Ex-Yugoslavie

Pour un droit d'ingérence médiatique

par Chantal de Casabianca et Robert Ménard

LES rumeurs de la désinformation (...) contiennent largement à attiser les haines ethniques et à stimuler le désir de vengeance (...). L'établissement d'un organe d'information indépendante des autorités locales pourrait aider à contrebalancer l'inclination à la haine raciale parmi la population (...). L'organe proposé devrait être, d'autre part, en mesure d'appuyer les médias locaux, à condition que ces derniers diffusent des informations objectives. C'est ce qu'a écrit Tadeusz Mazowiecki, l'ancien premier ministre de Pologne chargé par la commission des droits de l'homme des Nations unies d'enquêter sur la situation dans l'ex-Yugoslavie. Pour la première fois, dans un rapport «confidentiel», le rôle et la responsabilité des médias dans une guerre sont dénoncés. Et un «droit d'ingérence médiatique» envisagé, en pointillé.

Dans cette guerre, la presse n'est pas «contenue» de servir de caisse de résonance aux parties en conflit. De part et d'autre, à de rares exceptions près, les journalistes n'ont pas seulement accompagné la guerre, ils lui ont largement préparé le terrain. Ils sont une des causes de la guerre, de sa violence, de sa barbarie. A Zagreb, comme à Belgrade d'ailleurs, on a tout fait, et on continue à tout faire, pour imposer le silence aux journaux qui refusent de burler avec les loups nationalistes. La reprise en main de Novi List, le quotidien de Belgrade, ou l'arrêt de Novi Danas, l'organe de la société d'Etat qui contrôle 80 % de la distribution de la presse en Croatie, en témoignent.

A la télévision, deux cents à trois cents personnes - le personnel et leurs familles - vivent entassées dans leur bunker de béton, à portée des canons serbes. Six heures par jour, ils proposent des programmes où les propos des «otages» et «oustachis» sont bannis. De l'impuissance d'Oslobodjenje, il ne reste rien. La rédaction s'est réfugiée dans les sous-sols. Déjà, quatre de ses journalistes ont été tués. Mais elle s'entête : chaque jour, les journaux vendent à la criée, dans les rues, les sept mille exemplaires qui sortent des rotatives. Radio 99, fondée par le docteur Zdravko Grebo, un des intellectuels parmi les plus prestigieux de la ville, est installée dans le quartier de Dobrinja, l'ancien village olympique, à deux cents mètres de l'aéroport. Ce quartier martyrisé est pilonné, quotidiennement, depuis maintenant cinq mois.

Quels crimes ?

Mais quels crimes reproche-t-on à ces journalistes ? A la radio et à la télévision, Serbes, Croates et Musulmans continuent à travailler, à vivre ensemble, sans heurts. Et cela est insupportable pour tous ceux qui rêvent de dépecer la Bosnie-Herzégovine. Un exemple, avant même que ne débute la guerre, Serbes et Croates se sont emparés de huit des neuf relais qui permettaient à la télévision de Sarajevo de couvrir tout le territoire de la République. Dans un même élan, ils ont, du côté croate,

branché Télé-Zagreb, et, chez les Serbes, imposé Télé-Belgrade.

Alors, sommes-nous réduits à l'impuissance ? Non. Il faut, à l'image de ce que l'on a conçu pour l'aide humanitaire, mettre en place de véritables corridors pour la presse. Sans eux, pas de «démantèlement» possible de l'information et comment imaginer, alors, qu'une forme ou une autre de collaboration ait à nouveau droit de cité ?

Il faut que l'information circule. Et, pour cela, doter Oslobodjenje de moyens de communications.

Il faut enfin que les Nations unies s'engagent à transporter le matériel destiné aux médias bosniaques. On ne peut, dans un rapport, plaider pour une information indépendante et ne pas se donner les moyens de venir en aide à ceux-là mêmes qui risquent leur vie pour une presse débarrassée de toute haine, de toute xénophobie.

Depuis le début du conflit, dans l'ex-Yugoslavie, au moins trente journalistes ont été tués. Aujourd'hui, ceux qui continuent à travailler pour une information respectueuse des faits et des hommes dans Sarajevo émettent ne nous demandant pas de les aider à fuir cet enfer, mais au contraire de leur permettre d'y rester. Pas par héroïsme. Mais, tout simplement, disent-ils, pour faire leur métier honnêtement. Nous le leur devons.

Chantal de Casabianca et Robert Ménard animent l'association Reporters sans frontières.

REVUES

FREDERIC GAUSSEN

Le choc des continents

La conquête de l'Amérique a marqué le début de la volonté de domination de l'Occident sur le reste du monde. Mais l'affrontement Nord-Sud, dramatiquement symbolisé par la lutte contre la drogue, montre que le choc des continents est loin d'être terminé.

1492, dont les revues ne cessent de méditer les leçons, a marqué le début de la conquête du monde par l'Europe, le démarrage de ce long processus d'uniformisation de la planète, à l'aune des valeurs et de la pensée de l'Occident. Ainsi est né ce que Jacques Attali, dans les *Nouveaux Cahiers*, appelle «l'ordre atlantique», fondé sur une idéologie - le progrès - une foi - le christianisme - et un système politique - l'Etat-Nation. «A partir de 1992, écrit Jacques Attali, l'Europe s'érige en maître d'un monde à conquérir. Nouveaux nomades, les Européens imposent leur vision de l'Histoire, leur créativité, leurs langues, rêves et fantasmes.»

Mais cette vision «frontale» de l'Histoire, peuples contre peuples, continent contre continent, a produit une interprétation manichéenne des événements qui ne prend pas en compte l'infinité complexité des relations entre les peuples. Remettre la conquête de l'Amérique à la victoire du conquistador sur l'Indien, du guerrier moderne sur le primitif donne une image un peu réductrice de la réalité, comme le montre le volumineux et passionnant numéro de *l'Homme*, consacré à la «redécouverte de l'Amérique». Pour Carmen Bernal et Serge Gruzinski, la manière dont les chercheurs ont étudié la découverte et la conquête de l'Amérique les a conduits à sous-estimer l'extraordinaire hétérogénéité des envahisseurs (aristocrates hispaniques, paysans d'Estremadura, commerçants sévillans, des «exotiques», juifs convertis, esclaves noirs et mulâtres, vagabonds venus de toute l'Europe...), à se désintéresser des populations locales non indiennes (noirs, métis, asiatiques...) et à minimiser les contacts qui se sont immédiatement tissés entre les conquérants et les indigènes, au hasard des combats, des naufrages, des voisinages ou des concubinaux.

La guerre de la drogue

La multiplicité de ces groupes antagonistes, emportés dans une aventure inculte, la complexité de leurs intentions, ont produit une mosaïque sociale baroque, un mélange généralisé, particulièrement instable. «Les premières sociétés coloniales du seizième siècle sont des univers en mouvement, d'une extrême irrégularité et dont la complexité augmente au fur et à mesure qu'elles se mélangent. Méritent-elles d'être qualifiées de sociétés ? Elles sont le produit hybride d'éléments européens coupés de leur milieu d'origine l'épouse, famille, ville, province, parfois langue pour les Basques, les Catalans ou les Italiens) et de groupes indigènes dont l'architecture sociale, culturelle et politique a été partiellement ou totalement démantelée. (...) La diversité des composantes ethniques, religieuses, culturelles, l'incidence élevée des facteurs de déracinement, l'emprise limitée de l'autorité centrale - déléguée et trop lointaine, - l'étendue des distances océaniques et continentales, la prédominance de l'instabilité, de la mobilité et de l'irrégularité produisent des phénomènes sociaux dont le caractère chaotique, ou pour mieux dire «fractal», retient l'attention.»

Ce mélange chaotique, cette instabilité, cette proximité entre des populations et des situations antithétiques... n'est-ce pas, encore, la description du continent américain d'aujourd'hui, où coexistent les techniques les plus raffinées et la misère la plus sordide, la puissance et l'anarchie, la démocratie et la mafia ? Telle est l'image qui se dégage, en particulier, de l'article que la revue *Relations internationales* et stratégiques consacre à la lutte contre la drogue dans son dossier sur les

Etats-Unis. On y voit la plus grande puissance militaire mondiale rongée de l'intérieur par un ennemi sans visage, dont les bases sont disséminées partout dans le monde, et plus particulièrement à ses portes, chez ses cousins des pays andins. «La lutte contre la drogue», écrit Alain Carton, est devenue, avant même la fin de la guerre froide, l'un des premiers éléments de la stratégie américaine pour faire face aux «risques transnationaux» et réorienter l'effort de défense. Elle joue, toutes choses égales par ailleurs, le même rôle que la lutte contre le terrorisme international ou, aujourd'hui, contre la prolifération des armements ou la destruction planétaire.

En fait, la lutte contre la drogue, menée par les Etats-Unis en Amérique latine, avec l'appui plus ou moins consentant des gouvernements et des militaires locaux, est l'un des aspects de la confrontation mondiale entre le Nord et le Sud, entre le monde industriel, technologique et organisé et celui du sous-développement, de la misère et de la corruption. «Pour les Etats-Unis, écrit Alain Carton, le Sud lourd de menaces nouvelles commence à la frontière du rio Grande et s'infiltrera même avec les marches du territoire américain dans les Etats à forte immigration hispanique.»

La bombe de la pauvreté

Le Sud est à la porte des Etats-Unis. Il est aussi à la porte de l'Europe, dans cette Afrique voisine, dont la dérive apparemment irrémédiable constitue pour les Européens à la fois une menace et un remord. «Il faut bien se convaincre, écrit Edgard Pisani dans un numéro de l'*Evénement européen* intitulé «Dialogues eurafricains», de ce que la misère et l'explosion démographique d'une part, richesse et stagnation démographique de l'autre, créent les conditions d'un affrontement, irrésistible bien que sans armes, à cause des migrations.»

C'est pourquoi Edgard Pisani presse la CEE de mieux gérer son aide à l'Afrique et de définir «une authentique politique européenne de coopération au développement». Mais, prévient-il, il ne faut pas penser uniquement en terme de «rattrapage», comme si le Nord proposait un «modèle» auquel le reste du monde devait nécessairement se rallier, car le développement à l'occidentale est sévèrement critiqué par de nombreux Africains qui craignent d'y perdre leurs racines et leur identité. «Les Africains ont peur d'être entraînés loin de leurs rivières et d'être abandonnés au milieu du désert.»

Ce refus, l'écrivain Sony Labou Tansi l'exprime crûment dans sa «Lettre fermée aux gens du Nord et compagnie», que publie ce numéro de l'*Evénement européen*. «Au triple plan moral, écologique et logique, le Nord a engagé notre planète vers un suicide collectif. La naissance d'une société morale, spirituellement, intellectuellement et émotionnellement aseptisée est le chemin le plus court pour arriver à la chute de la culture et au triomphe de la barbarie.» Et il conclut par cet avertissement : «Le temps est venu de lever des troupes contre l'injustice et l'humiliation. La bombe de la pauvreté doit être désamorcée ou bien sera plus terrible que toutes vos bombes.»

1492-1992. Affrontement Nord-Sud... Le choc des continents... déclenché par les conquistadors andalous, n'a pas fini de faire frémir la planète.

► *Les Nouveaux Cahiers*. Eté 1992. n° 109, 55 F. 45, rue La Bruyère, 75009 Paris.

► *L'Homme*. N° 122-124, 250 F. Naverin, 31, rue Navarin, 75008 Paris.

► *Relations internationales et stratégiques*. N° 7. Automne 1992, 90 F. L'Harmattan.

► *L'Evénement européen*. Septembre 1992. N° 19, 90 F. Seuil.

Le Monde

Edité par la SARL le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-25-33
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE

Imprimerie du Monde à 12, r. M.-Gumbourg 94352 IVRY Cedex

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-33
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél. : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94352 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Tél. : 261.311 F

ABONNEMENTS
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94352 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-32-90
(de 8 heures à 17 h 30)

Tarif	FRANCE	SUR-SEIN, SUD-EST, SUD-OUEST, SUD-EST	AUTRES PAYS
3 mois	536 F	572 F	798 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 568 F
1 an	1 980 F	2 096 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

221 HQ 02 PP-Paris RP

ÉTRANGER

BOSNIE-HERZÉGOVINE : pour protéger les convois humanitaires

Les « casques bleus » seraient déployés dans les quatre semaines à venir

Les quelque 6 000 « casques bleus » que l'ONU avait décidés, le 14 septembre, d'envoyer en Bosnie-Herzégovine pour assurer la protection des convois humanitaires devraient être déployés dans les quatre semaines à venir, indiquait-on, mercredi 7 octobre, de sources diplomatiques à New-York. Les premiers éléments de cette force, placée sous le commandement du général français Philippe Morillon, arriveront en Bosnie le 15 octobre, et les pays contributeurs espèrent que leurs hommes seront tous sur place dans la première semaine de novembre.

Lors des discussions qui ont eu lieu au siège des Nations unies pour fixer les modalités pratiques du déploiement, les participants ont constaté qu'il manquait encore certaines unités, en particulier du génie et du transport, selon les mêmes sources.

La France, qui avait prévu de mettre 1 100 hommes à la disposition de la Force de protection des Nations unies (FORPRONU) en

Bosnie, a accepté d'envoyer 500 militaires supplémentaires. Paris va donc dépêcher un bataillon de 1 300 hommes, une unité de 8 hélicoptères et 150 hommes et une unité de génie de 150 hommes.

Un premier contingent avancé de 300 militaires français devait arriver en Bosnie vers le 15 octobre, et Paris espère que le déploiement de ses effectifs nationaux sera achevé le 25 octobre.

Les Britanniques, qui effectueraient un déploiement « totalement autonome », engageront entre 1 600 et 1 800 « casques bleus », selon les mêmes sources.

Les Canadiens se sont engagés à envoyer un bataillon de 1 400 hommes. Les Espagnols promettent 400 « casques bleus » mais insistent sur une durée limitée à « quatre à six mois ». Le Danemark achèvera une compagnie de quatre chars (100 à 150 hommes) et la Norvège une section de génie pour le poste de commandement (PC) qui sera installé dans la région de Sarajevo.

Sur le terrain, les forces serbes ont poursuivi, mercredi, leur offensive dans le nord de la Bosnie-Herzégovine pour parachever l'importante victoire militaire remportée la veille avec la prise de Bosanski Brod. La prise de cette ville, qui comptait autrefois plus de 30 000 habitants dont 41 % de Croates, 33 % de Serbes et 12 % de Musulmans, a conforté la position des forces serbes qui ont créé un corridor reliant à la Serbie les territoires sous leur contrôle dans l'ouest de la Bosnie et l'est de la Croatie.

La délimitation de Sarajevo

Les négociations sur la délimitation de Sarajevo ont débuté, mercredi 7 octobre, dans la capitale bosnienne, a annoncé le porte-parole de la conférence internationale sur l'ex-Yugoslavie, M. Fred Eckhardt, à Genève. Les chefs militaires des forces serbes, musulmanes et croates y participent.

Les Musulmans face aux Croates : l'autre conflit

Malgré leur alliance contre les forces serbes, les dirigeants des deux communautés bosniaques sont profondément divisés

SARAJEVO

de notre envoyé spécial

« Les Musulmans jouent la dernière carte contre les Serbes : la finale des opposés aux Croates ». Pour brutalement et un peu rapide qu'elle apparaisse, cette réflexion en forme de boutade, qui court aujourd'hui Sarajevo, n'est pas sans une certaine vérité. Elle reflète, en tout cas, « une part de vérité », avoue-t-on à la présidence bosnienne, où l'on cherche, pourtant, à atténuer les graves divergences opposant les dirigeants des deux peuples, jusqu'à présent alliés contre les forces serbes.

Conseiller du président bosnien Alija Izetbegovic, M. Kemal Mufic tente de masquer l'ampleur de ces divergences derrière de simples « problèmes de communication, très difficiles à tous points de vue ». Mais, lorsqu'on approfondit un peu la question avec lui, une évidence saute aux yeux : l'opposition est totale sur le fond du problème et sur la façon de le résoudre. M. Mufic, à l'image du pouvoir bosnien, ne veut pas entendre parler de « cantonisation » ou de confédération en Bosnie-Herzégovine. S'il se dit prêt à accepter une large « régionalisation » de la République (avec, au minimum, quatre régions), il exclut absolument tout découpage sur une base ethnique, en expliquant que l'émigration des trois communautés – musulmane, serbe et croate – rend impossible une solution de ce type. Or, pour Zagreb comme pour les dirigeants croates d'Herzégovine occidentale – cette région du sud-ouest de la République bosnienne peuplée à près de 90 % de Croates et qui, adossée à la Dalmatie, vit, à des années-lumière de Sarajevo, une quasi-dépendance – seul un tel découpage territorial, entre Musulmans, Serbes et Croates dans le cadre d'une confédération permettra de sauver la Bosnie-Herzégovine. Et, même si le gouvernement de Zagreb a mis de côté, ces derniers temps, la menace de partage pur et simple au cas où l'idée de cantonisation serait rejetée, il est clair qu'il n'a pas renoncé au concept de confédération.

Divergence sur le fond, mais divergence totale aussi sur la démarche à suivre pour sortir du conflit croato-musulman. « D'abord, il faut chasser l'agresseur (serbe) : c'est le problème prioritaire. Il faut donc s'unir contre cet agresseur et ne pas agiter (maintenant) tous les problèmes politiques (divisant Musulmans et Croates) », estime M. Mufic. Or, pour Zagreb, l'ordre des priorités est totalement différent, le régime du président croate Franjo Tudjman estimant qu'il ne suffit pas de parler d'union contre l'agresseur, mais qu'il faut, dès maintenant, régler les questions politiques. A cet égard, il semble que Sarajevo – en position de faiblesse – ait fait une concession, les représentants de la présidence bosnienne et M. Mate Boban, leader d'Herzégovine occidentale, très proche du président Tudjman, s'étant mis d'accord à Genève, selon M. Mufic, pour « réfléchir ensemble » à la future structure de l'Etat bosnien. Il y a « nécessité de dialogue » entre les deux parties, et l'on va voir comment va se passer cette concertation », souligne M. Mufic, tout en réitérant son refus de toute « cantonisation ethnique ».

Derrière le langage officiel bosniaque tendant à minimiser, voire à nier



le différend, on sent poindre la rancoeur. Les Croates sont-ils toujours des alliés ? « Nous sommes habitués à ce que tout le monde mente autour de nous », entend-on répondre au siège du Parti de l'action démocratique (SDA) du président Alija Izetbegovic. En fin de compte, « Mate Boban veut la même chose que Radovan Karadzic » (le chef du mouvement sécessionniste serbe de Bosnie-Herzégovine, très proche du président Slobodan Milosevic de Serbie), estime-t-on à l'état-major des forces bosniaques, en ajoutant toutefois : « Evidemment, pas par les mêmes moyens ». A propos du conseil de défense croate (HVO), la force militaire des Croates de Bosnie-Herzégovine, on estime, toujours à l'état-major de Sarajevo, que, « s'il a joué, au début de la guerre, le rôle de médiateur entre l'agresseur serbe, il a cessé le combat lorsqu'il est parvenu à « finir », c'est-à-dire à préserver l'Herzégovine occidentale et à délimiter « ce qu'il imagine être des frontières » entre celle-ci et le reste de la République bosnienne. On admet cependant que, en-dehors de l'Herzégovine occidentale, le HVO se bat, là où il est présent, aux côtés de l'armée bosniaque.

Mostar aux mains des forces croates

Sur place, dans cette Herzégovine occidentale où le sentiment national croate est très fort et la tentation sécessionniste à peine distillée, la cohabitation entre le HVO et l'armée bosniaque ne va pas sans frictions, le premier tenant la seconde en quasi-soumission. Il n'est que d'entendre les reproches et accusations que se lancent mutuellement à la tête les responsables de l'une et l'autre force.

Arif Pasalic commande la brigade de l'armée bosniaque stationnée à Mostar, érigée en « capitale » de l'Herzégovine occidentale par le mouvement de M. Boban, bien que la ville compte plus d'habitants

musulmans que croates (sur l'ensemble de la commune, la proportion est, en fait, inversée). Cet état-major de l'armée yougoslave regrette que la coopération entre ses forces et le HVO soit pratiquement nulle : « c'est dommage, mais c'est comme cela ». « Les buts politiques différents (entre Musulmans et Croates) déterminent sur les relations militaires », ajoute-t-il, en expliquant que « le HVO et le conseil de la région de Mostar et ne reconnaît aucune autre autorité », allant jusqu'à ignorer les documents d'identité bosniaques. Les emblèmes de la République (six fleurs de lys) ont disparu d'Herzégovine occidentale. Plus grave, accuse Arif Pasalic, le HVO ne se gêne pas pour arrêter des combattants musulmans, torpiller des opérations militaires si elles ne lui conviennent pas, faire à lui seul la police dans la région, ignorer les décisions prises par le commandement bosniaque, dilapider des taxes de son propre chef, privilégier le renforcement de son pouvoir plutôt que le combat contre les forces serbes depuis qu'il a « atteint ses objectifs », et discréditer les combattants musulmans.

A quelques kilomètres de là, à Grude, où il a son quartier général, le général Milivoj Petkovic, chef d'état-major du HVO, ancien lieutenant-colonel de l'armée yougoslave, n'est pas beaucoup plus tendre pour les forces bosniaques. Il tient, d'abord, à mettre les choses au point : Arif Pasalic lui est subordonné. « Nos hommes sont au front, les leurs (les Musulmans) sont en ville, ajoute-t-il. Ils ne tiennent que 15 à 20 % des lignes de front alors que nous tenons l'essentiel. De plus, sur certains fronts, on ne peut pas compter sur eux ». Dans la région de Zenica (près de Sarajevo), par exemple, « beaucoup de combattants musulmans ne paraissent pas pressés d'aller se battre, alors que trente mille personnes seraient mobilisables. A Tuzla, il y a une trentaine de chars que l'on n'a jamais vus au front », affirme encore le général Petkovic, qui reproche aux Musulmans non seulement leur manque de mobilisation

mais, parallèlement, des initiatives intempestives. Quant à la ville de Mostar, elle a été « libérée à 80 % par les combattants du HVO », assure le général Petkovic, qui s'interroge d'autre part sur le coût tardif de la désertion du colonel Pasalic de l'armée serbo-yougoslave (en mars dernier). « J'ai une liste de responsables militaires musulmans qui étaient dans l'armée yougoslave pendant la guerre en Croatie et qui y ont même participé », assure-t-il sans, toutefois, donner de noms. Les autorités croates auraient, de fait, dressé une liste de vingt-huit noms d'anciens officiers musulmans de l'ex-armée yougoslave ayant activement participé à la guerre contre la Croatie et qui occupent, aujourd'hui, des postes à responsabilités dans l'armée bosniaque, a-t-on appris à Sarajevo.

La vieille ville de Mostar a été ravagée par les combats, 80 % des vieilles maisons qui rappelaient l'époque ottomane ne sont plus que ruines, un rare ombrage sert maintenant de cimetière. Là, sous les pins, loin des controverses, l'ombre musulmane et catholique sont mêlées ; celles, le plus souvent, de jeunes gens. Au milieu d'elles, une planche surmonte un monticule de terre, dans lequel est fiché un casque. « Mak Englez » (« Mak, Anglais ») y est-il simplement écrit. C'est la tombe d'un Britannique mort il y a un mois au combat. Il n'avait, sur lui, aucun papier d'identité.

YVES HELLER

GRANDE-BRETAGNE : en marge du congrès conservateur

Une attaque virulente de Mme Thatcher contre le traité de Maastricht

BRIGHTON

de notre envoyé spécial

Une fois encore, Mme Margaret Thatcher a choisi de dominer, ne serait-ce que l'espace d'une journée, le congrès du Parti conservateur, en se livrant à une attaque virulente contre le traité de Maastricht. L'ancien premier ministre avait, un moment, paru opter pour une semi-retraite politique à la chambre des Lords, avec un titre de baronne et un calendrier bien rempli d'interviews et de conférences hautement rémunérées. Mais rien ne remplace ce bain de jeunesse que constitue la « grand-messe » annuelle du Parti conservateur. De longues discussions auront donc lieu entre la Dame de fer et Sir Norman Fowler, le président du parti tory, sur la forme de sa participation. Compromis : « Elle » serait présente, jeudi 8 octobre, mais... ne dirait mot.

Ce mutisme était au-dessus de ses forces. Mme Thatcher a choisi d'y renoncer sous la forme – provocante – d'une interview à l'hebdomadaire *The European* – publiée le jour de son arrivée à Brighton – pour « démolir » le traité européen, auquel son successeur au 10 Downing Street a attaché une grande partie de sa crédibilité politique. « Le gouvernement doit reconnaître que le mécanisme de change européen et le traité de Maastricht font partie d'une vision du passé, affirmait-elle. Le premier est une condition préalable pour la réalisation

du second. Nous avons estimé que les limites du premier étaient insupportables ; la camellole de force du second serait ruineuse. »

Attaquant indirectement le gouvernement – qui avait mis en cause la responsabilité de la Bundesbank dans la chute de la livre – Mme Thatcher indique : « Je ne critique pas les Allemands. Ils ont privilégié leur pays, et montré ainsi l'impossibilité d'établir une monnaie unique pour un groupe de pays européens dont les économies sont aussi différentes. Une fois que nous avons réalisé que le mécanisme de change européen était dépourvu de la flexibilité que nous espérons, nous aurons dû le quitter. »

Comme l'aurait son auteur, cette nouvelle diatribe était l'objet, mercredi, de toutes les conversations. Alors que l'ancien premier ministre, Sir Edward Heath, confiait que Mme Thatcher, son ennemi de toujours, était l'Europe et tous les Européens, des membres du gouvernement, comme M. Kenneth Clarke, ministre de l'Intérieur, s'étonnaient : « Comment un ancien premier ministre peut-il attaquer son successeur à propos d'une décision [l'entrée de la livre dans le SME] dans laquelle elle a pris une part déterminante ? » La Dame de fer avait expliqué que son silence répondait au souci de ne pas ajouter aux difficultés auxquelles M. Major est confronté. Trop tard, c'est fini !

LAURENT ZECCHINI

Intense activité diplomatique avant le sommet de Birmingham

Dans le cadre de la préparation du sommet extraordinaire de Birmingham, le 16 octobre, les conversations bilatérales au sein des Douze se multiplient pour activer le processus de ratification du traité de Maastricht. Le Danemark cherche pour sa part à trouver un compromis qui lui permettrait de se tourner à nouveau vers ses électeurs avec plus de succès que lors du référendum du 2 juin dernier (50,7 % pour le « non »).

Le premier ministre danois, M. Poul Schlüter, a rencontré à Bonn, mercredi 7 octobre, le chancelier Kohl pour examiner les possibilités d'« amender » le traité de Maastricht. M. Schlüter estime possibles ces « amendements » dans les domaines des finances, de la défense ou des pouvoirs du Parlement. « Une renégociation du traité n'est pas possible, mais un amendement n'est pas hors de question » a confirmé de son côté, le ministre des Affaires étrangères danois, M. Uffe Ellemann-Jensen.

Les ministres des affaires étrangères britannique et espagnol,

se sont rencontrés, mercredi à Madrid. Le secrétaire au Foreign Office a assuré que le traité de Maastricht ne constituait pas une menace pour les identités nationales des pays de la CEE : « Nous n'essayons pas d'homogénéiser ou d'effacer les identités nationales. Nous essayons d'ajouter à ces identités un sentiment de coopération entre Européens pour affronter les problèmes qui ne peuvent pas être réglés efficacement par les Etats-nations seuls », a-t-il ajouté en donnant implicitement sa définition de la subsidiarité.

Les Etats membres de la Communauté ne sont pas parvenus à faire passer ce message à leurs citoyens, a affirmé en substance M. Douglas Hurd, en précisant qu'il s'agissait là du « principal enjeu politique » du traité. Le mécanisme de change européen ne figurera pas à l'ordre du jour des discussions de Birmingham a, par ailleurs, confirmé M. Hurd les ministres des finances s'étant penchés à ce sommet. – (AFP, Reuters)

LES FRANÇAIS ET LE SIDA

La deuxième grande enquête sur les attitudes et les comportements des Français face au sida fait apparaître une progression de la tolérance et de la solidarité à l'égard des malades.



également au sommaire :
L'OPTIQUE ATOMIQUE
L'ETHNOLOGIE PRÉHISTORIQUE
LES QUASARS
LA VIE SOCIALE DES RATS-TAUPES

N° 247 • OCTOBRE 1992 • EN KIOSQUE • 37F

ALBIN MICHEL

EUROPE

RUSSIE

Le premier ministre, M. Gaïdar, a fermement défendu sa politique économique devant les députés

MOSCOU

de notre correspondant

M. Egor Gaïdar n'est pas résigné à baisser pavillon, en dépit des sévères critiques adressées à son gouvernement par M. Boris Eltsine. Prenant la parole, mardi 6 octobre, quelques minutes après que M. Eltsine eut éreinté plusieurs des ministres qui lui sont les plus proches (*Le Monde* du 7 octobre), le premier ministre en exercice a crânement défendu sa politique devant les députés. Et il en a profité pour lancer quelques plumes en direction de ses adversaires les plus sérieux : les représentants de la grande industrie et de l'ancienne nomenklatura qui entendent garder le contrôle de l'économie.

« La Russie n'est pas la Chine », a-t-il ainsi déclaré, visant très clairement M. Arkadi Volosky, chef de file des « réformateurs modérés », qui avait demandé que l'on prenne exemple sur la Chine, où l'introduction progressive d'une économie de marché est allée de pair avec le maintien d'un très fort sec-

teur d'Etat. M. Gaïdar ne s'est pas contenté de constater l'évidence mais s'est employé à pousser ses adversaires dans leurs retranchements : « Pour prendre la voie chinoise, il nous faudrait choisir une autre stratégie et d'une direction autoritaire ». Une manière de rappeler à ces anciens apparatchiks que la Russie avait passé le stade de la dictature du parti.

Par la même occasion, M. Gaïdar a accusé ceux qui souhaitent « ralentir la privatisation » de vouloir, en réalité, poursuivre le processus d'« accaparement sauvage des entreprises par la nomenklatura », processus qui, selon lui, a commencé dès l'année 1990, c'est-à-dire avant même l'effondrement du régime.

Une position inconfortable

Le jeune premier ministre a ensuite répondu avec aisance, et même parfois avec brio, aux députés qui critiquaient sa politique. Mais cette agilité intellectuelle et cet esprit de répartie n'arrangeront

pas forcément ses affaires avec des députés prompts à dénoncer l'« arrogance » des libéraux formés à l'école occidentale. D'autant que M. Eltsine lui-même avait touché ce point sensible, en reprochant à l'équipe Gaïdar de refuser de tenir compte des idées des autres.

Face à un président qui — peut-être pour préserver sa propre popularité — s'emploie à prendre ses distances avec lui et à un Parlement méfiant, sinon hostile, M. Gaïdar reste donc sur une position hautement inconfortable. Il paraît, néanmoins, avoir encore au moins quelques mois devant lui, personne n'ayant intérêt à prendre sa place dans une période si scabreuse. Lui-même semble persuadé qu'il peut encore faire avancer la réforme dans le sens qui correspond à ses convictions, et ses adversaires se croient en mesure de lui imposer peu ou prou leur politique tout en lui faisant payer les pots cassés. L'ambiguïté pourrait ainsi durer jusqu'au Congrès des députés, prévu en principe pour cet hiver.

JAN KRAUZE

Irrité par les critiques de l'ancien président

M. Eltsine prive M. Gorbatchev des locaux de sa fondation

Le refus persistant de M. Gorbatchev de venir témoigner devant la Cour constitutionnelle et ses attaques par voie de presse contre M. Boris Eltsine (*Le Monde* du 8 octobre), ont conduit ce dernier à confisquer, mercredi 7 octobre, par décret, les locaux dont disposait la Fondation Gorbatchev dans le centre de Moscou. Ces locaux, qui comprennent plusieurs milliers de mètres carrés dans l'avenue de Leningrad, sont désormais attribués au gouvernement, qui doit y installer une académie des finances destinée à former les managers de la nouvelle économie russe. Jeudi matin, une trentaine de policiers interdi-

sait l'accès du bâtiment eux employés.

Le complexe, qui comprend cinq étages, des salles de conférences, un hôtel, plusieurs restaurants — ainsi qu'une belle maison de campagne dans la banlieue de Moscou — avait été attribué à la Fondation internationale de recherche économique et sociale que M. Gorbatchev avait créée en décembre 1991, quelques semaines avant de quitter le pouvoir.

Visiblement, M. Boris Eltsine n'a pas renoncé à faire plier son prédécesseur. Il espérait que la multiplication des vexations, petites ou grandes, conduirait M. Mikhaïl Gorbatchev à déferer à la convoca-

tion de la Cour constitutionnelle qui instruit le procès du Parti communiste de l'Union soviétique. M. Gorbatchev, qui n'estime avoir à rendre de comptes que devant « le tribunal de l'histoire », est déjà privé du droit de se rendre à l'étranger. Le gouvernement italien a protesté auprès de Moscou contre cette mesure, qui pourrait empêcher l'ex-numéro un soviétique de faire une tournée de conférences dans la péninsule. Le quotidien indépendant de Moscou *Nezavisimaya Gazeta* ne prend cependant pas cette affaire trop au tragique et propose que l'on « échange Mikhaïl Gorbatchev contre Erich Honecker ». — (*Corresp.*)

GÉORGIE : pour tenter de régler la crise abkhaze

Les dirigeants de Tbilissi font appel à l'OTAN

Des troupes géorgiennes sont arrivées, mercredi 7 octobre, en renfort à Soukhoumi, capitale de l'Abkhazie, dont les habitants se sont retranchés en prévision d'une offensive d'éléments séparatistes. La presse géorgienne fait état d'exécutions massives de civils, qui auraient fait entre huit cents et mille victimes à Gagra, une station balnéaire conquise la semaine passée par les forces abkhazes.

Selon un porte-parole du Conseil d'Etat à Tbilissi, soldats et équipements sont déployés dans la région pour tenter d'y rétablir l'ordre après les récentes victoires enregistrées par les forces séparatistes que soutiennent des volontaires de

Russie méridionale. Les autorités de Tbilissi ont également annoncé que trois avions de transport russes Il-76 avaient atterri dans une ancienne base soviétique de l'ouest de la République afin d'en retirer des équipements militaires. La Géorgie entend « nationaliser » le matériel militaire russe resté dans ses frontières.

Le président géorgien, M. Edoard Chevardnadze, s'est entretenu de la crise avec le président russe Boris Eltsine lors d'une conversation téléphonique présentée, de source géorgienne, comme « extrêmement vive et franche ». Dans un télégramme adressé à M. Boris Eltsine, le dirigeant géor-

gien a exigé que Moscou cesse tout transfert d'hommes et d'équipements à travers la frontière afin d'éviter une escalade.

Le ministre des affaires étrangères, M. Alexandre Tchikvaïdze, s'est rendu à Bruxelles pour demander l'aide de l'OTAN afin de régler le conflit en cours. M. Manfred Wörner, secrétaire général de l'Organisation atlantique, a déclaré que les Etats membres étaient « gravement préoccupés » par la situation en Géorgie et que l'OTAN souhaitait que l'ONU puisse apporter sa médiation dans ce conflit. — (*Reuter, AFP.*)

ALLEMAGNE

M. Erich Honecker a regagné les rangs du Parti communiste

L'ancien chef d'Etat de la RDA, M. Erich Honecker, a regagné les rangs du Parti communiste. Emprisonné depuis son retour de Moscou, le 29 juillet, l'homme fort de l'ex-Allemagne de l'Est a signé, lundi 5 octobre, dans sa cellule de la prison de Moabit à Berlin, sa carte de membre d'un groupe, le Parti communiste d'Allemagne (KPD), recréé en janvier 1990 et qui se veut l'héritier du Parti communiste d'avant-guerre, qui portait le même nom. Erich Honecker avait été chassé en décembre 1989 de l'ancien PC (SED), devenu aujourd'hui le Parti

du socialisme démocratique (PDS).

« En tant que communiste loyal, il souhaite à nouveau faire partie d'une organisation », a déclaré mercredi M. Hans Wauer, responsable du mouvement, en soulignant que M. Honecker avait pris cette initiative « de son propre chef ».

Bien qu'il soit atteint d'un cancer du foie, M. Honecker sera prochainement traduit en justice pour sa responsabilité dans la mort de quarante Allemands de l'Est, tués alors qu'ils tentaient de fuir à l'Ouest. — (*AFP.*)

« Un cimetière juif profané... Des tombes juives ont été profanées, dans la nuit du mardi 6 au mercredi 7 octobre, dans un cimetière de Karlsruhe, dans le sud-ouest de l'Allemagne. Il s'agit de la quatrième profanation de ce type en une dizaine de jours. A Kötten, en ex-RDA, des skinheads ont roué de coups et frappé

de plusieurs coups de couteau un Allemand qu'ils avaient pris pour un étranger. A Hohenschönhausen, trois policiers ont été pris à partie par les occupants d'un foyer pour étrangers, alors qu'ils étaient venus interpellier deux d'entre eux, poursuivis pour ne pas avoir payé leurs impôts. — (*AFP.*)

HAUT-KARABAKH : échec de l'offensive des troupes azerbaïdjanaises contre le corridor de Latchine. — Selon le ministère de la défense arménien, cité par l'agence Snark, plus d'une centaine de combattants azerbaïdjanais ont été tués lorsque les forces d'autodéfense du Haut-Karabakh ont repoussé une nouvelle offensive sur le corridor de Latchine, une route d'une dizaine de kilomètres qui relie à travers les montagnes le Haut-Karabakh au sud-est de l'Arménie. Selon la même source, les forces de Bakou ont perdu une dizaine de chars T-72 et de blindés dans la bataille. Selon Erevan, Bakou a concentré d'importantes forces au nord du corridor dans la région de Kelbadjar, la « poche » séparant l'Arménie de la région disputée. — (*AFP.*)

TADJIKISTAN : un officier russe tué. — Un officier russe a été tué, devant son domicile, à Kourgan-Tioubé, dans le sud de l'ancienne République soviétique du Tadjikistan, a-t-on appris mercredi 7 octobre, de source militaire russe. Selon un porte-parole du ministère de la défense, à Moscou, le lieutenant Kovaliov est le premier militaire russe à trouver la mort dans cette région, où de violents combats opposent toujours les partisans et les adversaires de l'ancien président communiste, M. Rakhmon Nabiev. — (*AFP.*)

La Pologne remise en selle

Suite de la première page

Le premier semestre 1992 a été à cet égard désastreux, plongeant la Pologne dans une sinistre atmosphère de règlements de comptes, de rivalités sordides, entre le président Walesa, un gouvernement sorti de ses gonds — celui de M. Jan Olszewski — et un Parlement fractionné et irresponsable, tandis que, sous la pression d'un fort lobby anti-FMI, anti-occidental et anti-capital étranger en général, les réformes paraissent paralysées. Meurtrie certes, toujours fragile comme l'ont montré les grèves de l'été, la Pologne semble aujourd'hui prendre un nouveau départ.

A l'image de la maison que construisent Ismail et Kolka, les villas de la nouvelle bourgeoisie polonaise poussent comme des champignons dans les environs de Varsovie, dont les avenues autrefois uniformément grises sont métamorphosées. Moins visibles, les indicateurs économiques donnent des signes de sortie de la récession : petite reprise de la production industrielle, balance commerciale largement excédentaire, baisse du taux d'inflation (43,1 % par an en juillet contre 68,3 % en juillet 1991).

Le secteur privé connaît une expansion importante, résultant toutefois de la naissance de nouvelles firmes privées — avec leur cortège de scandales financiers, de fortunes météoriques et de ruines spectaculaires — plutôt que de la privatisation de firmes d'Etat. Une délégation du FMI, qui avait suspendu l'an dernier ses crédits à la Pologne pour cause de déficit budgétaire excessif, est attendue ce mois-ci à Varsovie pour, espère-t-on, signer un nouvel accord : le déficit budgétaire persiste pourtant, mais un responsable du FMI, en visite en Pologne en août, s'est déclaré impressionné par les efforts du nouveau premier ministre, M^{me} Suchocka.

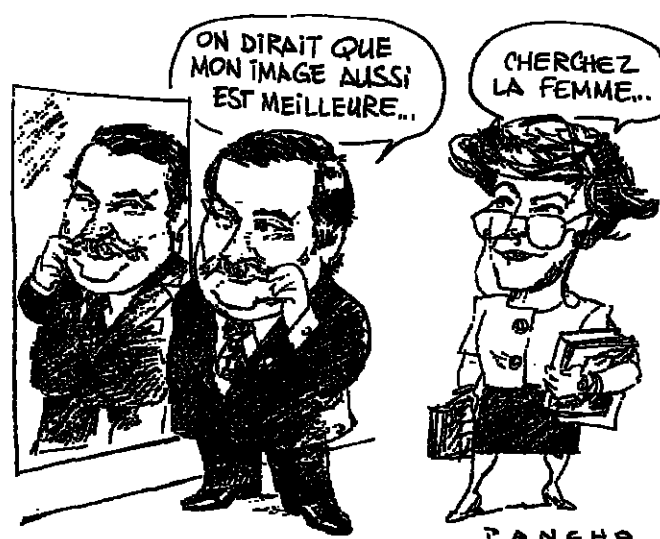
Car plus que sur les chiffres, c'est peut-être sur cette femme de quarante-six ans que repose ce nouvel espoir de la Pologne. Son arrivée à la tête du gouvernement

en juillet, après des mois de basses querelles politiques, a fait l'effet d'une bouffée d'air frais. Sa coalition gouvernementale, c'est vrai, est dangereusement hétéroclite, issue de sept partis différents, mais le premier ministre a su très vite trouver le ton juste pour éviter les conflits : ferme, jamais provocateur. M^{me} Suchocka a une tâche urgente à mener à bien, celle du changement de système, et elle n'entend pas s'en laisser détourner par des polémiques stériles. Tout cela est dit avec le sourire, les accents de la sincérité et une certaine habileté puisqu'elle s'est gagnée l'appui du président Walesa — dont elle ne répugne pas à partager de temps à autre la messe quotidienne.

Une victoire pour M^{me} Suchocka

Après avoir contribué à considérablement assainir l'atmosphère politique, M^{me} Hanna Suchocka a remporté en septembre une importante victoire psychologique : la fin d'une vague de grèves, sans concession majeure de la part du gouvernement. L'une de ces grèves, celle qui paralysait depuis sept semaines la production de la Fiat Cinquecento à l'usine FSM de Tychy, avait valeur de test puisqu'elle menaçait, à terme, les plans de rachat de la firme automobile polonaise par le constructeur italien. La fermeté du gouvernement de M^{me} Suchocka face à ces conflits, dans un pays où, depuis l'époque communiste, toute grève comporte une charge émotionnelle, constitue à la fois pour la population et pour les investisseurs étrangers un signe de la détermination à aller de l'avant sur la voie de la réforme.

Tout l'été, M^{me} Suchocka et ses ministres, parmi lesquels de nombreux libéraux aux postes économiques — ont travaillé d'arrache-pied pour rattraper le temps perdu. Dès le mois de septembre, ils ont produit un plan destiné à réformer l'industrie d'Etat, baptisé « Pacte sur l'entreprise », dans



lequel un expert occidental voit « un début de politique contractuelle ». Ce plan, qui doit encore être soumis au Parlement, donne trois mois aux employés et à la direction des entreprises pour décider de la manière dont elles entendent se restructurer et se privatiser. Faute d'y parvenir, elles se verront restructurées d'office. « Dans tous les cas, nous

serons débarrassés du problème de savoir qui possède et qui dirige l'entreprise », estime M^{me} Suchocka. Personne n'attend de miracles de ce plan, mais le gouvernement espère ainsi donner un nouvel élan à la privatisation et, en associant les travailleurs à l'opération, briser l'inertie.

M^{me} Suchocka a aussi remis en selle l'ancien ministre aux privati-

sations, le jeune et libéral Janusz Lewandowski, qui a aussitôt présenté un nouveau programme de « privatisations de masse », après une interruption d'un an. Quelques-uns des mastodontes de l'industrie socialiste sont en pourparlers avec des repreneurs étrangers : c'est le cas des aciéries Huta Warszawa, en voie de rachat par l'entreprise sidérurgique italienne Lucchini.

Les problèmes, bien entendu, restent légion : M. Lewandowski vient d'échapper de peu à une motion de défiance présentée au Parlement par la droite nationaliste, qui lui reproche d'avoir dilapidé le patrimoine national lors de son premier mandat dans le gouvernement Bielecki. Le chômage affecte deux millions et demi de personnes, soit 14 % de la population active. Le secteur du bâtiment fonctionne à plein régime pour la construction d'églises, de villas et de centres commerciaux. Mais de logements sociaux, point, alors qu'il faudrait construire 300 000 logements par an.

La coalition gouvernementale peut éclater sur l'avortement ou l'épuration. La faiblesse du sys-

tème fiscal entrave la réduction du déficit budgétaire. La réforme des structures bancaires tarde, compliquant l'utilisation de l'aide occidentale : selon un expert gouvernemental, « depuis le 1^{er} janvier 1990, la Pologne a reçu 8,2 milliards de dollars de crédits en aide internationale privée ; seuls 567 millions ont été consommés ou entamés. Il faut impérativement que l'aide soit accompagnée de mesures pratiques de coopération ».

La France, une fois n'est pas coutume, est citée en exemple pour tenter de mettre en œuvre des projets concrets. Avec, parfois, des déconvenues : celle, par exemple, du bassin minier de Walibrych, en Silésie, sur lequel les Français ont travaillé pendant un an et demi pour présenter aux Polonais un projet de restructuration avant de réaliser que Varsovie n'avait pas la volonté politique de faire le premier pas, c'est-à-dire de fermer les mines. « C'était notre faute », avoue aujourd'hui le ministre du travail, Jacek Kuron. En essayant les platres, la Pologne n'en finit pas d'apprendre.

SYLVIE KAUFFMANN

M. Jacek Kuron lance un appel aux « décideurs et financiers occidentaux »

VARSOVIE

de notre envoyée spéciale

Neuf ans de prison, pendant lesquels il a eu la douleur de perdre sa femme : Jacek Kuron a déjà beaucoup donné à la Pologne. Malgré une très mauvaise santé — c'est d'ailleurs dans une chambre d'hôpital, où il passe régulièrement des examens, qu'il nous reçoit, — la formidable énergie qu'il continue à déployer pour tenter de faire bouger les choses lui vaut de rester la personnalité politique la plus populaire de Pologne. M^{me} Suchocka l'a fait revenir au gouvernement, où il dirige un ministère crucial en cette période, celui du travail et des affaires sociales.

Jacek Kuron est désormais

convaincu que le passage à l'économie de marché est possible sans explosion sociale, même si « on se rend compte à présent que le sort du communisme est très difficile ». Seulement, dit-il, « c'est une folle de dire qu'il faut restreindre encore les dépenses sociales ; actuellement, on est à la limite. Le ministre des finances doit comprendre qu'il y a des limites à la résistance de la société ».

« Les troubles de la transition, d'ailleurs, ne favorisent pas l'explosion sociale, poursuit-il, mais plutôt l'apathie et l'ennui, qu'il faut combattre sous peine d'entrer dans une période prise interminable. La transition, cela revient à construire un nouvel ordre en même temps que l'ancien se décompose. Cela crée

d'énormes problèmes à tous les niveaux, un état de peur, d'angoisse, une sorte de folie chez les hommes politiques. Aujourd'hui, j'ai l'impression que la classe politique commence à retrouver la raison. Le constructif commence à l'emporter. Il faut impliquer les gens, les faire participer, et là j'ai le sentiment que nous sommes sur la bonne voie ».

Pour M. Kuron, les grèves de l'été ont donné un « signal dangereux » : la faiblesse des syndicats. Dans un Etat encore peu organisé comme la Pologne, où la stabilité repose jusqu'à sur une entente entre syndicats et élites politiques, c'est très dangereux. A mes yeux, le tâche prioritaire était donc de défendre les syndicats, d'où la nécessité

du pacte sur l'entreprise que nous avons élaboré avec les libéraux ».

Mais l'ancien conseiller de Solidarność a encore un appel à lancer à l'Europe occidentale : « Ce qui va se passer ici n'est pas sans importance pour l'Europe et pour le reste du monde. Il faut construire un nouvel ordre le plus vite possible, à l'aide d'un programme de grande envergure, plus grand que celui de la course aux armements. Les décideurs politiques et les financiers occidentaux doivent revoir leur attitude envers nous : il ne s'agit pas seulement de donner, mais d'activer. Sinon, il y aura un trou noir ici qui s'étendra à toute l'Europe. L'Occident doit percevoir cela comme un défi ».

S. K.

ASIE

JAPON : la publication d'un Livre blanc

Tokyo entend « moraliser » son aide au développement

L'Export-Import Bank du Japon a annoncé, mercredi 7 octobre, le déblocage d'un prêt de 100 millions de dollars à la Vneshekonbank de Moscou au titre de l'aide humanitaire d'urgence promise à l'ex-URSS en décembre 1990. Tokyo a attribué à l'effondrement de l'URSS le retard pris dans le versement de ce prêt, exclusivement destiné à permettre à la Russie d'acheter au Japon « des médicaments, des équipements médicaux, la conditionnement des jambons et saucisses, le matériel d'emballage pour les produits alimentaires et les tabacs... »

TOKYO

de notre correspondant

Premier fournisseur d'aide au développement en volume, le Japon entend « moraliser » cette assistance en tenant compte du respect des droits de l'homme dans les pays receveurs ainsi que de leurs dépenses en armements. C'est du moins ce qu'affirme le dernier Livre blanc sur l'aide publié, mercredi 7 octobre, par le ministère des affaires étrangères. Cette orientation, annoncée par le gouvernement Kaifu en avril 1991, risque néanmoins, en l'absence de critères précis, de rester du domaine de la déclaration d'intention.

« Le Japon entend jouer un rôle actif dans la promotion de la démocratie, des droits de l'homme, de la paix et du développement comme des autres objectifs communs au reste de l'humanité », affirme le Livre blanc. Aussi, Tokyo se réserve le droit de « réviser sa politique en cas de grave violation de la démocratie et des droits de l'homme, de dépenses mili-

taires excessives ou d'évolutions inacceptables par la communauté internationale ».

En 1991, l'aide japonaise s'est chiffrée à 11,03 milliards de dollars, en hausse de 19,6 % par rapport à l'année précédente. Premier bailleur de fonds - dépassant ou égalant, selon les années, les États-Unis - le Japon est cependant à la douzième place si l'on tient compte du pourcentage du PNB consacré à l'aide (0,32 %). Il a néanmoins atteint l'objectif qu'il s'était fixé : consacrer 50 milliards de dollars à l'aide au cours des cinq dernières années. L'influence que ne manque pas d'exercer un tel montant l'invite à définir une véritable politique en la matière.

Saura-t-il éviter ce que le quotidien économique *Nihon Keizai* nomme « l'incohérence de la diplomatie américaine en matière d'aide au développement » ? Il est loin d'être certain que les Japonais fassent passer les principes avant leurs intérêts politiques : Tokyo entend en effet garder les mains libres et tenir compte des « tendances » en matière de démocratie ou de politique d'armement des pays receveurs. Selon le ministère des affaires étrangères, il ne s'agit pas d'appliquer « mécaniquement des critères » à des « questions sensibles ». En d'autres termes, comme ne le cache pas en privé un haut fonctionnaire de ce ministère, « la nouvelle orientation risque d'être difficile à concrétiser ».

Si Tokyo a suspendu son aide à Haïti à la suite du coup d'État de 1991 et a, en revanche, accordé des crédits publics à la Mongolie et à la Zambie afin d'encourager l'évolution qui s'y dessine, sa politique à l'égard des pays proches (qui reçoivent 51 % du total de son aide) ne manque pas d'ambiguïté : c'est le cas par exemple envers la Birmanie ou l'Indonésie.

PHILIPPE PONS

HONGKONG

Le nouveau gouverneur a proposé un plan audacieux de réformes démocratiques et économiques

Ouvrant pour la première fois la session du Conseil législatif (Legco), le nouveau gouverneur de Hongkong, M. Chris Patten, a présenté, mercredi 7 octobre, un vaste plan de réformes économiques et politiques pour les cinq années restant avant la rétrocession de la colonie britannique à la Chine, le 30 juin 1997. Les principales mesures politiques concernent l'abaissement du droit de vote à dix-huit ans, l'élection des membres des conseils locaux, la séparation du Legco et du Conseil exécutif (Exco), la création de commissions parlementaires, la possibilité pour les élus de poser chaque mois des questions au gouverneur, l'abolition de la peine de mort, la révision de la législation

sur la presse et un meilleur contrôle du public sur l'administration. Lié par la Déclaration conjointe adoptée par Londres et Pékin, M. Patten ne pouvait augmenter au-delà de vingt (sur soixante) le nombre de membres du Legco élus au suffrage universel, la Chine s'y opposant formellement. Mais il a décidé d'élargir le nombre, jusqu'à dix-huit, de citoyens participant à l'élection des représentants des diverses catégories professionnelles représentées au Legco. M. Patten a par ailleurs proposé une augmentation des crédits de l'éducation, de la sécurité sociale, de l'environnement, de la sécurité, de la recherche et du développement.

A TRAVERS LE MONDE

PAKISTAN

Le gouvernement du Sind dissout les municipalités

Le chef du gouvernement de la province du Sind, M. Muzaffar Hussain Shah, a annoncé, lundi 5 octobre, la dissolution des conseils municipaux de cette province pakistanaise. Cette décision, a-t-il expliqué, vise à briser le contrôle local du MQM, formant représentant les musulmans immigrés d'Inde au Pakistan en 1947. Le MQM, qui était jusqu'en juin membre de l'UJI, l'Alliance démocratique islamique au pouvoir à Islamabad, est accusé de terrorisme. Cette dissolution porte aussi un préjudice au Parti du peuple (PPP) de M. Benazir Bhutto, chef de l'opposition. De nouvelles élections sont annoncées pour le mois à venir. Pour sa part, le chef d'état-major pakistanaise, le général Asif Nawaz, a indiqué que l'opération militaire engagée en juin pour débarrasser la province des *decoit* (bandits) était achevée. - (UPI)

THAÏLANDE

Le Parlement a abrogé l'amnistie couvrant les émeutes de mai dernier

La Chambre des représentants thaïlandaise a voté, mercredi 7 octobre, à l'unanimité, l'abroga-

tion de l'amnistie décrétée par les militaires au lendemain des émeutes de mai dernier, qui avaient été réprimées dans le sang par les forces de l'ordre, faisant des dizaines de morts et de nombreux disparus. Le décret qui, en application des règles constitutionnelles, devait être soumis aux députés, couvrait à la fois les généraux considérés comme responsables des massacres et les manifestants. Selon des juristes, ce vote pourrait abroger le décret sans application rétroactive. Cette solution lèverait tout risque de condamnation, en particulier pour les militaires qui ont perdu le pouvoir depuis lors. - (AFP)

o CORÉE DU SUD : démission du gouvernement. - Le gouvernement sud-coréen a présenté, mercredi 7 octobre, sa démission au président Roh Tae-woo, afin de lui permettre de former un cabinet politiquement neutre avant l'élection présidentielle de décembre prochain, a-t-on annoncé de sources officielles. Selon la presse, le chef de l'État devrait nommer comme premier ministre M. Hyun Soong-jong, un enseignant qui préside la fédération des associations d'enseignants. M. Roh avait annoncé, le 18 septembre, la formation d'un cabinet chargé d'organiser les élections et d'assurer la neutralité de l'administration. Il avait lui-même démissionné lundi du Parti démocratique-libéral au pouvoir. - (AFP)

Cambodge : la route de la peur

Khmers rouges, bandits et soldats « réguliers » rançonnent les voyageurs entre Phnom-Penh et Sihanoukville

PHNOM-PENH

de notre envoyé spécial

« Quand les Khmers rouges viennent dans le village la nuit, on se sauve dans les bois et on attend leur départ. En forêt, lorsqu'on va couper du bois, on les évite ». Les deux jeunes bûcherons vietnamiens rapportent leurs peurs avec le sourire. « Il y a cinq mois, raconte le plus jeune, ils ont tué trois Vietnamiens. Il y a trois mois, ils en ont capturé cinq autres et les ont libérés moyennant une rançon de 500 000 riels. Soit plus de 1 200 francs, une fortune au Cambodge, où le revenu annuel par tête est estimé à 800 francs ».

« On ne reste jamais en forêt après deux heures de l'après-midi. C'est trop dangereux », dit l'un. Pourquoi demeurent-ils sur place ? « La coupe de bois peut rapporter gros et on ne trouve pas de travail ailleurs », répondent-ils, avant de rétorquer, en jetant un coup d'œil à leur montre : « Et vous, vous n'avez pas peur de circuler sur cette route ? » Ce 2 octobre, il n'est que 15 h 30 et il reste moins de 100 kilomètres à parcourir pour rejoindre Phnom-Penh.

Ils ont raison. Dix kilomètres plus loin, des bandits armés sont en embuscade. L'ambassadeur du Japon rentre de Sihanoukville, où il a accueilli trois navires de la marine japonaise qui ont débarqué hommes et matériel. Les bandits ne s'attaquent pas aux étrangers quand ils les reconnaissent. Une deuxième voiture passe, avec deux

journalistes européens à bord. Ils ont bien vu un homme étrange, coiffé de la casquette des Khmers rouges, mais sans uniforme, sur le bord de la chaussée. Cinq civils cambodgiens arrivent dans un troisième véhicule. Sommé de s'arrêter, celui-ci force le barrage sous les balles. Les passagers sont blessés ; une femme mourra le lendemain des suites de ses blessures.

Survient alors une BMW bleu foncé avec trois Asiatiques à bord. Elle s'arrête. Deux voitures de journalistes qui la suivent sont priées, par les bandits, de passer leur chemin. Les passagers sont dépouillés de leurs biens. L'un d'eux, un homme d'affaires de Hongkong, est abattu d'une balle dans l'abdomen. Alertée, une voiture de la police militaire de l'APRONUC (autorité provisoire des Nations unies au Cambodge) passe sur les lieux une demi-heure plus tard. Entre-temps, les meurtriers se seront évaporés. Dans le même secteur, deux motocyclistes avaient été tués le matin par des bandits.

Une « simple trêve »

A 60 kilomètres de Phnom-Penh, après Kompong-Speu, la route de Sihanoukville se glisse dans un paysage de collines couvertes de forêts tropicales sur près de 150 kilomètres, avant d'atteindre le golfe de Thaïlande. Elle est bordée, surtout depuis les accords de paix signés à Paris voilà près d'un an,

d'un chapelet de villages qui ont une allure provisoire tant ils sont délabrés. Les gens y vivent un peu de la chasse et, surtout, d'un commerce du bois fructueux.

« Tout le monde se sert au passage », explique un sous-officier de l'armée de Phnom-Penh qui, avant d'être démobilisé dans le cadre des accords, a passé plusieurs années dans le secteur. « Les Khmers rouges perçoivent des taxes en forêt, en nature et en monnaie. Les militaires en font autant sur la route. Les douaniers se servent aussi », affirme-t-il. Les incidents sont quotidiens entre Kompong-Speu et Veal-Rinh, un marché à 46 kilomètres de Sihanoukville. Dix jours plus tôt, à 23 heures, à proximité de Veal-Rinh, deux militaires ont été assassinés à moins de 100 mètres de la route. « Les Khmers rouges sont responsables », affirment les habitants. Voilà ! Une enquête de l'APRONUC semble indiquer que l'auteur du crime était un habitant du coin.

La nuit, les Khmers rouges passent dans les villages et les militaires de Phnom-Penh tournent le dos. Depuis début juin, un peu plus de 52 000 hommes, sur des effectifs estimés à environ 200 000, ont été cantonnés et désarmés par l'APRONUC : beaucoup d'entre eux ont bénéficié d'une « permission agricole » pour reprendre le travail dans les rizières. Mais comme les Khmers rouges, à quelques poignées près, refusent cette démobilisation, l'armée de Phnom-Penh demeure sur le qui-vive. Le Cambodge vit donc à l'heure d'une

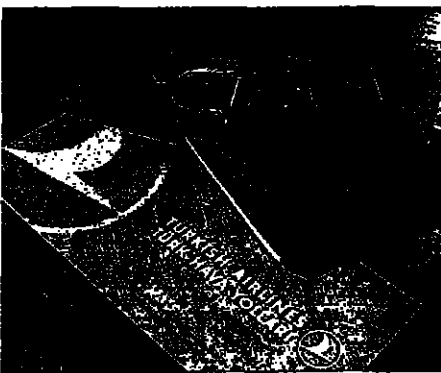
paix armée, d'une « simple trêve », jugent même certains officiers de l'APRONUC. Les conditions de sécurité continuent de se dégrader, même à Phnom-Penh, dont la population se calcule le soir en raison d'une vague récente de banditisme.

Le 5 octobre, l'APRONUC a commencé l'enregistrement de la population en vue d'élections tous les jours prévues en mai 1993. Comment voteront les gens sur la route de Sihanoukville ? Le militaire démobilisé, dont le père a été assassiné par les Khmers rouges en 1977, est sans illusions. « Ils ont des parents dans tous les hameaux. Ils y circulent de nuit. Leurs campements ne se trouvent qu'à 3 kilomètres de la route. Ils seront toujours là au lendemain des élections. A vous de conclure », répond-il.

En attendant, un fort sentiment de déception envers l'APRONUC se répand dans la population. Les effectifs de l'ONU au Cambodge sont aujourd'hui d'environ 22 000 hommes, dont plus de 15 000 militaires. Sur la route de Sihanoukville, un Cambodgien résume ainsi le sentiment général : « Les gens pensaient que l'APRONUC ramènerait la paix. Certes, il n'y a plus de guerre, mais les conditions de sécurité se dégradent de nouveau. Les gens ne comprennent plus. Ils voient circuler les gens de l'ONU. Ils ne savent toujours pas ce qu'ils sont venus faire au Cambodge. »

JEAN-CLAUDE POMONTI

Sur toute la ligne...



Aujourd'hui les compagnies aériennes doivent répondre à quatre critères essentiels du transport aérien : fiabilité, précision, service et confort.

Chez Turkish Airlines, notre but est de faire partie des meilleures compagnies aériennes en Europe. Volonté, ambition et enthousiasme sont nos atouts pour relever ce défi. Parallèlement à cet objectif, nous cherchons constamment à progresser en misant sur des services de première qualité tels que les programmes "Company Club" et "Business Class". Quant à notre programme "Frequent Flyer" (pour ceux qui voyagent fréquemment sur nos lignes), il bénéficie déjà d'une excellente réputation parmi nos passagers.

Doté d'une flotte importante et récente d'Airbus A - 310 et des derniers Boeing 737 - 400, notre réseau vous permettra de rejoindre 68 destinations depuis la Turquie vers le monde entier, et des quatre coins du globe vers la Turquie. Nos vols non-stop, ainsi que ceux en correspondances précises vers plus de 250 villes du monde, sont étudiés pour que vous puissiez profiter au maximum de votre journée quelle que soit votre destination. Et comme vous êtes de plus en plus nombreux à prendre nos avions, Turkish Airlines n'a pas le temps de se reposer sur ses lauriers.



TURKISH AIRLINES
"Vous comptez encore plus pour nous"

● COMMENT INVERSER LA SPIRALE DU DÉCLIN AMÉRICAIN ? - Pages 14 et 15

LE MONDE

diplomatique

N° 463 - 39^e année

OCTOBRE 1992

Pour une refondation
des pratiques sociales
Par FÉLIX GUATTARI

(Pages 26 et 27)

32 pages - 20 F

Abonnements : voir tarif page 29

Publication mensuelle - 5, rue Antoine-Bourdelle, 75501 Paris Cedex 15

Changer l'ONU

Par IGNACIO RAMONET

L'ALLEMAGNE et le Japon, après des années de profil bas, ne font plus mystère de leur ambition : ils veulent un siège de membre permanent au Conseil de sécurité des Nations unies, au même titre que les États-Unis, la Russie, le Royaume-Uni, la France et la Chine. Cela, estiment-ils, ajouterait enfin la dimension politique qui manque à leur statut de superpuissance économique. D'autre part, cela serait, selon eux, une manière de signifier clairement le début d'une ère nouvelle où les deux vaincus de la seconde guerre mondiale - que les articles 53 et 107 de la Charte qualifient toujours d'États « ennemis » - retrouveraient leur place dans le concert des nations.

Pour appuyer sa requête, l'Allemagne semble avoir trouvé un allié de taille : la Chine, dont le ministre des affaires étrangères, M. Qian Qichen, a admis que « les changements dans le monde doivent se refléter aussi au Conseil de sécurité (1) ». Bonn (pas plus que Paris ou Londres) ne semble séduire par la proposition italienne d'échanger les sièges de la France et du Royaume-Uni contre un siège à la Communauté européenne qui représenterait les intérêts des Douze (2). Maastricht ou pas, chaque diplomatie européenne souhaite compter d'abord sur elle-même. Et l'Allemagne envisage désormais de modifier sa Constitution afin de pouvoir envoyer des troupes à l'extérieur des zones OTAN et participer ainsi aux opérations de maintien de paix de l'ONU. Tokyo a déjà introduit - après de violents débats parlementaires - ces modifications et a commencé à dépêcher un contingent de 1 700 « casques

qui a longtemps paralysé l'organisation. Depuis la création de l'ONU en 1945, constate M. Boutros Boutros-Ghali, l'actuel secrétaire général, une centaine de conflits majeurs ont éclaté de par le monde, qui ont provoqué plus de 20 millions de morts. L'ONU est restée impuissante devant la plupart de ces crimes en raison des veto - au nombre de 279 - opposés à l'action du Conseil de sécurité. La guerre froide étant achevée, les veto ont pris fin (3). Cela a d'ailleurs permis aux États-Unis de s'emparer à la hussarde du pouvoir au sein du Conseil de sécurité et de conduire à leur guise, sous couvert de « recommandations de l'ONU », la guerre du Golfe contre l'Irak.

DE 1945 à 1988, treize opérations de maintien de la paix avaient été lancées par l'ONU, depuis cette date, ce chiffre a doublé. Et les « casques bleus » se trouvent actuellement sur douze terrains d'action : au Cachemire, au Liban du Sud, au Golde, à Jérusalem, au Salvador, au Sahara occidental, en Angola, en Irak-Koweït, au Cambodge, en Croatie-Bosnie et en Somalie.

Au total, 45 000 hommes sont déployés en mission de paix sous la bannière des Nations unies, dont 6 000 Français, mais pas un seul Américain. Le président Bush a même refusé la demande de M. Bou-



PICASSO - « L'Acrobate bleu » (1929)

huit pays sur les cent soixante-dix-neuf qui siègent à l'ONU, est aujourd'hui passablement déboussolé, mais il a également souhaité voir avancer la réforme de l'organisation internationale. A propos des changements éventuels au sein du Conseil de sécurité, les non-alignés craignent qu'avec une prochaine entrée de l'Allemagne et du Japon le Conseil ne devienne une simple annexe du G7, le groupe des sept premières puissances économiques mondiales, qui exerce déjà un véritable droit de veto économique sur la planète. Ils souhaitent que le Conseil reflète mieux le vrai visage du monde en donnant au Sud la place qui lui revient. Si la Chine, lors de son entrée à l'ONU le 26 octobre 1971, avait déclaré « représenter les intérêts du tiers-monde », on sait que Pékin n'aurait pas abandonné cette position.

N'est-il pas temps que des grandes puissances démocratiques, qui sont également des puissances régionales, comme l'Inde, le Brésil, le Mexique et le Nigeria, occupent une place permanente au sein du Conseil de sécurité ? Comme le dit le grand écrivain nigérian Wole Soyinka, « le monde de la littérature

LA MENACE DE RÉCESSION EN EUROPE

Chaos monétaire et enjeux politiques

Le temps n'est plus où les dirigeants des pays industrialisés devaient attendre d'une reprise de l'économie américaine le signal d'un redémarrage généralisé. L'export officiel consiste désormais à éviter les effets dévastateurs d'un krach financier, d'une déflation et d'une récession. Fruit amer d'une déréglementation à tous-va, censée engendrer la prospérité, le chaos monétaire fragilise les États et les constructions régionales, menace les équilibres sociaux. La baisse du dollar, bien utile aux exportateurs américains, la récession pour Bonn - confrontée au coût prohibitif de l'absorption de l'ancienne RDA (lire pages 8 et 9) - de maintenir élevé le prix de l'argent, la faible approbation par les Français du traité de Maastricht (lire pages 6 et 7), et jusqu'aux difficultés relatives du Japon ont en raison des illusions, fautes ou naïvetés, entretenues à propos de l'état de santé économique de l'Occident.

Par IBRAHIM WARDE*

LE monétarisme obsessionnel a montré ses dangers. Ceux-là mêmes qui glorifient le « marché » livrent bataille à ce qu'ils appellent les spéculateurs et qui ne sont que les praticiens du marché les plus conséquents. Ceux-là mêmes qui ont longtemps vanté les mérites de la libre-circulation des capitaux se voient forcés de contourner les forces du marché. Ceux-là mêmes qui célébraient récemment la « main invisible » du marché constatent qu'elle fait tanguer le système monétaire international au point que M. Nicholas Brady, secrétaire américain au Trésor, en vient à proposer « un examen des flux de capitaux et des implications sur le système monétaire international » : les défenseurs institutionnels du capitalisme font mine de découvrir la violence des mouvements sauvages des capitaux. Ceux-là mêmes qui prônent la nécessité de réduire les dépenses publiques

gaspillent des sommes considérables à « défendre » leurs monnaies. Ceux-là mêmes qui arguent de leurs compétences techniques dans la gestion de la monnaie se font battre au poteau par les spéculateurs (1).

Des réserves de change accumulées à longueur d'année sont perdues en quelques jours. La France, par exemple, aura dépensé en quelques jours plus de 50 milliards de francs, c'est-à-dire plus de la moitié de ses réserves en devises, pour défendre sa monnaie. Il faut dire que les flux de capitaux ont atteint une violence exceptionnelle. Les transactions quotidiennes à l'échelle planétaire ont atteint, toujours selon M. Nicholas Brady, un montant global de 1 000 milliards de dollars, c'est-à-dire environ le double du total des réserves à la disposition des principaux pays industriels.

(Lire la suite page 6.)

* Professeur d'économie politique internationale à l'université de Californie, Davis.

(1) Wall Street Journal, 18 septembre 1992.

En vente dans les kiosques le 20 octobre :

Manière de voir n° 18

OCTOBRE 1992

FAUSSES TRAITES SUR LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

par Bernard Cassen. Les impasses économiques du libéralisme

LE COÛT DE L'UNIFICATION ALLEMANDE A MARCHÉ FORCÉE

par Laurent Carroué. Un incroyable gâchis économique et humain

YUGOSLAVIE, L'IMPÉRIEUSE NÉCESSITÉ DE PENSER LA PAIX

par Catherine Samary. Inventer une nouvelle approche diplomatique

VERS LA BALKANISATION TRANQUILLE AU CANADA

par Fulvio Caccia. Les enjeux des réformes constitutionnelles

VERS QUEL ORDRE RÉGIONAL AU PROCHE-ORIENT ?

par Alain Gresh, Geoffrey Aronson et Annie Fiore. Premier grand bilan des négociations de paix

LES MÉDIAS ET LA GUERRE DU RÉFÉRENDUM

par Serge Halimi. Le nouveau dérapage d'une presse uniforme et aux ordres

POUR UNE REFOUDATION DES PRATIQUES SOCIALES

par Felix Guattari. En finir avec le grand malaise de notre civilisation

En vente chez votre marchand de journaux - 20 F

DIPLOMATIE

La fin du sommet de Libreville

M. Bérégovoy invite ses interlocuteurs africains à une gestion plus rigoureuse

La crise économique et les conflits régionaux ont nourri l'essentiel des débats du dix-septième sommet franco-africain, qui s'est terminé mercredi 7 octobre à Libreville. Alors qu'à la conférence de La Baule, en juin 1990, le président Mitterrand avait insisté sur le rapport entre démocratie et développement, M. Pierre Bérégovoy, le premier ministre représentant cette fois la France, a ajouté un troisième volet à la réflexion en estimant qu'il existe « un lien indissoluble entre sécurité, démocratie et développement ».

LIBREVILLE

de notre envoyée spéciale

De son premier sommet franco-africain, l'un des participants retiendra surtout une chose : « Les dirigeants africains sont très inquiets ; l'Afrique a peur d'être orpheline, ça devient une obsession ». Propos d'un homme ayant un œil neuf et toutes les raisons de s'inquiéter pour son propre pays.

En se gardant des envolées lyriques, le premier ministre français s'est cependant employé à rappeler aux dirigeants africains qu'au nom de l'histoire et au nom de l'amitié entre nos peuples, la France était à leurs côtés. Pour preuve, la position très sévère prise par M. Bérégovoy contre les institutions monétaires internationales.

Se rangeant pour la première fois publiquement à l'avis des Africains, qui estiment draconiennes les conditions imposées par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international en échange de leur aide, M. Bérégovoy a déclaré : « Il est des ajustements qui sont nécessaires dans vos pays, des économies à faire, mais il faut vous y aider et non vous y contraindre ». « Nous avons tous des devoirs à l'égard des institutions monétaires internationales, mais nous avons aussi des devoirs à l'égard de nos peuples », a-t-il encore dit, en lançant ce qu'il a lui-même qualifié de « cri d'indignation ». Cette sortie fut évidemment très appréciée par des dirigeants enclins à qualifier de « néocolonialistes » les méthodes de la Banque mondiale et du FMI.

Ecrasés par le poids de la dette, fermement invités, sans égard pour les risques sociaux, à « dégraisser » les effectifs d'une fonction publique pléthorique, subissant la chute des cours des matières premières, les chefs d'Etat africains sont en plein désarroi. La crise économique qu'ils subissent est telle qu'elle risque de mettre en cause le fragile processus de démocratisation qui bouleverse le continent depuis deux ans. D'où l'accent mis par M. Bérégovoy sur la gestion économique.

Nouvelle école

A La Baule, le président Mitterrand avait lié l'aide de la France à la démocratisation des régimes. A Libreville, M. Bérégovoy a lié l'aide à la rigueur : « Chaque fois que vos pays s'engageront sans détours dans

la voie du redressement économique, ils pourront compter sur le plein soutien de la France et de la communauté internationale », justifiant ce « redressement » par le besoin de « stabilité » et de « confiance » qu'ont les investisseurs. « C'est, a-t-il précisé, la raison pour laquelle la question de la sécurité est si importante ». « Prenons garde aux conséquences que produisent la destruction des Etats et la prolifération des armes », a lancé le premier ministre, selon lequel « la sécurité, la démocratie et le développement sont indissolublement liés ».

L'accent mis par le premier ministre français sur la sécurité est symptomatique : de nombreux conflits « couvent » dans plusieurs pays, risquant de contaminer les Etats voisins. C'est le cas du Libéria, mais aussi du Mali et du Niger où les gouvernements s'opposent

aux rébellions touarègues. Mais la question de la sécurité recouvre également des conflits purement intérieurs, comme au Togo où l'armée entrave le processus de démocratisation. « Les forces armées doivent jouer pleinement leur rôle de gardiens des institutions », a affirmé à ce sujet M. Bérégovoy, elles ne sont pas seulement le boudier de l'Etat mais aussi le protecteur du citoyen. Des armées peu nombreuses, disciplinées, légalistes : c'est la voie sur laquelle vous trouverez toujours l'assistance de la France. » Ni le général Gnassingbé Eyadéma, du Togo, ni le maréchal Mobutu, du Zaïre, qui ont su tous deux utiliser l'armée pour garder le contrôle de leur pays engagé dans la voie de la démocratisation, n'étaient là pour l'entendre.

La vieille garde

Les interlocuteurs de la France à ces rituels sommets franco-africains ont beaucoup changé, même si demeure une partie de la vieille garde. Dans cette dernière catégorie, le président de la Guinée-Equatoriale, M. Teodoro Obiang, s'est particulièrement distingué en déclarant : « Les interventions d'agents étrangers qui prétendent imposer leurs choix à [son] pays ».

Mais une nouvelle « école » a fait son apparition, incarnée à Libreville par les présidents Alpha Oumar Konaré (Mali), Pascal Lissouba (Congo) et Nicéphore Soglo (Bénin), chefs d'Etat issus des armées. Tous trois doivent aujourd'hui faire face à des situations économiques dramatiques et à une tâche démesurée qu'ils abordent avec le sentiment d'être abandonnés par la communauté internationale.

Un sentiment que M. Lissouba a clairement exprimé en séance plénière : « L'Afrique aujourd'hui, et cela ne saurait durer, se caractérise par deux chiffres : 8 % de la population mondiale, pour 1 % de contribution dans le commerce international. Ce qui signifie que cette marginalisation d'un continent, pourrait conduire à son effacement de l'échiquier international, sans que cela ne change d'aucune manière le confort du reste du monde ».

MARIE-PIERRE SUBTIL

Des observateurs de l'ONU au Libéria ?

LIBREVILLE

de notre envoyée spéciale

L'ensemble de l'Ouest africain craint la « contamination » de l'interminable conflit libérien. Près d'un an après l'accord de Yamoussoukro, censé mettre fin à la guerre civile, M. Nicéphore Soglo, président en exercice de la Communauté des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), a affirmé qu'il fallait régler ce problème « en plein jour ».

L'ancien président américain Jimmy Carter a, de son côté, envoyé une lettre aux chefs d'Etat de la zone, suggérant l'envoi au Libéria d'observateurs des Nations unies. Selon plusieurs sources, M. Carter, impliqué depuis longtemps dans une mission de bons offices au Libéria, affirme dans cette missive que « la présence de l'ECOMOG (Forces ouséano-africaines d'interposition) n'est plus consensuelle ». Dans l'entourage de M. Pierre Bérégovoy, on affirme

que « la France n'est pas contre » l'envoi de tels observateurs, mais que le projet risque de se heurter à de nombreuses résistances. Dans l'immédiat, M. Soglo entend organiser, le 19 octobre, à Cotonou, une réunion des ministres des affaires étrangères de la CEDEAO.

Lors de sa conférence de presse, M. Bérégovoy a évoqué « la situation créée par des armes qui circulent un peu trop librement à certaines frontières ». Sans doute une allusion au Libéria après les entretiens du premier ministre français avec les présidents sénégalais et ivoirien, MM. Abdou Diouf et Félix Houphouët-Boigny. Ce dernier, ainsi que le président du Burkina, M. Blaise Compaoré, ont évoqué en séance plénière le problème du Libéria qui, sans doute pour des raisons de proximité, a été beaucoup plus longuement débattu que le drame somalien.

M.-P. S.

PROCHE-ORIENT

ISRAËL : la grève de la faim des détenus palestiniens

Nouvelles émeutes dans la bande de Gaza

Selon un bilan de source palestinienne, plus de quatre-vingts Palestiniens ont été blessés, dont soixante dans la seule ville de Rafah, mercredi 7 octobre, lors de heurts avec l'armée israélienne dans le territoire de Gaza. Ces incidents ont eu lieu au cours de manifestations de solidarité avec les cinq mille prisonniers palestiniens qui font la grève de la faim depuis une semaine pour obtenir une amélioration de leurs conditions de détention (le Monde du 3 octobre). L'armée israélienne a tiré des balles en plastique ou des billes en acier enveloppées de caoutchouc en direction de manifestants qui lançaient des pierres et des bouteilles incendiaires.

La direction unifiée de l'Intifada dans les territoires occupés a appelé les populations palestiniennes à « intensifier » la lutte contre l'occupation israélienne, et a décrété une journée de grève générale, vendredi, dans l'ensemble de ces territoires, a indiqué l'agence palestinienne Wafa.

De son côté, M. Yasser Arafat, qui a rencontré, mercredi, à Amman, le chef du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), M. Georges Habache, a réitéré l'organisation d'élections législatives dans les territoires occupés « au début de la période intermédiaire d'autonomie » de cinq ans, qui devrait commencer à la fin du mois d'octobre, selon les termes du processus de paix.

« Sinon, a menacé le président de l'OLP, nous serons en droit de convoquer le Conseil national palestinien (qui fait office de Parlement en exil) afin de prendre les décisions qui s'imposent ». — (AFP)

Dans le nord de l'Irak

Deuxième offensive des peshmergas contre le PKK

Les peshmergas (combattants kurdes irakiens) ont lancé une deuxième offensive, mercredi 7 octobre, contre les bases du Parti des travailleurs du Kurdistan turc (PKK) dans le nord de l'Irak. Selon M. Massoud Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan irakien (PDK), les affrontements ont eu lieu dans la région de Khavork, dans le triangle fermé par les frontières avec l'Iran et la Turquie, où est retranché le frère du chef du PKK, M. Abdullah Ocalan. M. Barzani a estimé que ces opérations contre les troupes du PKK devraient être terminées dans les prochains jours.

« C'est une question de temps, nous ne voulons pas les détruire mais seulement les faire partir », a-t-il dit. M. Nevzat Ayaz, ministre turc de la défense, a indiqué que son gouvernement « soutient l'opération ».

De son côté, lors d'un discours prononcé, mardi, à Diyarbakir, dans le sud-est de la Turquie, le président Turgut Ozal a accusé l'Irak, « l'un des plus grands ennemis de la Turquie », de « soutenir les terroristes » du PKK. « Nous étoufferons la terreur dans les montagnes, là où elle naît », a déclaré le chef de l'Etat. Quant au premier ministre turc, M. Suleyman Demirel, il n'a pas exclu, dans un entretien accordé, mercredi au quotidien Milliyet, une

éventuelle application de la loi martiale pour résoudre le « problème du Sud-Est anatolien ». « Lorsqu'il s'agit de l'intégrité territoriale de notre pays, nous pouvons, a-t-il dit, prendre toutes les mesures nécessaires, en tenant à l'écart la communauté internationale si les conditions l'exigent ». — (AFP)

■ IRAK : les observateurs de l'ONU qualifiés de « chiens errants ». — Les Nations unies ont rejeté, mercredi 7 octobre, à New York, les violentes accusations du président Saddam Hussein contre les inspecteurs de l'ONU qui, selon M. Tim Trevan, porte-parole de la commission spéciale chargée du désarmement de l'Irak, « font leur travail professionnellement, dans le cadre d'un mandat ». « Lorsque l'Irak ne souhaite pas que nous fassions quelque chose, il tend à provoquer une crise », a-t-il ajouté. M. Trevan réagissait à des déclarations attribuées par la presse irakienne à M. Hussein, qui aurait qualifié les inspecteurs de l'ONU de « chiens errants » cherchant à « ouvrir la voie aux Etats-Unis et à leurs alliés malfaisants pour qu'ils fassent ce qu'ils n'ont pas pu faire » pendant la guerre du Golfe. — (AFP)

AMÉRIQUES

PÉROU : chef du Sentier lumineux

Abimaël Guzman a été condamné à la détention à perpétuité

Le chef du Sentier lumineux, Abimaël Guzman, a été condamné mercredi 7 octobre à la détention à perpétuité par un tribunal militaire, après dix jours de procès à huis clos sur la base navale de San Lorenzo, où il purgera sa peine.

LIMA

de notre correspondant

Fondateur et idéologue principal du Parti communiste péruvien, Sentier lumineux (PCP-SL), Abimaël Guzman a été condamné à la prison à perpétuité pour « trahison à la patrie » par un tribunal militaire qui l'a rendu responsable de la mort de 25 000 personnes depuis le début de l'insurrection armée, déclenchée il y a douze ans. Quelques heures avant l'annonce du verdict frappant leur chef, les guérilleros du Sentier lumineux ont commis une série d'attentats à Lima, tuant cinq membres des forces de sécurité.

Le procès sommaire mené par un juge d'instruction appartenant à la marine a duré à peine dix jours et il a été mené de façon extrêmement discrète sur la base militaire de l'île San Lorenzo, située à une demi-heure de navigation de la capitale. Alfredo Crespo, l'avocat du numéro un du PCP-SL, a annoncé qu'il ferait appel, parce qu'il estimait que « ce procès était une farce », car son client ne serait responsable que de la direction idéologique du PCP-SL et non pas des actes terroristes commis. Le conseil suprême de justice militaire aura le dernier mot le 12 octobre. Sa ratification de la sentence ne fait pas de doute.

Les deux autres membres du comité central, le « camarade Myriam », numéro deux du PCP-SL, et le « camarade Arturo », le coordinateur du mouvement insurgé, emprisonnés également dans l'île San Lorenzo, ont été condamnés à la même peine, ainsi que neuf autres dirigeants (quatre femmes détenues à Aroquipa et cinq hommes détenus à Puno) et à des réparations pour 20 millions de dollars.

Une douzaine d'autres inculpés par contumace, également pour « trahison à la patrie » (notamment Feliciano, possible successeur d'Abimaël Guzman, et Luis Arce Borja, surnommé « l'ambassadeur » du PCP-SL et directeur du journal *El Diario Internacional*) seront soumis à un procès de même nature.

Les sentenciers distribués des tracts et barbouillés de graffitis les murs des bidonvilles, annonçant que « le PCP ne se rend pas ! ». Leur grande offensive est prévue pour le 12 octobre, jour où la condamnation d'Abimaël Guzman sera, pour la forme, confirmée par le conseil suprême de justice militaire.

NICOLE BONNET

■ BRÉSIL : deux cents morts lors de la mutinerie de la prison de São Paulo. — Le bilan de la mutinerie du 2 octobre à la prison de São Paulo est d'environ deux cents détenus tués, près du double de ce que la police avait annoncé, a déclaré mardi 6 octobre, un porte-parole du ministre de la justice. Le ministre, M. Mauricio Correa, a constitué une commission d'enquête. — (Reuters)

ÉTATS-UNIS : selon son conseiller diplomatique

M. Clinton, s'il était élu, mènerait pour l'essentiel, la même politique étrangère que M. Bush

Quelle serait la politique étrangère de M. Bill Clinton s'il était élu président des Etats-Unis le 3 novembre ? La question préoccupe à l'évidence les responsables européens, qu'ils soient socialistes ou chrétiens-démocrates. M. David Aaron, conseiller diplomatique du candidat démocrate, est à Paris depuis le 3 octobre pour rassurer et convaincre...

M. Aaron a accompli le même voyage à Bonn. Il a dîné avec le secrétaire au Foreign Office à New-York la semaine dernière. A Paris, où il reste jusqu'au 11 octobre, M. Aaron a déjà rendu visite aux experts de l'Elysée, du Quai d'Orsay et du ministère de la défense. Il a « longuement » (plus d'une heure) vu son

« vieil ami » Michel Rocard, qu'il a trouvé « en forme ». Jusqu'ici, deux chiffres : 8 % de la population mondiale, pour 1 % de contribution dans le commerce international. Ce qui signifie que cette marginalisation d'un continent, pourrait conduire à son effacement de l'échiquier international, sans que cela ne change d'aucune manière le confort du reste du monde ».

Celle-ci consiste à expliquer à des Européens, souvent très intéressés, et parfois un peu inquiets, ce que serait la diplomatie du président Clinton sur les grands dossiers : l'OTAN, le GATT et la situation dans l'ex-Yugoslavie.

Le mot-clé est « continuité ». Au cours d'un entretien avec quelques journalistes, mercredi 7 octobre à Paris, M. Aaron, qui fut, du temps de M. Jimmy Carter, (1976-1980) l'adjoint de M. Zbigniew Brzezinski au Conseil national de sécurité, a réussi à employer ce mot plus d'une dizaine de fois. Le message est clair : le « président Clinton » aurait, pour l'essentiel, la même politique étrangère que M. Bush. Cette « continuité » est surtout évidente à propos de l'OTAN et de son pilier européen.

« Nous resterons militairement en Europe »

« Nous sommes pour une défense européenne forte. Cela ne nous fait pas peur. J'ai le sentiment que les Français, de leur côté, font preuve de fraîcheur d'esprit, qu'ils sont prêts à tourner la page et à abandonner les stéréotypes. Je n'ai pas rencontré M. Joxe. J'ai vu surtout les gens de l'Elysée et du Quai d'Orsay. M. Clinton est moins lié au passé

que M. Bush. Il est évidemment pour l'OTAN, mais sans rigidité mentale, sans dogme, sans a priori », explique-t-il.

Le conseiller diplomatique du candidat démocrate rappelle quelques évidences. « Nous restons militairement en Europe. Demeureront stationnés environ 100 000 soldats américains. Ils devront être parfaitement préparés et aptes au combat. 100 000 hommes, c'est tout sauf une présence symbolique... »

A propos du GATT, qui oppose Américains et Français, M. Aaron affirme que M. Clinton souhaite l'aboutissement du grand accord multilatéral de libre-échange, avant le 3 novembre. Ce n'est pas un sujet de politique politique aux Etats-Unis, puisque M. Bush et M. Clinton y sont favorables, remarque-t-il. Il

rappelle que la date butoir, qui tombe inexorablement en mars, est de toute façon assez proche. La France bloque-t-elle ? « Je n'ai pas dit cela. La France est importante pour nous », commente très diplomatiquement M. Aaron.

La situation dans l'ex-Yugoslavie est traitée sur un plan moral, comme il sied à un démocrate. Le candidat Clinton s'est distingué par son activisme, à la différence de M. Bush il y a quelques mois encore. Mais les deux hommes ont fini par se rejoindre. L'un et l'autre sont pour l'établissement d'une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Bosnie. Il y a cependant une nuance entre Américains et Européens. Les premiers souhaitent que le respect de cette mesure soit au besoin assuré par des interceptions. Français et Britanniques renâclent un peu...

DOMINIQUE D'HOMBRES

Les hommes • Activités industrielles
• Productions agricoles • Pêche • Circulation
• Finances • Les Etats

IMAGES

135 FF

ECONOMIQUES DU MONDE 1992-93

37^e ANNÉE

Editions SEDES

88, bd St-Germain - 75005 Paris
Tél. (1) 43 25 23 23 - CCP Paris 1 212 92 V

ERIC VIN ?

Pour une régulation
des pratiques sociales

aos monétaire
jeux politiques

ITÉ EUROPÉENNE

A MARCHÉ FORCÉE

DE PENSER LA PAIX

LE AU CANADA

OCHE-ORIENT ?

ÉFÉRENDUM

QUES SOCIALES

20 F

هكذا من راصيل

OUI

A NOTRE AGRICULTURE

L'Europe doit garder la maîtrise de l'utilisation de son territoire

Le sort d'une grande partie de l'agriculture française et européenne risque de se jouer dans les prochains jours entre l'Europe et les Etats Unis, au GATT.

Les conséquences de ce qui pourrait être concédé vont bien au-delà du seul monde agricole.

Elles concernent aussi l'emploi, la balance commerciale, l'aménagement du territoire et l'idée que l'on peut se faire de l'exercice de la souveraineté européenne. C'est la raison de notre cri d'alarme.

Une nouvelle politique agricole commune se met en place, ses effets sont traumatisants. Il ne fait plus de doute pour personne qu'elle devra être profondément corrigée.

Sa disposition la plus pénalisante, pour la collectivité toute entière, est la friche obligatoire *

qui a pour but de réguler temporairement les surfaces cultivées en fonction des marchés.

NON AUX QUOTAS GATT

Nous craignons que, par faiblesse dans la négociation GATT, cette friche ne devienne permanente. L'Europe semble, en effet, accepter, non seulement une réduction des soutiens financiers à l'agriculture qui était l'objet de l'Uruguay Round, mais aussi la réduction en volume de ses exportations agricoles et de sa production d'oléagineux.

Avec de tels quotas d'exportation et donc de production, l'Europe ne serait plus maîtresse de l'utilisation de son territoire, ni du volume de ses livraisons aux pays de la CEE, du Bassin Méditerranéen et du Moyen-Orient qui, pour des raisons géopolitiques évidentes, souhaitent conserver des sources d'approvisionnement diversifiées.

Pour conserver sa chance à une agriculture entreprenante, compétitive et exportatrice, partie intégrante de son identité et nécessaire à ses grands équilibres sociaux et économiques, l'Europe de Maastricht doit montrer sa détermination face à l'autre grande puissance agricole mondiale.

Une négociation, c'est une épreuve de force et des compromis. Il est des domaines où les compromis sont impossibles.

Le Conseil d'Administration de SIGMA

SIGMA



LES
METIERS
DU
GRAIN

*SIGMA est l'Union Nationale des Coopératives Françaises de Collecte. C'est l'un des principaux opérateurs sur le marché européen. 83, avenue de la Grande Armée - 75016 Paris

* Cette disposition concerne les surfaces de blé, orge, maïs, colza, tournesol et pois qui couvrent plus des deux tiers des terres labourées en Europe. Le pourcentage initial de friche a été fixé à 15 %. Le développement envisagé des biocarburants ne baisserait que très peu ce taux à l'échelle de l'Europe.

POLITIQUE

L'affaire du sang contaminé

Le RPR demande la mise en accusation de M. Fabius Mme Dufoix et M. Hervé devant la Haute Cour de justice

Le président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, M. Bernard Pons, a déposé, mercredi 7 octobre, une proposition de résolution portant mise en accusation devant la Haute Cour de justice de M. Laurent Fabius, de M. Georges Dufoix et de M. Edmond Hervé, tous trois membres du gouvernement au moment de l'affaire du sang contaminé. La veille, lors de la conférence des présidents, l'opposition avait réclamé l'inscription à l'ordre du jour de l'élection des membres de la Haute Cour, laquelle n'a pu encore aboutir sous l'actuelle législature.

Prenant de vitesse ses partisans de l'opposition, M. Pons a justifié son initiative par une ordonnance du juge d'instruction du tribunal de grande instance de Paris, en date du 5 octobre, qui fait suite à la plainte pour empoisonnement avec constitution de partie civile, déposée le 27 juillet par M. Jacques Vergès et Eric Dupont-Moretti, au nom de victimes de transfusions sanguines, contre M. Fabius, M. Dufoix, M. Hervé et « tous autres » (le Monde du 28 août). « Le juge s'est déclaré incompétent pour les anciens ministres, mais non pour tous autres », a expliqué M. Pons. La mise en œuvre de l'article 68 de la Constitution [sur la responsabilité pénale des membres du gouvernement] a donc pour effet, dans ce

cas particulier, de faire échapper à d'éventuelles poursuites trois ministres, alors que des citoyens ordinaires pourraient être poursuivis. Cette situation apparaît comme parfaitement inéquitable et ne peut satisfaire les anciens ministres en cause, qui ne peuvent se laver du soupçon qui pèse sur eux ».

La proposition de résolution portant mise en accusation, qui sera soumise à une prochaine réunion du bureau de l'Assemblée nationale, se heurte cependant au fait que l'Assemblée n'est pas encore parvenue, sous la présente législature, à élire ses représentants, douze juges titulaires et six juges suppléants, à la Haute Cour de justice. Les deux premiers tours de scrutin, organisés les 19 avril et 20 décembre 1989, n'ont pas per-

mis de dégager de majorité absolue. Le président du groupe RPR soutient donc l'organisation d'un troisième tour, pour lequel, selon l'article 157 du règlement de l'Assemblée nationale, la majorité absolue est toujours nécessaire. « Je ne peux laisser dire que le Parlement reste inerte », a déclaré M. Pons, en annonçant le dépôt d'une proposition de loi organique dont l'objectif serait de contraindre les députés à élire les juges de la Haute Cour dès le début de la législature.

« Attitude républicaine »

L'initiative du président du groupe RPR a aussitôt provoqué des réactions indignées au Parti

socialiste. « Le RPR veut utiliser un terrible drapeau humain à des fins de basse politique. C'est une attitude répugnante », a affirmé M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du PS, en rendant compte des discussions du bureau exécutif du parti. « C'est d'autant plus répugnant que les ministres de l'époque ont eu l'occasion de s'expliquer au cours d'un procès public », a ajouté M. Queyranne. Le nouveau ministre des relations avec le Parlement, M. Louis Mermaz, a de son côté jugé « insupportable et inadmissible » le « comportement » du RPR. « La justice a été saisie, elle se prononcera bientôt. Que l'on veuille transférer cela sur le terrain de la polémique politique à des fins partisans, je trouve cela épouvantable », a déclaré M. Mermaz, jeudi 8 octo-

bre sur RTL. Au sein même de l'opposition, l'UDF n'approuve pas la tournure prise par cette opération. Mardi, lors de la réunion du groupe UDF, l'affaire du sang contaminé et ses suites juridiques avaient été évoquées par M. Jean-François Mattei, député des Bouches-du-Rhône et professeur de médecine. Il avait été décidé de soulever, sans précipitation, la responsabilité des seuls ministres de tutelle, à savoir M. Dufoix, ancien ministre des affaires sociales, et M. Hervé, ancien secrétaire d'Etat à la santé. Mécontent d'avoir été « doublé » par le RPR, le groupe UDF a annoncé son intention de déposer sa propre proposition de résolution.

J.-L. S.

Les dirigeants du PS font bloc autour du premier secrétaire

Les dirigeants socialistes devaient discuter jeudi de la contre-attaque nécessaire par la mise en cause du premier secrétaire, M. Laurent Fabius, ancien premier ministre, et de deux anciens ministres, par la droite, à la suite de l'affaire de la transfusion sanguine. La réunion hebdomadaire du secrétariat national, jeudi en fin de matinée, devait être en grande partie consacrée à cette discussion. Mercredi, au bureau exécutif, les responsables du PS ont exprimé leur solidarité avec M. Fabius.

M. Fabius a quitté la réunion du bureau exécutif, mercredi 7 octobre, vers 19 h 30, peu de temps après avoir eu communication d'une dépêche d'agence annonçant que l'UDF demandait, comme le RPR, la traduction de trois anciens ministres en Haute Cour (cette dépêche devait être ultérieurement rectifiée, car l'UDF, à la différence du RPR, ne met pas en cause M. Fabius). Auparavant, MM. Lionel Jospin, Jean-Christophe Cambadélis et Henri Emmanuelli sont intervenus pour affirmer que le PS tout entier doit se ranger derrière le premier secrétaire, propos qui ont été approuvés par M. Gérard Lindeberg, le numéro deux du parti, rocardien. Le président de l'Assemblée nationale a rappelé à M. Fabius que les précédentes procédures de ce type n'avaient pas abouti.

Le bureau exécutif devait prendre connaissance des propositions de M. Michel Charzat, chargé du programme et des études au secrétariat national, pour la campagne des élections législatives. Le projet de « Contrat » préparé par M. Charzat — un document de quatre pages comportant un bilan, des engagements organisés sous les rubriques « l'ordre », « Réformer » et « Protéger », et un engagement personnel de transparence politique et financière — ne sera examiné que la semaine prochaine, la discussion des orientations générales de la campagne ayant pris le pas sur celle de son contenu.

Deux fabiusiens, MM. Claude Bartolone et Thierry Mandon, ont regretté que des propos à tonalité

défaitiste aient pu être tenus au cours des derniers jours, notamment lors des rencontres de Lorient autour de M. Jacques Delors. M. Mandon a fait valoir que le débat sur le bilan de la gauche au pouvoir avait été mené et tranché lors des congrès extraordinaires de décembre 1991 et de juillet dernier. Le projet à long terme, adopté lors du premier de ces deux congrès, et le programme pour la prochaine législature, adopté lors du second, constituent, selon M. Mandon, la réponse collective des socialistes à la question de l'évaluation de leur

action passée et à celle de leurs idées pour l'avenir. M. Bartolone a de son côté souligné que le PS doit mener une action soutenue en direction de l'électorat écologiste, auquel il s'agit de montrer qu'il est considéré comme un partenaire, et non comme une force d'appoint.

Les rocardiens refusent le projet Sapin

M. Lindeberg a mis en garde les socialistes contre trois « dérives » possibles : « rester sur le quai » en regardant passer le train des légis-

latives pour attendre celui de l'élection présidentielle ; s'adonner au « repentir géométrique » (allusion aux rencontres de Lorient) ; faire du volontarisme en affirmant qu'une victoire reste possible ou en laissant entendre, à défaut, que les socialistes pourraient participer au futur gouvernement dans une coalition « européenne ». Ayant ainsi distribué les rôles de façon apparemment équitable aux trois principaux rivaux du PS, le responsable rocardien s'est rangé à la formule qu'avait énoncée avant lui M. Fabius : les socialistes doivent être « lucides, objectifs et solidaires ».

Le premier secrétaire a proposé, en outre, une formule de compromis sur le projet de loi de M. Michel Sapin relatif à la lutte contre la corruption, dont une disposition tend à interdire tout versement des entreprises aux partis politiques et aux comptes de campagne des candidats. Plusieurs dirigeants sont intervenus pour regretter l'inscription de ce texte au début de l'ordre du jour de la session parlementaire, M. Emmanuelli, mais aussi M. Claude Evin (rocardien) et M. Yvette Roudy (fabiusienne) estimant que ce choix ne peut qu'aggraver, dans l'opinion publique, le sentiment que les socialistes ne parviennent pas à sortir de leurs embarras politico-financiers. La priorité aurait dû être donnée, selon eux, au projet sur la bioéthique, de nature à mettre en valeur la capacité des socialistes à réformer et celle du Parlement à se saisir des problèmes de la société contemporaine.

Certains rocardiens ont voté contre la proposition de M. Fabius, ce qu'ils se sont abstenu de faire, ce projet « anti-corruption » leur apparaissant comme une remise en question inutile et nuisible des dispositions adoptées en janvier 1990, lorsque M. Michel Rocard était premier ministre. Tout en souhaitant prendre en compte ce souci, M. Fabius a proposé que le plafond des dépenses autorisées aux candidats soit abaissé et que la transparence des dons devienne la règle. Il a été suivi par ses amis, par ceux de MM. Pierre Mauroy et Louis Mermaz, ainsi que par M. Daniel Vaillant, jospiniste, responsable des fédérations au secrétariat national.

PATRICK JARREAU

Le précédent Nucci

La V^e République n'a connu qu'un seul précédent : la mise en accusation de M. Christian Nucci, ancien ministre socialiste chargé de la coopération et du développement, en 1987.

En mai 1987, le juge Jean-Pierre Michau, en charge du dossier du Carrefour du développement, se déclare incompétent pour instruire les faits reprochés à M. Christian Nucci (PS), ancien ministre chargé de la coopération et du développement. L'Assemblée nationale se trouve aussitôt saisie d'une proposition de résolution tendant à mettre en accusation M. Nucci devant la Haute Cour de justice. Cette proposition est adoptée dans la nuit du 7 au 8 octobre, par 340 voix contre 211. Les groupes RPR, UDF, PC et Front national s'étant prononcés pour, les socialistes seuls ayant voté contre. Dans une courte intervention prononcée depuis les travées de l'hémicycle, M. Nucci clame son « innocence » et en appelle à la « conscience » de ses collègues.

Le 10 décembre, la proposition de résolution est adoptée par le Sénat et le dossier de M. Nucci est alors transmis à une commission d'instruction composée de cinq magistrats

de la Cour de cassation et présidée par M. Paul Barthiau.

En février 1990, le procureur général près la Cour de cassation et la Haute Cour de justice, M. Pierre Bazot, transmet à la commission d'instruction de la Haute Cour des réquisitions « aux fins de non-lieu partiel et de constatation d'extinction de l'action publique par amnistie ». Cette demande d'appui sur la loi relative au financement des partis politiques et des campagnes électorales votée par le Parlement à l'automne 1989 et promulguée le 15 janvier 1990, qui contient une disposition d'amnistie.

Le 4 avril, les cinq magistrats composant la commission d'instruction, réunis à Versailles, suivent les réquisitions du procureur et accordent un non-lieu partiel assorti d'une amnistie en faveur de M. Nucci. Fait exceptionnel, les magistrats accompagnent l'annonce de leur décision de critiques très sévères à l'égard de la disposition d'amnistie qu'ils qualifient « d'autoblanchiment ». C'est la première fois dans l'histoire de notre République que l'on amnistie des faits criminels », déclare M. Barthiau.

A l'Assemblée nationale

Les députés veulent une plus grande « transparence » entre le parquet et la chancellerie

Les députés ont poursuivi, mercredi 7 octobre, l'examen du projet de loi portant réforme de la procédure pénale, présenté par M. Michel Vauzelle, ministre de la justice. L'Assemblée a rejeté toute idée d'indépendance du parquet mais s'est ralliée à un amendement instaurant une plus grande « transparence » entre le ministère public et la chancellerie.

« Il aurait mieux valu que tu le défendes, cet amendement. » Un instant, ils se taient et échangeaient des politesses complètes. Un peu plus tôt, ou un peu plus tard, ils peuvent se jeter à la figure des vouvolements courtois. Ce couple, qui se noue et se dénoue au gré des amendements, est l'une des bonnes surprises de ce débat sur la réforme de la procédure pénale. MM. Michel Pezet (PS,

Bouches-du-Rhône) et Jacques Toubon (RPR, Paris) torde le cou avec entrain aux frontières de parti. Ils s'opposent lors d'une prochaine séance, sur la présence de l'avocat lors de la garde à vue. En attendant, ils ont livré en commun, mercredi 7 octobre, une vraie bataille en faveur de l'indépendance du parquet. Leurs amendements ont certes été rejetés. Mais ils auront provoqué un débat de haute tenue.

Fidèle aux conclusions de la commission « justice pénale et droits de l'homme », présidée par M. Mireille Delmas-Marty, qui recommandait de cantonner le juge d'instruction dans des fonctions juridictionnelles et de confier les tâches d'investigation au parquet, M. Pezet a suggéré que celui-ci devienne indépendant. L'amendement qu'il a déposé propose que le ministre de la justice n'ait désormais plus « le droit de donner des instructions au procureur général ». M. Toubon a défendu une position similaire. Selon lui, le magis-

trat du parquet, s'il peut « recevoir des instructions », doit en revanche relever d'une politique pénale, doit pouvoir juger « en vertu de sa conscience » de l'opportunité des poursuites.

M. Michel Vauzelle ne l'a évidemment pas entendu de cette oreille. Il a expliqué que « veiller à l'application de la loi pénale suppose que le ministre de la justice puisse donner des instructions dans des affaires particulières, sinon il préche dans le désert ». Devant les assauts répétés de M. Toubon, le garde des sceaux a même fini par se fâcher. « Vous devriez avoir honte, vous dont le parti affiche le bonnet phrygien dans son logo, de mettre en cause un des acquis de la République : la volonté de la nation, par la voix du ministre responsable devant la représentation nationale, peut s'exprimer auprès du ministre public. » Le député RPR lui a rétorqué que c'était précisément la « prétention de dénier l'attitude des magistrats dans certaines affaires »

qui était la « perversion des principes républicains ».

M. Pascal Clément (UDF, Loire) a soutenu une option médiane. Renvoyant dos à dos « la dérive vers un gouvernement des juges » qu'entraînerait la position de MM. Pezet et Toubon et la « justice moyennaise et autoritaire » défendue par le garde des sceaux, il a proposé de limiter aux seuls cas intéressant « la sécurité nationale et internationale » la possibilité pour la chancellerie d'adresser aux procureurs généraux des « ordres nominatifs ». Son amendement a également été rejeté.

Des instructions « écrites »

C'est finalement la position plus minimaliste de M. Nicole Catala (RPR, Paris), corrigée par M. Vauzelle, qui a été retenue par l'Assemblée. Opposée à l'indépendance du parquet, mais partisan d'assurer « la

transparence de l'intervention du gouvernement dans la procédure pénale », M. Catala avait proposé que « les instructions du ministre de la justice » soient « toujours écrites, motivées et jointes au dossier ». M. Vauzelle y a joint un sous-amendement supprimant la mention « motivées et jointes au dossier ». Les députés se sont ralliés à cette formule de compromis qui s'en tiendra donc à des instructions « écrites ». Les discrètes consignes téléphoniques devaient, en principe, s'en trouver caduques.

Par ailleurs, l'Assemblée a adopté un amendement de MM. Pezet (PS) et Aubert (RPR) prévoyant que toute perquisition dans le cabinet ou au domicile d'un médecin, d'un notaire ou d'un huissier sera effectuée « par un magistrat et en présence de la personne responsable de l'ordre ou de l'organisation professionnelle à laquelle appartient l'intéressé ». Enfin, le rejet d'un amendement de MM. Pezet et Toubon, relatif au travail en équipe des magistrats, que la

commission des lois avait pourtant adopté, a soulevé une certaine surprise. Il prévoyait qu'un juge d'instruction ne pouvait se voir épauler « à tout moment de la procédure » par des collègues, désignés par le président du tribunal, que s'il en faisait lui-même la demande.

Cet amendement permettait d'atténuer le porteur de l'article 11 du projet gouvernemental en en faisant disparaître le cas où le président du tribunal prenait lui-même l'initiative d'entourer le juge désigné, « dès l'ouverture de l'information », lorsque « la gravité ou la complexité de l'affaire le justifie ». Entre le moment de la commission des lois et celui de la séance publique, d'amicales recommandations ont dû être adressées à quelques députés PS, au grand dam de M. Pezet, qui, lui, ne veut décidément se faire entourer par personne.

FREDERIC BOBIN



DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél. : 48 00 20 20 - Téléc. : DROUOT 642 260
Informations téléphoniques permanentes
en français et anglais au 48 00 20 17
Compagnie des commissaires-priseurs de Paris
Sauf indications particulières, les expositions auront lieu
la veille des ventes, de 11 h à 18 h. * Exposition le matin de la vente.
Régisseur O.S.P., 64, rue La Botte, 75008 PARIS. 48 63 12 88.

SAMEDI 10 OCTOBRE

- S. 8 - Vins et spiritueux. - M^{re} BOSCHER, STUDER, FROMENTIN.
S. 9 - Tableaux modernes. - M^{re} ROGÉON.
S. 12 - Affiches d'outre-mer III. - M^{re} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.

LUNDI 12 OCTOBRE

- S. 1 - Arts d'Orient. - M^{re} BOISGIRARD.
S. 2 - (Vente le 12/10 au lieu du 7/10). Bijoux et argenterie dont 35 bijoux d'artistes sur réalisation de gage de la Sté Hugo Diffusion. - M^{re} MILLON, ROBERT.
S. 6 - XIII^e vente de tableaux de l'école de Leningrad. ARCOLE. - (M^{re} RABOURDIN, CHOPPIN DE JANVRY).
S. 7 - Ventes de tableaux ou la simplicité romaine. Ketty di Sciarra. L'expressionnisme italien. Franco Montemaggiore. L'héritage futuriste. Bernard Bonnarel. Tradition et modernité. - M^{re} MILLON, ROBERT.
S. 16 - Cartes géographiques. ARCOLE. - M^{re} RENAUD. SUITE DE CETTE VENTE LE 13 OCTOBRE.

MERCREDI 13 OCTOBRE

- S. 1 - Livres anciens et illustrés modernes. - M^{re} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
S. 5 - Dessins et tableaux anciens. - M^{re} PICARD. MM. Herdhebe et Latreille, experts.
S. 6 - Meubles et objets d'art. - M^{re} LENORMAND, DAYEN.
S. 7 - Tableaux, faïences, mobilier des XVI^e, XVII^e et XVIII^e. - M^{re} CHAMBELLAND, GIAFFERI, VEYRAC, DOUTREBENTE. T. 45-22-30-13.
S. 11 - Ling. Demelles. Objets de vitrine. - M^{re} MILLON, ROBERT.
S. 13 - Bons meubles. Arts primitifs. - M^{re} LOUDMER.
S. 15 - Bijoux. Argenterie. Meubles et objets d'art. - M^{re} RIBEYRE, BARON.

JEUDI 15 OCTOBRE

- S. 8 - Bibliothèque d'un château du pays de Gex (Histoire-Mémoires-Doctrines politiques, financières et sociales) et environ 1 000 volumes très bien reliés en lots. - M^{re} AUDAP, GODEAU, SOLANET.
S. 9 - Arts d'Extrême-Orient. - M^{re} PICARD. M. Th. Portier, expert.
S. 10 - 14 h 15. Bons meubles. Objets mobiliers. - M^{re} ADER, TAJAN.

VENDREDI 16 OCTOBRE

- S. 1 - 14 h 30. Tableaux modernes et contemporains. - M^{re} LOUDMER.
S. 2 - Tab. bib. mob. - M^{re} BOISGIRARD.
S. 3 - Bijoux. Argenterie. - M^{re} CARDINET-KALCK.
S. 5 - Meubles et objets d'art. - M^{re} MILLON, ROBERT.
S. 7 - 14 h 15. Bons meubles. Objets mobiliers. - M^{re} ADER, TAJAN.
S. 9 - 15 h. Lithographies. Aquarelles. Tableaux : Chagall - Picasso - Dali - Toulouse-Lautrec. - M^{re} CHAMBELLAND, GIAFFERI, VEYRAC, DOUTREBENTE. T. 45-22-30-13.
S. 13 - Tableaux, bibelots, meubles anciens et style. - M^{re} AUDAP, GODEAU, SOLANET.
S. 15 - Livres surréalistes. ARCOLE. - (M^{re} RENAUD).



DROUOT MONTAIGNE
15, AVENUE MONTAIGNE
75008 PARIS
Tél. : 48 00 20 80
Téléc. : 650 873

LUNDI 12 OCTOBRE à 20 h 30

- 34 TABLEAUX DE ROSE-MARIE DESRUSSIEU, PEINTRE D'HAI
M^{re} ADER, TAJAN, commissaires-priseurs
Expo. à l'étude le 9/10, de 10 h à 18 h

ADER, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.
BOSCHER, STUDER, FROMENTIN, 3, rue d'Amboise (75002), 42-60-87-87.
CARDINET-KALCK, 17, rue Le Peletier (75009), 48-24-06-11.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement RHEIMS-LAURIN), 12, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.
LENORMAND, DAYEN, 12, rue Hippolyte-Lébas (75009), 42-81-50-91.
LOUDMER, 7, rue Rossini (75009), 44-79-50-50.
MILLON, ROBERT, 19, rue de la Grange-Batelière (75009), 48-00-99-44.
PICARD, 5, rue Drouot (75009), 47-70-72-22.
RABOURDIN, CHOPPIN DE JANVRY, 4, rue Rossini (75009), 47-70-34-91.
RENAUD, 6, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-48-95.
RIBEYRE, BARON, 5, rue de Provence (75009), 42-46-00-77.
ROGÉON, 16, rue Milton (75009), 48-78-81-06.

VPMS - 28, rue Cristino-Garcia

93210 LA PLAINE-SAINT-DENIS

MARDI 13 OCTOBRE, à 9 h 30 et 14 h

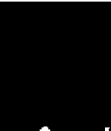
Compagnie des Crédits universels
Vente judiciaire de 300 lots de BUREAU D'INFORMATIQUE
Matériel avec fiche de contrôle. Possibilité d'installation à domicile
et de contrat d'entretien.
Paiement comptant. TVA récupérable. Frais légers et de contrôle
en ses des enchères.
SCP BOSCHER STUDER FROMENTIN. T. 42-60-87-87
Expo. Pub. le lundi 12/10 toute la journée.

PARIS-QUARTIER INTERNATIONAL DE BERCY

COUR SAINT-EMILION, PARIS-12^e

JEUDI 15 OCTOBRE à 20 h 30

GRANDS VINS DE SAINT-EMILION.
M^{re} LOUDMER, commissaire-priseur.
Expo. le 13/10, de 18 h à 20 h.



Sur Minitel : 36 17 Code SIRÈNE

• Identification complète et instantanée de toute entreprise ou établissement.
• Un service de dénominations, par filière, selon trois critères :
APE, statut juridique, zone.

Un service de l'INSEE

DOCUMENTATION GRATUITE :
INSEE - Bureau 208 M - 19 Blvd Adolphe Pinard 75675 Paris Cedex 14

هكذا من الرأى

POLITIQUE

Le Parti socialiste face aux « affaires »

Un entretien avec M. Jean-Pierre Mignard

« Si on ne retrouve pas les voies sereines du droit, on ira à la catastrophe »

nous déclare le secrétaire général du club Témoin

Avocat au barreau de Paris et militant socialiste, M. Jean-Pierre Mignard s'est démis récemment de ses fonctions de délégué à la justice auprès du premier secrétaire du PS le Monde du 26 septembre. Il était hostile à la stratégie d'affrontement avec la magistrature, et notamment avec M. Renaud Van Ruybeka, choisie par la direction socialiste. « Respectons la justice, pilier de la démocratie », demande-t-il, ajoutant : « Si on ne retrouve pas les voies sereines du droit, on ira à la catastrophe. » Issu du courant rocardien, M. Mignard fut l'un des animateurs des « transcourants » au sein du PS. Il est aujourd'hui secrétaire général du club Témoin - que vient de lancer M. Jacques Delors. Il est aussi l'avocat de plusieurs élus socialistes aujourd'hui inculpés, notamment MM. Jean-Yves Le Drian, maire de Lorient, ancien secrétaire d'Etat et Jacques Foch, maire de Rezé, député de la Loire-Atlantique.

« Votre démission apparaît comme un désaveu de la stratégie adoptée par la direction du PS face aux magistrats. En quoi jugez-vous cette stratégie discutable ? »

« Je ne crois pas qu'il y ait de stratégie. Parmi plusieurs positions, on a retenu la plus vémémente. La mienne professionnelle et politique. Conseil de certains élus inculpés ou risquant de l'être, j'ai estimé aujourd'hui, que, regard des supports existant entre le monde politique et la magistrature, le maintien dans ma délégation nationale n'était plus déontologiquement possible. J'ai surtout voulu lancer un signal d'apaisement, un « halte au feu ». Une loi d'amnistie a été votée le 15 janvier 1990. Celle-ci réservait la possibilité aux magistrats d'entreprendre des investigations en matière de trafic d'influence et d'enrichissement personnel, elles-mêmes susceptibles d'entraîner des inculpations. Aujourd'hui, certains responsables semblent découvrir cette ambiguïté de départ. Reste la question : les juges ont-ils des charges ? Je crois cependant qu'au lieu de se rebeller contre les juges, il serait plus judicieux de se

rebeller contre la procédure française qui stigmatise ceux auxquels des explications sont demandées.

« Au sein du PS, le « groupe du suivi » chargé de coordonner la gestion juridique et politique des affaires en cours ne manque pas de juristes, et notamment d'avocats. Comment expliquez-vous, dès lors, l'attitude choisie ? »

« Il y a incompréhension notoire, par l'ensemble de la collectivité politique, des changements survenus dans l'opinion publique. L'exigence de transparence à l'égard du pouvoir qu'entraîne un légitime souci d'en savoir un peu plus à l'Ouest. Les journalistes, les juges et, bien évidemment, les citoyens eux-mêmes ont fini par s'intéresser à la question du financement de la vie politique. La classe politique a pris le train en marche. La loi Rocard, excellente en elle-même, a perdu cependant de son effet bénéfique du fait d'un débat politique mal assuré sur une loi d'amnistie techniquement contestable. Le Conseil constitutionnel lui avait donné pour objet un apaisement politique et social. Un grand débat préalable devait se dérouler au Parlement, devant le pays. La loi d'amnistie devait être sans exclusive, vis-à-vis de quiconque, hormis des faits de corruption sans rapport avec le financement de la vie publique. Je n'ai jamais compris le souci, louable mais absurde, d'en exclure le parlementaire. Il fallait ne pas avoir honte de cette loi, la faire à temps et l'assumer pleinement, à dossiers ouverts, comme le souhaitaient Michel Rocard et Henri Nallet. Le résultat n'aurait peut-être pas été le même.

« Il fallait placer l'opinion, elle aussi, devant ses propres responsabilités. Jusqu'aux investigations, bien tardives, des journalistes, tout le monde en France s'accommodait parfaitement de ce système de financement occulte, sorte d'impôt occulte et facteur de déséquilibre de la loi. Ne pas respecter la loi, même au nom de finalités louables, est un encouragement donné à quiconque de passer au feu rouge le soir. Ayons toutefois l'honnêteté d'admettre que, jusqu'il y a peu, tout le monde savait, ou ne voulait pas savoir, magistrats, journalistes et policiers compris. Une espèce d'omerté sociale a régné pendant des dizaines d'années sur le financement des partis politiques.

« Sur la loi d'amnistie pesait aussi le sort de M. Christian Nucci, dans l'affaire Carrefour du développement. N'est-ce pas l'erreur de départ d'avoir conçu la loi comme une riposte tactique aux curiosités des juges ? »

« Depuis 1982-1983, des responsables socialistes, et non des moindres, travaillaient déjà à la manière de réformer le système de financement. Hélas, on a préféré une attitude d'endiguement et de parade. L'écueil majeur a été de croire au tarissement naturel des affaires, et à la complaisance des systèmes politique, judiciaire ou médiatique. Or, les gens veulent savoir. C'est nouvelle dynamique de société.

« Ce qui est inquiétant aujourd'hui, c'est la polémique ouverte entre deux instances, chargées l'une et l'autre d'une mission constitutionnelle. Un parti politique concourt à l'expression du suffrage universel, et la magistrature est gardienne des libertés. Une polémique entre elles est néfaste pour le pays. Henri Emmanuelli est inculpé comme mandataire d'une collectivité militaire. Il est inculpé aux lieux et places de nous tous, adhérents du PS. Je comprends sa blessure, et il est normal que nous voulions avec force que son innocence soit rapidement confirmée par un non-lieu.

« Respectons la justice, pilier de la démocratie »

« Quelle stratégie de défense proposez-vous aux socialistes inculpés ? »

« Le débat juridique doit être ferme et savoir rester dans les limites du droit. Les chambres d'accusation ne sont pas les sections spéciales de Vichy. Le droit doit prévaloir sur la polémique, car il est aujourd'hui le seul dialogue possible avec la magistrature.

« Confrontons l'état de droit en parlant loi et procédure avec les juges. Respectons la justice, pilier capital de la démocratie. Et si un juge s'avise d'aventurer à rechercher un autre but, le manifestant par exemple dans la publication d'un livre, prenons-le à la main dans le sac d'une justice partisane. En revanche, plus on videra sans distinction ni précaution un plusieurs juges, alors qu'aucun ne se ressemble, plus le corps se ressoudra. C'est une maladresse.

« La chancellerie se livre actuellement à un tri parmi les dossiers transmis par la chambre d'accusation de Rennes. Selon qu'il y a ou non suspicion d'enrichissement personnel, le garde des sceaux ordonne au parquet d'ouvrir une information judiciaire ou de s'en tenir à une enquête préliminaire. Que pensez-vous de cette sélection entre élus qui, pour la plupart, sont socialistes ? »

« J'en suis navré. Est-ce la mission de la chancellerie de distinguer ici entre le bon grain et l'ivraie ? Soit, en effet, des informations étaient ouvertes pour tout le monde, soit une enquête préliminaire était réservée à tous, sous le contrôle du parquet général. Le tri de la chancellerie apparaît ici à un préjugement contestable qui ligote les juges, compte tenu de la rigidité de notre procédure pénale. Cela ne rend pas service à l'objectivité. Je suis enfin consterné que le ministère public, à la suite d'une lecture juridiquement contestable de la loi d'amnistie, ait pu, sur ordre sans doute, relever des présomptions d'enrichissement personnel pour des notes d'hôtel ici, un projet de voyage là, qu'une simple mise à l'examen aurait pu dissiper.

« Pourtant, à six mois des élections législatives, le PS a-t-il le choix ? Est-il encore temps de faire du droit ? »

« Si l'on ne retrouve pas les voies sereines du droit et de la transparence la plus totale, on ira à la catastrophe. Le monde politique est amnésique sur les questions de justice. Il n'a toujours pas intégré le changement qui s'est produit depuis le début des années 70, et singulièrement depuis la naissance du Syndicat de la magistrature.

« Dans les années 70, la gauche soutenait les juges qui faisaient l'application stricte de la loi un acte de rébellion contre le pouvoir. Il nous arrive aujourd'hui la même mésaventure à fronts renversés. Nous payons le prix d'une inconscience de dix ans - avoir cru, aujourd'hui comme hier, diriger la justice par le biais du parquet.

La magistrature et les partis politiques sont condamnés à inventer un *modus vivendi*, pour leur bien mutuel, et pour le bien public avant tout.

Propos recueillis par
ROLAND-PIERRE FARINGAUX
et EDWY PLENEL

POINT DE VUE

Et maintenant, recoudre la société française

par Marie-Christine Blandin, Alain Lipietz et Dominique Voynet

LE 20 septembre, la classe politique découvrait avec stupéfaction, à travers le résultat du référendum, l'incroyable fossé qui la séparait des citoyens de notre pays. Quelques semaines plus tard, le traité de Maastricht, objet de l'effacement caduc depuis le « non » danois, est remis en question toutes parts. C'est pour nous une amère satisfaction et une grande responsabilité.

Après avoir combattu l'Europe de l'Acte unique, réduite à sa seule dimension marchande et financière, nous attendions de l'Europe politique une évolution des institutions européennes vers plus de démocratie et de participation civique. Nous attendions la correction des effets pervers de la libre circulation des marchandises et des capitaux. Notre déception fut grande.

En France, les Verts adjurent le Conseil européen de Lisbonne de fixer un calendrier pour combler les déficits criants de l'accord. Ils ne furent pas davantage entendus que le peuple danois. Le traité, nous dit-on, était à prendre ou à laisser.

Maastricht politiquement mort-né

Nous nous trouvons dès lors devant un piège redoutable. Soutenir, dans le camp du « oui », les partisans d'une Europe injuste qui ne pourrait manquer de dresser contre elle les citoyens européens. Ou rejoindre, dans le camp du « non », les démagogues nationaux qui exploitent par aversion l'hostilité populaire aux trop évidentes conséquences de Maastricht.

Nous sommes de ceux et de celles qui ont jugé prioritaire de combattre le contenu du traité plutôt que d'exalter l'Europe de nos rêves, dont l'Europe de Maastricht n'était qu'une caricature grotesque. Refusant de

laisser au national-populisme le monopole de l'expression politique des pauvres, des opprimés, des exclus, nous avons pris la responsabilité de faire entendre la voix d'une Europe démocratique, écologique et sociale, ouverte au Sud et à l'Est.

Au soir du 20 septembre, nous étions du « mauvais » côté d'une France coupée en deux, du côté de la majorité des paysans, des ouvriers, des employés, des femmes jeunes et actives. Que l'on ne nous dise pas que cette « France d'en bas » a voté par ignorance. Ou par peur de l'avenir. Ou par refus de l'Europe. Conscience des conséquences de choix politiques qu'elle subit au quotidien, cette moitié-là veut une société démocratique, votée conformément à ses intérêts. En refusant de céder aux chantages et aux promesses du discours dominant, elle a manifesté sa défiance envers ceux qui prétendent s'exprimer en son nom et un refus lucide de cette Europe-là. Nous sommes fiers d'avoir, en nous engageant aux côtés de cette France-là, contribué à marquer un point d'arrêt à cette déchéance.

Le résultat du référendum français a permis aux partisans du « oui », mais de se ressaisir. On ne parle plus que de « démocratiser l'Europe », de « développer son volet social ». Personne n' imagine plus que le traité pourrait être appliqué tel quel. Maastricht est politiquement mort-né. La succès posthume du « non », nous a permis de nous libérer de l'« non » à cause de Maastricht ou du « oui malgré Maastricht », une lourde tâche : recoudre la société française, et éviter que la moitié « exclue » de la France se dresse contre l'Europe.

Recoudre, c'est d'abord revoir les modalités de l'Union économique et

monétaire. L'harmonisation sociale et fiscale sera accompagnée d'importants transferts de solidarité, qui justifieront l'accroissement sensible du budget communautaire. La nécessité et le pragmatisme imposent l'assouplissement des critères de convergence économique et l'affirmation de la monnaie commune, l'écu, vis-à-vis de laquelle chaque pays adoptera à son rythme une parité fixe. Il faudra également revoir les missions de la banque centrale, en affirmant que la politique monétaire devra contribuer, non seulement à la stabilité des prix, mais aussi à la lutte contre le chômage.

Europe des peuples et des régions

Recoudre, c'est aussi relancer l'Europe écologique et sociale. Les écologistes n'ont pas attendu Maastricht pour imposer à la France les pots catalytiques ou pour interdire à l'Allemagne l'exportation de ses déchets. Ils sauront demain engager la lutte contre l'effet de serre, à laquelle l'Europe s'est véritablement ralliée à Rio. S'ils savent s'unir, les syndicalistes d'Europe pourront imposer au patronat britannique les règles d'un espace social commun, dont l'accord de Maastricht entrait le dispenser. De même pour le partage du travail, négocié au niveau communautaire, qui apparaît chaque jour davantage comme la seule réponse à l'explosion du chômage. Cette Europe-là ne sera pas filieuse.

Recoudre, c'est encore démocratiser l'Europe. Les nécessaires transferts de compétences des Etats membres vers la Communauté européenne doivent respecter l'équilibre des pouvoirs. Quand les partisans du « non » dénonçaient la construction technocratique de la construction européenne, ils ne visaient pas tant les fonctionnaires de la Commission

que le subterfuge par lequel les gouvernements se sont attribués des compétences nouvelles, voire un rôle législatif, au détriment des Parlements, et notamment du Parlement européen.

L'Europe démocratique sera demain une Europe des peuples et des régions. L'échéance décisive aura lieu en 1995, lors du renouvellement au suffrage universel du Parlement européen. Alors, les grands courants politiques présenteront leur projet pour l'Europe. Il sera temps pour les partisans du « mieux d'Europe » de proposer aux nouveaux élus des peuples d'Europe de se réunir en Assemblée constituante, afin d'élaborer une Loi fondamentale, soumise ensuite par référendum à l'approbation des peuples.

Recoudre, c'est enfin tourner le dos à une conception sclérosée de la vie politique. La vivacité des débats pendant la campagne du référendum et la forte participation au scrutin l'ont prouvé de façon éclatante : ce n'est pas la démocratie qui est malade, ce sont les hommes politiques, les partis, les médias qui ne répondent plus aux attentes des Français.

On ne décide pas de l'avenir des peuples à leur place, et sans eux. Pour l'avoir négligé, les élites françaises ont reçu le 20 septembre un sévère avertissement.

Il faut parfois avoir l'audace de dire « non ». Cette audace, nous l'avons eue, car nous croyons possible de bâtir un monde auquel nous aurons envie de dire « oui ».

Marie-Christine Blandin est présidente du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais. Alain Lipietz, conseiller régional d'Ile-de-France, et Dominique Voynet, conseiller régional de Franche-Comté. Tous trois sont membres des Verts.

مذا من راصد

LITIQUE

date face aux affaires

M. Jean-Pierre Mignat
sermes du droit, en France
taire général du club Témis

(Publicité)

• Le Monde • Vendredi 9 octobre 1992 11

Les professionnels de la communication de recrutement
à Mesdames et Messieurs les parlementaires.

Oui à la transparence. Oui à l'emploi.

Au moment où vous allez examiner le "projet de loi du Premier ministre relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques", notre profession veut, sans remettre en cause l'objectif de transparence, vous informer des effets pervers de ce projet.

Qui sommes-nous ?

Le SNPAC regroupe des agences Conseil en communication emploi et recrutement, PME allant de quelques salariés à cent au plus, dans une fourchette de chiffres d'affaires de 10 à 230 millions de F.

Notre métier : la création et la diffusion des offres d'emploi, moyen traditionnel, le plus démocratique, le plus utilisé pour se faire connaître des candidats.

Nous sommes les garants d'une information vraie, décente, dans le respect de la dignité de la personne et de ses aspirations d'épanouissement. Nos clients, professionnels des Ressources Humaines, reconnaissent le bien fondé de notre métier de spécialistes de l'offre d'emploi.

Nous travaillons dans le court terme, le quotidien. C'est une des raisons pour lesquelles il n'y a pas de centrale d'achat d'espace dans le domaine de l'emploi.

Notre quadruple apport à l'économie française

- ◆ La défense de l'emploi et de la qualité des services rendus aux lecteurs de journaux.
- ◆ Une réponse aux besoins des entreprises, en particulier des PME-PMI, premières créatrices d'emplois en France.
- ◆ Des moyens financiers, pour assurer l'indépendance et le pluralisme de la presse écrite : 30 à 50 % des ressources financières de nombreux journaux proviennent des "annonces classées".
- ◆ La création de l'annonce, moyen le plus démocratique, le plus accessible pour la recherche d'un emploi.

Les conséquences prévisibles du projet de loi

Notre facturation moyenne est rarement supérieure à 10 000 F HT. Nous sommes loin des importantes sommes évoquées pour d'autres activités. Appliqué globalement et brutalement à notre secteur, ce texte va à l'encontre de deux objectifs du Gouvernement : pluralisme et liberté de la presse écrite d'une part, lutte contre le chômage d'autre part.

- ◆ Le retour aux offres d'emploi illisibles d'il y a 25 ans et la diminution des recettes des journaux.
- ◆ L'alourdissement des procédures et des coûts.
- ◆ La disparition d'un métier au cœur de l'emploi.

La suppression de la commission d'agence, qui constitue un cadre, un point de repère pour notre rémunération, entraînera à court terme la disparition de nos entreprises.

A l'heure de Maastricht pourquoi supprimer un système en vigueur chez nos voisins, Royaume-Uni, Allemagne, Pays-Bas... ?

Que demandons-nous ?

La prise en compte de notre spécificité par un traitement adapté à notre marché et à notre profession. A savoir, l'exclusion de la communication de recrutement des articles 11 alinéa II, 13 et 14 du projet. Dans la pratique, nous demandons le maintien de la commission payée par les supports à nos agences, dans les conditions de transparence nécessaires à l'opération.

Tout en soutenant "une action de moralisation de notre vie politique, économique et financière", nous pensons que la morale ne doit pas avoir pour effet de porter le désordre dans le milieu où elle doit s'exercer.

SNPAC

Syndicat National des Publicitaires en Annonces Classées.
163, rue Saint-Honoré - 75001 Paris - Tél. 42.71.23.55

FAITS DIVERS

Moyens légaux et procédés douteux

Une société japonaise est soupçonnée d'exporter des objets d'art français

Une société japonaise, la Nippon Sangyo Kaisha, qui a mis en vente, lundi 5 octobre, à l'Hôtel Drouot à Paris, des objets répertoriés à l'inventaire des monuments historiques, est sous la surveillance du ministère de la culture. Elle est soupçonnée d'organiser, par des moyens légaux tels que cette vente, mais aussi par des procédés douteux qui ont justifié l'ouverture de deux informations contre X par le procureur de la République de Versailles (l'une pour destruction, mutilation, dégradation d'un immeuble ou d'un objet mobilier classé ou inscrit, l'autre pour vol et recel) le « dépeçage » du patrimoine historique qu'elle s'est discrètement constitué ces dernières années en France.

YVELINES

de notre correspondante

L'alerte a été donnée au mois de juin. Une statue de Bacchus en bronze d'une hauteur de 1,70 mètre avait disparu depuis deux mois du parc du château de Sully (Yvelines), sans que les propriétaires aient jugé utile de porter plainte. Disparition

Près de Castellane

Prise d'otages dans la secte des « chevaliers du Lotus d'or »

DIGNE

de notre correspondant

Trois « chevaliers du Lotus d'or », autrement dit les membres d'une secte installée au monastère du Mandrom, non loin de Castellane (Alpes-de-Haute-Provence), ont été pris en otages pendant plus de trois heures, mercredi 7 octobre, par un homme armé se présentant comme un « intégriste musulman ». Cet homme, dont l'identité n'a pas été révélée, a fini par être maîtrisé par les « chevaliers » sans qu'un seul coup de feu n'ait été tiré.

L'agresseur, âgé de trente-cinq ans, était armé d'un revolver de type « 22 long rifle ». Il s'était mêlé à un groupe de visiteurs du monastère. Au cours de la visite, vers 18 heures, il a sorti une arme de poing et exigé d'être conduit jusqu'à M. Gilbert Bourdin, le chef de la secte, qui se présente comme le « messie cosmopolite de la synthèse », l'« union universelle », synthèse de toutes les autres.

Alertés par les « chevaliers du Lotus », les gendarmes ont aussitôt bouclé tous les accès du mont de la Baume. À l'intérieur du monastère, l'agresseur menaçait d'abattre les otages si on ne lui permettait pas de rencontrer « Dieu », alias Gilbert Bourdin, pour le soumettre à « l'épreuve du feu » et vérifier s'il était bien « immortel ».

Finalement, vers 21 h 30, l'un des otages parvenait à maîtriser son agresseur, évacué ensuite par les gendarmes. Il ne semble pas que cette affaire ait un lien avec la polémique soulevée depuis quelques semaines à propos de la construction, sur le site de Mandrom, d'un « temple pyramidal de l'union » (le Monde du 3 octobre) de 3500 m² de surface au sol.

FRANÇOIS DE BOUCHONY

MÉDECINE

Assurant un taux de protection de 96 % dès la première injection

Un vaccin contre l'hépatite A est mis en vente

Déjà commercialisé en Suisse, en Grande-Bretagne, en Irlande, en Belgique et en Autriche, le premier vaccin contre l'hépatite A, l'« Havrix », a été mis en vente en France, jeudi 8 octobre. Mis au point par les laboratoires Smith Kline Beecham, le vaccin se présente sous la forme de trois doses injectables et coûte 612,75 F, non remboursables par la Sécurité sociale.

L'hépatite A est la moins grave des affections inflammatoires du foie. Sa transmission s'effectue par

d'autant plus dommageable que le château et son parc, comme la statue, sont classés à l'inventaire des monuments historiques. Édifié par Sully, habité par les Talleyrand-Périgord et la duchesse de Berry, ce château a été acquis par la Nippon Sangyo Kaisha en 1985. De même que ceux de Sourches dans la Sarthe, de Besset dans l'Ardèche, de Millemont en forêt de Rambouillet, ou encore celui de la comtesse du Barry à Louveciennes et quelques autres. Au total une dizaine de propriétés.

L'enquête, déclenchée le 25 juin par une plainte du préfet des Yvelines sur la disparition du Bacchus, a révélé un inquiétant manège de la société japonaise. Au lieu d'entretenir les châteaux classés, comme elle en a l'obligation, elle semble les laisser à l'abandon. A Rosny, la toiture prend l'eau, et des arbres du parc ont été abattus sans replantation. A Louveciennes, la demeure de M^{me} du Barry n'est pas mieux entretenue.

Un temple démonté, prêt à partir...

Cet été, alors que l'Office central pour la répression des vols d'œuvres et objets d'art tentait de retrouver la trace du Bacchus, le château de Sully a échappé de peu à une opération qui l'aurait dépeçé de quelques-uns de ses trésors. Le 27 août au matin, une effervescence inhabituelle régnait alentour : le chef d'entretien du

château attendait la venue d'un antiquaire britannique, John Drummond Shaw. Selon les ordres donnés par le gendre du PDG de la Nippon Sangyo, John Drummond Shaw devait « avoir libre accès » à une série d'objets répertoriés : statues et vases de pierre du parc, fontaine et console de marbre rouge de la salle à manger, mobilier de la chapelle, etc. Déjà, un petit temple circulaire était démonté, prêt à partir. Or l'exportation d'objets inscrits à l'inventaire des monuments historiques est interdite, et leur transfert – pour restauration, par exemple – contrôlé.

Surpris par la présence des policiers, des gendarmes, des douaniers et de la conservatrice des Monuments historiques, l'antiquaire anglais n'a pas donné suite à l'opération et s'est engagé à quitter la France, non sans avoir indiqué qu'il était chargé par les mêmes mandataires d'une opération similaire au château de Millemont.

Le mobilier des propriétés de la Nippon Sangyo Kaisha a été passé au crible, ce qui a permis de retrouver la trace de tapisseries du dix-septième siècle, discrètement confiées pour restauration à un artisan parisien sans autorisation. Mais il reste à cerner les intentions de la société japonaise, dont les activités vont du transport maritime à la photographie et la publicité, en passant par l'hôtellerie, l'import-export, les bars et les salles de jeux. Cette entreprise

de Tokyo n'a aucune activité commerciale en France. Alors pourquoi a-t-elle investi autant – son patrimoine en France est évalué à 130 millions de francs – dans un domaine aussi contraignant et non rentable que des châteaux classés? L'amour de l'art et le mécénat ne constituent pas une réponse satisfaisante, compte tenu du mauvais entretien des châteaux.

Les transactions d'objets classés, un par un, peuvent être un moyen d'amortir le coût d'acquisition des propriétés. Ces transactions ne sont pas interdites, mais elles sont soumises à la loi de 1913 protégeant les monuments historiques, et le passage par l'hôtel des ventes permet un contrôle. C'était le cas de la vente des objets, bustes de marbre italiens des dix-septième et dix-huitième siècles en particulier, provenant du mobilier du château de Sully à Rosny-sur-Seine (Yvelines), à l'Hôtel Drouot, le 5 octobre. Mais la protection semble insuffisante. La multiplicité et le cloisonnement des administrations en charge de ces objets (Monuments historiques, Bâtiments de France, Antiquités historiques, Antiquités et œuvres d'art) facilitent la tâche des propriétaires indélicats. Il peut s'écouler des mois, voire des années, avant que la disparition d'un objet ne soit remarquée.

PASCALE SAUVAGE

JUSTICE

Une décision du tribunal de grande instance de Toulouse

Des embryons congelés ne seront ni implantés ni détruits

TOULOUSE

de notre correspondant

Elle voulait un enfant et elle ne pouvait pas en avoir. Elle avait tout tenté et presque réussi, jusqu'à ce jour de novembre 1990 où, enceinte après une fécondation *in vitro*, elle perdait son enfant à la suite d'une fausse couche. Jour funeste qui lui enlevait également son mari, victime d'un accident de la circulation alors qu'il se rendait à son chevet.

Deux ans plus tard, cette veuve de trente-huit ans, qui a passé le plus clair de ses belles années à essayer d'avoir un enfant avec l'aide de la médecine, a voulu tenter une nouvelle expérience. Depuis des mois, elle demande que l'hôpital Lagrave de Toulouse lui implante l'un des deux embryons congelés qu'elle et son mari avaient confiés aux bons soins de la médecine.

Refus des autorités médicales appuyées par le comité d'éthique de l'hôpital, qui émettait un avis défavorable dès le 11 mars. Pour faire valoir ce qu'elle croit être son droit à la maternité, cette veuve, qui a voulu garder l'anonymat, assigne en référé, mercredi 7 octobre, l'hôpital Lagrave devant le tribunal de grande instance de Toulouse.

Pour justifier leur refus de donner suite à sa requête, les médecins ont fait valoir les termes du contrat signé par le couple, prévoyant la destruction des embryons congelés au bout de deux ans; un contrat qui stipulait de surcroît que l'utilisation de ces embryons n'est possible que si « les deux conjoints sont toujours vivants et ensemble ».

Les juges n'ont pas fait droit à la demande de la veuve mais ils n'ont pas voulu ruiner définitivement ses

espoirs et ont ordonné la conservation des embryons, convaincus que de nouvelles dispositions législatives permettraient peut-être de mettre fin au vide juridique d'aujourd'hui. Des magistrats toulousains avaient déjà eu à juger d'une affaire voisine quand une autre jeune femme réclamait le sperme de son mari, décédé du sida et conservé par le CECOS (Centre d'étude et de conservation du sperme) (le Monde du 27 mars 1991). Le tribunal avait ordonné la destruction des paillettes, donnant raison au CECOS, qui se refusait alors « à être un entrepôt frigorifique ».

Cette fois, le tribunal, en prenant la mesure conservatoire, attend un jugement sur le fond, l'affaire étant renvoyée devant une juridiction administrative, alors que le projet de loi sur la bioéthique devrait venir sans discussion devant le Parlement dès le mois prochain. Dans un communiqué, la direction des hôpitaux de Toulouse souligne qu'« elle a accepté la demande du tribunal », afin de « prendre en considération l'aspect humain du problème ».

GÉRARD VALLÉS

Au tribunal correctionnel de Lyon

Renvoi du procès de l'opération « Gisèle » au mois de décembre

LYON

de notre bureau régional

Le prologue, très juridique du procès des cinq trafiquants britanniques arrêtés, le 6 juin 1990, à Lyon, en possession d'une tonne de résine de cannabis, dans le cadre de l'opération « Gisèle » menée par des enquêteurs des douanes, aboutit, comme prévu, à un renvoi du débat sur le fond, au 9 décembre, sous réserve d'un probable appel (le Monde du 7 octobre). Le tribunal correctionnel de Lyon, le rendu, mercredi 7 octobre, son jugement sur les conclusions déposées l'avant-veille par plusieurs avocats de la défense. Il a ainsi, notamment, rejeté l'inscription de faux concernant le procès-verbal de flagrant délit établi par les douanes et sur lequel se fonde l'ensemble de la procédure.

Les circonstances très particulières de cette « saisie record » et l'activisme déployé par les douanes pour orchestrer cette livraison (étroite-ment contrôlée ne sont donc, pour l'instant, pas pris en considération par le tribunal qui, parallèlement, ordonne le maintien en détention des prévenus. A l'audience, la défense s'est réservée la possibilité de faire appel dans les délais légaux.

R. B.

ENVIRONNEMENT

Un bilan des feux de forêt présenté au conseil des ministres

Les deux tiers des incendies de l'été ont eu lieu en Corse

M. Paul Quilès, ministre de l'intérieur, devait faire, au cours du conseil des ministres, jeudi 8 octobre, une communication sur le bilan de la campagne de lutte contre les incendies de forêt. Depuis le 1^{er} janvier, 5200 feux ont été recensés, qui ont détruit 18 180 hectares contre 10 300 en 1991. Mais la comparaison statistique est faussée par la situation en Corse où 12 098 hectares ont été brûlés (dont 10 743 pour la seule Haute-Corse). Seulement 1 382 hectares ont été parcourus par le feu dans les treize départements continentaux du Sud-Est. L'essentiel des 4 700 hectares restants a brûlé dans les Hautes-Pyrénées, les Pyrénées-Orientales et l'Ariège au cours de l'hiver.

MARSEILLE

de notre correspondant régional

S'il n'y avait eu la Corse, il ne se serait – presque – rien passé sur le front des incendies au cours de l'été 1992. Comme chaque saison, vingt mille sapeurs-pompiers avaient fourbi leurs armes pour repousser les assauts primés des feux de forêt dans le Midi. Dès le printemps, élus et professionnels avaient même engagé une polémique sur le « désengagement de l'Etat ». Leurs griefs : les fonds nationaux utilisés pour régler les premières échéances du renouvellement de la flotte des Canadair ont été purement et simplement rattachés des dépenses habituellement consacrées à la location des hélicoptères bombardiers d'eau et au détachement des colonnes de secours.

On s'attendait au pire. Ce fut le calme plat. Comme si le feu s'était mis, lui aussi, en congé. Le plus faible bilan jamais enregistré dans les treize départements continentaux du Sud-Est, depuis qu'existent des statistiques officielles : 250 hectares brûlés, au total et pour tout, entre le 1^{er} juillet et le 30 septembre, pour 350 feux recensés, au lieu d'un millier, en moyenne, dans les dix dernières années (1 382 hectares, au total, depuis le 1^{er} janvier). Le plus important : 70 hectares de garigues détruits dans les Pyrénées-Orientales. « Après l'été de la canicule, il est un peu décevant, cette année, de parler des dégâts causés par les feux de forêts », en vient à s'excuser le colonel Gérard Gilardo, directeur du centre interrégional de coordination opérationnelle de la Sécurité civile (CIRCOSC).

Mais il y a eu la Corse : près de 1 900 feux, depuis le 1^{er} janvier, qui ont anéanti plus de 12 000 hectares (dont 98 % pendant l'été) soit les deux tiers de l'ensemble des destructions sur le territoire national. Il y a eu, plus précisément, ce vendredi 4 septembre, où, d'un coup, la Haute-Corse s'est embrasée. Plus de cent incen-

dies simultanés – un départ de feu toutes les dix minutes – qui ont causé la mort d'une commerçante de Bonifacio et ravagé, en seulement trente-six heures, le désert des Agriates, la plaine orientale, le Corcaïre, la Balagne et le Golo sur plus de 10 000 hectares.

Conditions météorologiques favorables

En raison de cette flambée corse, le bilan national de la campagne 1992 (18 180 hectares détruits) n'est, en définitive, que le quatrième résultat obtenu sur les quinze dernières années. Très loin des dernières « années rouges » de 1989 (70 000 hectares) et de 1990 (75 000 hectares). Mais inférieur, aussi, de plus de moitié, à la moyenne des dix dernières années (plus de 42 000 hectares). Les raisons de cette « performance » ? Pour l'essentiel, les conditions météorologiques très favorables sur le continent, où le nombre de secoues classées en « risques très sévères » n'a été que de 23 contre 320 en 1991 et 450 en 1988. Les journées de vent fort ont été plus réduites avec, de surcroît, des séquences plus courtes dans le temps.

Les réserves en eau du sol ont été meilleures qu'en année normale, en raison de précipitations plus abondantes en juin et début juillet. En Corse, en revanche, le printemps, moins pluvieux, a été suivi d'une longue période de sécheresse comparable aux saisons précédentes. Les responsables de la Sécurité civile estiment, par ailleurs, que les efforts de prévention déployés depuis des années (guet aérien et terrestre, patrouilles en forêt, plans ALARME, etc.), comme l'importance et la mobilité des moyens de lutte, « ont fini par payer ».

C'est l'avis du colonel Gilardo qui a vérifié, de plus, en pratique, la théorie développée par certains sociologues sur la « contagion » de la pyromanie. « Plus il y a d'incendies, a-t-il constaté, plus on en montre les images, plus les passages à l'acte sont fréquents. Et inversement. » L'explication n'est toutefois recevable que pour les seuls incendies volontaires, c'est-à-dire 10 % seulement de l'ensemble des sinistres (la Corse étant un cas singulier). Reste la probabilité qui fait qu'une flamme, en forêt, devienne, ou non, comme le disent, les pompiers, dans leur jargon, « un feu bilan ». « Nous avons eu peut-être davantage de chance cette année, admet le préfet Jacques Deschamps, chargé de la protection de la forêt méditerranéenne. Mais la chance doit se mériter... »

L'examen du diagramme des incendies sur les vingt dernières années incite, du moins, à la prudence. Régulièrement, deux « bonnes » années ont toujours été suivies de deux années catastrophiques. Or, les résultats de la saison 1991 avaient déjà été excellents pour la Sécurité civile.

GUY PORTE

SPORTS

■ AUTOMOBILISME : annulation du championnat des voitures de sport. L'Anglais Max Mosley a été réélu, mercredi 7 octobre, à l'unanimité, président de la Fédération internationale du sport automobile (FISA) pour une période de quatre ans. Elu l'an dernier pour succéder au Français Jean-Marie Balestre, il avait souhaité remettre en jeu son mandat après un an d'exercice. Le Conseil mondial de l'automobile a, par ailleurs, décidé de supprimer le championnat du monde des voitures de sport (ex-sport-prototypes) en 1993. Une commission a été créée pour étudier l'organisation pour 1994 d'un championnat des voitures de « grand tourisme ». Treize constructeurs ont participé à la première réunion.

■ FOOTBALL : championnat de France. Grâce à sa victoire contre Lille, 4-0, le FC Nantes a rejoint le Paris-SG, auteur d'un match nul à Lyon, 1-1, en tête du championnat de France de football, lors de la dixième journée, mercredi 7 octobre. Marseille, battu à Bordeaux, 1-0, est désormais relégué à deux points des premiers. Autres résultats : « Le Havre » b. Strasbourg, 3-0; « Lens » b. Sochaux, 0-0; « Auxerre » b. Caen, 2-2; « Monaco » b. Saint-Etienne, 1-0; Valenciennes b. « Toulon », 2-1; « Metz » et Toulouse, 1-1; « Nîmes » et Montpellier, 0-0. Classement : 1. Paris-SG et Nantes, 16 pts; 3. Auxerre et Marseille, 14; 5. Monaco et Bordeaux,

12; 7. Montpellier, Saint-Etienne et Sochaux, 11; 10. Metz et Strasbourg, 10; 12. Le Havre, 9; 13. Caen, Lyon et Lille, 8; 16. Valenciennes, 7; 17. Lens, Nîmes et Toulon, 6; 20. Toulouse, 5.

■ RUGBY : première victoire des Springboks. L'équipe d'Afrique du Sud a remporté le premier succès de sa tournée en France face à la sélection Aquitaine, 29-22, mercredi 7 octobre à Pau. À l'issue de ce match le responsable des équipes de France, Robert Paparemborde, a communiqué la liste des vingt et un joueurs français retenus en vue du premier test-match disputé à Lyon le 17 octobre : Jean-Baptiste Lafont (Bègles-Bordeaux), Philippe Sadourny (Colomiers), Sébastien Vians (Grive), Frank Meunier (Racing CF), Christophe Deylaud (Stade toulousain), Thierry Lacroix (Dax), Philippe Saint-André (Montferrand), Alain Penaud (Brive), Fabien Galthié (Colomiers), Aubin Hugues (Toulon), Laurent Cabannes (Racing CF), Philippe Benetton (Agen), Jean-François Tordo (Nice), Marc Cécillon (Bourgoin), Christophe Deslandes (Racing CF), Olivier Roumat (Dax), Jean-Marie Cadieu (Stade toulousain), Louis Armary (Lourdes), Philippe Gallart (Béziers), Stéphane Grou (Grenoble), Jean-Michel Gonzales (Bayonne).



SOCIÉTÉ

Le voyage de Jean-Paul II à Saint-Domingue

Essoufflement

Suite de la première page.

La suite du pape et les observateurs, nombreux pour cette conférence du Conseil de l'épiscopat latino-américain, pourront juger de l'état général de Jean-Paul II, non plus au nombre de rencontres, de bains de foule et de discours prononcés, mais à la façon dont, au long de ce voyage de cinq jours, il se sera comporté.

Depuis sa sortie de l'hôpital le 28 juillet, le chef de l'Eglise catholique a fait très peu de sorties publiques, et son état de santé alimente encore toutes sortes de rumeurs et de spéculations. Son séjour en clinique et son opération avaient fait l'objet d'une transparence inhabituelle : bulletin de santé quotidien, mini-conférences de presse, relation des «bontés pontificales» avec ses voisins d'hôpital, notamment de jeunes enfants cancéreux. Mais aussitôt après, à l'intérieur même du Vatican, des bruits alarmistes ont couru. La tumeur enlevée aurait été maligne, contrairement à la version officielle, et aurait déjà produit des métastases. Médecin personnel du pape, le docteur Renato Buzzonetti aurait fait preuve de «négligence». Rien ne permet de donner un quelconque fondement à de telles supputations. En revanche, répugnant aux contrôles et examens de routine, il se peut que Jean-Paul II ne soit pas un malade facile et que sa tumeur n'ait pas été diagnostiquée à temps.

Lapsus et rumeurs

En tout cas, certains faits semblent contredire les bonnes nouvelles officielles. Le 2 août à Castelgandolfo, sa résidence d'été, Jean-Paul II reste dix minutes au balcon pour son premier *angelus* dominical de convalescence : amaigri, il paraît à la foule fatigué et un peu absent. Le 23 août, nouvel *angelus*, cette fois d'une petite villa dans laquelle il séjourne près de Lorenzago (Dolomites). Ses promenades «prudentes» en montagne l'ont reposé. Il a des mois chaleureux pour des réfugiés venus de Bosnie. Mais à la fin de la

cérémonie, il se met à réciter une deuxième fois l'*angelus*, avant de s'arrêter net devant l'entourage ébahi : «Ah, je l'ai déjà dit, se reprend-il en souriant. On voit bien que le pape n'est pas encore en état!»

En septembre, alors que dans le concert des rumeurs, se glisse celle d'une possible démission (1), que circulent les portraits-robots d'un éventuel successeur, Jean-Paul II reprend le rythme de son travail et de ses audiences. Il fait une petite sortie sur l'usage du latin, la «voix naturelle de l'Eglise», sur les évêques à qui il arrive aussi de «commettre des péchés» (après les fuites de la presse italienne sur les «péchés» du nouveau catéchisme universel). Le 27 septembre, il retrouve sa voix énergique pour dénoncer l'intolérance religieuse, lors de sa première cérémonie publique place Saint-Pierre de béatification de martyrs irlandais des seizième et dix-septième siècles. Les signes d'amélioration sont encore plus nets lors des funérailles du cardinal français Jacques Martin (le Monde du 29 septembre) où, pour la première fois depuis son opération, Jean-Paul II a lu un discours rédigé de sa main.

Son entourage ne semble pourtant pas rassuré. Un voyage prévu pour le mois de mai prochain à Milan a été déprogrammé pour ne pas «surcharger» le calendrier, mais des déplacements en Espagne, aux Etats-Unis, dans les pays baltes, en Ouganda ont été annoncés pour 1993. L'impression prévaut que ses proches collaborateurs font «écran», que le Vatican est «en sourdine», que Jean-Paul II n'a rien dit de «fort» ou de «personnel», sur l'actualité politique, sur Maastricht ou même sur les problèmes de l'Eglise.

Le pape se serait-il réservé pour le rendez-vous de Saint-Domingue? Cette visite lui tient à cœur. Il l'avait préparée l'hiver dernier au Sénégal, en traitant déjà de la dette de l'Occident envers les populations noires et indiennes réduites à l'esclavage. Il a relu Bartolomé de Las Casas. Il a mis à profit sa retraite

forcée pour rédiger son discours devant les évêques latino-américains, reprendre le chantier de ses deux encycliques sur les fondements de la morale et la défense de la vie. Pour ouvrir, enfin, une réflexion spirituelle sur l'évolution de son pontificat : «Il s'est mis beaucoup d'air frais dans la tête», dit un proche confident.

Que ce pontificat, qui compte déjà quatorze ans, ait besoin d'une relance, les prélats les plus inconditionnels de Jean-Paul II, qui ne redoutent rien plus qu'une fin de règne à la Pie XII, en conviennent eux-mêmes. L'impression d'essoufflement domine à cette étape d'un pontificat qui aurait atteint son sommet avec la chute du communisme, le retour à la liberté religieuse à l'est de l'Europe, l'encyclique *Centesimus annus* de 1991, réglant son compte aussi bien au marxisme qu'au néolibéralisme, et qui, depuis, à part la répétitive «nouvelle évangélisation», est à court d'idées neuves et d'ambitions.

Grands témoins plus que théologiens

Jusqu'alors, le fonctionnement de l'Eglise de Jean-Paul II reposait sur une sorte de répartition des tâches entre un pape qui inspire et voyage, une curie qui gouverne, des conférences épiscopales qui gèrent.

L'affaiblissement physique du pape, le contrôle doctrinal étroit exercé par la curie, le grignotage de la «collégialité» inaugurée il y a trente ans au concile risquent demain d'aboutir à une confusion accrue des rôles, qu'un théologien français qualifie de «prise de pouvoir total du système Ratzinger», du nom du cardinal préfet de la congrégation pour la doctrine de la foi.

Atonie de la réflexion théologique, stagnation du dialogue œcuménique, pragmatisme dans la gestion des crises : ces trois tendances observées depuis des mois risquent de se confirmer. Certes, la congrégation pour la doctrine de la foi n'est pas le Saint-Office ni le cardinal Ratzinger le grand inquisiteur. Mais les restrictions apportées à la liberté du théologien, les sanctions, médiatisées à l'excès, prises hier contre Hans Küng, plus récemment contre Leonardo Boff ou Eugen Drewermann, l'uniformisation des modèles de formation dans les noviciats et les

séminaires, le contrôle renforcé des universités catholiques ont abouti à un tarissement de la production théologique.

L'Eglise de Jean-Paul II a fait naître de grands témoins plus que des théologiens. La génération d'hommes hantés par la présence de l'Eglise au monde et à la culture modernes, comme l'étaient les Français Chenu, de Lubac, Congar, n'a pas été remplacée. Celle des nouveaux courants dits de réaffirmation identitaire encouragés par Jean-Paul II, que symbolisait le Suisse von Balthazar aujourd'hui disparu, a peine à émerger. «La recherche théologique est éteinte, alors qu'elle devrait être vibrante en ce temps de transformation du monde et de la société», dit un religieux français.

Le gel du dialogue œcuménique, noué lui aussi dans les années 60, est également typique de cet essoufflement. Il est le fruit paradoxal et pervers de la liberté religieuse rénaissante à l'est, où chaque Eglise renoue avec son identité et sa tradition, mais aussi l'effet direct d'un renforcement de la doctrine romaine sur la «primauté» du pape, illustré par un texte récent du cardinal Ratzinger (le Monde du 16 juin). Dans les milieux protestants et orthodoxes, celui-ci a fait l'effet d'une douche froide. «Pour le cardinal Ratzinger, seule l'Eglise romaine est universelle», dit le pasteur Jacques Stewart, président de la Fédération protestante de France, qui n'a rien d'un antipapiste forcené. Ce coup de frein paraît d'autant plus inopportuniste que les «blessures confessionnelles» se rouvrent au cœur de l'Europe avec la résurgence des nationalismes.

L'espèce de pragmatisme, avec lequel l'Eglise catholique règle ses crises de fonctionnement, traduit enfin la dissolution de l'autorité à laquelle conduit parfois un excès de centralisation. Des diocèses entiers sont en dissidence, demandent le renvoi de leur évêque hyper-conservateur, à Coire-Zürich en Suisse, à Namur en Belgique, mais la situation reste bloquée. Le vieux cardinal autrichien König, éminemment respecté, vient de s'en émouvoir et de

regretter que ces évêques n'aient pas tout simplement démissionné.

Plus sérieusement, si de jeunes Eglises du tiers-monde ou des communautés nouvelles, charismatiques ou autres, sont des pépinières de vocations religieuses, la soudure est loin d'être faite avec un clergé âgé et épuisé dans des pays déchristianisés comme la France. Mises en place à titre provisoire, des formules de remplacement du prêtre par des «ministres» non ordonnés s'installent pour la célébration de la messe et des sacrements. Théologien des plus classiques, le Père Bernard Sesboué vient de s'émouvoir de telles «distorsions» dans un article des *Etudes* (le Monde du 9 septembre), déclenchant à Rome et dans l'épiscopat français des réactions qui indiquent que le doigt est mis sur la plaie.

Si les signes de vitalité ne manquent pas dans les communautés chrétiennes, comme l'atteste le succès de nombre de «synodes» engagés dans beaucoup de diocèses, la plupart d'entre elles s'étonnent des verrous mis par Rome à cette question clé des ministères, liée à l'effondrement numérique du clergé. La perspective de l'accès des femmes au diaconat ou de l'ordination d'hommes mariés semble bloquée pour longtemps, alors que de plus en plus de théologiens et d'évêques demandent, en privé, que la discipline du célibat des prêtres soit à

nouveau soumise à la délibération et au vote d'un synode comme l'avait fait Paul VI en 1971.

Après avoir fait plusieurs fois le tour de la planète, soutenu des Eglises locales en difficulté, déstabilisés des dictateurs, défendu les droits de l'homme et la paix, attiré l'attention de tous les gouvernants sur la détresse spirituelle et matérielle des hommes, le pape se voit à présent contraint de faire un virage à 180 degrés. Au risque de faire vaciller l'édifice, il doit «recruter» son pontificat sur la solution de dysfonctionnements internes que des voyages éclatants à l'étranger ou ses répétitifs discours sur la morale du couple avaient fini par occulter, sans les résoudre.

MARIE-CLAUDE DECAMPS
et HENRI TINCO

(1) Il n'y a qu'un cas dans l'histoire de démission d'un pape, celui de Clément V, qui n'a régné que cinq mois en 1294.

► Nous publions demain une page «POINT» consacrée à l'Eglise d'Amérique latine et samedi (le Monde daté 11-12 octobre), en page «Dates», l'article d'Henri Tincq sur le trépanement de l'ouverture du concile Vatican II.

IMMIGRATION

A l'initiative de quatre organisations humanitaires

Mobilisation pour les Africains de Vincennes

Les représentants de quatre organisations humanitaires en ont appelé, mercredi 7 octobre, «à la conscience» des membres du gouvernement afin que soient ouvertes les négociations en vue du relogement des quelque deux cent quarante familles africaines mal logées ou sans logis qui campent depuis cinq mois sur l'esplanade du château de Vincennes (Paris-12^e). La Ligue des droits de l'homme, Droit au logement, Médecins du monde et Emmaüs s'inquiètent de l'aggravation de la

situation des familles, soumises au froid, et dont les enfants sont refusés dans les écoles.

Elles dénoncent, plus généralement, la multiplication des expulsions sans relogement en Ile-de-France, l'«irresponsabilité» des pouvoirs publics – mairies, préfecture, – qui «jouent au ping-pong avec des familles à la rue», et leur incapacité à faire respecter les dispositions légales et réglementaires destinées à assurer le droit au logement.



BARCLAYS

Gagnez de l'argent avec le compte chèque rémunéré Barclays.



Un vrai compte chèque, avec toutes les souplesses et les facilités de votre compte chèque habituel, plus la rémunération au jour le jour de votre solde créditeur (supérieur à 10 000 F) sans que vous ayez à vous en occuper, voilà ce que la banque Barclays vous propose. C'est simple, c'est clair, c'est ce que tous les Français attendaient. Le compte chèque rémunéré Barclays existe depuis le 30 septembre. Renseignez-vous.

3614 BARCLAYS N° VERT 05 31.03.93

CULTURE

CINÉMA

Le mythe et le fait divers

DES SOURIS ET DES HOMMES
de Gary Sinise

Les figures de George et Lenny, le petit malin et le grand dévot, occupent une place bizarre dans la mythologie américaine. De loin, on pourrait les confondre avec Laurel et Hardy (Tex Avery ne s'en est d'ailleurs pas privé en faisant les comparaisons de Droopy), de près – ouvriers agricoles sans domicile fixe, et, pour le second, débile mental – ils incarnent assez exactement tout ce que les

Etats-Unis d'aujourd'hui ne peuvent ni ne veulent voir.

C'est sans doute de ce côté qu'il faut chercher les raisons de l'adaptation du roman de Steinbeck par le réalisateur et acteur (il joue George) Gary Sinise. Quarante-trois ans après le film de Lewis Milestone (tourné pour la Warner avec Lon Chaney Jr - Lenny - et Burgess Meredith - George), Sinise a voulu bien faire : il a fait appel au scénariste et auteur de théâtre Horton Foote (*Voyage à Bountiful*, *Tender Mercies*) ; l'aspect du film est impeccable, reconstitution à peine sentimentale de l'Ouest agri-

cole des années 30 ; la distribution aussi est irréprochable, avec, en particulier, le jeune Casey Siemaszko, très ignoble dans le rôle du fils du patron, et Joe Morton dans celui de Crooks, le garçon d'écurie noir.

Enfin, Sinise a osé un contre-emploi audacieux en confiant le rôle de Lenny à John Malkovich. Voici un acteur qui travaille, qui maîtrise parfaitement la déformation des consonnes chuintées (« Dordje, d'ai fait quelque chose de mal ? ») et est capable de se faire passer pour beaucoup plus grand, beaucoup plus fort et beaucoup plus bête qu'il n'est.

Mais la performance de l'acteur vampire le film. Steinbeck (auquel le scénario reste d'une grande fidélité) travaillait dans les symboles en gros, les grands thèmes universels. Le réalisme psychologique, l'étude de caractère lui étaient étrangers. Leur irruption dans *Des souris et des hommes* transforme la démonstration morale en fait divers sordide. Cette métamorphose a visiblement échappé à Gary Sinise, toujours persuadé de tourner une épopée paysanne. Le film en ressort boiteux, vaguement décevant.

THOMAS SOTINEL

Les erreurs de la comédie

FAIS COMME CHEZ TOI
de Frank Oz

C'était courtoiser le désastre que de confier à Goldie Hawn le rôle d'une menteuse pathologique qui entreprend de dévaster l'existence d'un benêt innocent (Steve Martin, c'est dans ses cordes). Voilà plus de vingt ans que l'actrice joue les ravissantes idiotes, la date de péremption (de l'emploi, pas de l'actrice) devait bien arriver un jour. Les scénaristes ont bien essayé d'écrire des scènes sur mesure, le directeur de la photo a

tenté de pousser la gentillesse jusqu'à l'abnégation. Goldie Hawn a l'air plus inquiétant que charmant. Elle joue Gwen, une serveuse de bar qui cède une nuit aux avances de Davis, un architecte récemment plaqué par sa fiancée. Apprenant que Davis avait construit une maison à sa belle dans un petit village de Nouvelle-Angleterre (église de bois blanc, monument à la guerre d'indépendance) et que le nid d'amour est resté vide, Gwen s'y installe à l'insu de l'architecte en se faisant passer pour sa femme.

Heureusement, comme par inadvertance, *Fais comme chez toi* laisse transparaître par endroits une agressivité, une méchanceté que l'on croyait officiellement interdites à Hollywood depuis l'élection de Ronald Reagan à la présidence des Etats-Unis. Le personnage de la fiancée de Davis (Diana Delany), yuppie élevée en plein air au grain complet, est campé, filmé avec une hargne réjouissante. Et le patron de Steve Martin (Roy Cooper), architecte endiablé, boudoiriste vaniteux, ne correspond pas vraiment à l'archétype de l'entrepreneur qui a construit l'Amérique. Mais la dose d'acidité sulfureuse reste homéopathique, et le film passe le plus clair de son temps à traîner de qui-proquois prévisibles en grimaces (pourquoi s'en priver quand on a Steve Martin sous la main ?), pour s'achever sur un happy-end sacchariné qui compense largement toutes les déviations qu'il s'était autorisées.

C. G.

T. S.



John Malkovich : un parcours non fléché

Contrairement aux acteurs « en tournée de promotions », Malkovich ne s'embarrasse pas des formules toutes faites du service après-vente. Il avoue s'être lancé dans *Des souris et des hommes* sur une amitié : le producteur Russ Smith compte parmi ses intimes, autant que le réalisateur Gary Sinise, fondateur, à Chicago, de la troupe de Steppenwolf, à laquelle Malkovich appartient depuis 1976.

« Gary et moi avions joué la pièce ensemble il y a une douzaine d'années. Il est plus proche de Steinbeck que moi, qui tendrais plutôt vers Faulkner. Mais c'est intéressant de retrouver un personnage, une œuvre et un partenaire après si longtemps – de renouer avec une mélodie mais dans une orchestration différente. Il y a toujours quelque chose d'étrange à avoir en face de soi, réunis en une même personne, et votre partenaire et votre metteur en scène. »

Enthousiaste et sans honte

Avec son premier film, *Rien à perdre*, présenté au Festival de Cannes en 1988, Sinise n'avait pas connu le succès. « Gary fait partie de ceux qui, dans le travail, réfléchissent, débattent, débattent. Avant, pendant, après. Je laisse plus de place à l'instinct. Gary a connu une période instinctive – je le sais pour l'avoir dirigé au théâtre. Son intuition l'a servi : il a été, très jeune, un des metteurs en scène les plus cotés aux Etats-Unis : tous ses spectacles se sont joués à bureaux fermés. L'échec de *Rien à perdre* a dû lui faire l'effet d'une douche froide. »

Malkovich est plus philosophe, il sait qu'on ne réussit pas à tous les coups. « Quand je me plante, je tourne la page et je continue. Je ne veux pas avoir l'air d'un confucien de quatre-vingt-dix ans mais c'est important, un échec, il faut l'apprendre, et l'absorber. »

HENRI BÉHAR

MUSIQUES

La Bastille panse ses plaies

A la veille de la première représentation de « Jeanne au bûcher », la grande maison fait ses comptes et songe à l'avenir

Le spectacle continue... Jamais l'impératif catégorique du théâtre n'a été aussi bénéfique qu'à la Bastille. Le spectacle continue en effet, après l'accident de Séville survenu aux femmes et aux hommes du chœur pendant une répétition d'*Otello* cet été : 27 arrêts de travail, 17 blessés graves ou graves, 44 choristes physiquement indemnes mais pour les uns, profondément traumatisés, pour les autres, atteints de claustrophobie, au point que l'idée de se retrouver coincés dans un décor, avec l'obligation de chanter, tient du supplice.

Mais quand on entre maintenant à l'Opéra de Paris, que l'on passe dans les bureaux, l'œil est aussitôt attiré par les moniteurs vidéo, et ce que l'on voit intrigue. Claude Régy a conçu sa mise en scène de *Jeanne au bûcher*, de Honegger, première nouvelle production de la saison 1992-1993, pour l'espace immense et si particulière de la scène de la Bastille. Isabelle Huppert, dans le rôle paré de la Pucelle, est perchée dans une niche entre terre et ciel. Le sol est labouré, lézardé, en guerre. « Ce spectacle, c'est mon cadeau d'anniversaire », dit Jean-Marie Blanchard, l'homme dont la crise a accouché dans la douleur et auquel beaucoup n'ont pas pardonné. Transfuge du Châtelet, nommé administrateur par le président Pierre Berge alors que M. Georges-François Hirsch, administrateur général démissionnaire ou licencié, n'avait pas reçu de nouvelle affectation.

Blanchard aura à gérer cette année une saison qu'il n'aura pas programmée. Et un planning ingérable dans le détail pour mille et une raisons. Il sent déjà que le Saint François d'Assise, de Messiaen, événement de la saison co-produit avec le Festival de Salzbourg, se verra amputé à Paris, en décembre, d'une ou deux représentations. *Padmaavati*, de Roussel, a entre-temps disparu des programmes.

Aujourd'hui, l'avenir de M. Hirsch paraît honnêtement assuré. Le nouveau directeur général, M. Jean-Paul Cluzel, a réencadré la négociation sur les conventions collectives, au point mort depuis l'été. Se désolant lui-même, et M. Hirsch dans la foulée, M. Berge a accepté de revenir sur la décision la plus contestée du précédent mandat et décidé de séparer, comme par le passé, les deux entités de l'Opéra de Paris : Garnier revient à la danse et Bastille au lyrique. De son côté, Jean-Marie Blanchard a trouvé son style : persuasif, persuadé. L'avenir

est pour tous de nouveau envisageable. Les visages se détendent. On parle.

Patrick Minard (directeur des formations musicales, nommé quelques jours avant la catastrophe sévillane) : « Jean-Marie Blanchard ne me demande rien pour régler les problèmes du moment. Il me propose de réfléchir à ce qu'on pourra faire en 1995, en 1997. Toujours, il me renvoie à un grand projet. »

Retrouver l'enthousiasme

Myung-Wu Chung, directeur musical de l'Opéra : « Je n'ai pas demandé au gouvernement la tête de Georges-François Hirsch. Ça n'a jamais été ou lui ou moi. J'ai essayé de convaincre le président et le ministre que le niveau artistique, à la Bastille, n'avait pas été assez bon pendant les trois années écoulées. Dans cette période, j'ai personnellement dirigé huit productions. La seule qui m'ait donné satisfaction, c'est *Lady Macbeth*, de Chostakovitch. Si je veux garder assez d'énergie pour travailler à la Bastille, et assumer des tâches administratives qui m'assomment, tout en assurant avec mes proches des concerts de musique de chambre, je dois avoir le sentiment d'un progrès, retrouver l'enthousiasme du projet initial tel que l'a défini le président Mitterrand – il n'y en aura pas d'autre exaltant de par le monde avant longtemps. On ne peut pas demander à un pays 500 millions de francs de budget par an sans être convaincant. Nous devons montrer maintenant que ça peut marcher, à condition qu'on nous laisse ensuite une entière liberté. Il faut trouver une solution où la Bastille avance en tête. Avec la nouvelle équipe, on va au moins améliorer les choses. Sinon, je m'en vais. »

Le départ de MM. Hirsch et Bélaval, l'équipe sortante, aura en tout cas servi à cela. On n'aura parlé pendant trois ans, à en croire ce qui se dit dans la maison, que de rideau à lever coûte que coûte, de « montée en puissance » pour la production, de cadences à améliorer, afin d'atteindre à l'heure dite le seuil myriabique des 720 représentations annuelles à Bastille, ajoutées aux 180 spectacles à Garnier (dans l'obsession de cette date butoir de la négociation des conventions collectives : 15 novembre 1992).

Il semble qu'aujourd'hui, pour ce délai fatidique, il existe des accords modérés avec le ciel (attention aux grèves, disent pourtant les syndicats). On annonce qu'à l'été 1993, comme si les objurgations de la cri-

tique avaient cessé d'être vaines, le cadre de scène, véritable « piège à sons », sera reconstruit, les rapports d'intensité revus dans la fosse, pour que l'acoustique de Bastille soit enfin réexaminée revue et améliorée.

On met enfin en avant la cohérence du projet : opéra populaire de qualité. On dit clairement, par la voix de Jean-Marie Blanchard, « qu'il faut enfin que le lieu soit pensé pour ce qu'il est. La Bastille n'offre pas 2 700 places pour l'opéra en remplacement de ce que n'offre plus Garnier. La Bastille est un « complexe » rattaché à une école de chant, doté d'une petite salle (le studio), d'une salle moyenne (l'amphithéâtre) et d'une grande salle de 2 700 places à laquelle on vient s'ajouter une salle « modulable » de 1 200 à 1 300 places, dont je voudrais qu'elle s'intègre organiquement à ce grand projet. Paris disposera de cette façon d'une cité lyrique qui n'existe nulle part ailleurs. On y déclamera de toutes les façons possibles l'art du chant. On n'y accueillera de concerts symphoniques que s'ils s'intègrent à un cycle lyrique. »

Un verrou obligé

Les chiffres, les décisions s'alignent haut et fort dans la foulée. Coût des choristes suppléants des blessés de Séville ? trente suppléments rémunérés sur quatre mois, charges comprises : 1,8 million de francs. Obligation, sous la poussée de M. Chung, de porter l'effectif de l'Orchestre de l'Opéra parisien de 147 à 195 musiciens, pour que danse et lyrique soient servis et répétés équitablement entre deux établissements ? La mutation, que ça passe ou que ça craque, n'a pas été chiffrée. Elle est devenue un verrou obligé. Dispensée, évidemment.

« Pendant trois ans, dit le chef coréen, quoi que j'aie demandé, je n'ai connu aucune amélioration artistique ou acoustique à la Bastille, la confiance ne s'est jamais établie dans la maison, nous sommes restés à l'ère de la défiance, les responsables ont fait trop de compromis, renoncé à leurs principes sur des cas précis. Les négociations sur les conventions collectives, au long de 89 séances de négociation, n'ont rien construit, sinon un cadre général. Cette maison est celle du maquillage des décisions budgétaires, que l'on accorde à une catégorie de personnel pour débloquer une situation, mais dans l'espoir que

le reste des travailleurs n'en saura rien.

» Ne devrait-on pas reconsidérer la solution Barenboim, maintenant que l'époque peut l'entendre ? Comme en musique, quand le dirige, la première solution était souvent la bonne. Encore faut-il avoir pris le temps d'y revenir, le temps d'y réfléchir. »

Dans cet Opéra observé de très près par l'opinion internationale, tout se serait donc fait trop vite, par expédients ? Jean-Marie Blanchard ne s'inquiète plus tant des cadences de travail des musiciens (deux services par jour, soit six heures de travail quotidien des membres de l'orchestre, lui paraissent amplement suffisants). En revanche, il se battra pour que ne soient retenus pour l'alternance, d'année en année, que les spectacles qui lui semblent dignes du niveau de la Bastille, théâtre lyrique populaire expérimental.

« On y reverra *Lady Macbeth* d'Engel et la Flûte enchantée de Wilson parce que ces spectacles ont été conçus pour la maison. Mais plus question du Bal masqué – en l'absence de Pavarotti, – d'*Doménica* (tranger aux dimensions de la salle) ou de *Otello* de Petrika Ionosko pour des raisons que vous comprendrez. Nous disposons, avec la Bastille, d'une salle en tous points exceptionnelle. Il faut que les metteurs en scène acceptent d'y venir rêver. »

ANNE REY

Représentations de *Jeanne au bûcher* : les 9, 12, 14, 15, 17, 20, 22, 24, 27, 28 et 31 octobre. Tél. : 44-73-13-00.

HENRI MICHAUX

La ralentie

Chânes

Mise en scène de Catherine Anne

du 25 septembre au 24 octobre

TGP

SAINT-DENIS

42 43 17 17

Saint-Denis

Conseil Général

At Centre Culturel-Brasserie

FESTIVAL FRANKOPHONIE MEUSSE

octobre 1992

Le Centre Culturel-Brasserie de Meuse propose un festival de la francophonie. Les spectacles sont gratuits. Les réservations sont recommandées.

Programme :

- 9 octobre : *Le Chant du Rossignol* de Maurice Maeterlinck, Théâtre de la Ville de Paris.
- 12 octobre : *Le Chant du Rossignol* de Maurice Maeterlinck, Théâtre de la Ville de Paris.
- 14 octobre : *Le Chant du Rossignol* de Maurice Maeterlinck, Théâtre de la Ville de Paris.
- 15 octobre : *Le Chant du Rossignol* de Maurice Maeterlinck, Théâtre de la Ville de Paris.
- 17 octobre : *Le Chant du Rossignol* de Maurice Maeterlinck, Théâtre de la Ville de Paris.
- 20 octobre : *Le Chant du Rossignol* de Maurice Maeterlinck, Théâtre de la Ville de Paris.
- 22 octobre : *Le Chant du Rossignol* de Maurice Maeterlinck, Théâtre de la Ville de Paris.
- 24 octobre : *Le Chant du Rossignol* de Maurice Maeterlinck, Théâtre de la Ville de Paris.
- 27 octobre : *Le Chant du Rossignol* de Maurice Maeterlinck, Théâtre de la Ville de Paris.
- 28 octobre : *Le Chant du Rossignol* de Maurice Maeterlinck, Théâtre de la Ville de Paris.
- 31 octobre : *Le Chant du Rossignol* de Maurice Maeterlinck, Théâtre de la Ville de Paris.

Réservez vos places :

Centre Culturel-Brasserie, 1 rue de la République, 55000 Meuse.

Tél. : 03 28 22 13 00.

CULTURE

CINÉMA

Garde basse

PAR L'ÉPÉE
de Jeremy Paul Kagan

Un homme, vieillissant, mal en point, remonte du métro new-yorkais et du trente-troisième étage. Il dira s'appeler Suba. On reconnaît, à peine, F. Murray Abraham, bien changé depuis qu'il était Salieri chez Forman. Un second, jeune, fort, règne au dernier étage d'un immeuble grand maître de l'escalier criminel et de la salle de sport, où il impose une discipline proche de la mystique. Il s'appelle Villard, on reconnaît fort bien l'athlétique et anguleux acteur de *Star 80* et du *Pape de Greenwich Village*, Eric Roberts.

Les trajectoires de ces deux-là vont se croiser, puis s'affronter. On

comprendra vite, images onirico-récurrentes à l'appui, que Suba, ex-fus fame, a tué jadis le pape de Villard, qu'il y a comme un compte odieux et sanglant sur fond de vieilles valeurs de chevalerie à régler. Et alors ? Et alors rien. Kagan rajoute de-ci de-là une ou deux idylles, un chouchou d'épreuves initiatiques, qui alourdissent le film sans l'enrichir. Et il filme à caméra mouchetée une série de situations si conventionnelles, interprétées avec si peu d'ardeur, que *Par l'épée* frôle par instants l'abstraction vaguement séduisante du « film vide », avant de sombrer dans la pure et simple absence d'intérêt.

J.-M. F.

Les nuits tristes de La Nouvelle-Orléans

STORYVILLE
de Mark Frost

On pouvait espérer beaucoup du réalisateur de *Storyville*, Mark Frost, copatru de *Twin Peaks*. De son interprète vedette, James Spader, l'équivalent de service - et pas seulement dans *Sexe, mensonge et vidéo* - avec ses faux airs de Christopher Walken. On pouvait également rêver sur les mystères de La Nouvelle-Orléans où se passe l'action. Seulement l'action, c'est vraiment n'importe quoi.

Le scénario d'un polar noir n'a pas absolument besoin d'une rigoureuse logique. Mais il ne suffit pas d'accumuler les invraisemblances pour retrouver le souffle,

le charme aigu du *Grand Sommeil* ou du *Faucon maltais*.

Si on ne s'intéresse pas aux personnages, c'est flou. Le seul à accrocher l'attention est Jason Robards en requin alcoolique. Sinon, comment croire à ce jeune politicien style Kennedy, dont le père est mort d'une balle dans la tête, qui mène son enquête plonge dans un passé familial nauséux, et se laisse avoir comme un bleu par une jolie karaté-woman, une caméra cachée filmant leurs ébats. L'indifférence de James Spader à cette histoire n'a d'égal que la désinvolture du scénariste et la lourdeur de la réalisation.

C. G.

MUSIQUES

Les passions de Thérèse

Sérieux, jeunes et modernes, *Madredeus* et sa chanteuse, Teresa Salgueiro, réinventent le Portugal

MADREDEUS
au Théâtre de la Ville

Après un bref passage au festival «Nuit de Champagne» de Troyes à l'automne 1991, on les a découverts à Bourges au printemps de cette année : le groupe *Madredeus* était parti de Lisbonne en 1987, mais, en cette Europe qui se cherche toujours, les nouvelles ne vont pas forcément vite. A Bourges, justement, dont ils furent la surprise, ils donnaient une conférence de presse aux côtés de leurs voisins et confrères, le groupe de variétés espagnoles Mecano.

A l'âge égal, ces deux planètes ibériques voyagent à des années-lumière. Les uns représentent l'Espagne version post-Morilla, avec nuances new-wave, les autres le Portugal tout court. Tenu cuir, débardeur et bustier décollé pour les premiers, cravate et chape noir pour les seconds. Non pas que ces jeunes ambassadeurs du Sud aient jusqu'alors fréquenté des sphères si différentes. Pedro Ayres Magalhães, le guitariste, arrangeur, compositeur de *Madredeus*, sort tout droit du rock portugais. Mais après ses expériences de modernité au sein des binaires Heroes do Mar (Les héros de la mer), il a pris la responsabilité (et avec lui, les trois musiciens et la chanteuse du groupe) de faire sortir le Portugal musical de ses murs. A Mecano la légèreté, à *Madredeus* la gravité.

Des musiques presque oubliées

L'idée de Pedro Ayres : «Créer une musique neuve à partir des archétypes portugais», et les souder par une voix féminine, dans ce pays du fado, toujours hanté par la personnalité d'Amália Rodrigues. Pedro parcourt d'abord, dans le rôle du vagabond désargenté vivant de la bonté des habitants, les deux arides, lumineuses, de l'Alentejo, les terrasses vertes du Minho, et les pierres battues de vent de Trás-os-Montes. Il recueille les derniers échos de ces campagnes en voie de désertification, que le gouvernement salazariste avait laissées dans l'ombre, et dont les musiques auraient tout à fait disparu sans la ténacité de l'ethnomusicologue d'origine corse Michel Giacometti (1).

«Je voulais, explique Pedro, atteindre la sonorité, la saveur, l'esprit de toutes ces musiques, les digérer, puis les mixer en revêtant une conception acoustique, avec juste un peu de synthétiseur pour restituer des climats, des ambiances.» Une fois son tour du

Portugal achevé, le guitariste pioche dans la famille classique un jeune violoncelliste branché. Dans le registre populaire, un accordéoniste libre. Dans la galaxie rock, un pianiste doux. Restait à trouver l'essentiel : la voix.

Car au pays de Luis de Camoens, de Fernando Pessoa ou de Miguel Torga, la musique vit dans les mots. En 1986 apparaît une jeune fille, une chanteuse, frêle, timide, et fière. Inspire surtout : Teresa Salgueiro. L'année suivante, le groupe donne une série de concerts presque intimes dans l'ancienne église du Convento do Cristo, dans le quartier liboite de Madré de Deus. L'album qui y est enregistré, *Os dias da Madredeus*, alimente le bouillonnement. Un an plus tard, *Extinto*, le second (disponible en France chez EMI), est disque d'or.

Madredeus, en concert, a ses longueurs. Ses tristesses. Ses envies de joie partagée trop réprimées par l'esprit du sérieux, la précision musicale ou l'élégance forcée. Mais il y a cette chanteuse, dont les mains palpitent avec les mots, tout entière tendue vers la musique, cette voix libérée...

VERONIQUE MORTAIGNE

(1) Michel Giacometti (1929-1990) avait créé les Archives sonores portugaises en 1959. Il a constitué, sur sa seule initiative, la plus importante collection de musiques traditionnelles portugaises. La réédition en CD de l'album *Chante et danse du Portugal. Trás-os-Montes* (Chant du monde) recueillie par l'ethnomusicologue français serait fort bienvenue.

Les 9 et 10 octobre au Théâtre de la Ville, à 18 heures. Tél. : 42-74-22-77.

PRÉCISION - A la suite de l'annonce accordée au *Monde* par Jean-Pierre Miquel, directeur du Conservatoire national d'art dramatique (*Le Monde* du 30 septembre), M. Patrick Bourgeois, directeur de l'ENSATT (École nationale supérieure des arts et techniques du théâtre, rue Blanche), nous informe qu'en dépit des demandes répétées depuis dix ans ses élèves n'ont toujours pas accès au Jeune Théâtre national. «Ce qui constitue, ajoute-t-il, une injustice flagrante. Les arguments opposés à ces demandes sont de nature technique et non recevables : l'ENSATT ne serait pas une «école supérieure», or, son nouveau statut la place sous l'autorité de l'enseignement supérieur, et le ministère dont elle dépend, l'éducation nationale, est à présent relié à celui de la culture».

CARNET DU Monde

Mariages

- Anne BEDOUELLE
et
Philippe DUCLOS

font part de la célébration de leur mariage qui a eu lieu en l'église de la Madeleine, à Paris, le samedi 27 juin 1992.

- Jean-Bernard PINATEL
et
Anne LAFFOLÉ

sont heureux de faire part de leur mariage, qui a été célébré dans la plus stricte intimité en l'église d'Urcuit (Pyrénées-Atlantiques), le samedi 3 octobre 1992.

CARNET DU MONDE
Renseignements :
40-65-29-94

Décès

- M^{me} Jacqueline Porché,
sa sœur,
M. François-Emmanuel Porché,
son neveu,
ses beaux-enfants,
M^{me} Jacqueline Bailly,
M. et M^{me} Philippe Barry Delong-
champ,
M. et M^{me} Jacques Barry Delong-
champ,
Leurs enfants et petits-enfants,
Et tous ceux qui l'ont aimée et ser-
vie,
ont la grande tristesse de faire part du décès de

M^{me} Contran
BARRY DELONGCHAMP,
née Nicole Propper,

survenue au Gavey, le 2 octobre 1992.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité familiale à Châteaufort.

Le Gavey,
78117 Châteaufort.

Le Père Joseph Thomas est mort

Le Père Joseph Thomas, jésuite, rédacteur à *Etudes*, est décédé le mardi 6 octobre à Paris, à l'âge de soixante-dix-sept ans. Ses obsèques auront lieu lundi 12 octobre, à 10 h 30, à l'église Saint-Ignace, 33, rue de Sévres à Paris.

Le Père Joseph Thomas est presque mort à sa table de travail. Rédacteur à *Etudes* depuis quinze ans, il venait encore, lundi 5 octobre, de lire et donner son avis sur quatre grands articles. Jeune, il avait enseigné la philosophie, révélé entre autres Hegel, Marx et la philosophie de l'histoire, à de jeunes confrères. Il a travaillé ensuite dans des collèges de la Compagnie de Jésus, avant de devenir recteur de celui d'Evreux, plusieurs fois supérieur de sa communauté jésuite. Il sera longtemps rédacteur en chef de la revue *Christus* et collaborera à *Cahiers pour croire aujourd'hui* et à *Etudes*.

Aumônier national du Mouvement des cadres chrétiens (MCC)

dans les années 60, Joseph Thomas acquiert une profonde connaissance des milieux d'ingénieurs et de chefs d'entreprise. S'intéressant vivement à l'économie, il aime toujours ce monde, y gardant jusqu'à la mort de nombreux amis.

Il a été l'un des principaux initiateurs de multiples institutions de formation permanente, de centres comme de laïcs (CICP), recyclage théologique des prêtres de Paris, département de spiritualité du Centre Sévres. Il était l'insatiable accompagnateur de prêtres, d'évêques, de religieux et religieux, de laïcs. Lors du synode récent dans le diocèse de l'Essonne, il s'était montré actif.

Le concile Vatican II fut le centre de son histoire personnelle. Le Père Thomas y fut informateur pour les journalistes de langue française, «expert» aussi dans la coulisse. Il reprit la fonction de porte-parole pour la langue française dans plusieurs synodes épiscopaux à Rome. Archevêque de Paris, le cardinal Marty lui avait demandé de prêcher le carême à Notre-Dame de 1968 à 1970.

Le Père Thomas connaissait enfin parfaitement les origines, les sources et l'esprit de la Compagnie. Un esprit qu'il a transmis à mille auditeurs et à travers un grand nombre d'articles et de livres.

JEAN-YVES CALVEZ,
rédacteur en chef d'*Etudes*

[Né le 16 janvier 1915 à Saint-Nazaire (Loire-Atlantique), Joseph Thomas était entré en 1935 à la Compagnie de Jésus. Il a été ordonné prêtre en juillet 1946. Ses principaux ouvrages : *Travail, amour et politique* (1973), *Le Secret des jésuites* (1984), *Un chemin vers Dieu* (1989).]

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lassalle, gérant
directeur de la publication
Bruno Frappat
directeur de la rédaction
Jacques Galu
directeur de la gestion
Manuel Lucbert
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)
Yves Agnès
Jacques Amalric
Thomas Ferenzi
Philippe Harman
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beney-Méry (1984-1989)
Jacques Fauve (1989-1992)
André Laurens (1982-1986)
André Fontaine (1985-1991)

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BENEY-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 49-60-30-10

MERCREDI 7 OCTOBRE 1992									
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
21	22	23	24	25	26	27	28	29	30
31									

- Oran, Alger, Nice.
Claudine, Jean-Pierre et Nicole,
ses enfants,
François, Daniel, Hélène,
ses petits-enfants,
Etienne,
son arrière-petit-fils,
Les familles Bensafid, Benyamino,
Benzacri, Benaimon,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Georges BENSATID,
née Renée Benyamino,
survenue à Nice, le 5 octobre 1992.

- M. et M^{me} Ricard CADET,
Clivia et Christian,
Les familles Cadet, Gaimo, Bocquin,
Moreau,
Parents, alliés et amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Thierry,

leur fils, frère, neveu et cousin,
survenu le 3 octobre 1992, dans sa trentième année.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Le service religieux a eu lieu le 7 octobre, en l'église de Saint-Germain-des-Près.

- M^{me} Pierre Gaillard,
M^{me} Michèle Bachy-Gaillard,
M^{me} Hélène Le Bilan,
Delphine, Agnès, Elise et Chloé,
ses petites-filles,
Et toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre GAILLARD,
inspecteur général
des postes honoraire,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur
de l'ordre national du Mérite,
survenu le 1^{er} octobre 1992.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.
24, avenue Edison,
75013 Paris.

- On nous prie d'annoncer le décès de

Ivar IVASK,
poète estonien,
artiste et critique,
directeur honoraire
de la revue littéraire
World Literature Today,
université d'Oklahoma, Norman, USA,
survenu le 23 septembre 1992, à l'âge de soixante-quatre ans, à Fountainstown, Co. Cork, Irlande.

De la part de
Astrid Ivask,
son épouse,
Et de ses amis de France.

- Bonniex (Vaucluse), Genève.
M^{me} Marcel Krieger,
née Marianne Deutsch,
M. et M^{me} Jacques Krieger
et leurs filles Marie-Hélène et Muriel,
M^{me} veuve Robert Krieger,
M^{me} veuve Henry Deutsch
et son fils Michel,
Parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Marcel KRIEGER,
survenu le 6 octobre 1992, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

Les obsèques religieuses auront lieu le vendredi 9 octobre, à 15 heures, en l'église du Haut à Bonniex.

On se réunira au croix.

Les condoléances seront reçues à la sortie du cimetière.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M^{me} Marianne Krieger,
Les Blayons,
84480 Bonniex.
M. et M^{me} Jacques Krieger,
8, avenue Marc-Dont,
1224 Chêne-Bougeries (Suisse).

- M^{me} André Monier,
sa femme,
M. et M^{me} Henri Rongier
et Frédéric,
M. Michel Martignon,
Raphaël et Pierre,
ses enfants et petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Lucien-Joseph MONIER,
survenu le 30 septembre 1992, à Paris.

L'inhumation a eu lieu à Champeix (Puy-de-Dôme), le 3 octobre.

50, rue Poussin,
75016 Paris.

Pompes Funèbres
Marbrerie
CAHEN & C^{ie}
43-20-74-52
MINITEL par le 11

- M. Claude Lobelle et M^{me},
née Françoise Hamard,
ses parents,
Bernard, Claire et Pierre Lobelle,
ses frères et sœur,
M^{me} Pierre Lobelle,
M^{me} Robert Hamard,
ses grands-mères,
Et toute sa famille,
ont l'immense douleur de faire part du décès subit de

Anne LEBELLE,
survenue le 5 octobre 1992, dans sa dix-neuvième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 9 octobre, à 9 heures, en l'église Saint-Léonard de Croissy-sur-Seine, suivie de l'inhumation dans l'intimité au cimetière de Croze (Crouse).

Ni fleurs ni couronnes, dons à adresser au Secours catholique et à Médecins sans frontières.

Cet avis tient lieu de faire-part.

12, allée de la Belle-Isle,
78290 Croissy-sur-Seine.
32, avenue de la Grande-Armée,
75017 Paris.
9, rue Cambronne,
75013 Paris.

- M^{me} Lydia Marrache,
M^{me} Elsa Marrache,
M. Franz Marrache,
Leurs enfants et petits-enfants,
M^{me} Rachel Melul,
M. Salomon Melul,
Et leurs familles,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Paris MARRACHE,
en sa quatre-vingt-septième année, le 30 septembre 1992.

Les obsèques se sont déroulées dans la plus stricte intimité.

- M^{me} Suzanne Matalon,

M. Bruno Matalon,
M. et M^{me} Jean de Chambrun,
ses enfants,
Ada et Julia,
ses petites-filles,
M^{me} Esther Demal,
M. et M^{me} Raymond Matalon,
M. et M^{me} Ezra Khalif,
son frère, ses sœurs,
sa belle-sœur et son beau-frère,
Et leurs enfants,
Toute la famille,
Parents et alliés,
ont la très grande douleur de faire part du décès de

Edmond MATALON,

survenu le 7 octobre 1992, en son domicile.

Les obsèques auront lieu le vendredi 9 octobre, à 14 heures, au cimetière du Montparnasse.

Réunion porte principale, 3, boulevard Edgar-Quinet, Paris-14^e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

147, boulevard Murat,
75016 Paris.

- Le Père provincial de France,
Les communautés jésuites de la rue de Grenelle,
M^{me} Auguste Thomas,
sa belle-sœur,
Ses neveux et nièces,
font part du décès du

Père Joseph THOMAS,

brusquement survenu le mardi 6 octobre 1992, à Paris.

Les obsèques seront célébrées le lundi 12 octobre, à 10 h 30, en l'église Saint-Ignace, 33, rue de Sévres, Paris-6^e.

(Lire ci-contre)

Anniversaires

- Pour le trente-huitième anniversaire de la disparition à Clermont-Ferrand de

Georges BOUGNOI,

une pierre pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et estimé.

De la part de sa famille.

- Pour le cinquième anniversaire du décès de

Madeleine LEIBA,

une très tendre pensée est demandée à ceux qui ont apprécié sa profonde bonté.

Conférences

- M^{me} Jacques Vergès donnera une conférence de presse sur le thème : «Nationaliser la SACEM», le vendredi 9 octobre 1992, au Palais des congrès de Paris, porte Maillot, salon 63 AB, niveau 6, côté Neuilly.

STERN
GRAVEUR
depuis 1840
Chevallères armoriées
Cartes de visite
le prestige de la gravure
47, Passage des Panoramas
75002 PARIS
Tél. : 45.08.86.45 - Fax : 42.36.94.48

ÉCONOMIE

BILLET

Double langage
sur l'Europe de l'Est

Les gouvernements de la Communauté pratiquent le double langage à propos des relations à établir avec les pays de l'Europe de l'Est : favorables, dans leurs déclarations publiques, à la conclusion d'accords de coopération très étroits, préjudiciables à une adhésion pratiquement promise, ils se montrent beaucoup plus restrictifs dans les huis clos des comités d'experts, n'entretenant, en particulier, qu'avec la plus vive réticence leurs frontières aux produits agricoles de ces nouveaux partenaires.

Ce reproche vient d'être adressé aux Douze par M. Frans Andriessen, le vice-président de la Commission de Bruxelles chargé des relations extérieures, à propos des négociations en cours pour conclure des « accords européens » avec la Roumanie et la Bulgarie. Des accords d'association de ce type ont déjà été signés avec la Hongrie, la Pologne et la Tchécoslovaquie.

Des directives de négociation avaient été adoptées par les Douze avant l'été. Mais, maintenant qu'il s'agit d'indiquer quelles quantités les Roumains et les Bulgares pourront vendre à la Communauté à droits de douane réduits, les États membres, unanimes, font marche arrière. Devant un tel tir de barrage, la Commission a dû revoir à la baisse ses propositions. Pourtant, le danger représenté par ces deux pays sur les marchés des Douze n'est pas considérable : en 1991, leurs livraisons à la CEE n'ont représenté que 0,4 % du total de ses importations agricoles en provenance des pays tiers.

Ce sont les Allemands et les Grecs qui se sont opposés avec le plus d'ardeur à l'offre suggérée par la Commission. Il est vrai que celle-ci, avec une absence de sens politique qu'il n'est plus besoin de décrire, proposait d'ouvrir largement les frontières de la Communauté aux griffes bulgares. Un vrai sacrilège quand on sait que la production allemande de ce petit fruit rouge provient, pour une large part, de la circonscription électorale du chancelier Kohl. Quant aux Grecs, c'est apparemment la crainte de la concurrence de la viande de mouton produite par leurs voisins balkaniques qui les a fait monter au créneau.

Les Français, qui se sont fait mal voir, voilà un an, parce qu'ils voulaient freiner les importations dévastatrices de viande bovine polonaise, connaissent bien ce type de dilemme. M. Andriessen a raison de souligner que l'importance politique de tels accords exige des Douze un minimum d'union. C'est vrai aussi qu'il faut éviter de déstabiliser davantage une agriculture communautaire qui n'est déjà pas au mieux de sa forme. Il y a là un équilibre difficile à trouver. Mais l'hypocrisie du double langage est insupportable.

PHILIPPE LEMAÎTRE

LIVRES

POLONAIS
et livres français

sur la Pologne
et
l'Europe de l'Est
Catalogues sur demande

LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél. : 43-26-61-09

Un rapport du CEPII et de l'OFCE

La crise du SME ne devrait pas nuire globalement
à la croissance en Europe

Quels seront les effets de l'actuelle crise du SME sur les économies européennes ? Les chercheurs de l'OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques) et du CEPII (Centre d'études prospectives et d'informations internationales), qui ont tenté de répondre à cette interrogation, rappellent tout d'abord que la crise du SME a deux causes principales. D'une part, la dévaluation, entre 1987 et 1992, de la compétitivité des pays ayant le plus fort taux d'inflation (Portugal, Italie, Grande-Bretagne et, surtout, Espagne), qui a accru les pressions en faveur d'une dévaluation, et, d'autre part, le ralentissement économique dans un contexte de taux d'intérêt élevés. Selon cette étude (qui utilise

le modèle économétrique MIMOSA), on admettait que la livre reste dévaluée de 13 % par rapport aux autres monnaies du SME, la lire et la peseta de 11 %, et l'escudo de 6 %. L'inflation augmentera dans ces pays, mais diminuera en Allemagne (qui exportera moins, et verra le coût de ses importations diminuer), permettant une baisse des taux d'intérêt profitable pour l'ensemble de la CEE.

Au total, la croissance européenne ne sera pas ralentie, ni celle de la France et de l'Allemagne en dépit de leur perte de compétitivité. L'une des principales conséquences de la crise du SME résidera dans l'accroissement des écarts d'inflation, contraire à la marche vers l'UEM. Pour assurer néanmoins une convergence de

leurs économies avec les plus vertueuses, l'Espagne, la Grande-Bretagne et, surtout, l'Italie devront appliquer des programmes économiques très rigoureux.

Quel dénouement peut-on prévoir à l'actuelle tourmente des monnaies européennes ? « L'exigence anglaise repose le dilemme récurrent entre un fonctionnement souple du SME avec des bandes larges et des taux pivots révisables fréquemment, qui laisserait place à une certaine liberté mais n'assurerait guère la convergence, ou un système rigide, qui nécessiterait une forte concentration des politiques économiques », écrivent les auteurs de l'étude. L'existence de fait d'un système à deux vitesses est de plus en plus évidente, concluent-ils.

Les investisseurs s'aperçoivent que le franc tombe à son plancher vis-à-vis du mark, ils parient sur une dévaluation, donc vendent des francs pour acheter des marks, accentuant encore la chute. En revanche, s'agissant par exemple du dollar, nul ne sait à quel niveau les banques centrales du groupe des Sept jugent la situation intolérable. La spéculation est donc moins prévisible. Cependant, le renforcement des moyens d'intervention des banques centrales ne fait rien pour remédier aux causes sous-jacentes des brusques écarts de change. C'est pourquoi l'idée d'un tel aménagement technique est rejetée vivement par plusieurs États, l'Allemagne en particulier.

Reste à envisager une troisième hypothèse, sur laquelle des rumeurs circulent depuis plusieurs semaines : la consécration d'un petit groupe de monnaies, autour du mark, dont les parités ne seraient pratiquement pas modifiables (une marge de 1 % seulement, par exemple, serait autorisée). C'est déjà de fait le cas du florin, du franc belge et de la couronne danoise. Reste à savoir si le franc se joindrait au groupe ou rejoindrait les autres devises, liées entre elles par un accord plus souple. Les autorités monétaires françaises n'ont, pour l'instant, donné aucune indication, en dehors de la réaffirmation de leur confiance dans le SME. Mais, selon de nombreux opérateurs et spécialistes, la première option est très réaliste même si elle implique l'impossibilité pour Paris de manier les taux d'intérêt. Selon une variante, les États participant à la marge étroite iraient jusqu'à établir un embryon de Banque centrale européenne.

La possibilité d'un flottement pur et simple du franc n'est pas exclue par certains opérateurs sur le marché. « Compte tenu de la dégradation de la situation en France, du niveau trop élevé des taux d'intérêt, Paris aurait peut-être intérêt à laisser flotter le franc », explique un économiste basé à Londres. « Si les fondamentaux sont bons, le taux de change remontera », ajoute-t-il. Lors de leur conseil extraordinaire du 28 septembre à Bruxelles, les ministres de l'économie des Douze ont réaffirmé leur confiance dans le SME. Ils l'ont fait au moment où la Banque de France et la Bundesbank venaient de remporter une bataille dans la défense du franc et où le marché des changes vivait une relative accalmie. Depuis, les troubles ont repris, véritable tornade sur la livre et la lire, déjà sorties du système, sur la peseta, déjà dévaluée de 5 %. Les propos tenus ces derniers jours par divers responsables montrent bien que l'inquiétude subsiste. « La situation actuelle me rappelle celle de l'éclatement du système de Bretton-Woods. À l'époque aussi, il y avait un projet d'union très ambitieux », explique un ancien dirigeant allemand (3).

Les marchés financiers dictent leur loi. L'affirmation se révèle particulièrement vraie lorsqu'elle s'applique à un système aussi souple que le SME. Mais ces marchés ont parfois besoin d'un soutien. C'est le cas à l'heure actuelle. Il pourrait être malencontreux pour les Douze, à Birmingham, de ne pas prendre de décision ou d'engagement sur l'avenir du SME, ou du moins de ne pas « communiquer sur le sujet ». Si du moins ils comptent sauver l'existence du système.

FRANÇOISE LAZARE

(1) La conférence de Bretton-Woods, tenue en 1944 aux États-Unis entre puissances alliées, décida la création d'un système de taux de change fixes, où le dollar vaudrait un poids constant d'or. Ce système resta en vigueur jusqu'à la suspension de la convertibilité du dollar en or, le 15 août 1971.

(2) Le SME : dix ans de progrès en matière de coopération monétaire européenne. Commission européenne, 1989.

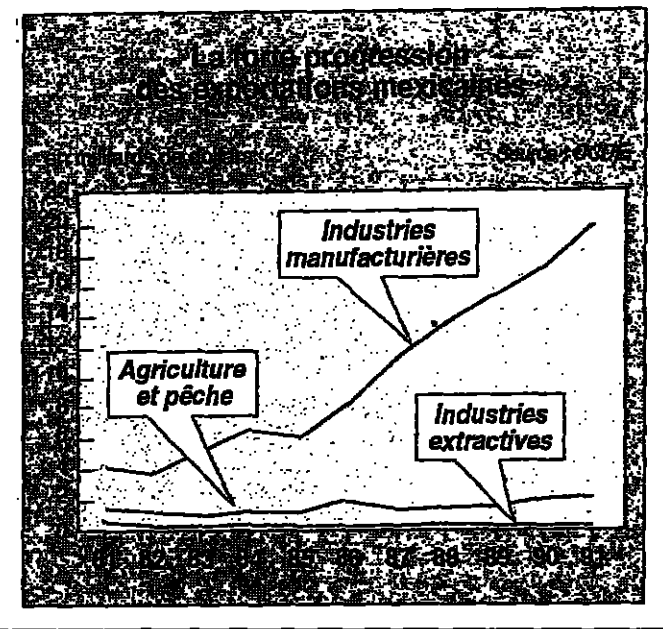
(3) Le plan Werner, adopté en 1969, prévoyait l'achèvement de l'union économique et monétaire de l'Europe pour 1990.

Signature du traité
de libre-échange nord-américain

L'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), a été paraphé mercredi 7 octobre, à San Antonio (Texas), par les ministres du commerce des États-Unis, du Mexique et du Canada. Le président américain George Bush, son homologue mexicain, Carlos Salinas de Gortari et le premier ministre canadien, Brian Mulroney, étaient également présents. Ce traité, qui prévoit, sur quinze ans, l'élimination de toutes les barrières douanières entre ces pays, ouvrira

un marché de plus de 360 millions de consommateurs, équivalant à la CEE, et aura une production cumulée de 6 000 milliards de dollars par an. « Le plus grand, le plus riche, le plus productif marché du monde », a précisé le président américain.

L'accord doit maintenant être ratifié par les Parlements. D'ores et déjà, les échanges entre le Mexique, les États-Unis et le Canada ont fortement augmenté.



Pour favoriser leur développement

L'Allemagne réorganise ses places boursières
autour de Francfort

FRANCFORT

de notre correspondant

La longue rivalité entre les huit places financières d'Allemagne (Frankfurt, Düsseldorf, Munich, Hambourg, Stuttgart, Berlin, Hanovre et Brême) handicapait le développement des marchés boursiers et obligataires. Le gouvernement s'en est rendu compte à plusieurs occasions en déclarant que la place financière allemande ne fut pas à la hauteur de sa puissance économique et en souhaitant la réunification des Bourses allemandes.

Une première étape a été franchie, mercredi 7 octobre, avec l'annonce de la création, dès le 1^{er} janvier 1993, d'un holding commun Deutsche Börse AG, qui chapeautera les huit Bourses. Une réorganisation des marchés s'ensuivra.

E. L. B.

Une étude de l'INSEE sur 1991

La baisse des recrutements
a d'abord affecté
les contrats à durée déterminée

En 1991, la baisse des recrutements dans les entreprises de plus de cinquante salariés s'est surtout traduite par une diminution des contrats à durée déterminée, selon une étude de l'INSEE (INSEE Première, n° 228) réalisée à partir des déclarations de mouvements de main-d'œuvre. Ce tassement des emplois précaires, signe de leur vulnérabilité en période de ralentissement économique, avait déjà été observé en 1990. Cette fois, il n'est cependant pas compensé en proportion par des embauches fermes, elles aussi en réduction. Au total, les recrutements sont d'ailleurs inférieurs aux niveaux atteints en 1989 et en 1990.

Alors que les contrats à durée déterminée représentaient 21,1 % des effectifs en 1990, le taux est passé à 19,2 % en 1991. Leur part dans les embauches effectuées en cours d'année revient, elle, de 65,4 % à 64,6 %. Second phénomène, le pourcentage de ces contrats qui se transforment ensuite en emplois durables tend à se réduire, tandis que la pratique des entreprises était de les utiliser comme une longue période d'essai. En 1988 et en 1989, 26 % d'entre eux devenaient des contrats à durée indéterminée. En 1990, ils n'étaient déjà plus que 24 %. En 1991, ce passage d'un statut à l'autre n'aura été vérifié que pour seulement 20 %.

A l'inverse, et ajoutant à la dé-

rioration du marché du travail, le taux des licenciements économiques a augmenté. Par rapport aux effectifs, celui-ci est passé à 1,6 % en 1991, contre 1,1 % en 1990. Parallèlement, le nombre des démissions a diminué, entraînant une baisse des recrutements de remplacement.

Après deux années de croissance, les effectifs salariés dans les établissements de plus de cinquante personnes ont ainsi reculé de 1,2 %, et il semble que le même mouvement, de moindre ampleur cependant, affecte également les entreprises plus petites. L'emploi s'est surtout dégradé dans les secteurs industriels (-2,6 %), particulièrement dans la production des biens de consommation (-3,4 %), dans le bâtiment et travaux publics (-0,7 %) et dans les banques (-1,4 %), après -0,3 % en 1990.

La croissance dans les services aura été plus faible que précédemment. Plus la taille des établissements est importante, plus les effectifs représentent : de 0,1 % dans les établissements de 50 à 200 salariés, de 1,8 % dans la catégorie des 200 à 500 salariés, et de 2,3 % dans celle des plus de 500. En conséquence, les hommes sont plus touchés que les femmes et, dans les flux d'entrée ou de sortie des entreprises, la part des jeunes et des plus âgés tend à diminuer.

A. L.

ÉCONOMIE

AFFAIRES

A la suite de la découverte d'«éléments exceptionnels»

M. Pierre Conso est écarté de la présidence des Ciments français

A la demande des principaux actionnaires des Ciments français, le président, M. Pierre Conso, a présenté sa démission, mercredi 7 octobre, après la découverte d'«éléments exceptionnels» qui avaient été cachés aux administrateurs. Le conseil a appelé à la tête de la société l'ancien président du groupe, M. Bernard Laplace. Cette nouvelle a entraîné en Bourse la suspension des cotations de Ciments français (le Monde du 8 octobre) et une chute de 4,4 % des cours de Paribas, ancien actionnaire majoritaire.

Le conseil d'administration des Ciments français s'est réuni, mercredi 7 octobre, dans une atmosphère de crise. Selon un communiqué diffusé en fin d'après-midi, «le conseil d'administration a été informé d'un ensemble d'éléments exceptionnels récemment découverts à l'occasion de l'audit externe par l'attribution», qui est le nouvel actionnaire majoritaire depuis le printemps. Ces anomalies concer-

naient notamment les comptes de l'exercice 1991. «Ces éléments exceptionnels n'avaient été portés ni à la connaissance du conseil, ni à celle des commissaires aux comptes», ajoute le communiqué. Le président du groupe depuis 1988, M. Pierre Conso, a, en conséquence, été prié par le conseil d'administration de présenter sa démission. On refuse toutefois de préciser au siège du groupe la gravité de ces «éléments exceptionnels» et d'indiquer si ce qui a été découvert relève, éventuellement, de malversations. On note seulement qu'il n'affecte en aucune manière les activités industrielles et commerciales du groupe, qui par ailleurs a consolidé dernièrement sa structure financière.

Des actions en attente

Il semblerait que M. Conso ait dissimulé aux administrateurs des opérations de portage, c'est-à-dire d'achat de titres, effectuées par des sociétés extérieures pour le compte du groupe, qui n'auraient pas été rendues. La perte pour les Ciments français serait de plusieurs centaines de millions de francs. Avec un chif-

fre d'affaires de 16,5 milliards de francs en 1991, le groupe, qui est le troisième cimentier mondial, avait dégagé un résultat consolidé de 920 millions de francs.

La conjoncture dans le secteur du bâtiment et des travaux publics, donc du ciment, n'est pas florissante. Une note diffusée par le groupe en mars indiquait que «les prévisions à court terme sur les différents marchés ne permettent pas d'entrevoir une reprise rapide, mais les perspectives d'évolution à moyen terme de l'économie européenne et mondiale autorisent un optimisme raisonnable».

Ciments français est passé depuis avril sous le contrôle de l'italien Italcementi, l'autre actionnaire important (après en avoir été le premier) étant, via Poliet, la banque Paribas. Une augmentation de capital de 5 milliards de francs a été décidée au début de l'été. L'un des objets de la réunion du conseil d'administration du 7 octobre consistait aussi à déterminer l'attribution des actions, représentant quelque 30 % du capital, actuellement en attente de propriétaires et «portées» par Paribas et Mediobanca. C'est lors d'un prochain conseil d'administration, avant la fin octobre, que seront arrêtés les comptes semestriels du groupe. D'ores et déjà, la découverte de ces vices cachés pourrait amener Italcementi à demander à Paribas, ancien actionnaire majoritaire des Ciments français, une révision en baisse du prix de cession. La firme italienne avait dépensé 7,5 milliards de francs pour absorber ce groupe deux fois plus important que lui mais très endetté. Encaissant 6 milliards de francs, Paribas avait dégagé sur cette vente une plus-value de 800 millions de francs.

F. G.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Selon un collège d'experts

Le tracé du futur TGV Méditerranée présente des risques technologiques

L'avis du collège de la prévention des risques technologiques, un organisme rattaché au premier ministre, est très sévère à l'égard du tracé du futur TGV Méditerranée soumis à l'enquête publique (le Monde du 3 octobre). Ce tracé reprend globalement le tracé ouest, défini par M. Max Querrien, de Valence jusqu'à Marseille et d'Avignon vers Montpellier. Ce choix apparaît, du point de vue des risques, «comme un cas d'école de ce qu'il ne faut pas faire», estiment les experts du collège, qui ont publié leur avis mercredi 7 octobre.

Prévu au passage d'une zone à risques industriels multiples soumise à la directive Seveso - en l'occurrence le site du Tricastin (Drôme) - il rend «plus difficiles les plans d'intervention en cas d'accident majeur», note le collège. Un rapport réalisé par le cabinet Sector à la demande de la SNCF avait étudié ces risques nucléaires et principalement chimiques. Il concluait que, sous certaines conditions, ils pouvaient être maîtrisés en isolant parfaitement le TGV au passage du Tricastin (le Monde du 29 août).

Le dossier de l'enquête publique ne fait que présenter «un projet officiel concluant que les inconvénients et

risques du seul tracé soumis à enquête sont acceptables», commente le collège, jugeant qu'ont été écartés sans véritable concertation des tracés moins exposés. «Plus précisément, il apparaît peu admissible que le tracé est, entre Montélimar et Orange, ait été écarté sans examen approfondi», note-il.

Cet avis du collège d'experts intervient dans un climat difficile. Des maires de la Drôme, indique notre correspondant, ont rapporté mercredi à la préfecture du département les dossiers qu'ils avaient reçus pour l'enquête publique, et des associations opposées au tracé du TGV entendent organiser une contre-enquête. Mardi, la SNCF a annoncé, à Marseille, qu'elle allait engager un programme d'études de 50 millions de francs destiné à améliorer les niveaux de bruit émis par les TGV et que tout habitant situé dans une bande de 300 mètres de largeur centrée sur l'axe de la ligne TGV pour trois ans après sa mise en service, d'acquiescer sa propriété ou de compenser une moins-value dans une transaction immobilière.

MARTINE LARONCHE

Il ne serait «pas raisonnable» de tripler la capacité de Roissy

estime M. Michel Giraud

Les récentes catastrophes provoquées par les inondations dans le Sud-Est et la chute du Boeing à Amsterdam ont conduit M. Michel Giraud, président (RPR) du conseil régional, à demander que l'Etat prenne des mesures pour améliorer la prévention des risques majeurs en Ile-de-France.

Le conseil régional, a-t-il indiqué mercredi 7 octobre au cours d'une conférence de presse, souhaite que le nouveau schéma directeur qui doit être présenté par le préfet inscrive le projet d'aménagement d'un troisième aéroport international dans le Bassin parisien, «hors des limites de la région Ile-de-France, peut-être quelque part du côté d'Amiens». M. Giraud estime que, vu des «risques quotidiens dus au survol des zones fortement urbanisées», il n'est «pas raisonnable» d'aller jusqu'à la capacité maximum de l'aéroport de Roissy : 80 millions de voyageurs contre 25 millions actuellement.

Quant aux risques d'inondations, ils sont essentiellement liés à l'existence d'un grand nombre de rivières, même si, comme l'a souligné M. Giraud, la Seine et la Marne sont des rivières de plaine à cours lent, très différentes des tor-

rents de montagne qui ont provoqué la catastrophe de Vaison-la-Romaine. Les barrages-réservoirs construits dans le Bassin parisien depuis 1925 doivent permettre de limiter considérablement les effets de crues éventuelles. Ils régularisent le débit des cours d'eau, dont ils peuvent abaisser le niveau de 1,50 mètre si nécessaire. Seule une crue dite centennale, comme celle qui s'est produite en 1910, aurait des conséquences qui ne pourraient être maîtrisées. M. Giraud demande donc que «les zones inondables à risques soient clairement définies dans le prochain schéma directeur», afin que les maires puissent «qualifier le risque et déterminer son acceptabilité par la collectivité».

Le conseil régional adresse actuellement aux 121 maires des communes d'Ile-de-France un document intitulé «La prise en compte des risques majeurs dans les plans d'occupation du sol». Rédigé par l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région d'Ile-de-France (IAURIF), cette brochure a pour but d'aider les élus locaux à prendre en compte les risques majeurs lors de l'établissement des plans d'occupation des sols.

C. DE C.

A l'issue d'un arbitrage de Matignon

La Poste et France Télécom vont pouvoir arrêter leurs bilans d'ouverture

La Poste et France Télécom vont enfin disposer de bilans d'ouverture... Transformés en établissements publics autonomes distincts par la loi du 2 janvier 1990, ces anciennes administrations avaient besoin de documents retraçant leur situation comptable de départ. Il aura fallu du temps, des négociations parfois épuisantes, des ministères directement concernés (les P et T d'une part, les finances d'autre part) et ceux qui étaient indirectement (le budget, par exemple) et, en définitive, un arbitrage de Matignon, pour établir ces états des lieux financiers.

La Poste a posé davantage de problèmes que France Télécom. Sa situation patrimoniale s'est avérée particulièrement difficile à évaluer. Pour des raisons de méthode (les règles appliquées étant celles de la comptabilité publique et non celles de la comptabilité générale) et d'histoire, le bilan de La Poste, retranscrit jusqu'en 1990 dans le budget annexe des P et T, laissait apparaître une situation nette négative de 19 milliards de francs.

Les ajustements et remises à plat proposés par la commission d'évaluation du patrimoine en juin ont été globalement repris. C'est ainsi que la valeur du patrimoine immobilier de La Poste (5 000 immeubles et terrains dont certains étaient estimés à leur valeur comptable de 1923) a été arrêtée à 31,5 milliards de francs. L'actif immobilisé total ressort à un peu plus de 37 milliards de francs. Les dettes financières (emprunts contractés par La Poste pour se financer) s'élèvent, elles, à 33 milliards. Le découvert cumulé du budget annexe des PTT, notion comptable artificielle puisque La Poste n'a jamais bénéficié de dotation initiale, a été soldé par l'Etat. Ce nettoyage permet, au final, à La Poste de disposer de capitaux propres positifs, à hauteur de 8 milliards de francs.

F. G.

En ouvrant un magasin d'ameublement

Terence Conran rejoue Paris

«Tout le monde est déprimé. Nous, nous sommes optimistes». Certains hommes aiment les paris et... Paris. Terence Conran, le très britannique «père» d'Habitat (qu'il a quitté il y a deux ans), est de ceux-là : il y a dix-neuf ans, il ouvrait, dans la capitale française, son premier magasin «continental». En ce début d'automne pluvieux, en pleine récession économique, il récidive avec 1 500 mètres carrés, uniquement dédiés à l'ameublement haut de gamme.

Niché en plein cœur du 7^e arrondissement, face au Bon Marché, il y propose sur trois étages les mille et un objets - du tire-bouchon au tapis en passant par les canapés, lampes et autre linge de maison - qui font une maison douce. Certes, on retrouve dans la Conran Shop (déclatant le beige du sycamore et

le blanc) l'atmosphère d'Habitat, mais en plus «chic». Contrairement à Habitat, la Conran Shop propose, à côté d'objets très contemporains, d'autres pièces (tapis, statues...) plus anciennes.

Le magasin londonien (abrité dans le très beau Michelin Building) a mis cinq ans à parvenir aux 100 millions de francs de chiffre d'affaires. Michel Cultri (un ancien d'Habitat), qui prend en main les destinées de l'enseigne parisienne, espère mettre moins de temps à y arriver. Pas question non plus de créer une chaîne comme chez Habitat (37 magasins le mois prochain), même s'il est sûr qu'il y a de la place dans une autre capitale européenne pour d'autres Conran Shop.

F. V.

SOCIAL

FO demande officiellement la renégociation de l'accord UNEDIC. - Opposé à l'accord sur l'assurance-chômage intervenu le 18 juillet, dont elle souhaitait la renégociation, Force ouvrière vient de franchir un nouveau pas. Dans une lettre adressée, le 2 octobre, au président du CNPF, et rendue publique le 6 octobre, M. Marc Blondel, secrétaire général de FO, «confirme solennellement» sa demande de renégociation car il estime que la situation financière de l'UNEDIC confirme son analyse. En raison de l'augmentation actuelle du chômage, «l'accord risque de ne pas résister à la première épreuve», affirme FO, qui prétend que la réduction du taux de cotisation, prévue pour le 1^{er} janvier 1993, pourrait ne pas avoir lieu.

Remises au sein du bureau national de la CFDT. - M. Jean Kaspar, secrétaire général de la CFDT, s'est déclaré, mardi 6 octobre, déterminé «à assurer ses responsabilités et la cohésion de l'organisation jusqu'au congrès de 1995». Intervenant devant un millier de militants CFDT de l'Ile-de-France réunis à Paris pour le lancement de la campagne des élections prud'homales, M. Kaspar faisait ainsi allusion aux remous qui agitent depuis plusieurs semaines le bureau national de la CFDT. Plusieurs responsables de cette instance reprochent notamment à M. Kaspar de ne pas se montrer «assez tranchant» et réclament de sa part «plus de cohésion et de clarté» dans le partage des responsabilités.

COMMUNICATION

Avec moins de 2 % de parts de marché

Pour ses débuts, ARTE a été regardée par 200 000 à 500 000 personnes

M. Jack Lang, ministre de l'éducation nationale et de la culture, a déclaré que la culture et son nouveau vecteur télévisuel ARTE «ne peuvent pas se mesurer à l'aune de l'audience». Cette défense et illustration est venue au lendemain des premiers résultats d'audience de la chaîne culturelle franco-allemande pour le lundi 5 octobre, huit jours après son lancement sur le réseau de l'ex-Cinq. Selon Médiamétrie, le documentaire *Les Automates vivants* qui, à 19 heures, inaugurait la soirée a fait 0,6 % d'audience (6 ans et plus), soit 298 200 téléspectateurs qui ont représenté 1,7 % de l'ensemble des personnes qui regardaient la télévision ce soir-là (parts de marché). «Monty Python» a fait 0,4 % (198 800 téléspectateurs) et 0,9 % de parts de marché. Le journal de 20 h 30 a fait 1 % (497 000 téléspectateurs) et 2,1 % en parts de marché. Le film de 20 h 45, *la Famille*, a fait 0,8 %

(397 600 téléspectateurs) et 1,9 % de parts de marché.

A titre de comparaison, sur France 2, «Fort Boyard», en première partie de soirée, a été regardé par un peu plus de 3,5 millions de personnes (7,2 %) et a fait 16 % en parts de marché, tandis que sur France 3, le film *Frankie*, de Roman Polanski, a été suivi par plus de 6,3 millions de téléspectateurs (12,8 %) avec 30 % de parts de marché. Sur TF1, «Stars 90», à 20 h 45, a fait 13,9 % en taux d'audience (6,9 millions de téléspectateurs) et 34,9 % de parts de marché. Quant à «Durand la nuit», l'émission a été regardée par un peu plus de 2 millions de personnes (4,1 %), avec 48,8 % de parts de marché. Enfin, le film de M6 à 20 h 45 a été suivi par un peu plus de 3 millions de personnes (6,2 %) et a fait 14 % de parts de marché.

Avec des échanges portant sur 3 % du capital

Havas serait le «ramasseur» des actions Hachette

Havas serait le «ramasseur» des actions Hachette qui, mercredi 7 octobre, pour le deuxième jour consécutif, ont fait l'objet d'un vaste volume d'échanges. «Nous avons la conviction qu'Havas est le ramasseur, mais il n'y a pas d'OPA possible car Hachette est contrôlée par Marlis qui détient 51,3 % de son capital et 69,9 % des droits de vote», a précisé un porte-parole des groupes Matra et Hachette. Mardi, le cours d'Hachette a grimpé de 20 % avec quelque 250 000 titres échangés tandis que le titre Matra

augmentait de près de 5 %. Le 7 octobre, quelque 371 000 titres ont encore été échangés, ce qui en deux jours a représenté 3 % du capital d'Hachette. D'importantes transactions sur Hachette ont également été constatées à la Bourse de Londres. Les groupes Matra et Hachette doivent fusionner, mais toute la procédure (pour connaître notamment la valeur des deux groupes) est suspendue au jugement du tribunal de commerce dans l'affaire de La Cinq dont Hachette était l'opérateur.

A l'occasion de ses dix-sept ans

Le magazine «Lire» rajoint sa maquette

Pour ses dix-sept ans, *Lire* s'offre un bain de jeunesse, même si Bernard Pivot, directeur de la rédaction, préfère parler d'une simple rénovation. Le magazine se scinde désormais en trois parties : le magazine, les livres et les divertissements ; la maquette est rajointe et s'enrichit de nouvelles rubriques («Photos» ou l'actualité littéraire en images, «Vocabulaire d'aujourd'hui», mots croisés, etc.) Selon l'éditeur, la diffusion du mensuel serait de 130 000 exemplaires, mais *Lire* aurait perdu de 10 % à 20 % de son lectorat.

Crise du livre et de la presse aidant, *Lire* se trouve dans une situation peu confortable. Pour célébrer son changement, *Lire* publie, avec l'IFOP et «La Marche du siècle» (France 3), un sondage (1) intitulé «Les livres font-ils encore flasher les jeunes ?». Ecole oblige, il y a 84 % de lecteurs chez les jeunes, contre 75 % dans l'ensemble de la population ; 42 % des 15-25 ans (qui représentent 20 % des lecteurs du mensuel) souhaiteraient compter Jean Gabin parmi leurs auteurs et 29 % Albert Camus. Ils sont 22 % qui aimeraient, ou auraient aimé, «devenir un grand écrivain» - deuxième score après les acteurs - et 21 % choisiraient le prix Nobel de littérature (contre 34 % le prix Nobel de la paix) s'ils devaient être couronnés. Et 40 % estiment impossible «un monde sans livres».

(1) Réalisé du 17 au 22 août sur un échantillon représentatif de 1 000 personnes de plus de 15 ans, selon la méthode des quotas.

EN BREF

TF1 a déposé un recours devant le Conseil d'Etat. - TF1 a déposé, lundi 28 septembre, un recours devant le Conseil d'Etat pour demander l'annulation de l'amende de 30 millions de francs que lui a infligée le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) en juillet. Le recours n'étant pas suspensif, TF1 a demandé un sursis à exécution afin de ne payer que si le Conseil d'Etat confirme la sanction du CSA. L'amende est due à un conflit d'interprétation sur la notion d'œuvre audiovisuelle d'expression originale française (OAEOF). Autrement dit, la scénarisation de jeux comme le Tapis vert peut-elle entrer dans le quota d'œuvres de fiction imposé à la chaîne ? Après deux ans de débats, le CSA a tranché en infligeant une lourde amende à TF1.

Un ancien directeur financier de Maxwell inculpé pour fraude. - M. Robert Bunn, ancien directeur financier de Robert Maxwell, a été inculpé d'escroquerie, mardi 6 octobre, dans le cadre de l'enquête menée par le Bureau britannique des fraudes sur les malversations commises dans la gestion des sociétés Maxwell. Arrêté, il a été remis en liberté sous caution jusqu'à sa comparution le 1^{er} décembre. Il est accusé d'avoir escroqué un syndicat de trente-cinq banques, dirigé par la Société de banque suisse et le Crédit lyonnais, en gageant des titres de la société Berlitz International, déjà donnés en garantie d'emprunts.

Plus vite, moins cher !
Ne commandez pas votre PEUGEOT sans nous avoir rendu visite !

Le choc des prix sur 1000 voitures en stock.

NEUBAUER
vend et loue des PEUGEOT

8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎ 42.61.15.68 • 179, bd. Haussmann 75008 PARIS ☎ 42.89.55.91
29, bd des Batignolles 75008 PARIS ☎ 42.93.59.52 • 4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34

COMMUNICATION

Réclamant une poursuite de l'effort budgétaire

Les producteurs de dessins animés s'inquiètent pour leur industrie

Les producteurs de dessins animés demandent que l'effort budgétaire en faveur de leur industrie soit poursuivi. Ils s'inquiètent des menaces qui pèsent sur le mécanisme de soutien budgétaire instauré en 1989 et reconduit depuis.

« Tintin » triomphe le mardi en début de soirée pour le plus grand bonheur de FR 3 : de mai à juillet, le petit reporter a drainé en moyenne plus de 22 % des téléspectateurs, et une majorité écrasante (de 58 % à 71 % selon les épisodes) des jeunes de six à quatorze ans, présents à cette heure de grande écoute, devant le petit écran. Le pari engagé il y a plusieurs années – un délai courant dans l'industrie du dessin animé – est gagné à la satisfaction de tous. Mais pourrait-il être renouvelé aujourd'hui ? Producteurs et chaînes publiques s'inquiètent des menaces qui pèsent sur le mécanisme de soutien budgétaire, instauré par M^{me} Catherine Tasca en 1989 et reconduit depuis.

Ce « troisième guichet », doté de 100 millions de francs la première année (réduits à 90 millions en 1990 et 1991 pour cause d'économies), est géré par le Centre national de la cinématographie (CNC), et complète les autres « guichets » de soutien à la production, le premier automatique et le second sélectif, alimentés par des prélèvements auprès des diffuseurs. Ce troisième guichet est réservé aux programmes pour la jeunesse des chaînes publiques. Sans lui, « Tintin » n'aurait peut-être pas vu le jour. Ni « La Compagnie », ni « Pas si bête », ni d'autres séries qui participent du renouveau de l'animation française : trois cents heures produites annuellement en 1989 et 1990, trois cents

soixante heures en 1991, soit plus qu'un décuplement en dix ans.

Car s'il ne représente qu'une partie des 900 millions de francs environ de la production d'animation en France, le troisième guichet détermine pour « boucler » un projet, « C'est vital pour nous, pour faire des programmes de qualité », reconnaît M^{me} Agnès Vincent, responsable des programmes jeunesse de France 2 et France 3. « En cas d'arrêt, nos crédits ne baisseraient pas, mais tous les projets ne pourraient aboutir. Et il nous faudrait alors les compenser par plus d'achats ou plus de rediffusions. »

4,5 millions d'enfants de moins de six ans

Or, la commission qui attribue ces aides ne s'est pas réunie depuis le début de 1992, la subvention de l'État n'ayant pas été versée en août, comme prévu. Ce qui engendre un climat d'attente et alimente l'inquiétude des producteurs quant à sa reconduction. Leur syndicat, le SPFA, a écrit dès juillet au premier ministre. Le syndicat représente une trentaine d'entreprises, dont les cinq plus importantes (C et D, France animation, IDDH, Pixibox et Ellipse) constituent environ les trois quarts du marché. Son président, M. Jacques Peyrache, plaide pour la continuité d'une politique qui, depuis le « plan recherche image », a suscité en dix ans la naissance d'une industrie de l'animation qui se situe en tête du peloton européen. Et cela alors que la mort de La Cinq, qui représentait 50 % des commandes en 1991, s'est ajoutée aux difficultés budgétaires des chaînes publiques.

Antenne 2 n'a-t-elle pas été épinglée par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) pour avoir été, en 1991, la chaîne qui proposait le moins de programmes aux jeunes ? « Les programmes les plus originaux souffriraient le plus, et les producteurs les plus petits, car il ne sont pas adaptés à la demande de grandes séries populaires des chaînes privées », explique M. Peyrache, qui ne se résout pas à voir les séries japonaises occuper les écrans. Mais les jeunes ne votent pas. Et les 4,5 millions d'enfants de moins de six ans ne comptent pas dans les sondages d'audience. Ce dernier point ne facilite pas ceux qui font des efforts pour les enfants en âge préscolaire, déplore M^{me} Agnès Vincent.

Dans les ministères, on se veut rassurant à propos du budget 1993, au moins sur le principe d'une aide budgétaire. Une réunion du troisième guichet serait prévue pour la fin de l'année.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

LE LIVRE DU JOUR
MARABOUT

le marketing direct

42F

MONDIAL DE L'AUTOMOBILE

L'ardente obligation du recyclage

Douze millions d'épaves automobiles par an en Europe. Les constructeurs commencent à s'en préoccuper

L'automobile verte est à la mode. Faisant contre mauvaise fortune bon cœur, les constructeurs rivalisent désormais d'ardeur, avec en cela l'exemple de groupes industriels allemands soumis depuis longtemps à la pression des « Grünen » (les Verts). BMW avait ouvert la voie, en France, l'an dernier, en lançant sa nouvelle Série 3 « recyclable à 80 % ». Avec peut-être un peu de mauvaise foi, puisque les métaux ferreux, qui représentent plus de 70 % du poids d'un véhicule, sont récupérés depuis longtemps.

Aujourd'hui, tous ses concurrents, y compris latins, lui emboîtent le pas. Renault surcharge, présentant sa nouvelle Twingo comme recyclable à 90 %. Fiat, pour sa nouvelle Cinquecento, consacre au sujet un dépliant tout entier. Et assure que les chlorofluorocarbures – ces fameux CFC destructeurs de la couche d'ozone – ne garnissent plus les rembourrages. Que l'amiante a disparu des garnitures de frein et d'embrayage. Que les solvants aromatiques ne sont plus utilisés dans les traitements anti-corrosion, respectant ainsi la pureté de l'air de l'habitacle. Que la Cinquecento, enfin, est entrée dans l'ère du recyclage des plastiques, marqués désormais par un code international permettant d'identifier aisément leur composition.

Il est vrai qu'après l'adoption de normes beaucoup plus contraignantes en matière de consommation d'essence (1), le recyclage des épaves pourrait devenir obligatoire à l'échelle européenne. La France et l'Allemagne ont décidé d'élaborer, avec l'aide des constructeurs, un système de reprise gratuite des carcasses accompagnée de l'obligation de recycler 95 % du poids des véhicules (le Monde du 2 septembre). Aux Pays-Bas, ce sont les revendeurs et les garagistes, eux-mêmes, qui ont proposé l'instauration d'une taxe sur les voitures neuves pour financer une infrastructure de recyclage.

A terme, en Europe, ce sont douze millions d'épaves qu'il faudra traiter chaque année – 1,8 million en France pour un parc automobile de 23 millions de voitures. Des mon-

tagues de tôles, de verre, de plastiques et de tissus à retraiter. Pour les tôles, les choses sont bien avancées. Les parties métalliques, déjà largement traitées, font même « de l'automobile l'un des produits les mieux recyclés », assure Claude Gandillot (2) : 100 % pour la fonte, 85 % pour les alliages d'aluminium, 70 % pour le plomb des batteries et 30 % pour les aciers. « Sur les pots catalytiques, poursuit-il, 98 % du platine et 80 % du rhodium sont également recyclés. »

300 000 tonnes d'huile

Des pourcentages exceptionnels, qui ne doivent pas masquer les difficultés. Conçus il y a plusieurs années, les véhicules arrivant aujourd'hui à l'âge de la décharge n'ont pas bénéficié des recherches, faites depuis, sur les nouveaux matériaux moins polluants et plus aisément recyclables. Aussi, après avoir mis au point, l'an dernier, chacun de leur côté, des filières séparées de recyclage – Renault en association avec Metal Europe, Engelhard et la SARP : PSA à Saint-Pierre de Chandieu près de Lyon (le Monde du 25 juin 1991), – les deux constructeurs nationaux ont décidé d'unir leur force cette année. Et de participer à la création d'un centre industriel, géré par la Compagnie française des ferrailles (CFF) et capable de traiter 200 véhicules par jour à Athis-Mons, dans l'Essonne. Renault et PSA mettront ensuite en commun les résultats de leurs expériences respectives pour organiser ensemble un schéma de collecte.

(1) Pour réduire les émissions de gaz carbonique, la France et l'Allemagne ont décidé de limiter, à l'horizon 2005, la consommation moyenne des automobiles à 5 litres aux 100 kilomètres (le Monde du 2 septembre).

(2) La Dernière Baïlle de l'automobile européenne, de Thierry Gandillot, éditions Fayard, 357 p., 130 F.

Numéro un de la voiture de haut de gamme

Mercedes-Benz souffre aussi de la conjoncture

Numéro un mondial incontesté de la voiture de haut de gamme, Mercedes-Benz est tout de même affecté, cette année, par une conjoncture difficile. La hausse de 4 % du chiffre d'affaires sur les neuf premiers mois de l'année, à presque 30 milliards de marks (plus de 100 milliards de francs), ne doit pas masquer un recul du nombre des véhicules vendus. En volume, les ventes de la filiale de Daimler-Benz ont baissé de 7 % par rapport aux 347 000 unités écoulées lors des neuf premiers mois de 1991. Et sur l'ensemble de

l'année 1992 le groupe se prépare à vendre 550 000 voitures, soit un peu moins que l'an dernier.

Mais M. Jürgen Hubbert, responsable de la division « voitures particulières » au directoire de Mercedes-Benz AG, qui présentait, mercredi 7 octobre à Paris, la situation de son groupe, se voulait également rassurant. « Une régression du marché après sept années ininterrompues de prospérité ne peut être considérée comme un désastre », a-t-il expliqué. D'autant que, si Mercedes souffre en Allemagne et en Europe (avec, tout de même, 23 % du marché haut de gamme), il résiste bien aux États-Unis, où les ventes progressent même de 9 %, avec 47 600 voitures vendues, alors que le marché du haut-de-gamme reculait de 11 %. Le constructeur affirme détenir ainsi 61 % du créneau des voitures de grand luxe vendues aux États-Unis et 21 % au Japon, où Mercedes a doublé sa part de marché. La firme de Stuttgart a également renforcé ses positions en Europe de l'Est et en Extrême-Orient.

Pratique

Le Mondial de l'automobile est ouvert, porte de Versailles à Paris, chaque jour du jeudi 8 au dimanche 18 octobre :

– de 10 heures à 22 heures pour les bâtiments 1, 2, 5, 6 et 8, réservés aux voitures particulières et à leurs équipements, aux tout-terrains, aux véhicules utilitaires légers, aux matériels radioélectroniques et téléphoniques ainsi qu'aux voitures d'occasion et de collection ;

– de 10 heures à 20 heures pour les bâtiments 3 et 4, réservés à certains équipements ainsi qu'aux véhicules industriels.

Le prix d'entrée est fixé à 40 francs. Une garderie est prévue pour les enfants de trois ans à sept ans, porte A. Douze restaurants et un self-service seront à la disposition du public dans les bâtiments 1, 2, 3 et 5.

Pour la première fois, la RATP propose un billet de métro aller et retour couplé avec l'entrée au Mondial. Pour 45 francs, celui-ci donnera un accès direct au Salon, sans avoir à passer par les caisses.

REPRODUCTION INTERDITE

DEMANDES D'EMPLOI

Femme, 40 ans, recherche poste de secrétaire. Expérience 20 ans dans les actes. Rémunération : 1 500 F/mois. Tél. : 02-23-21-11

ASSISTANTE COMMERCIALE 40 ans, anglaise, traitement de texte, bonne présentation. Tél. : 34-12-38-55 (répondre)

automobiles

ventes

(moins de 5 CV)

A VENDRE SUPERBE AUSTIN MINI MAYFAIR Modèle 84, 4 CV, 108 000 km, CTE, TD, pneus alliage, super tenue de route, radio-cassette, 15 000 F. Tél. : 01-42-82-05-44 (journal) (1) 46-62-74-24

propositions diverses

Cherche écrivain pour rédiger livre humoristique et facile. Tél. : 45-87-20-13

capitaux

propositions commerciales

Sté tunisienne, imp./exp. cherche acheteurs pour export. Produits : Pous. avec succursales. Renseignements : Tél. : 118-216-1-78-204. M. AYADI MOH. 18-14, rue 8808 Z.I. Ha Chouma 2105 T.C. TUNIS (Tunisie)

Le Monde L'IMMOBILIER

appartements ventes

3^e arrdt

MARSAU/ARTS-ET-METIERS Pierre de taille, BEAU STUDIO, Cuis. Conf., 2 étages, 300 000 F. 44-78-86-81

7^e arrdt

ASSEMBLEE NATIONALE (Istres). Poterie vd obs liv. + chère, n. ch. 43-45-00-76

8^e arrdt

LIEGE 2 PCES Partiel état, dans bon imm. P. 850 000 F. CASSIS 45-56-43-43.

9^e arrdt

9^e M-N-D-DE-LORETTE BEAU STUDIO, 77 CFT. Dche, 1^e étg, Intermarché. Dgcode, P. 250 000 F. Tél. 44-78-86-81

10^e arrdt

CROUX D'HIVER Bel imm, pierre de taille, 2 P, 3 rénovés, 50 m². P. 420 000 F. Tél. 44-78-86-85

11^e arrdt

M^{re} FÉRELACHAISE BEAU 2 PCES, cuis. équipée, s. de bains, wc, 2 d'ég. P. 420 000 F. Tél. 44-78-86-87

RÉPUBLIQUE près MÉTRO, BEAU 2 PCES Cuis. tout confort, 3^e étage, Carré, Dgcode 418 000 F. CREDIT 43-70-04-64

12^e arrdt

RÉSIDENTIEL SEPIMO LA HENIN COMMERCIALISATION

CAB. LAZIMI 32, 80 PICPUS bureau de vente s/p. place de la Mairie au samedi de 14 h 30 à 18 h 30

14^e arrdt

AFFAIRE EXCEPTIONNELLE Superbe apt en DUPLEX + TERRASSE + park. 130 m², prestations de GD STAND 2 500 000 F. CASSIS RVE GAUCHE 45-66-43-43

ALÉSIA MAISON

300 m² à rénover, jardin, P. 7 000 000 F. 43-28-78-07.

PROCHE MONTMARTRE, bel imm., 140 m² + JARDIN 3 950 000 F. 45-46-20-25.

RUE GAZAN Particulier vend dans immeuble standing, face entrée du parc Montsouris

COQUEL 2 PCES 40 m² Cuisine, salle de bns aménagée, Ti confort, Rangement, Pl. plébisc. Parquet, Vue sur jardin, Dgcode, Garçonnette boudée, Escalier état.

Tél. : 45-83-81-26 ou 43-22-85-82

5 CHAMBRES toutes av. placards, 2 wc. Belle terrasse, Carré, TERRAIN 2200 M² BOISÉ 545 000 F. A.I. CASSIS poss. 30 %. DELTA IMMO (16) 38-85-91-93

propriétés

A SAISIR !

A 1 h de Paris direct air, sud MON-TARGIS, rty pèche, chasse et golf. De en CADRE EXCEPTIONNEL.

ANCIEN PRESSEUR

180 m² habit., n. ch. sur son PARC 1 800 m², P. 650 000 F. CASSIS 100 % poss. Tél. 24 1424, 7 1/7, 1/7. AIE (16) 38-85-99-82.

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS et tous services 43-55-17-50

appartements achats

Recherche 2 à 4 P. Paris préf. 5^e, 6^e, 7^e, 14^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e, 21^e, 22^e, 23^e, 24^e, 25^e, 26^e, 27^e, 28^e, 29^e, 30^e, 31^e, 32^e, 33^e, 34^e, 35^e, 36^e, 37^e, 38^e, 39^e, 40^e, 41^e, 42^e, 43^e, 44^e, 45^e, 46^e, 47^e, 48^e, 49^e, 50^e, 51^e, 52^e, 53^e, 54^e, 55^e, 56^e, 57^e, 58^e, 59^e, 60^e, 61^e, 62^e, 63^e, 64^e, 65^e, 66^e, 67^e, 68^e, 69^e, 70^e, 71^e, 72^e, 73^e, 74^e, 75^e, 76^e, 77^e, 78^e, 79^e, 80^e, 81^e, 82^e, 83^e, 84^e, 85^e, 86^e, 87^e, 88^e, 89^e, 90^e, 91^e, 92^e, 93^e, 94^e, 95^e, 96^e, 97^e, 98^e, 99^e, 100^e.

villas

A SAISIR

VILLA av. des intégrés SÉJ./SAL. 55 M²

5 CHAMBRES

toutes av. placards, 2 wc. Belle terrasse, Carré, TERRAIN 2200 M² BOISÉ 545 000 F. A.I. CASSIS poss. 30 %. DELTA IMMO (16) 38-85-91-93



VENTES PAR ADJUDICATION

Régisseur OSP - 64, rue La Boétie-PARIS

Tél. : 45.63.12.68 - FAX : 45.63.89.01

Vie s/saisie imm. - Pal. Just. CRÉTEIL (94) JEUDI 22 OCTOBRE 1992 à 9 h 30
APPT AVEC TERRASSE A FONTENAY-SOUS-BOIS (94)
11/13, rue Dalayrac - R-de-Ch., 3 pces av. balcon, cuis., office 2 S/bas
M. à P. : 800 000 F S'adr. M^{re} TH. MACLO
4, allée Toison-d'Or, CRÉTEIL (94) - Tél. : 49-80-01-85 ext. 9 h 30/12 heures.

Vente au Palais de Justice de Paris, EN UN SEUL LOT
LE JEUDI 22 OCTOBRE 1992 à 14 h 30
1 LOCAL - 1 CHAMBRE - 1 ENTRÉE
21, RUE DE POITOU - PARIS (3^e)
M. à P. : 100 000 F S'adr. M^{re} R.C. LEBESVRE,
avocat, 20, quai de la Mégisserie
75001 PARIS - Tél. : 40-39-07-39.
Sur place pour visiter, le MARDI 13 OCTOBRE 1992, à 14 h 30.

Vente sur saisie immobilière, au Palais de Justice de Nanterre
le JEUDI 22 OCTOBRE 1992 à 14 heures
APPT. 3 P. A MONTROUGE (92)
10, impasse de l'Eglise
Dans le b't. F - 5^e étage droite - Cive - Grenier
M. à P. : 300 000 F S'adr. M^{re} DENNERY-HALPEN,
avocat à Boulogne-Billancourt (92)
12, rue Paul-Bois - 92-04-36-04 - M^{re} BOUDRIOT et VIDAL DE VERNEUX,
avocats à Paris (8^e) - 35, boulevard Malesherbes - Tél. : 45-22-04-36
Sur place pour visiter, le 19 octobre de 11 heures à 12 heures.

Vente après liquidation judiciaire au Palais de Justice de Paris,
le JEUDI 22 octobre 1992 à 14 h 30, à 1 seul lot
PAVILLON à CLICHY-SOUS-BOIS (93)
5, allée de Villars
clévé s'terre pl. et comp. entrée, cuisine, arr.-cuis., sal.-à-manger, wc au rez-de-chaussée, 2 ch et b'ns au 1^{er} étage - grenier. Jardin. Terrain de 195 m² env.
Mise à prix 300 000 F
S'adr. à Maître Bernard MALINVAUD, avocat à PARIS-16^e, 1 bis Pl. de l'Alma, 75016 Paris - Tél. : 47-23-72-73 - M^{re} GOURDAIN, mandataire liquidateur, 14 bis St Germain, PARIS-6^e et à tous avts près le Tribunal de grande instance de PARIS.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de Paris
JEUDI 22 OCTOBRE 1992 à 14 h 30
APPT. 2 P.P. A PARIS (16^e)
18, RUE LOUIS-DAVID
au 1^{er} étage et une CAVES
MISE A PRIX : 500 000 F
S'adr. M^{re} Guy BOUDRIOT et Patrick VIDAL DE VERNEUX, avocats
à Paris (8^e) - 35, bd Malesherbes - Tél. : 45-22-04-36
Sur place pour visiter, le 20 OCTOBRE, de 12 h 30 à 13 h 30.

Vente Palais de Justice Paris jeudi 22 octobre 1992 - 14 h 30 sur saisie immobilière, en un seul lot
UN APPARTEMENT
Trois chambres de service, un débarras et une cave
à Paris (16^e) 39, avenue Victor-Hugo
Mise à Prix : 5 000 000 F
S'adresser à M^{re} B. de Sarrac (S.C.P.B. de Sarrac-A. Juncion)
42, avenue Georges-V Paris 8^e (miquettement de 10 heures à 12 heures 47-20-82-38) et sur les lieux pour visiter le mardi 13 octobre 1992 de 14 heures à 16 heures, et le samedi 17 octobre 1992 de 10 heures à 12 heures.

SEP d'avocats CHARLES et NEVEU, 13, rue Masséna, NICE. Tél. : 93-87-99-88.
ESCAUT-BOGET, avt à MENTON, 1, rue Paroisseux, MICHEL-FRANCK MUSCAT, avt à NICE, 22, bd Dubouchage. - Vente au PALAIS DE JUSTICE de NICE, le JEUDI 22 OCTOBRE 1992 à 9 h
SPLENDIDE APPARTEMENT LIBRE
(avec garage et cave) - PRESTATIONS DE LUXE - 130 m² env.
au 5^e étage de l'immeuble « LE MARINA »
1, avenue François-de-May
à BEAULIEU-SUR-MER (06)
Mise à prix : 1 800 000 F
Pouv. être baillée si enchères désertes - VISITES : vendredi 16/10 de 14 h 30 à 17 h 30, le samedi 17/10, de 9 h 30 à 11 h 30, prendre rendez-vous préalablement avec M. PISAN. Tél. : (1) 46-55-11-60.

Vente sur Saisie Immobilière au Palais de Justice de PARIS
le Jeudi 22 Octobre 1992 à 14 h 30, en 1 lot, Dans un Immeuble
à PARIS 16^e
UN APPARTEMENT de 6 P.
au 2, av. Alphonse et 25, rue Duret
au 5^e étage et comprenant :
galerie, salle à manger, salon, 3 chambres à coucher, salle de bains, cabinet de toilette, 2 WC, 2 caves au sous-sol
+ 2 CHAMBRES au 6^e étage
au 50, av. Foch : UN BOX
au 2^e sous-sol, escalier C1 et les 25/100.000^e des parties communes
Mise à Prix : 3 000 000 F
S'adr. pour tous ren. à M^{re} François INDRONA, Avocat, 4, avenue Sully-Prudhomme à PARIS 75007 - Tél. 45-55-74-06 - Au Greffe du T.G.I. de PARIS. Visite des lieux le LUNDI 19 OCTOBRE 1992 de 14 h à 15 h.

S.C.P. E.M.O. avocats, 41, r. Raymond-Aron, parc de la Vauine à Mont-Saint-Aignan - Saisie Immobilière A.U.C.M. - Vente au Palais de Just. Rouen, place Foch, vend. 16 oct. 1992, à 14 heures.
IMPORT. PROPRIÉTÉ à MAUNY - 76
à 20 km de Rouen, s'hauteurs dominant la Seine, compr. : UN CHATEAU en pierre de taille, VASTES COMMUNS-PARC entouré de murs et grilles, pelouses, bouquets. CONT. TOT. 15 ha 63 a 31 ca. Mise à prix : 1 000 000 de F.
VISITES s/p. place et renseignements au cabinet. Tél. : 35-89-94-70.



Les Télécommunications
«made in Germany» : les meilleures
liaisons pour les relations d'affaires
par delà les frontières.

Implantés au cœur de
l'Europe, Deutsche

Telekom bénéficie d'une situation géographique exceptionnelle.

Notre offre très complète s'étend du réseau de base au système de commu-
nication global sur mesure comme, par exemple, un réseau privé d'entre-
prise. Pour nos clients, nous sommes présents sur les marchés les plus

importants du monde et assurons la
coordination des prestations de toutes
les entreprises de télécommunication
participant à un projet donné.

Deutsche Telekom est membre des

quatre organisations de télécommunication par satellites les plus
importantes du monde et il va de soi que nos clients profitent également
de nos capacités de transmission par satellites.

Si vous aussi avez besoin de résoudre des
problèmes de communication de grande enver-
gure, profitez des relations très haut placées
que nous mettons à votre disposition.

Si vous voulez en savoir davantage, contactez-
nous : nous sommes à votre service !



We tie markets together.

 T-e-l-e-k-o-m

Paris:Tel.: +33 1 4070-00 00 ... Fax: +33 1 4070-16 51
New York, N.Y.:Tel.: +1 212 541-39 00 ... Fax: +1 212 541-38 99
Chicago, IL:Tel.: +1 312 214-32 14 ... Fax: +1 312 214-32 15
San Francisco, CA:Tel.: +1 415 955-05 12 ... Fax: +1 415 955-05 13
Tokyo:Tel.: +81 3 5213-86 11 ... Fax: +81 3 5213-86 32
London:Tel.: +44 71 287 17 11 ... Fax: +44 71 287 50 99
Paris:Tel.: +33 1 4070-00 00 ... Fax: +33 1 4070-16 51
Bruxelles:Tel.: +32 2 735-65 66 ... Fax: +32 2 735-77 39
Moscow:Tel.: +7 095 236 03 34 ... Fax: +7 095 237 66 14
Koblenz International Key Account Management.....
.....Tel.: +49 261 1 23 11... Fax: +49 261 3 82 82

AUTOMOBILE
on du recyclage

IP

MIP

MIP

APPEL

MIP

APPEL

UN APPARTIEN

UN APPARTIEN

REPORT

VIE DES ENTREPRISES

Contrepartie d'un plan de réorganisation drastique

L'Etat va verser plus de 700 millions de francs à la Compagnie générale maritime

M. Eric Giuly, qui a remplacé à la présidence de la Compagnie générale maritime (CGM), à la mi-juillet, M. Claude Abraham, a rendu public un plan de redressement drastique, mercredi 7 octobre, après en avoir informé le comité central d'entreprise (le Monde du 8 octobre). La grande compagnie navale française, héritière de la Transat et des Messageries maritimes, accumule en effet régulièrement les déficits d'exploitation depuis 1975, mises à part les années 1988 et 1989. L'an dernier, les pertes ont encore dépassé 450 millions de francs et 326 suppressions de postes sont programmées cette année.

Le plan d'action, qui a reçu l'accord de l'Etat à travers une lettre en date du 1^{er} octobre, signé par quatre ministres de tutelle (finances, budget, transports, mer), a pour objectif le retour à l'équilibre des comptes à la fin de 1994. Il s'agit d'un pari très difficile tant la conjoncture maritime mondiale est

mauvaise et la concurrence exacerbée. La nouvelle stratégie devra recevoir l'aval des conseils d'administration de la CGM et du holding public qui la contrôle — la Compagnie générale maritime et financière — qui se réunira le 22 octobre.

M. Giuly a annoncé la mise en place d'un « plan de rationalisation » des différentes activités du groupe, secteur par secteur, métier par métier. Plutôt que de rechercher un partenariat global, le nouveau président préfère nouer des alliances cas par cas, y compris, bien sûr, avec des entreprises privées. De là à parler de privatisation, même partielle, de certaines branches du groupe, il n'y a pas loin, ce que M. Giuly du reste ne dissimule pas.

Par ailleurs, le régime d'exploitation des navires demeurant sous pavillon français (23 actuellement) sera renégocié avec les syndicats avant l'été 1993 dans le but d'obtenir un allègement des coûts d'ex-

ploitation. Le passage de certains cargos sous pavillon français des Kerguelen (plus économique) n'est pas exclu.

Pour reconstruire une trésorerie exsangue, M. Giuly a décidé aussi de négocier la vente d'actifs non stratégiques qui n'ont pas un rapport direct avec l'exploitation des lignes maritimes régulières. Ces ventes devraient rapporter au moins 350 millions de francs d'ici à la mi-1994.

En contrepartie de ces mesures de redressement, l'Etat actionnaire s'est engagé à verser, en capital, 700 millions de francs en trois étapes d'ici un an. Il prendra aussi à sa charge 80 millions de dépenses au titre des années antérieures à 1992. Depuis 1975, les pouvoirs publics ont apporté quelque 4,5 milliards de francs, en capital, à l'entreprise. Mais son endettement n'en a pas été allégé pour autant puisqu'il reste aujourd'hui supérieur à 4 milliards.

FRANÇOIS GROSCHARD

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

RÉSULTAT

□ Société générale : augmentation de 7,9 % du bénéfice semestriel. — Dans la passe difficile où se trouvent nombre de banques françaises qui doivent constituer d'importantes provisions pour risques, notamment dans l'immobilier, la Société générale tire assez bien son épingle du jeu avec une augmentation de 7,9 % de son bénéfice pour le premier semestre, qui s'établit à 1,98 milliard de francs contre 1,83 milliard un an avant. Les provisions progressent, néanmoins, de 16,5 %, à 3,5 milliards de francs contre 2,6 milliards. Les crédits à l'immobilier, qui atteignent 10 milliards de francs, dont 10 % sur les marchés de biens, sont globalement provisionnés à 5 %. Le président, M. Marc Véniot, prévoit qu'en 1993 les échanges extérieurs seront touchés par les réajustements monétaires actuels et il pronostique une croissance du produit national brut plus proche de 2 % que des 2,6 % figurant dans le projet de budget.

REPRISE

□ Philip Morris veut reprendre Heineken, selon la *Wirtschaft Woche*. — L'Américain Philip Morris, deuxième groupe agroalimentaire mondial, veut prendre le contrôle du brasseur néerlandais Heineken, selon l'hebdomadaire économique

allemand *Wirtschaft Woche* qui paraît vendredi 8 octobre. « Nous sommes intéressés, c'est la seule brasserie de portée internationale, qui est partout bien représentée et qui fait des bénéfices », a déclaré au magazine allemand M. Hans Storr, directeur financier de Philip Morris. Une reprise de Heineken — environ 7 milliards de DM de chiffre d'affaires (23 milliards de francs) et 50 milliards de litres de capacités de brassage — permettrait à l'Américain de devenir le numéro un mondial de la bière.

CONTRATS

□ GEC Alsthom équipera une centrale nucléaire hongroise d'un système de stockage de combustible irradié. — La centrale nucléaire de Paks (Hongrie) sera équipée d'un système de stockage sec de combustible irradié en « modules ventilés » (MVDS) développé par le groupe franco-britannique GEC Alsthom. Alternative à l'entreposage en « piscine » utilisé en France, ce système permet de garder les combustibles irradiés pendant quelques dizaines d'années, en attente d'un retraitement ou d'un stockage définitif. « Moins lourds que les piscines, et faciles à surveiller, ils sont adaptés aux petites quantités », souligne un expert français. Ce contrat, dont le montant n'a pas été révélé, a été remporté à l'issue d'une compétition entre sept groupes internationaux. Il permettra à GEC Alsthom d'aborder l'important marché européen, en adaptant son MVDS au combustible des réacteurs VVER de conception soviétique, qui équipent le parc électronucléaire de ces pays.

□ Bull-Zenith : commande de l'armée américaine. — Zenith Data Systems, la filiale de Bull spécialisée dans les micro-ordinateurs, est assurée. L'armée américaine vient de lui concéder un contrat pour la fourniture d'ordinateurs de bureau, logiciels et périphériques, dont le montant pourrait atteindre 740 millions de dollars (3,4 milliards de francs). Ce contrat, baptisé Desktop IV, est le plus important décroché par ZDS auprès de l'administration américaine depuis son rachat par Bull, en 1989. Le groupe public français craignait de perdre ces contrats militaires. A l'époque où elle faisait partie de Zenith Corp, la société de micro-informatique avait déjà remporté deux importants contrats pour la fourniture d'ordinateurs de bureau à l'armée américaine en 1983 et 1986 (Desktop I et Desktop II).

CRISE

□ Deutsche Aerospace : 7 550 suppressions d'emplois prévues. — Deutsche Aerospace (DASA), branche défense et aéronautique du groupe Daimler-Benz, va supprimer au cours des prochains années plus de 7 500 emplois sur 70 000, en raison d'une chute des commandes plus forte que prévue, particulièrement dans l'armement. Ces mesures seront ventilées entre la défense (2 750 postes), l'aéronautique (3 300) et l'espace (500). Ce plan, a précisé le groupe, ne tient pas compte de la décision du gouvernement allemand d'abandonner le projet initial de construction de l'EFA, l'avion de combat européen. Si l'EFA était définitivement abandonné, « nous aurions de nouveaux problèmes », a souligné un porte-parole.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 8 octobre 1992

UN DÉCRET

— n° 92-1096 du 2 octobre 1992 modifiant le code de la Sécurité sociale et relatif aux modalités de calcul de l'allocation aux adultes handicapés.

DES ARRÊTÉS

— du 1^{er} octobre 1992 portant création du diplôme d'ingénieur de l'Institut polytechnique de Sévran ;

— du 24 septembre 1992 autorisant l'utilisation de l'indication « Provenance montagne ».

AVIS D'OUVERTURE D'ENQUÊTES PUBLIQUES

Voie nord du pont René-Thénat dénommée « voie G »

Syndicat intercommunal à vocation multiple de l'agglomération orléanaise (SIVOMAO)

VILLE D'ORLÉANS

Il est porté à la connaissance du public qu'il sera procédé, en mairie d'ORLÉANS, du lundi 26 octobre 1992 au vendredi 27 novembre 1992 inclus, à deux enquêtes publiques.

— préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de réalisation de la voie nord du pont René-Thénat, dénommée « voie G », pour la section comprise entre le boulevard Marie-Stuart et le boulevard Aristide-Briand,

— préalable à la mise en compatibilité du plan d'occupation des sols pour le secteur concerné.

Durant toute la durée des enquêtes, du lundi 26 octobre 1992, au vendredi 27 novembre 1992 inclus, excepté le mercredi 11 novembre, les dossiers relatifs à ces enquêtes seront tenus à disposition du public, en mairie d'ORLÉANS, où toute personne intéressée pourra les consulter, aux jours et heures d'ouverture habituels des bureaux :

du lundi au vendredi, de 8 h 30 à 17 heures sans interruption.

Des registres seront tenus à disposition des personnes qui désireraient formuler des observations sur les différents projets concernés, et pourront ainsi, soit les consigner par écrit, soit les adresser au commissaire-enquêteur en mairie d'ORLÉANS, siège de l'enquête, à l'attention de :

— M. Pierre GADY, ingénieur TPE en retraite.

Le commissaire-enquêteur recevra en personne les observations du public, en mairie d'ORLÉANS.

• le jeudi 5 novembre 1992, l'après-midi, de 14 heures à 17 heures,

• le lundi 9 novembre 1992, l'après-midi, de 14 heures à 17 heures,

• le mardi 12 novembre 1992, l'après-midi, de 14 heures à 17 heures,

• le mercredi 17 novembre 1992, l'après-midi, de 14 heures à 17 heures,

• le vendredi 27 novembre 1992, l'après-midi, de 14 heures à 17 heures.

Les rapports et les conclusions du commissaire-enquêteur sont tenus à disposition du public à partir du 11 janvier 1993, pendant une durée de 1 an, en mairie d'ORLÉANS et à la Préfecture du Loiret — direction des Relations avec les collectivités territoriales — 1^{er} bureau.

TABLES D'AFFAIRES

DÉJEUNERS RIVE GAUCHE

DODIN BOUFFANT 43-25-25-14 12 h 30-14 h 30, 20 h-23 h. Ouvert le samedi. Toujours son bon rapport qualité-prix, dont le menu à 170 F. Poissons, fruits de mer et crustacés toute l'année.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 7 octobre ↑

Net redressement

Prenant conscience que les taux d'intérêt en Allemagne avaient baissé ces derniers jours, la Bourse de Paris s'est enfin redressée. Mercredi 7 octobre dans un marché relativement actif, l'indice CAC 40, en hausse de 0,17 %, a ouvert à 1 654,15 points, soit une progression de 2,68 %.

Alors que dollar et livre, particulièrement attaqués en début de semaine, poursuivaient leur reprise amorcée, le marché a simplifié son réajustement aux résultats de la prise en pension en Allemagne. En effet, l'institut d'émission qui, depuis quinze jours allouait des liquidités à très court terme au taux de 8,50 %, a opéré mercredi une injection de liquidités de 2,5 milliards de marks à ce taux. Début septembre, le taux était légèrement au-dessous de 10 %.

La Belgique a allégé mercredi matin ses taux marginaux sur le niveau des allemands quelques heures après que la Société de banque suisse (SBS) ait décidé d'abaisser les taux d'intérêt de divers crédits, cette baisse pouvant aller jusqu'à trois quarts de point. Pour la première fois depuis le 23 septembre, le taux au jour le jour passait sous le niveau des 13 %, pour revenir au-dessous du courant de l'après-midi à 12,75 % en moyenne.

A la reprise des cotations, l'action Printemps s'est appréciée de 20 %, à 780 francs, soit le prix proposé lors de l'offre publique d'achat simplifiée lancée par Pinault; 760 000 titres ont été négociés pour un montant de 610 millions de francs, soit près du quart des transactions sur le marché à règlement mensuel.

LONDRES, 7 octobre ↑

Poursuite de la reprise

Les valeurs ont nettement progressé, mercredi 7 octobre, au Stock Exchange, alors que la reprise de la livre déclinait les craintes d'une hausse des taux d'intérêt britanniques et que les opérateurs spéculaient sur un éventuel basculement des taux allemands. Au terme des échanges, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a clôturé en hausse de 28,7 points — soit un gain de 1,1 % — à 2 517,1 points, ayant cependant réduit son avance par rapport à un gain de 38,5 points en séance précédente. Le volume des échanges s'est élevé à 543,7 millions de titres contre 467,1 millions la veille.

Après deux séances de reprise, la Footsie n'a pas encore retrouvé le tonus du terrain perdu lundi 5 octobre, lorsqu'il avait chuté de 4 %. Les intervenants estiment que le redressement des taux de la livre ou accumulation des incertitudes sur la politique économique du gouvernement.

NEW-YORK, 7 octobre ↓

Repli en clôture

Après avoir évolué, mercredi 7 octobre, en légère hausse durant l'essentiel de la séance, Wall Street a brusquement piqué du nez une heure avant la clôture en raison d'une nette remontée des taux à long terme américains. L'indice Dow Jones des valeurs vendues a clôturé à 3 152,25 points, en baisse de 25,94 points, soit un repli de 0,80 %. L'activité a été assez calme, en raison de l'absence de nombreux opérateurs observant la fête juive du Kippour. Quatre 183 millions d'actions ont été échangées.

La hausse des taux d'intérêt à long terme est intervenue à la suite de liquidations sur le marché obligataire par des investisseurs qui avaient parié sur un assouplissement de la politique de crédit de la Réserve fédérale (Fed) après la réunion de l'Open Market mardi 6 octobre, selon des analystes.

VALEURS	Cours de 6 oct.	Cours de 7 oct.
Alcoa	64 5/8	64 1/4
AT&T	41 1/2	41 1/2
Boeing	78 3/4	78 3/4
Chemical Bank	21 1/4	21 3/8
Deere	48 1/8	48 1/2
Du Pont de Nemours	32 3/8	32 3/4
Eastman	52	51 3/4
Ford	37 1/2	37 1/2
General Electric	37 1/2	37 1/2
General Motors	30 3/4	30 3/4
IBM	78 3/4	78 1/4
ITT	80 1/4	80 1/2
McDonald	22 1/2	22 1/2
Pfizer	72 1/8	72 1/2
Schlumberger	87 3/8	88 3/4
Temp	12 3/4	12 3/4
UAL Corp. ex-Allegis	112 1/2	111 3/8
United States	12 3/4	12 3/4
United Tech.	48 3/4	48 3/4
Westinghouse	38	37 7/8
Xerox Corp.	77 1/8	76 3/4

TOKYO, 8 octobre ↑

Progression

La Bourse de Tokyo a clôturé en hausse jeudi 8 octobre, le Nikkei 9500, à 22 273,77 points, soit 1,3 % à 3 335,51 points. Environ 100 millions de titres ont été échangés jeudi matin, un volume stable par rapport à la veille. En fin de matinée, le Nikkei cédait 18,16 points, soit 0,1 %, à 17 093,58 points.

Beaucoup d'intervenants pensaient que les cours allaient baisser parce que la Réserve fédérale américaine (Fed) n'avait pas diminué ses taux d'intérêt, contrairement à leurs attentes, mais le marché est en fait resté calme et les échanges ont été peu nombreux. Quelques achats techniques liés à l'échéance d'options ont également fait monter la cote.

VALEURS	Cours de 7 oct.	Cours de 8 oct.
Agromat	1 300	1 300
Bridgestone	1 100	1 110
Casio	228	230
Fuji Bank	1 740	1 800
Honda Motors	1 210	1 220
Mitsubishi Bank	1 590	1 590
Mitsubishi Heavy	1 590	1 590
Sany Corp.	3 330	3 330
Toyota Motors	1 400	1 420

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Citel	4305	4435	Imtech. Rhône	1000	...
B.A.C.	23 70	...	Imtech. Computer	120 80	...
Banque Paribas	680	...	JP&M	52 10	...
Banque Paribas	300	...	Leontis	78	...
Banque Paribas	234	...	Marex Com.	285 70	...
Banque Paribas	850	...	Natex	145	...
CAI de F. (C.I.)	236	...	N.S.C. Schenker	787	...
Calsonic	680	...	Publi-Presse	350	345
Cardif	153 90	...	Rhône-Alp. Ind. (I.)	320	...
CEGEF	280	...	Solent Invest (I.)	90	...
C.F.P.I.	1015	1030	Sorbo	180	...
C.N.I.M.	255	...	Sups	295	...
Comptex	105	...	TFI	380	389 50
Daewoo	207	...	Thomson H. (I.)	300	...
Dalmeida	981	...	Unilog	280	...
Danachy Worms Ce	370	...	Vel et Cie	91 10	...
Develco	942	...	Y. S. Lamm Group	582	...
Dynalco	107	...			
Edison	119	...			
Edison Belgium	200	...			
Edison Belgium	186	175			
Edison Belgium	104 50	...			
Edison Belgium	48	...			
Edison Belgium	378	...			
Edison Belgium	152	...			
Edison Belgium	750	731			
Edison Belgium	105	...			
Edison Belgium	85 25	...			

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 7 octobre 1992

Nombre de contrats estimés : 160 055

COURS	Déc. 92	Mars 93	Jun 93
Dernier	105,58	105,12	105,44
Précédent	105,56	105,10	105,46

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Déc. 92	Mars 93	Déc. 92	Mars 93
108	1,41	2,36	0,85	0,92

CAC 40 A TERMÉ

(MATIF)

Volume : 13 529

COURS	Oct. 92	Nov. 92	Déc. 92
Dernier	1 670	1 685	1 703
Précédent	1 625	1 646	1 658

CHANGES

Dollar : 4,95 F ↑

Le dollar continuait de grimper à Paris, jeudi 8 octobre, s'échangeant à 4,9575 F au cours des premiers échanges entre banques, contre 4,8905 F à la clôture de la veille. La devise américaine était également à la hausse à Francfort à 1,4730 DM contre 1,4305 la veille.

	7 oct.	8 oct.
Francfort	1 oct.	8 oct.
Dollar (en DM)	1,4385	1,4730
TOKYO	7 oct.	8 oct.
Dollar (en yen)	128,27	128,28

MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (8 oct.) : 12 1/4-12 3/8 %

New-York (7 oct.) : 3 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 31-12-91)

6 oct. 7 oct.

Valeurs françaises : 94,18 96,20

Valeurs étrangères : 81,60 82,80

(SBF, base 100 : 31-12-91)

Indice général CAC : 443,74 444,70

(SBF, base 1000 : 31-12-91)

Indice CAC 40 : 1 612,51 1 654,15

NEW-YORK (indice Dow Jones)

6 oct. 7 oct.

Industrielles : 3 177,90 3 151,25

LONDRES (indice Financial Times)

6 oct. 7 oct.

100 valeurs : 2 485,40 2 517,10

30 valeurs : 1 814,20 1 847,30

Mines d'or : 69,40 71,20

Fonds d'Etat : 87,71 88,33

FRANCFORT

6 oct. 7 oct.

Dax : 1 420,30 1 436,05

TOKYO

7 oct. 8 oct.

Nikkei Dow Jones : 17 111,74 17 335,51

Indice général : 1 292,89 1 304,69

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	4,9660	4,9690	5,0690	5,0770
Yen (100)	4,1875	4,1135	4,1836	4,1942
£	6,6307	6,6283	6,6092	6,6265
Deutschmark	3,3985	3,3915	3,4105	3,4150
Franc suisse	3,8444	3,8513	3,8900	3,9028
Lire italienne (1000)	3,7198	3,7946	3,7330	3,7580
Lire sterling	6,4013	6,4164	6,4526	6,4781
Peseta (100)	4,7961	4,7682	4,6943	4,7282

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	3	3 1/8	3 1/8	3 1/4	3 1/16	3 9/16
Yen (100)	11 3/4	12 1/16	11 3/4	12 3/8	11 3/4	12 1/2
Deutschmark	8 3/4	9	8 5/8	8 7/8	8 5/16	8 3/4
Franc suisse	6 1/8	6 1/4	6 1/4	6 3/8	6 1/4	6 3/8
Lire italienne (1000)	15 3/4	16 3/4	16 3/8	17 3/8	15 1/2	16 1/2
Livre sterling	9 1/8	9 1/4	8 3/4	8 7/8	8 1/2	8 5/8
Peseta (100)	15	14	14	16	17	12 1/2
FRANc (100)	11 3/8	11 1/2	11 1/8	11 3/8	10 1/16	10 1/2

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

□ Bourse : accord de coopération entre la COB et la BCSC. — La Commission des opérations de Bourse française (COB) et son homologue de la Colombie-Britannique (province occidentale du Canada) ont signé mardi 6 octobre un accord de coopération et d'assistance mutuelle.

Cet accord paraphé par M. Jean Saint-Gours et M. Douglas Hyndman, respectivement présidents de la COB et de la British Columbia Securities Commission (BCSC), vise à la fois le marché des valeurs mobilières et les marchés à terme. Il complète les accords déjà signés dans le même

domaine avec les provinces canadiennes du Québec et de l'Ontario (le Monde des 2 et 3 février). La COB et la BCSC « joindront leurs efforts pour assurer une action efficace contre les manipulations de marché, les opérations d'initiés, le non-respect des règles relatives à l'information des actionnaires (...) et toute autre activité frauduleuse susceptible de porter pré

BOURSE DU 8 OCTOBRE

Cours relevés à 10 h 30**COMPTANT** (sélection)**SICAV** (sélection)7/10

PUBLICITÉ

c : coupon détaché - o : offer - " : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché comin

EXPOSITIONS

Centre Georges-Pompidou

Place Georges-Pompidou (44-78-12-33). T.l.j. sf mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.
LAURE ALBIN-GUILLOT, ELI LOTAR. Galerie du forum. Jusqu'au 22 novembre.
LA FLAMBOYANCE. Photographies de Nicole Henry. Petit foyer. Jusqu'au 12 octobre.
CHARLOTTE SALOMON : VIE OU THÉÂTRE ? Salle d'art graphique, 4^e étage. Jusqu'au 31 janvier 1993.

Musée d'Orsay

1, rue de Bellechasse (40-49-48-14). T.l.j. sf lun. de 9 h à 18 h, jeu. de 10 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 18 h.
PHILIPPE BERTIN, HARRIS YIAKOU-MIS. Photographies. Jusqu'au 1^{er} novembre.
LES PALAIS D'ARGENT, L'ARCHITECTURE BANCAIRE EN FRANCE DE 1850-1930. Exposition-dossier. Entrée : 31 F. Jusqu'au 10 janvier 1993.
PIERRE LAPIN AU MUSÉE D'ORSAY. Exposition-dossier. Entrée : 31 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 10 janvier 1993.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (40-70-11-10). T.l.j. sf lun. et jours fériés de 10 h à 17 h 30.
MICHEL VERJUX. Entrée : 20 F. Jusqu'au 11 octobre.

Grand Palais

Av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. G.-Eisenhower.
LES ÉTRUSQUES ET L'EUROPE. Galeries nationales (44-13-17-17). T.l.j. sf mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 40 F (possibilité de billet jumelé avec Picasso : 60 F). Jusqu'au 14 septembre 1993.
PISSARRO ET LES CHOSSES. Galeries nationales (44-13-17-17). T.l.j. sf mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 36 F (possibilité de billet jumelé avec les Étrusques : 60 F). Jusqu'au 28 décembre.
RÉTROSPECTIVE ALFRED MANESIER. Galeries nationales (44-13-17-17). T.l.j. sf mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 32 F. Jusqu'au 4 janvier 1993.

Galerie nationale du Jeu de paume

Place de la Concorde (42-60-69-69). T.l.j. sf lun. de 12 h à 18 h, sam. et dim. de 10 h à 19 h, mer. jusqu'à 21 h 30.
GÉNÉRIQUE T. DESORDRES. Galerie nationale du Jeu de paume. Entrée : 30 F. Jusqu'au 8 novembre.

MUSÉES

L'ART RENOUVELE LA VILLE. Urbanisme et art contemporain. Musée national des Monuments français, palais de Chaillot, place du Trocadéro (44-05-39-10). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 16 F. Jusqu'au 15 novembre.
BRADERIE. Bibliothèque Nationale, galerie Colbert, 2, rue Vivienne et 6, rue des Petits-Champs (47-03-81-10). T.l.j. sf dim. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 15 octobre.
AUGUSTIN-VICTOR CASASOLA. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h. Jusqu'au 13 octobre.
COUP D'ŒIL SUR BOUXANTE ANIS DE CRÉATION NINA RICCI. Halle Saint-Pierre, Musée en herbe, 2, rue Ronsard (42-58-74-12). T.l.j. sf lun. de 10 h à 18 h. Du 13 octobre au 1^{er} novembre.
EN AVION. Mission du patrimoine photographique, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. sf mar. de 9 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 8 novembre.

PARIS EN VISITES

VENDREDI 9 OCTOBRE

«Le quartier de la montagne Sainte-Geneviève», 10 h 30, place Sainte-Geneviève, devant l'église Sainte-Geneviève du Mont (A. Hervé).
«Ateliers d'artistes, jardins et curiosités de Montparnasse», 11 heures et 14 h 45, métro Vavin (Connnaissance d'ici et d'ailleurs).
«Dernières restaurations du Marais», 14 h 15, métro Bastille, sortie rue Saint-Antoine (C.-A. Messier).
«Saint-Germain-des-Prés. L'église, témoin de quinze siècles d'histoire. L'Existentialisme», 14 h 30, métro Saint-Germain-des-Prés (M. Brumfiel).
«De la place des Fêtes au Pré-Saint-Gervais», 14 h 30, métro Place-des-Fêtes (Paris pittoresque et insolite).
«Collèges et couvents de la montagne Sainte-Geneviève : Ecosse, irlandais et spirituels», 14 h 30, 65, rue du Cardinal-Lemoine (Monuments historiques).
«Hector Guimard et l'histoire du métropolitain», 14 h 30, métro Dauphine, à l'extérieur, sortie avenue Foch, côté pair (Connnaissance de Paris).
«Les plus beaux hôtels du Marais aristocratique», 14 h 30, sortie métro Châtelet-Vers (Art et culture).
«La Cité internationale universitaire», 14 h 30, métro Cité-Universitaire, 19, boulevard Jourdan (Paris capitale historique).
«A la découverte du tracé et des vestiges de l'enceinte de Philippe Auguste rue droite», 14 h 30, carrefour du Louvre, près du bassin (A. Nour, Paris).
«Le parc de Versailles. Création et histoire du parterre d'eau», 14 h 30, cour d'honneur du château, statue de Louis XIV (Office de tourisme).

LES FEUX DE LA MER. Musée de la Marine, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-31-70). T.l.j. sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 40 F. Jusqu'au 31 janvier 1993.

FIGURES DE PIERRE. L'art du guerrier dans le Mexique précolombien. Musée-galerie de la Seita, 12, rue Surcouf (45-56-60-17). T.l.j. sf dim. et jours fériés de 11 h à 18 h. Jusqu'au 21 novembre.

HOMMAGE A YVES BONNEFOY. Bibliothèque Nationale, salon d'honneur, 58, rue de Richelieu (47-03-83-30). T.l.j. sf dim. de 12 h à 18 h. Du 10 octobre au 30 novembre.

IMPRESSIONS DE CHINE. Bibliothèque nationale, galerie Colbert, 6, rue des Petits-Champs (47-03-81-26). T.l.j. sf dim. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 8 décembre.

JEAN LURCAT. Tapissieries : 1917-1956. Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau (42-33-82-50). T.l.j. sf lun. et jours fériés de 12 h à 18 h 30. Entrée : 30 F. Du 10 octobre au 4 novembre.

MARY ELLEN MARK : 25 ANS DE PHOTOGRAPHIE. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. sf mar. de 9 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 13 octobre.

LA MÉNAGERIE DU PALAIS. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. sf mar. de 9 h à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 13 octobre.

MOINS TRENTA 92. 5^e Biennale de la jeune photographie en France. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. sf mar. de 9 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 9 novembre.

MONNAIES DE CHINE. Bibliothèque nationale, cabinet des Médailles et Antiques, 58, rue de Richelieu (47-03-83-30). T.l.j. sf lun. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 8 décembre.

MONTMARTRE, VILLAGE URBAIN, QUARTIER RURAL. Musée de Montmartre, 12, rue Cortot (48-06-81-11). T.l.j. sf lun. de 11 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 11 octobre.

PIER LUIGI PIZZ. Bibliothèque du Palais Garnier, Opéra de Paris, place de l'Opéra (47-42-07-02). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 28 F. Jusqu'au 18 octobre.

PIER NIEPCE 1992. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. sf mar. de 9 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 9 novembre.

ERNEST REMAN. Musée de la vie romantique, maison Raman-Scheffer, 18, rue Chapuis (49-74-95-38). T.l.j. sf lun. de 10 h à 17 h 45. Entrée : 20 F. Jusqu'au 10 janvier 1993.

LA RÉPUBLIQUE FÊTE SON BICENTENAIRE À LA MONNAIE. Hôtel de la Monnaie, 11, quai Conti (40-46-56-56). T.l.j. sf lun. de 13 h 30 à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Jusqu'au 3 janvier 1993.

LE ROI SALOMON ET LES MAÎTRES DU REGARD. Art et médecine en Éthiopie. Musée national des arts africains et océaniques, 253, av. Daumesnil (43-43-14-54). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h 30 sam., dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 4 janvier 1993.

MARECK RUDNICKI. Bibliothèque nationale, galerie Colbert, 2, rue Vivienne et 6, rue des Petits-Champs (47-03-81-10). T.l.j. sf dim. de 12 h à 18 h 30. Jusqu'au 31 octobre.

SCULPTURE ET STATUE, ANNE BARBIER. Musée Carnavalet, cour de l'hôtel Le Peletier de Saint-Fargeau, 29, rue de Sévres (42-72-21-13). T.l.j. sf lun. et fêtes de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 28 octobre.

LES THÉÂTRES EN INDE. Musée Kwok On, 41, rue des Francs-Bourgeois (42-72-29-42). T.l.j. sf lun. et fêtes de 10 h à 17 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 30 avril 1993.

VAN CLEFF & ARPELS. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-I^{er}-de-Serbie (47-20-85-23). T.l.j. sf lun. et jours fériés de 10 h à 18 h. Jusqu'au 17 octobre.

NOUVEAUX REGARDS MEXICAINS. Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris, 11, rue de Valenciennes (45-56-60-17). T.l.j. sf dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 14 octobre.

OH ! CET ÉCHO ! EMMA KUNZ. Centre culturel suisse, 28, rue des Francs-Bourgeois (42-71-44-50). T.l.j. sf lun. et mar. de 14 h à 19 h. Jusqu'au 1^{er} novembre.

PAVLOS. Chapelle de la Sorbonne, place de la Sorbonne (46-34-24-97). T.l.j. sf lun. de 11 h à 17 h 45. Jusqu'au 18 octobre.

YVES PELLERIN, RICHARD-MAX TREMBLAY. Service culturel, ambassade du Canada, 5, rue de Constance (45-51-35-73). T.l.j. sf lun. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 31 octobre.

RAYON LINGIERE. Bibliothèque Forney, Espace Electra, 6, rue Récamier (42-78-14-50). T.l.j. sf dim. et lun. de 13 h 30 à 20 h. Jusqu'au 28 novembre.

LA RENCONTRE DE DEUX MONDES VUE PAR LES PEINTRES D'HAIITI. Espace Electra, 6, rue Récamier (45-44-10-03). T.l.j. sf lun. et fêtes de 11 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 17 octobre.

STANISLAW RODZINSKI. Institut polonaise, 31, rue Jean-Goujon (42-25-10-57). Lun., mar., jeu., ven. de 12 h à 18 h, mer. de 12 h à 20 h. Du 8 octobre au 22 octobre.

MARC ROSENTHAL. Maison Faton, 1, rue de Valenciennes (46-34-24-97). Parc Louis-Prus (44-68-94-13). T.l.j. sf dim. et lun. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 2 novembre.

FRANÇOIS ROSSELLO. Ateliers Censier, 12, rue Censier. T.l.j. sf dim. de 11 h à 17 h 45. Du 13 octobre au 31 octobre.

SCULPTURE ET STATUE, ANNE BARBIER. Hôtel d'Albret, 31, rue des Francs-Bourgeois (42-76-67-00). T.l.j. sf sam. et dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 9 octobre.

CONFÉRENCES
31, rue Jean-Goujon, 20 heures : «Les changements de la scène politique polonaise - l'automne 92», par A. Hall, député, ancien ministre (Institut polonaise).
Salle Leconte, 60, boulevard Latour-Maubourg, 20 h 15 : «L'Atlantide, les civilisations disparues (Institut gnostique d'anthropologie). Tél. : 43-57-29-31».

11 bis, rue Kepler, 20 h 15 : «Perspectives universelles de la réincarnation». Entrée libre (Loge unie des théosophes).

Nous publions le jeudi (daté vendredi) la liste des expositions qui ont lieu à Paris et en région parisienne à partir de mercredi. Une sélection commentée figure dans notre supplément «Arts et Spectacles» du mercredi (daté jeudi).

Féris de 10 h à 17 h 40. Visites-conférences le jeu. et sam. à 14 h 30. Entrée : 30 F. Jusqu'au 30 octobre.

LA RÉPUBLIQUE 1792-1992. Liberté - égalité - fraternité. Archives nationales, hôtel de Rohan, 87, rue Vieille-du-Temple (40-27-60-09). T.l.j. sf lun. de 12 h à 18 h. Visites guidées sur demande au 40-27-62-18. Entrée : 20 F. Jusqu'au 10 janvier 1993.

CENTRES CULTURELS

AKSEU GALEN-KALLIEA ET L'ŒUVRE DE LA FINLANDE. Du naturalisme à l'art abstrait, le symbolisme nordique. Institut finlandais, 80, rue des Ecoles (40-51-88-09). T.l.j. sf lun. de 14 h à 18 h, jeu. jusqu'à 21 h. Jusqu'au 14 novembre.

ALBUMS DE LA JEUNE ARCHITECTURE. Maison de l'architecture, 7, rue Chailot (47-23-81-84). T.l.j. sf dim. et lun. de 13 h à 18 h, sam. de 11 h à 17 h. Jusqu'au 7 novembre.

L'AMOUR ET L'ORIENT. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.l.j. sf lun. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 10 janvier 1993.

ARRABAL ESPACE. Arts Center, 38, rue Fagundes (43-22-38-47). T.l.j. sf dim., lun. et jours fériés de 14 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 28 novembre.

L'ART DE VIVRE. Espace Japon, 9, rue de la Fontaine-au-Roi (47-00-77-47). T.l.j. sf dim. et lun. de 12 h 30 à 19 h, sam. de 12 h 30 à 18 h. Jusqu'au 17 octobre.

ARTISTES DE LA BASTILLE. Chapelle Saint-Louis de la Salpêtrière, 47, bd de l'Hôpital (45-70-27-27). T.l.j. sf lun. de 8 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 17 octobre.

BERUN. RENCONTRE D'ESPACES. Goethe Institut, centre culturel allemand, 17, av. d'Iéna (44-93-92-30). T.l.j. sf sam., dim. de 10 h à 20 h. Jusqu'au 17 octobre.

ANDRÉ BRASILIEN. Trianon de Bagatelle, bois de Boulogne, route de Stèvres (45-01-20-10). T.l.j. sf lun. de 11 h à 18 h. Entrée : 30 F. entrée du parc : 5 F. Jusqu'au 29 novembre.

JEAN CHARVIN. Espace art et patrimoine, 22, rue des Blancs-Manteaux (48-04-07-77). T.l.j. sf dim. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 24 octobre.

LA COLLECTION. Fondation Jean Dufour, 137, rue de Sévres (42-72-39-84). T.l.j. sf dim. et lun. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 1^{er} décembre.

COLLECTION CAISSE DES DÉPÔTS. Nouvelles acquisitions. Caisse des dépôts et consignations, 56, rue Jacob (40-49-94-63). T.l.j. sf sam., dim. de 10 h à 18 h 15. Jusqu'au 17 octobre.

GÉNÉRIQUES. Le visuel et l'écrit. Hôtel des arts, Fondation nationale des arts, 11, rue Berryer (42-56-71-71). T.l.j. sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 12 novembre.

HELIOPILOS. Le rêve du baron Empain, Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.l.j. sf lun. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 17 octobre.

DIANE MICHAELS. Espace photographique de Paris, nouveau forum des Halles, place Carnée, 4 à 8, grande galerie (40-26-87-12). T.l.j. sf lun. de 13 h à 18 h, sam., dim. jusqu'à 19 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 12 novembre.

LE MONDE JUIF. UNE HISTOIRE SAÏNTE. Marie du V. 21, place du Panthéon. T.l.j. sf lun. de 11 h à 17 h 45. Jusqu'au 20 décembre.

MUSÉE DU JOUR. SCULPTEURS DE TOULOURS. Cours, passages et boutiques du village Saint-Paul (48-67-69-27). Dim. de 10 h à 18 h. Du 11 octobre au 12 octobre.

N.B. PHOTOGRAPHIES D'HUMBERTO DA SILVA. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.l.j. sf lun. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 25 octobre.

LARS NORGARD. Maison du Danemark, 28, rue des Francs-Bourgeois (43-21-21-21). T.l.j. sf lun. de 12 h à 18 h, dim. et fêtes de 12 h à 18 h. Jusqu'au 18 octobre.

NOUVEAUX REGARDS MEXICAINS. Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris, 11, rue de Valenciennes (45-56-60-17). T.l.j. sf dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 14 octobre.

OH ! CET ÉCHO ! EMMA KUNZ. Centre culturel suisse, 28, rue des Francs-Bourgeois (42-71-44-50). T.l.j. sf lun. et mar. de 14 h à 19 h. Jusqu'au 1^{er} novembre.

PAVLOS. Chapelle de la Sorbonne, place de la Sorbonne (46-34-24-97). T.l.j. sf lun. de 11 h à 17 h 45. Jusqu'au 18 octobre.

YVES PELLERIN, RICHARD-MAX TREMBLAY. Service culturel, ambassade du Canada, 5, rue de Constance (45-51-35-73). T.l.j. sf lun. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 31 octobre.

RAYON LINGIERE. Bibliothèque Forney, Espace Electra, 6, rue Récamier (42-78-14-50). T.l.j. sf dim. et lun. de 13 h 30 à 20 h. Jusqu'au 28 novembre.

LA RENCONTRE DE DEUX MONDES VUE PAR LES PEINTRES D'HAIITI. Espace Electra, 6, rue Récamier (45-44-10-03). T.l.j. sf lun. et fêtes de 11 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 17 octobre.

STANISLAW RODZINSKI. Institut polonaise, 31, rue Jean-Goujon (42-25-10-57). Lun., mar., jeu., ven. de 12 h à 18 h, mer. de 12 h à 20 h. Du 8 octobre au 22 octobre.

MARC ROSENTHAL. Maison Faton, 1, rue de Valenciennes (46-34-24-97). Parc Louis-Prus (44-68-94-13). T.l.j. sf dim. et lun. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 2 novembre.

FRANÇOIS ROSSELLO. Ateliers Censier, 12, rue Censier. T.l.j. sf dim. de 11 h à 17 h 45. Du 13 octobre au 31 octobre.

SCULPTURE ET STATUE, ANNE BARBIER. Hôtel d'Albret, 31, rue des Francs-Bourgeois (42-76-67-00). T.l.j. sf sam. et dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 9 octobre.

CONFÉRENCES
31, rue Jean-Goujon, 20 heures : «Les changements de la scène politique polonaise - l'automne 92», par A. Hall, député, ancien ministre (Institut polonaise).
Salle Leconte, 60, boulevard Latour-Maubourg, 20 h 15 : «L'Atlantide, les civilisations disparues (Institut gnostique d'anthropologie). Tél. : 43-57-29-31».

11 bis, rue Kepler, 20 h 15 : «Perspectives universelles de la réincarnation». Entrée libre (Loge unie des théosophes).

LÉON GOLUB. Galerie Darthea Speyer, 6, rue Jacques-Callot (43-54-78-41). Jusqu'au 31 octobre.

MICHEL GOUERY. Galerie Gérard Desol & Laurent Innocenzi, 18, rue Charlot (48-87-41-83). Jusqu'au 23 octobre.

EVE GRAMATZKI. Galerie Bernard Jordan, 52-54, rue du Temple (42-72-39-84). Du 10 octobre au 7 novembre.

ANGELA GRAUERHOLZ. Galerie Claire Burnes, 16, rue de Lappe (43-55-36-90). Jusqu'au 10 octobre.

HECTOR GUIMARD ET LE FER. Galerie Alain Blondel, 4, rue Aubry-le-Boucher (42-78-86-67). Jusqu'au 14 novembre.

JAMES GUITET. Galerie Ragard, 11, rue des Blancs-Manteaux (42-77-19-81). Du 10 octobre au 10 novembre.

RAYMOND HAINS, MIGUEL LLIGADAS. Galerie de Filadelfia, 22, rue d'Umont-d'Uville (40-57-72-68). Jusqu'au 23 octobre.

STEPHEN HEPWORTH. Galerie Guherc Baffin, 47, rue de Lappe (47-00-32-10). Jusqu'au 10 octobre.

TEUN HOEYKS. Galerie 15, rue Galignani (43-26-13-14). Jusqu'au 17 octobre.

DENNIS HOPPER. Galerie Thaddaeus Ropac, 7, rue Debellemme (42-72-99-00). Jusqu'au 13 octobre.

DANIEL HUMAIR. Galerie Erval, 16, rue de Seine (43-54-73-49). Jusqu'au 15 octobre.

ILS COLLECTIONNENT... LA PHOTOGRAPHIE. Galerie Bouqueret-Lebon, 69, rue de Turenne (40-27-82-21). Jusqu'au 19 octobre.

INVENTAIRE. Galerie Michèle Chomette, 24, rue Beaubourg (42-78-05-62). Jusqu'au 17 octobre.

CHRISTIAN JACCOUD. Reliefs-objets et papiers calculés. Galerie Louis Carré, 10, av. de Messine (45-62-57-07). Jusqu'au 31 octobre.

PETER JOSEPH. Galerie Laage-Salomon, 57, rue du Temple (42-78-11-71). Jusqu'au 10 octobre.

KALFAS. Galerie Patrice Trigo, 4 bis, rue des Beaux-Arts (46-34-15-01). Du 10 octobre au 30 novembre.

JEAN KAPERA. Galerie Fanny Guillon-Lafayette, 8, avenue de Messine (45-62-57-07). Jusqu'au 31 octobre.

ALLAN KAPROW. Espace Donguy, 57, rue de la Roquette (47-00-10-94). Jusqu'au 17 octobre.

MARIAN KAREL. Galerie Clara Sorabji, 16, rue de Filadelfia (42-78-43-21). Jusqu'au 14 novembre.

KARSKAYA. Galerie Philip, 14, rue Sainte-Anastase (48-04-58-22). Jusqu'au 7 novembre.

INI KNEEL. Galerie Gilbert Brownstone, 16, rue de Filadelfia (42-78-43-21). Du 8 octobre au 30 novembre.

MARIE-JO LAFONTAINE. Galerie Montaigne, 36, avenue Montaigne (47-23-32-36). Jusqu'au 13 octobre.

PIERRE L'ENELUC. Galerie Samy King, 54, rue de Valenciennes (42-61-19-07). Jusqu'au 7 novembre.

HENRI LARRIÈRE. Galerie Claude Samuel, 18, pl. des Vosges (42-77-16-77). Jusqu'au 17 octobre.

PHILIPPE BOUTONNET. Galerie Bernard Jordan, 52-54, rue du Temple (42-72-39-84). Jusqu'au 7 octobre.

MARIE-CLAUDE BUGEAUD. Galerie Véronique Smaghe, 24, rue Charlot (42-72-39-84). Jusqu'au 24 octobre.

CLAUDE CAHUN. Galerie Zabriskie, 37, rue Quincampoix (42-72-39-84). Jusqu'au 26 novembre.

ANTONI CAMARASA. Galerie Lavignes-Bastille, 27, rue de Charonne (47-00-58-18). Jusqu'au 8 octobre.

YVES CLERC. Galerie Claire Crouzet-Robelin, 40, rue Quincampoix (42-77-38-87). Jusqu'au 20 octobre.

AUGUSTIN CARDENAS. Galerie de l'Ecluse, 11, rue de l'Ecluse (42-25-12-51). Jusqu'au 4 novembre.

FABIAN CERREDO. Galerie d'art international, 12, rue Jean-Ferrandi (48-48-84-28). Jusqu'au 24 octobre.

CÉSAR. Ave Lénine. Galerie Beaubourg, 23, rue du Renard (42-71-20-50). Jusqu'au 7 novembre.

CHIAN KAI-YUEN. Galerie Bellefroid, 8, rue Debellemme (42-72-09-33). Jusqu'au 14 novembre.

MARX CHARLOEN. Galerie Alessandro Vivanti, 12, rue Bouchardon (42-38-63-12). Jusqu'au 17 octobre.

THIERRY CHEVERNEY. Galerie Praz-Delavallade, 10, rue Saint-Sebin (42-38-63-12). Jusqu'au 17 octobre.

CHOLLET, KACIMI. Deux institutions, deux attitudes. Galerie Régine Deschamps, 6, rue Sainte-Anastase (42-71-21-25). Jusqu'au 10 octobre.

YVES CLERC.

Alors que le bilan de l'accident d'Amsterdam pourrait être révisé à la baisse Les enquêteurs confirment la double avarie des moteurs du Boeing d'El Al

Selon un bilan provisoire dressé jeudi matin, quarante-neuf corps ont été retirés des débris de l'immeuble de la banlieue du sud-est d'Amsterdam évanoui, dimanche 4 octobre, par un Boeing israélien. Les sauveteurs ont dégagé neuf des dix étages

AMSTERDAM

de notre correspondant

«Aucune hypothèse n'est écartée», a déclaré M. Jan-Willem Wenck, coordinateur de l'équipe chargée de faire la lumière sur la tragédie d'Amsterdam - quarante personnes, quinze Néerlandais et vingt-cinq Américains et Israéliens, - mercredi 7 octobre.

Les experts n'auront pas de trop, sans doute, du démontage de l'une des boîtes noires pour reconstituer le déroulement précis du drame. Le «flight data recorder», qui enregistre les paramètres techniques d'un vol (vitesse de l'avion, hauteur, fonctionnement des moteurs, etc.), a été retrouvé au milieu des débris des immeubles effondrés.

Bien que soumise, dimanche soir, à un feu plus long et plus intense que les normes de spécification (1100 degrés pendant une demi-

heure), la boîte se trouve dans un meilleur état qu'on ne le craignait. En revanche, la deuxième boîte noire, la «voice recorder» qui enregistre les conversations entre l'équipage et les contrôleurs aériens, n'avait toujours pas été retrouvée jeudi en fin de matinée.

Le premier rapport officiel, et provisoire, publié la veille par la direction de l'aviation civile néerlandaise confirme que le Boeing d'El Al a connu une double avarie des moteurs droits, ce qui est rarissime, d'autant que les problèmes surgis ont été de nature différente. Le moteur trois, situé à proximité du cockpit, a été la proie d'un incendie, selon les termes du commandant de bord lorsqu'il a lancé son SOS. Mais aucune trace de ce réacteur n'a encore été repérée, ni dans les débris ni dans les environs du lieu de la catastrophe; les recherches se poursuivaient, jeudi, aussi bien au sol que dans les plans d'eau de la

région survolée par l'avion. Quant au moteur Quatre, placé à l'extrémité de l'aile, on ignore la raison de son défaut: c'est ce réacteur qui avait été repêché dès lundi, et l'analyse des débris montre qu'il n'a en tout cas pas brûlé. Par ailleurs, aucun reste d'oiseau n'y a encore été détecté.

Déclarations confuses

quatrième jour du drame, les questions sont bien plus nombreuses que les éléments de réponse. Dans quel ordre les moteurs droits se sont-ils mis en radeau? On suppose jusqu'à présent que l'explosion du moteur Trois avait pu provoquer la chute du moteur Quatre. Mais des photographies prises par des témoins de la chute de l'appareil laissent deviner une aile droite non motorisée, mais intacte! Pourquoi le moteur Quatre s'est-il décroché?

Les déclarations des enquêteurs sont confuses: l'un affirme que l'atmosphère s'est brisée au niveau de l'aile, mais un autre précise que la fixation n'a pas encore été retrouvée. De plus, pourquoi le pilote n'a-t-il pas signalé à la tour de contrôle l'avarie du moteur Quatre, ni sa perte: ne s'en est-il donc pas rendu compte? Enfin, comment expliquer la panne, déclarée par l'équipage, des volets hydrauliques, puis la perte totale de navigabilité de l'appareil?

Le trouble est accru par les questions que pose l'entretien du Jumbo d'El Al: l'incendie d'un réacteur gauche, le 28 juillet, a été confirmé par l'aéroport de Schiphol. Car c'est à Amsterdam, déjà, que s'était produit cet incident, qui n'était pas le premier subi par l'appareil. Un véritable «oiseau de malheur»?

CHRISTIAN CHARTIER

Les conséquences du référendum sur Maastricht

M. Bosson somme trois parlementaires de choisir entre le CDS et le mouvement de M. de Villiers

M. Bernard Bosson, secrétaire général du CDS, a demandé, mercredi 7 octobre, aux trois parlementaires de son parti qui s'étaient prononcés en faveur du «non» au référendum sur l'Union européenne - un député, M. Christine Boutin (Yvelines), deux sénateurs, MM. Louis Moineau (Vendée) et Jacques Baudot (Meurthe-et-Moselle) - de choisir entre leur appartenance au mouvement de M. Philippe de Villiers, député (app. UDF) de la Vendée, Combat pour les valeurs, et leur maintien au CDS. M. Bosson souhaite un «engagement écrit et définitif» des trois parlementaires, témoignant également de leur attachement à l'Europe communautaire. «On ne peut pas être au parti de la démocratie chrétienne si l'on n'adhère pas à un certain nombre de valeurs de base», a précisé M. Bosson.

M. Boutin s'est «étournée» de la démarche du CDS, en précisant que son appartenance au mouvement de M. de Villiers était publique depuis le mois de juin dernier, et elle a déploré ce changement d'attitude de la part d'un parti qui, a-t-elle souligné, «trouvait jusqu'à présent sa grandeur dans son esprit

et son attitude de tolérance». Elle a toutefois réaffirmé son attachement au CDS en indiquant, dans un communiqué, que «si une procédure de choix lui était réellement demandée» elle opterait «sans hésitation» pour le mouvement centriste «en raison de ses choix libéraux et sociaux», sauf si le CDS se prononçait en faveur de «la construction d'un Etat européen fédéral».

M. Boutin a également demandé à ne plus être qu'apparentée au groupe UDC de l'Assemblée nationale, auquel elle appartenait jusqu'alors.

Au Sénat

Le RPR obtient deux vice-présidences

Les sénateurs ont procédé, mercredi 7 octobre, à la désignation de leur bureau. Ont été élus ou réélus vice-présidents MM. Jean Chamaud, RPR (264 voix), sortant, Jean Faure, UC (226 voix), Michel Dreyfus-Schmidt, PS (223 voix), sortant, Roger Chénou, RDE (206 voix), sortant, et Yves Guéna, RPR (179 voix).

MM. Jacques Bialski, PS, et Lucien Neuwirth, RPR, questeurs sortants, et M. Serge Mathieu, RI, ont été désignés aux trois postes de questeur. Ils ont obtenu respectivement 230, 224 et 209 voix. Enfin, MM. Roger Hussenot, RPR, Gérard Larché, RPR, Henri de Raincourt, RI, Robert Vize, PC, sortants, Philippe Adnot, non inscrit, François Autain, PS, Emmanuel Hamel, RPR, François Lesein, RDE, Daniel Millaud, UC, Jacques Monson, UC, André Rouvière, PS, André Vallet, PS, ont été élus ou réélus secrétaires.

Depuis la modification du règlement votée en décembre 1991, le Sénat compte six vice-présidents, au lieu de quatre, et douze secrétaires, au lieu de huit.

Depuis 1894

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT avec la garantie d'un grand maître tailleur. A qualité égale, nos prix sont les plus bas.

LEGRAND Tailleur

27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone: 47-42-70-61.
Du lundi au samedi de 10h à 18h

En Angola

Le chef de l'UNITA, M. Savimbi, fait retraite dans sa province

Alors que l'ONU et les Etats-Unis essaient de le convaincre d'accepter le résultat des élections angolaises, dont il conteste l'honnêteté, le chef de l'UNITA, Jonas Savimbi, s'est retiré dans la province d'Huambo, où son mouvement bénéficie d'un large soutien. Il s'était auparavant, pendant plusieurs jours, enfoncé dans sa résidence de Luanda, refusant de répondre aux messages des responsables américains et de l'ONU qui le pressent d'accepter le verdict des

urnes et de ne pas remettre en cause le processus en cours.

La retraite du chef de l'UNITA, quelques jours après la décision de son mouvement de quitter l'armée unifiée tout récemment créée, a fait surgir le spectre d'une reprise de la guerre civile. Pour le moment, M. Savimbi demeure sourd aux appels du gouvernement l'invitant, lui et son mouvement, à participer à un gouvernement d'union nationale. - (Reuters)

A nos lecteurs

En raison de travaux d'aménagement dans le hall de l'immeuble du journal, rue Falguère, à Paris, la vente au numéro du Monde et de ses publications est temporairement transférée, à dater du vendredi 9 octobre, dans des locaux annexes, situés à proximité du journal, 5, rue Antoine-Bourdelle (15^e).

Nos lecteurs peuvent se procurer à ce point de vente les numéros du Monde depuis un an, les numéros disponibles sur la même période du Monde de l'éducation et du Monde diplomatique, ceux de Dossiers et Documents parus depuis deux ans, ainsi que de nombreux numéros hors série et brochures publiés depuis 1987. Les amateurs peuvent compléter leur collection du Monde des photographies, tous les numéros publiés de 1954 à nos jours (à l'exception de l'année 1962) étant disponibles.

Les aménagements en cours dans le hall de l'immeuble du journal sont notamment destinés à améliorer notre service aux lecteurs en transformant l'actuel point de vente en une véritable librairie.

EN BREF

■ **ALGÉRIE**: quatre journaux autorisés à paraître. - Le ministère de l'intérieur a autorisé, mercredi 7 octobre, quatre quotidiens à paraître. Leur publication avait été interdite pour atteinte aux «intérêts supérieurs du pays» et à l'ordre public. *La Nation*, *le Matin* et *El Djazair* et *Youn* («Algérie aujourd'hui») avaient été suspendus au début du mois d'août, et *Liberté* l'avait été, samedi dernier, pour une durée de quinze jours. - (AFP)

■ **IRAN**: visite à Paris du vice-ministre des affaires étrangères. - La France et l'Iran sont d'accord pour considérer que l'affaire de l'île d'Abou-Moussa, dans le Golfe, objet d'un différend territorial entre l'Iran et les Emirats arabes unis, «doit être réglée par la voie de la négociation», a affirmé, mercredi 7 octobre, le porte-parole du Quai d'Orsay. Cette déclaration a été faite alors que le vice-ministre iranien des affaires étrangères, M. Mahmoud Vaezi, se trouve à Paris où il a été reçu, mercredi, par M. Roland Dumas. - (AFP)

■ **ITALIE**: vers une réduction du nombre de députés et de sénateurs? - La commission parlementaire chargée de préparer la réforme de la loi électorale a adopté à l'unanimité, mardi 6 octobre, une proposition tendant à réduire de six cent trente à quatre cents le nombre des députés italiens et de trois cent quinze à deux cents celui des sénateurs, lors de la prochaine législature. Les représentants des trois principaux partis politiques - démocrates-chrétiens, PDS (ex-communiste) et socialistes - sont tombés d'accord sur cette réduction drastique du nombre des parlementaires qui, selon la commission, serait un gage d'efficacité.

■ **KOWEÏT**: Washington se félicite de bon déroulement des élections. - La Maison Blanche a

estimé, mercredi 7 octobre, dans un communiqué, que les récentes élections législatives, qui ont permis à l'opposition d'obtenir trente-deux sièges sur les cinquante que compte le Parlement, «réaffirment l'indépendance durablement gagnée par le Koweït et les libertés dont jouit le peuple koweïtien, en un contraste saisissant avec l'agonie que le peuple irakien continue d'endurer de la part de Saddam Hussein». Qualifiant le scrutin d'«important pas en avant», le porte-parole du département d'Etat a ajouté que Washington encouragera les autorités locales à continuer la démocratisation de la vie politique et, notamment, à tenir leur promesse d'accorder le droit de vote aux femmes. - (AFP)

■ **MOZAMBIQUE**: violation de l'accord de paix. - Le mouvement rebelle de la RENAMO (Résistance nationale mozambicaine) a été accusé par l'armée mozambicaine, mercredi 7 octobre, d'avoir violé le cessez-le-feu convenu dimanche à Rome lors de la signature de l'accord global de paix. Selon l'état-major de l'armée mozambicaine, deux camions sud-africains ont été tués, et un troisième blessé et volé, lors d'une embuscade tendue mardi par des éléments armés de la RENAMO. Il pourrait en fait s'agir d'actes de brigandage. - (AFP)

SOMMAIRE

DÉBATS

SME: Les tourments de la Bundesbank, par André Gauron; Ex-Yugoslavie: Pour un droit d'ingérence médiatique, par Chantal de Casablanca et Robert Ménard 2

ÉTRANGER

M-Thatcher attaque le traité de Maastricht... 3
Géorgie: les dirigeants de Tbilissi font appel à l'OTAN... 4
Russie: le premier ministre défend sa politique devant les députés... 4
Cambodge: Khmers rouges, bandits et soldats «réguliers» rattrapent les voyageurs entre Phnom-Penh et Siemréap... 5
Le conseiller diplomatique assure que M. Clinton, s'il était élu, mènerait la même politique étrangère que M. Bush... 7

POLITIQUE

L'affaire du sang contaminé: le RPR demande la mise en accusation de M. Fabius, M. Duflo et M. Hervé devant la Haute Cour de justice... 9
A l'Assemblée nationale, les députés veulent une plus grande «transparence» entre le parquet et la chancellerie... 9
Point de vue: «Et maintenant, recoudre la société française», par Marie-Christine Blandin, Alain Lipietz et Dominique Vovnet... 10

SOCIÉTÉ

Une société japonaise est soupçonnée d'exporter des objets d'art français... 12
Un bilan des feux de forêt présenté au conseil des ministres: les deux tiers des incendies de l'été ont eu lieu en Corse... 12

CULTURE

Cinéma: Des souris et des hommes, de Gary Sinise... 14

John Malkovich: un parcours non fléchi... 14
Musique: La Bastille pense ses plaies... 14
Madredeus et Teresa Salgueiro 15

ÉCONOMIE

L'Allemagne réorganise ses places financières... 16
M. Conso écarté de la présidence des Ciments français... 17
Le Mondial de l'automobile: le recyclage... 18

LE MONDE DES LIVRES

«L'éthique de Beckett» Le feuilleton de Michel Brédaud: «Amours chinoises» et «Histoires étrangères», par François Bott: «Le remord des écrivains» La forme de Rio Romans policiers: le grand Wiliam Franfort en récession Dossier: le III^e Salon de la revue «D'autres mondes», par Nicole Zand: «Grass, le mark et le zloty» 25 à 34

Services

Abonnements... 2
Annonces classées... 18
Carnet... 15
Loto... 15
Marchés financiers... 20 et 21
Météorologie... 23
Mots croisés... 15
Radio-télévision... 23
Spectacles... 22

La télématique du Monde: 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier «Le Monde des livres» folioté 25 à 34

Le numéro du «Monde» daté 8 octobre 1992 a été tiré à 482 423 exemplaires.

Demain dans «le Monde»

Point: l'Eglise d'Amérique latine

Les enjeux sociaux, politiques et théologiques de l'assemblée générale de l'épiscopat latino-américain, ouverte lundi 12 octobre à Saint-Domingue par le pape.

«Sans visa»: le Mékong de la paix

Le sang des guerres ne trouble (presque) plus le cours du Mékong, fleuve indochinois par excellence. Dans le même numéro: Guernica dolorosa; Dernier arrêt: la Terre de Feu.

Le mensuel
Ville Lumière
DROGUE EN PRISON
enquête à Fleury-Mérogis
vente en kiosque 10 F

Apple Center
En micro, l'économie c'est Infini

II 51 5/40, clavier étendu, écran 13" coul. Prix public: 20 700 F PROMO: 15 525 F	II 51 5/80, clavier étendu, écran 16" coul. Prix public: 33 700 F PROMO: 26 775 F
LASER II, 4 Mo RAM Prix public: 19 600 F PROMO: 14 500 F	QUADRA 700 8/80, clavier étendu, écran 16" coul. Prix public: 45 900 F PROMO: 34 425 F

Offre exceptionnelle dans la limite des stocks disponibles. Prix lit.

7, bd Magenta 75010 Paris

Tél.: 42 02 31 80
Fax: 42 02 31 20

INFINITI

"LES CORROMPUS DE LA PUB" ?
par Hervé Blandin

Transparence dans la publicité:
Des révélations inédites.

En vente dans les FNAC et les librairies spécialisées, (prix 129 F)
Éditeur: Payot & Coeurton - Tél.: (1) 46 01 31 91

Le Monde DES LIVRES

L'éthique de Beckett

Chaque heure est un événement intérieur, une hypothèse, un fragment de raisonnement, une possibilité de récit

L'AMITIÉ DE BECKETT
(1979-1989)
d'André Bernold.
Photographies de John Minihan.
Hermann, coll. « Savoir : lettres »,
112 p., 90 F.
**QUAD, TRIO DU FANTÔME ;
QUE NUAGES**
de Samuel Beckett.
Suivi de l'Épique
de Gilles Deleuze.
Minuit, 112 p., 59 F.

On ne s'intéresse pas assez au corps des écrivains : il a la même importance que leurs livres. Leurs livres ? On fait semblant de les connaître, d'en parler, ils sont en réalité l'objet d'une négation de plus en plus ouverte, marchandise, images, fiches sociologiques, illettrisme, amnésie. Encore heureux si, de s'obstiner dans sa concentration physique, l'écrivain ne s'attire pas, comme d'habitude, la dérision ou l'injure. Beckett, dans son livre de jeunesse sur Proust, écrivait déjà : « Le mépris qu'éprouvent une demi-douzaine - ou un demi-million - d'imbéciles sincères pour un homme de génie devrait nous guérir à tout jamais de notre susceptibilité absurde et de notre faculté d'être blessé par cette calomnie lapidaire que l'on nomme une insulte (1) ».

Le corps, donc, pas l'image. Ce corps-là, cet ensemble de gestes ou d'intonations-là, ce système nerveux-là. Est-il comme les autres ? Non. Biologiquement réductible ? Si l'on veut, mais pas vraiment. Fonctionne-t-il de façon normale ? Tout indique le contraire. Sait-il donc quelque chose d'autre, d'essentiel ? Oh, oui. La très singulière expérience que nous raconte l'admirable petit livre d'André Bernold tient dans cet étonnement simple : pour la première fois à ce point, quelqu'un observe, avec précision et délicatesse, un écrivain en train de vivre. Bernold, quand il rencontre Samuel Beckett, à la fin des années 70, est étudiant à Paris. Il a lu les livres de Beckett, il l'admire, il lui écrit, puis il le voit et l'écoute régulièrement jusqu'à sa mort.

Aucun projet dans ces entrevues, la gratuité même. On simplement ceci (de part et d'autre) : prouver, implicitement, qu'il y a bien continuité de tissu et de rythme entre les livres et la façon dont le corps qui les a écrits, marche, parle, se tait, apparaît, disparaît. Nous sommes donc aux antipodes de la propagande habituelle : un écrivain est peut-être grand, on génial, mais, après tout, c'est un être humain comme les autres, avec ses erreurs, ses faiblesses, ses ridicules, ses vices, sa petitesse, sa névrose et, parfois, sa monstruosité.

« Bon
qu'à ça »

Bernold commence par noter l'extrême beauté, évidente, de Beckett. Mais cette beauté est immédiatement contredite par une surprenante « pulsance d'effacement ». Voilà un homme célèbre, mondialement connu, Prix Nobel de littérature, qui manifeste une « étrange aisance à n'être rien ». Premier rendez-vous, une heure de mutisme : « Je crois me rappeler que nous étions un peu penchés pour ausculter l'ample respiration de ce silence. » Voilà d'emblée un acte doucement et violemment antisocial. Il s'ensuit une amitié, c'est-à-dire un roman où l'espace et le temps sont, semble-t-il, convoqués pour eux-mêmes.

Qu'est-ce que se rencontrer pour rien ? Sans volonté d'aboutir à quoi que ce soit ? Qu'est-ce qu'échanger deux présences en pure perte ? Pour le seul usage d'être là ? « Les amis », écrit Bernold, sont de légers mobiles vocaux. Voilà, il s'agit de musi-



Beckett : une surprenante pulsance d'effacement.

que. A la question : « Pourquoi écrivez-vous ? » Beckett répondit un jour : « Bon qu'à ça. » Et une autre fois : « Qu'auriez-vous fait si vous n'aviez pas été écrivain ? » : « J'aurais écrit de la musique. » Bernold écrit : « Vers ses quatre-vingts ans, il s'était remis au piano, demandant à ses mains de déchiffrer quelques sonates de Haydn, exclusivement », précisait-il. Il me disait : « Le temps passe... c'est merveilleux... et c'est si beau. »

Première constatation : Beckett n'arrête pas de travailler simplement en existant. « Il restait à l'affût des possibilités, à gagner sur l'habitude de refuser tout ce qui venait à l'esprit. » Au lieu du bavardage ou de la régurgitation des clichés collectifs, une extrême vigilance, pourtant détendue, à ne rien penser de banal ou d'apparis. Pas d'association libre : une dissociation contrôlée, une dislocation du figé. « Un certain pessimisme, le plus vif, essentiellement allié à l'humour, entre en rapport avec l'inflexion. » Rien de plus à contre-courant, désormais, que l'ironie et son double radieux : la bonté. « Je me demande quand Joyce écrivait, dit Beckett. Sans doute la nuit. »

Chaque heure est un événement intérieur, une hypothèse, un fragment de raisonnement, une possibilité de récit. Rien n'arrive, rien ne paraît avoir lieu et tout, cependant, résonne ou vibre, sans forcer. Quand c'est fini, c'est fini,

on s'en va, on passe à autre chose : « Personne n'était plus prompt à disparaître avant d'être parti ». Pas d'impatience, pas de colère (« la désapprobation, il ne l'exprimait guère en paroles, elle le contractait tout entier »), une ponctualité sans défaut, une certaine manière de rire sans rire, de murmurer, de dessiner des diagrammes, de chercher une solution d'équation, de se mesurer sans arrêt à la pantomime humaine (qui est une malédiction, mais aussi une grâce, comme dans les marionnettes de Kleist). « Le laconisme est une disposition de l'esprit et du corps, une affection non seulement du langage mais de toute la personne. Il y avait, dans l'allure même de Beckett comme une indéfinie exclamation muette, toujours la verticalité, l'ap-ic, l'oiseau. »

On dit parfois de tel ou tel personnage (et c'est alors une condamnation) : « C'est un homme de théâtre. » Beckett, qui s'est beaucoup occupé de faire sauter l'imposture théâtrale, a surgi ainsi comme l'ange exterminateur de la prétention et de la bouffissure du spectacle. Pas de jugement, pourtant, et c'est pire. Il dit une fois à son traducteur allemand : « On n'en saura jamais assez, mais pas pour juger. » Une anecdote résume cette position : il est chez lui en train de travailler avec un ami, il se lève brusquement pour aller faire des signes à la fenêtre,

répondant ainsi à un prisonnier de la prison de la Santé qui émet des signaux avec un miroir. La suspension de jugement s'accompagne d'ailleurs d'une faculté d'oubli « jaillissant, insurrectionnel », s'appliquant aussi à lui-même. On peut imaginer la surprise d'un jeune interlocuteur entendant l'auteur unanimement respecté de l'Innommable (et d'autres livres d'abord refusés par tous les éditeurs) déclarer à son propre sujet : « Ça m'est devenu totalement étranger, je ne connais pas cet auteur. » C'est vous Samuel Beckett ? Bien sûr que non. Je ne suis pas la simplification que vous croyez.

Bernold, qui a écouté les livres de Beckett avec l'oreille du musicien revient sans cesse sur cette identité entre corps et langage, ce qui consiste à repousser la question (abîme chez l'auteur de l'extraordinaire *Pas moi*) de l'incarnation. Impossible incarnation ? Horreur et limite ? Chez un mauvais écrivain ou un médiocre, on sent aussitôt la distance entre ce qu'ils écrivent et ce qu'ils sont. Mais Beckett est bien, en personne, cette « irréductible incanation impersonnelle », ce « quelque chose d'inaltérablement rotatif, immanent et salvateur » qui parle dans ses textes (2) ou ses pièces.

A l'inverse de l'opinion lourde courante (« l'absurde », « le désespoir », etc.), il est ainsi d'une souveraine légèreté, d'une paradoxale énergie constante. Personne n'est moins résigné,

passif, dépressif, effondré. La récusation « angélique » de toute domination se marque par une inflexible résistance à la crédulité fabriquée. « Il y a une clarté de Beckett, vive et métodique », écrit Bernold, sachant bien que le malentendu est, et sera, de plus en plus là (ce que prouve la malveillance volontaire de tant de mises en scène de son œuvre). Beckett est d'abord un acousticien. Ange dépeupleur pour les uns, qui ont raison de redouter la compression et la décomposition de leur puissance abritée de mensonge. Mais pour d'autres, forcément en petit nombre, il est l'ange exorciste manifestant une incroyable lueur.

« Il reste un monde à découvrir », dit-il. Pas d'espoir ? Aucun désespoir. On sent une espérance inouïe, mais les temps sont pourris, on se tait, on suggère, on laisse entendre, on marche en oblique, on se détourne, on annule. Aucune attitude oraculaire : ce serait pitoyable. Pas d'emphase, d'air inspiré, de prophétisme. Simplement l'ironie, le pas gagné, les doigts sur le clavier, la bonté. Il s'agit de clore ce siècle d'enfermement et de torture, ce siècle de grands mots et d'effets meurtriers, et pour cela il faut vider la marionnette, la passer à la « voix blanche », à l'« ombre vocale » à la négation radicale qui devient enfin compassion.

Cette voix apparemment désincarnée est aussi un « murmure de félicité ». Cette « fugue statique » est une « antigravité », un vol. « J'ai toujours écrit pour une voix », disait Beckett. Et Bernold : « Il abondait en traits d'esprit : ultra-courts. » Étrange de penser que les deux plus grands poètes du vingtième siècle (qui avaient l'air de tout, sauf de poètes) - Joyce, Beckett - sont ces deux Irlandais venus ainsi vieillir sur nous, à Paris.

Philippe Sollers

(1) Proust, de Samuel Beckett, traduit de l'anglais par Edith Fournier, Minuit, 1990.
(2) *Cap au pire*, de Samuel Beckett, traduit de l'anglais par Edith Fournier, Minuit, 1991.

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

Amours chinoises

On ne connaît pas grand-chose de Taiwan. On connaît, un peu, son histoire anticomuniste et surtout son activité économique. On entrevoit son cinéma et on peut découvrir aujourd'hui deux romanciers de quarante ans avec un récit en demi-taille nostalgique de Huang Fan et un livre cruel et subversif de Li Ang.

Page 26

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

Le remords des écrivains

Le père de Baudelaire peignait quelque peu. Blondin l'appela « le peintre du dimanche soir ». Charles commença sa carrière littéraire, imitant Diderot, en publiant ses *Salons* de 1845 et 1846. Comme si la peinture était le remords des écrivains...

Page 26

ACTUALITÉS

La Foire de Francfort

La Foire de Francfort, qui vient de fermer ses portes, a été dominée une fois de plus par la crise. L'édition allemande semble un peu préservée, même si le prix de la réunification, là aussi, s'avère très lourd à assumer. Tahar Ben Jelloun vante les mérites des mœurs littéraires d'outre-Rhin. Et Nicole Zand analyse le nouveau roman de Günter Grass, le plus grand - et le plus contesté - des écrivains allemands vivants.

Pages 29 et 34

CHRISTIAN BOBIN

Le Très-Bas



« Ce livre, comme certains paysages, émeut tant, trouble tant que, de retour de lecture ou de voyage, on se sent pressé de le partager avec autrui. »

Nicolas Gaudier l'Éléphant

L'UN
L'AUTRE
GALLIMARD

LE MONDE DES LIVRES

LA FEMME DU BOUCHER

de Li Ang.

Traduit du chinois par Alain Peyraube et Hua-Fang Viscarra. Flammarion, 200 p., 105 F.

LE GOUT AMER DE LA CHARITÉ

de Huang Fan.

Traduit du chinois par Pierre Charau et Mathilde Chou. Flammarion, 156 p., 100 F.

ANDRÉ SIEGFRIED avait l'habitude, quand il enseignait à l'Ecole des sciences politiques, de résumer dès le premier cours sa pensée sur le Royaume-Uni en une seule phrase : « L'Angleterre est une île », qu'il laissait méditer à son auditoire avant de la développer dans les cours suivants. De même, on ne doit pas oublier que Taiwan, l'ancienne Formose, « la Belle », comme l'avaient baptisée les Portugais, est une île. Même sur une grande île, on ne vit pas comme sur un continent, on n'y pense pas, on n'y aime pas de la même façon. L'île est un fragment d'espace isolé, mais aussi un fragment d'histoire détaché du convoi. En l'occurrence, un morceau de la Chine anté-communiste, planté en pleine mer à 150 kilomètres du géant continental, et se présentant comme la seule Chine, la vraie.

En 1989, on découvrait à la Mostra de Venise un film taiwanais superbe (et qui reçut d'ailleurs le Lion d'or), la Ville du chagrin de Hou Hsiao-Hsien, qui montrait un visage de l'île et un moment de son histoire récente passionnants et plus qu'imprévus, tout simplement inespérés dans la mesure où l'on n'espère ni n'attend rien d'un lieu si éloigné, si mal connu, d'une région et d'un régime sur lesquels on a eu beaucoup de mal à se faire une opinion — religion communiste oblige — et qu'on ne se représente que comme une lointaine usine à petites mains fabriquant par millions des appareils ménagers et des chemises destinées à torpiller lâchement le navire précaire de notre balance commerciale. C'est un peu court. La production littéraire contemporaine de Taiwan est là pour témoigner d'une réelle vigueur des milieux intellectuels, et nombre de romanciers vivants sont traduits et diffusés en Chine populaire et aux Etats-Unis. Il est heureux qu'un éditeur français prenne l'initiative, après le succès d'*Epouses et concubines*, de présenter au lecteur des œuvres d'inconnus dont les noms, selon le mot du poète, sont parfois difficiles à dire.

SANS doute il s'agit d'un autre monde que le nôtre, de prime abord. Mais est-ce bien sûr ? Et cette différence entre nous est-elle si grande qu'on ne puisse en franchir l'obstacle ? Apparemment pas. Li Ang est une romancière de quarante ans qui a obtenu en 1993 l'équivalent du Goncourt taiwanais avec un roman d'une violence et d'une force étonnantes, dans la plus pure tradition naturaliste ou, si l'on veut s'épargner une querelle d'étiquette littéraire, hyperréaliste. *La Femme du boucher* s'inspire semble-t-il d'un fait divers réel assez terrible, mais guère invraisemblable, là-bas comme ici. Lin Shi est une malheureuse fille que les hasards de la guerre (on ne sait laquelle, n'importe) ont privé de sa mère ; celle-ci, à moitié morte de faim, s'est laissée violer pour une poignée de riz par un soldat et a été jugée comme femme adultère, chassée. Lin Shi a été élevée par un oncle, sans grande délicatesse. Personne ne lui a jamais parlé de la sexualité. Elle découvre avec effroi ses premières règles. Elle fait des rêves phalliques (qui n'en font ?) sans les comprendre.

Et un jour son oncle la marie à un certain Chen Jiangshui, boucher, ou plus précisément tueur de porcs. « La rumeur publi-

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau



Li Ang : une dénonciation subversive.

Amours chinoises

que assurait qu'il avait égorgé, depuis des dizaines d'années, d'innombrables bêtes vivantes et que, toutes les nuits, les âmes des porcs venaient grogner devant sa porte. Les filles de joie de la rue des Reulettes rapportaient aussi que, dès que Chen Jiangshui leur rendait visite, il les prenait avec une telle force qu'elles glapissaient comme des truies qu'on saigne. » La nuit de noces n'est pas exactement une partie de plaisir pour Lin Shi, ni les autres nuits. Son porc de mari, dont le physique épais nous est décrit dans sa virilité rugueuse et bestiale, ne semble éprouver de joie qu'en entendant sa femme crier. Et malgré la répétition des assauts, elle ne s'y fait pas. Son seul bonheur à elle,

c'est le temps de la sieste, avant qu'il ne revienne, ivre ou non, se mettre les pieds sous la table.

Au-dehors, la vie est minuscule. C'est une province froide, un petit village au bord de la mer. La plupart des hommes sont pêcheurs, absents. Il y a un lavoir où les femmes cancanent, et l'abattoir où Jiangshui égorge les cochons dès le petit matin, avec une technique précise, dont l'auteur nous donne en connaissance les détails raffinés. La vieille voisine est une langue de vipère qui se bat avec sa belle-fille et tente de se pendre. Tout le monde vit dans la crainte des fantômes, et ces gens qui n'ont pas grand-chose à manger passent des semaines à offrir sur des autels des bols de riz gluant et des pieds de cochon rôtis pour apaiser l'âme des pendus, des noyés et de tous les animaux tués.

Pour le reste, c'est la routine, la voisine dégoise au lavoir sur cette pauvre Lin Shi qui pousse trop de cris chaque fois que son boucher la viole ; Jiangshui bat de plus en plus sa femme et retourne au bordel où il a ses habitudes ; Lin Shi dépérit lentement : « Elle était également devenue encore plus craintive, cherchant perpétuellement à fuir, à se cacher. Comme elle voulait tout le temps passer inaperçue, son corps se recroqueville et elle devient bossue. » C'est dans une atmosphère de rêve éveillé qu'un jour Lin Shi découpera son mari en morceaux comme elle l'a vu découper les porcs, un climat de cauchemar irréel qui n'est pas éloigné de celui qu'une romancière de la même génération, de Chine populaire, Can Xue, a développé dans ses *Dia-logues en paradis* (le Monde des livres du 10 janvier), comme si dans le contexte des années 50 l'indépendance de la femme en Chine ne pouvait se regarder vraiment en face.

Li Ang donne à voir plus qu'elle n'explique. Pas plus que ses personnages elle ne fait de psychologie. La dénonciation n'en est que plus subversive, et l'on croit sans peine qu'elle a dérangé l'establishment taiwanais.

HUANG FAN, la quarantaine lui aussi, est également une forte tête dans son pays. Il a néanmoins reçu le même prix que Li Ang pour le *Gout amer de la charité* en 1984. Sur un ton beaucoup plus traditionnel que sa consœur, et moins saignant, il raconte en peu de pages toute la jeunesse d'un étudiant de Taipei dans les années 60. Petit Ye, comme on l'appelle, est un bon garçon qui trouve à se loger dans un petit immeuble ou vivent dix-sept locataires et la propriétaire, M^{me} Xin. Les immeubles sont une figure obligée du roman de mœurs. Il y a les deux ouvrières électroniciennes, la petite famille Cai, le vieux satyre Zheguai, un voyou parent de M^{me} Xin, et dans la chambre au-dessus de Petit Ye, une jeune femme qui a dix ans de plus que lui, Ma, et qui va l'initier au plaisir. D'ailleurs tout le monde lui veut du bien à ce gamin.

Jusqu'au jour où M^{me} Xin meurt d'un cancer en léguant son immeuble à ceux qui l'occupent. Ce mouvement de bonté est bien mal accueilli. Chacun veut s'approprier la part du voisin et se dérober aux tâches collectives. Petit Ye s'en va, vend sa chambre, retourne chez son père qui a de l'ambition pour lui. Et revient dix ans après à cette ancienne adresse où il a souffert et beaucoup désiré. Ce tournant de la jeunesse et ces années d'incertitude, de flottement, sont rendus avec une grande finesse de ton. La critique sociale de Huang Fan est toujours suggérée, en demi-teinte, et compte moins que cette révélation empoisonnée qui hante tous les romans de Modiano : les souvenirs nous viennent très jeunes et il n'est pas besoin d'être âgé pour être nostalgique.

LE MUSÉE RETROUVÉ

DE CHARLES BAUDELAIRE.

de Yann Le Pichon

et Claude Pichon.

Reproductions en noir

et en couleurs.

Stock, 240 p., 430 F

jusqu'au 31 décembre,

490 F ensuite.

A U printemps 1821, quelques jeunes messieurs rêvaient d'autre chose. Il fallait bien sous le règne de Louis XVIII, car la France allait presque s'imaginer que c'était dans son naturel d'être maussade. Eugène Delacroix, qui était peut-être le fils illégitime de Talleyrand, déciderait bientôt de tancer son journal intime, comme tous les jeunes gens qui désirent vérifier leur identité. Et comme si la littérature était le remords des peintres... Il n'arriva presque rien durant ce printemps, sauf la naissance de Charles Baudelaire (le 9 avril) et la mort de Napoléon (le 5 mai). L'ex-empereur rendit son âme à je ne sais qui, dans un coin perdu de l'océan Atlantique. Et cela lui donna l'air encore plus démodé, les effets de l'éloignement géographique se conjuguant avec ceux de la disgrâce sentimentale. Quant à Baudelaire, seuls sa famille et l'état civil remarquèrent son arrivée dans le siècle. Personne ne connaissait ce patronyme, en dehors de quelques relations de François, le père de Charles.

Né en 1759, « à une époque où les mœurs s'appelaient encore des manières », comme le dit Antoine Blondin dans *Certificats d'études*, François avait fait une carrière religieuse et administrative. Après avoir été prêtre et précepteur, et s'être défilé pendant la Révolution, il était devenu fonctionnaire du Sénat. La sacristie et les antichambres... A la retraite depuis 1816, il avait épousé tardive-

ment Caroline (la future mère de Charles), qui avait trente-cinq ans de moins. Il faisait de la gouache pour s'occuper ou se distraire. Aussi, Blondin l'appelle le « peintre du dimanche soir ». Cet homme tranquille a sûrement favorisé le goût des images et des estampes chez le petit Charles. Dès son enfance, Baudelaire eut sans doute le pressentiment de la beauté ou des mystères qui entourent celle-ci. « Ma grande, mon unique, ma primitive passion », dirait-il dans *Mon cœur mis à nu*...

L'aimable retraité promenait son fils dans le jardin du Luxembourg. Il lui apprenait à regarder les statues, car c'est une sorte de métier que de savoir flâner. Toutefois, lorsqu'on va s'éclipser de bonne heure, il ne faudrait pas emmener ses enfants au Luxembourg. Cela leur laisse trop de souvenirs... Sa révélation aussi « provisoire » que les gouvernements des jeunes républiques, ce père mourut, en effet, au début de 1827. Il disparut à la façon de ces gens que l'on entrevoit et que l'on souhaite connaître davantage, mais qui prennent déjà congé de la soirée ou de la planète. Après, vous gardez juste la mémoire d'une silhouette séduisante.

C'est peut-être à cause de ce genre de fantôme que l'on ressent de l'atmosphère et de l'affection pour « les merveilleux nuages ». Le petit Charles devint-il déjà qu'il ne cesserait

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

Le remords des écrivains



de rêver son existence et que, sans doute, il essaierait de ressembler à la « silhouette », en se donnant des allures de prêtre détroqué ? Voyez la description des Goncourt : « Baudelaire soupe à côté, sans cravate, le col nu, la tête rasée, en vraie toilette de guillotiné. »

CAROLINE ne resta pas longtemps veuve. Elle se remaria dès 1828, avec le futur général Aupick. Et Charles commença d'éprouver les tourments que l'on sait, par la faute de ce beau-père encombrant,

qui prétendait lui enseigner les « façons militaires ». Dix ans plus tard, invité au musée du château de Versailles, avec les autres collégiens de Louis-le-Grand, Baudelaire aperçut Louis-Philippe et découvrit la peinture de Delacroix. Il ne s'intéressa guère au monarque. Il préféra l'artiste... Par la suite, il comparerait le « gris » de Delacroix à « l'atmosphère de l'été, quand le soleil étend comme un crépuscule de poussière tremblante sur chaque objet ». Le poète des *Fleurs du mal* parle

rait aussi d'une « beauté sur-naturelle »...

Après avoir visité l'île Maurice, avoir dîné avec Gérard de Nerval (cet autre fugitif), et s'être épris, le soir même, de Jeanne Duval (la mulâtresse de ses fantasmes), Charles fit ses débuts littéraires en publiant ses impressions sur les Salons de 1845 et de 1846. Il faisait comme si la peinture était le remords des écrivains... Il voulait montrer comment les mots et les couleurs « se répondent ». Et prouver que les « meilleurs critiques » sont les poètes, c'est-à-dire les gens du métier. Imitant Diderot, il appela *Salons* les commentaires qu'il écrivait sur les rendez-vous du même nom.

Dans le Salon de 1846, il célébra « l'héroïsme de la vie moderne ». La modernité, c'est un mot qui fascine les époques. Mais elles ignorent, le plus souvent, ce qu'elles y mettent, sinon leur angoisse de la désuétude. Baudelaire désignait ainsi « les milliers d'existences flottantes qui circulent dans les souterrains d'une grande ville — criminels et filles entretenues ». Pour lui, « le peintre de la vie moderne » allait être Constantin Guys. Ou plutôt, dirait-il, « l'artiste imaginaire que nous sommes convenus d'appeler M. G. ; car je me souviens de temps en temps que je me suis promis, pour mieux rassurer sa modestie, de supprimer qu'il n'existait pas. » M. G. allait peindre les batailles de Crimée.

Chez cet artiste, « l'atmosphère elle-même [semblerait] malade, triste et lourde ». Il devint, en quelque sorte, le correspondant de guerre des rêveries parisiennes que Charles « entretenait » comme des jeunes femmes de mauvaises mœurs...

Le musée retrouvé de Charles Baudelaire rassemble les œuvres qu'il a admirées et les éloges qu'il en a faits dans ses poèmes ou ses divers textes critiques. Ce qui frappe, c'est l'avidité du regard. Et le mélange de rigueur et de lyrisme. Personne ne les a mariés de cette manière. On le savait, mais cela étonne toujours... Selon Baudelaire, c'est « l'imagination » qui « fait le paysage ». Les tableaux qu'il aime sont « des poèmes intimes ». Ils font voir « la nature réfléchie par un artiste ». L'intérieur et l'extérieur, la couleur et l'âme se confondent, car « la peinture est une opération magique ». Lorsque Jacques Louis David peint l'assassinat de Marat, celui-ci se métamorphose. Et, « dans l'air froid de cette chambre, sur ces murs froids, autour de cette froide et funèbre baignoire, une âme voltige ». Rembrandt, c'est un « triste hôpital tout rempli de murmures ». Watteau, c'est « le carnaval des coeurs illustres ». Quant à Boudin, l'autre Eugène, il se dissimule derrière « les merveilleux nuages » et les « beautés météorologiques »...

Avec ses écrits sur la peinture, Baudelaire nous fait entrer dans l'assemblée générale des rêves. Gustave Flaubert lui adressa des remerciements. Il le trouvait aussi « pénétrant » que le « brouillard d'Angleterre ». Drôle d'idée. Mais Flaubert connaissait sans doute le climat de Plymouth et de Southampton...



LE MONDE DES LIVRES
LITTÉRATURE FRANÇAISE

La sensation pensée

Patrick Roegiers réussit un pari difficile : écrire un roman d'idées

L'HORLOGE UNIVERSELLE
de Patrick Roegiers.
Seuil, coll. « Fiction & Cie »,
200 p., 99 F.

L'Horloge universelle de Patrick Roegiers est un roman d'idées, pour ne pas dire un roman philosophique. Ce genre littéraire n'est pas à la mode chez nous - alors qu'il connaît encore un grand succès en Allemagne, par exemple. Ici, depuis un demi-siècle, règne une division presque exclusive de pensée et d'action est la langue, et les penseurs qui opèrent dans le champ clos des idées, purs ou appliqués.

De temps à autre un champion de la littérature ou un chevalier de la théorie vient faire une rapide incursion dans le domaine du voisin, pratique un hâtif pillage et s'en retourne chez les siens pour compter son butin. Rares, ces incursions n'en sont pas moins généralement condamnées par les deux camps comme des manifestations vulgaires d'électisme et d'amateurisme.

Patrick Roegiers a choisi, de manière provocante, de dresser sa tente des deux côtés du mur. La provocation n'exclut pas la ruse : pour commencer, il a pratiqué le chevauchement en s'adonnant à un art dit mineur, celui de la critique. Écrivant sur la photographie, dans les pages du *Monde* ou dans des monographies consacrées à Diane Arbus, Bill Brandt, François Kollar ou Robert Doisneau, il s'est ainsi exercé, d'une plume faussement innocente, à jeter des ponts entre la réalité du monde et la fiction des images - à moins que ce ne soit le contraire, entre la science - celle de la lumière, de la composition, de la chimie des émulsions - et ce qu'on appelle la beauté, entre les sensations et les idées, entre la perception et la théorie, entre ce mystérieux et instable composé connu sous le nom d'émotion esthétique et ce non moins mystérieux et instable produit appelé création.

Un animal cartésien

Ce premier pas franchi, ces gammes faites et refaites, il a osé le roman. D'abord un petit livre, *Beau regard* (1) dans lequel il s'appuyait encore sur son expérience de critique photographique pour créer une sorte de fiction picturale. Avec *L'Horloge universelle*, il va plus loin et plus fort, prenant le risque d'agacer, d'insupporter, de susciter la moquerie et le rejet. Un vrai beau risque, à la hauteur de l'ambition du livre.

En six parties et un épilogue - les nombres ici jouent un grand rôle - le roman raconte la vie d'un homme de sa naissance à sa



Patrick Roegiers : une mise en fiction des Encyclopédistes.

mort. Ses efforts pour appréhender le monde et lui-même au cours de son enfance, sa manière de communiquer avec ce monde et avec soi pendant les quelques années de sa vie adulte et la façon dont la réalité extérieure peu à peu le quitte, ne laissant que la seule contemplation de sa vie intérieure pendant cette longue période qui le conduisit à la mort. Unique personnage du roman, Glotz, nous précise avec insistance Roegiers, n'est ni un être exceptionnellement doué ni l'enfant d'une famille extraordinaire qui l'aurait façonné, c'est un petit garçon puis un homme sans histoire qui essaie simplement, avec les moyens dont il dispose, d'entrer en harmonie avec le monde qui l'entoure.

Pour affronter un univers extérieur dont la violence, l'irrégularité, la passion et les excès font peur à sa nature timide, Glotz compte sur l'ordre de la pensée, la dictature des nombres, la mathématisation de toute chose. Armé de ces outils, il veut se construire seul, ce qui, bien sûr, ne facilite pas ses relations avec autrui et son apprentissage du langage courant. Il vaincra cette difficulté en se donnant entièrement à un autre code, à une manière non naturelle et stricte-

ment ordonnée de s'exprimer : à la musique. Par incapacité de parler la langue des autres, Glotz deviendra un grand chanteur d'opéra.

Un tel résumé mutile le roman et ne rend en rien compte de la surprise qu'il provoque. Ce que Roegiers met en effet en histoire, c'est dans cette première partie, celle de la fabrication de l'homme, une sorte de Genèse revue selon les principes cartésiens des animaux-machines. L'homme est une horloge, terriblement complexe certes, mais qui répond finalement, dans l'infinité multiplicité de ses organes et de ses rouages, de ses millions de terminaisons nerveuses, de ses matières, de ses liquides, aux lois générales de la mécanique.

L'enfant Glotz est un animal cartésien, l'homme Glotz est une mise en fiction de la statue de Condillac qui, une première fois mécaniquement animée par l'apprentissage corporel du chant, découvre peu à peu le monde - à commencer par sa propre existence d'objet physique - par la pratique des cinq sens. Roegiers dit, de façon très belle, souvent lyrique mais jamais exaltée, comment la vue, l'ouïe, l'odorat, le toucher peuvent s'éveiller matériellement l'un l'autre - même

chez un individu aussi peu sensible, aussi peu ouvert à la réalité immédiate que Glotz - et comment l'organisation de ces sensations mêlées peut produire de pures créations intellectuelles, hors du langage courant, hors de l'échange social.

La glotte et le glossaire

L'Horloge universelle est un roman matérialiste, dans ce qu'il dit comme dans sa manière de dire. L'écrivain, dans son exploration des réalités les plus obscures, les plus offertes à la sacralisation, la parole, l'art, la conscience, l'harmonie, refuse tout ce qui pourrait être vague, flou, ambigu, porteur d'un discours manipulateur pour s'en tenir aux descriptions les plus précises, à une dissection clinique des phénomènes.

Roegiers tire des effets dramatiques inédits de la citation de dictionnaires, de l'emploi répété de termes rares que l'on ne trouve que dans les manuels d'anatomie, les traités d'astronomie ou les précis de pathologie clinique. Il y a dans son livre comme une mise en fiction des travaux des encyclopédistes, ces hommes qui décidèrent de construire une nouvelle grammaire des signes humains fondée non plus sur l'essence divine mais sur l'origine matérielle des choses. Le patronyme de Glotz fait ainsi explicitement référence au glossaire, tout autant qu'à la glotte, organe essentiel de la vocalisation.

La grande lucidité de Roegiers quant à la nature matérielle et combinatoire de l'œuvre d'art s'applique à son roman lui-même. Ce qu'il écrit de la musique, il réussit à la transposer dans son travail littéraire : « Science du nombre adaptée aux sons, la musique - forme dramatique de la théorie - si elle relève de l'intellect n'est pas uniquement un mécanisme créatif apte à traduire les idées abstraites ou immatérielles, ni même un moyen efficace permettant d'éprouver la matérialité de la langue ou de guigner au plus près l'affolante complexité du cerveau humain en activité... mais de la sensation pensée. »

Utilisant, en les désignant, divers artifices et procédés, faisant plus confiance à son travail d'écrivain qu'à son talent, ne trichant ni avec lui-même ni avec ses lecteurs, Roegiers parvient à son but : faire partager des sensations-pensées, jusqu'à l'émotion, jusqu'à ce point extrême où l'explication du monde se confond avec le sentiment de sa beauté.

Pierre Lepape

(1) Seuil, 1990.

Une surprise nommée Macher

LE LIT TRÈS BAS
de Sabine Macher.
Maeght Édition, 156 p., 90 F.

Être surpris par un livre, simplement surpris, et éprouver le bonheur de cette surprise : la chose n'est pas si fréquente, et encore moins en cette période de l'année où les livres semblent venir en rangs serrés occuper les places qui leur ont été préparées, où le jeu consiste à repérer ces places, à en être averti, informé.

Le premier livre de Sabine Macher, au titre étrangement prosaïque - *Le Lit très bas* - ne possède rien de la visibilité nécessaire pour participer à ce jeu. Il est même riche, pour ainsi dire, du contraire et ne semble exister que par la seule force de sa discrétion. Il ressemble à ces visages que l'on croise sans en remarquer la beauté ; beauté qui ne s'impose pas au premier regard, que rien ne vient mettre en valeur, désigner de l'extérieur.

Les proses et les poèmes de Sabine Macher rassemblés dans ce volume participent d'un même mouvement d'écriture, sont une écriture continuée accompagnant, remarquant et dénotant le monde. Monde quotidien de la proximité immédiate, monde des gens et des choses, monde réel et concret, prosaïque. Écrire dans ce monde et en vue de lui est un geste simple, familier, presque naturel. Décrire, désigner la réalité, mesurer le proche suffisent à donner son sens à ce geste, à le charger d'une sorte de nécessité non dramatique, sans pathos, à

le soustraire à tout l'immense univers d'artifice, de fiction, ouvert aussitôt franchi le seuil de cette proximité.

Il y a deux manières - au moins - de rencontrer, de connaître quelqu'un : le regarder ou regarder ce qu'il voit, l'écouter parler de soi ou l'entendre parler du monde. Sabine Macher invite à ce deuxième type de rencontre. Elle observe et écrit en même temps. Tandis qu'elle écrit, son regard ne se détache pas de l'objet de l'observation. De ce regard tourné vers le dehors «... comme s'il n'y avait pas de dedans », de cette distance absente, naît un charme, un trouble. « Je reste à la maison pour écrire et être dans le temps. » « Je vais nulle part mais il m'est difficile de rester là. »

L'étrangeté de ce livre tient moins à son expression obstinée ment pauvre qu'à cette relation entre le dedans et le dehors, à ce tremblement de la présence comme exposée, offerte. Un léger déplacement du regard, la soudaine, presque imperceptible, survenue de l'émotion suffisent à créer le trouble : « Cette nuit j'ai dormi, derrière moi un petit hommage au sommeil, à poings fermés et oreille rouge. / Je voudrais être une femme qui laisse dormir. »

Qui est Sabine Macher ? L'éditeur nous apprend qu'elle est danseuse et que ce n'est pas son premier métier. Cela suffit bien. Son livre contient assez de présence et de singularité pour qu'il ne soit pas nécessaire d'en savoir plus.

Patrick Kéchichian

Un ingénieur sans divertissement

La ferveur sombre de Christiane Baroche dans un roman en forme d'hommage à Giono

LES PORTS DU SILENCE
de Christiane Baroche.
Grasset, 278 p., 105 F.

Pour Jaime Clerg, un ingénieur âgé de quarante ans, l'héritage de sa tante Adeline tombe « à pic », dans une période de désillusion : au mas de la Méridole, entre Rhône et Durance, il espère, sous les étoiles et le vent, apaiser sa nature rêveuse de « romantique attaché » en cultivant les orchidées. Quant à sa tante Adeline, une femme « drue », primé-

tière, aimant la franchise brutale, elle est morte comme elle avait vécu : à l'emporte-pièce.

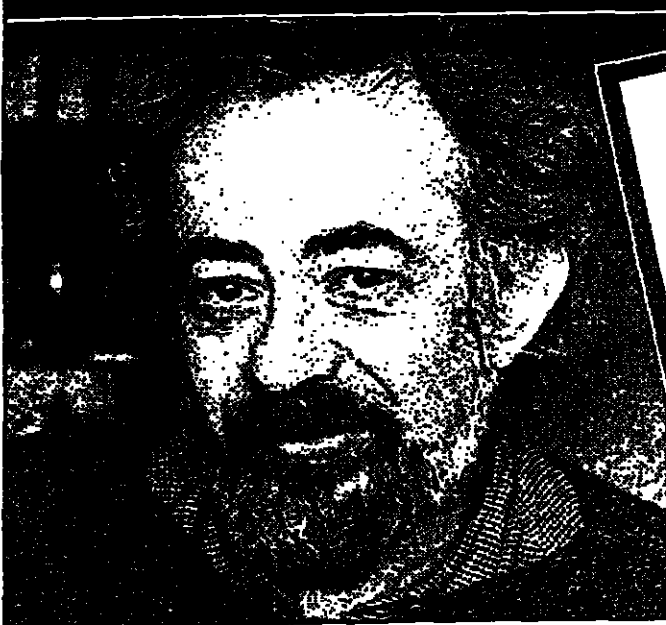
Ce qui va peu à peu lier Jaime Clerg et Elodie Fabre, est-ce une attirance amoureuse, l'attachement à la terre (leurs mas se font face) ou une plus mystérieuse connivence ? Elodie, la trentaine, dirige un dispensaire en Arles. Elle a des « yeux larges, presque jaunes », comme ceux du chat Silencie. Sans être belle, elle est vivante, violente, avide d'absolu. Passionnée, excessive, elle a le sens du geste juste : comme dans la scène magnifique des obsèques maritimes du vieux Rojas.

Autour d'eux, on s'agit, on s'intrigue. Le notaire Tournour essaie de tirer les fils de manœuvres qui lui échappent. Malversations, « carambouilles », tentative d'incendie, règlement de comptes : il y a pour tout un chacun de quoi se distraire et cancaner. Trois voix de femme - Fernande, Louise, Marthe - dans leur parler familier commentent les événements comme un « chœur antique ». De loin, elles « veillent au grain », protègent Elodie et Jaime.

Celui-ci peut-il oublier des angoisses anciennes, profondes ? Le « livre maître » auquel il ne cesse de se référer, *Un roi sans divertissement*, est un « bréviaire du désespoir » qui lui a révélé qu'il n'y a « de réponse à rien ». Pourtant, tout en rendant hommage à la « noirceur génésique » du roman de Giono, Christiane Baroche donne à son propre livre une ferveur sombre, exaltée. Sur fond de corridas et de ferrades, la générosité triomphe des mesquineries, et les solitudes finissent par s'unir dans une sorte de bonheur triste.

Monique Petillon

VASSILIS ALEXAKIS



VASSILIS ALEXAKIS
Avant

Alexakis est un magicien, un de ces endormeurs dont le talent de conteur berce les enfants pendant les naufrages, donne un éclat de rire à la mélancolie, drôle comme un désespéré. Il est capable de consoler un mort. Et il le fait.

Jean-Baptiste Harang / Libération

L'enfer d'Alexakis est pavé de souvenirs bien vivants, de vignettes ou d'anecdotes souvent drôles et tellement justes.

Michel Braudeau / Le Monde

Editions du Seuil

هكذا من راحل

LITTÉRATURE FRANÇAISE

La forme de Rio

Huit romans en dix ans :
une œuvre méconnue qui se construit tranquillement

TLACUILLO
de Michel Rio.
Seuil, 200 p., 89 F.

Il y a dix ans tout juste, en 1982, Michel Rio commençait, avec *Mélanie nord*, une œuvre qui s'est affirmée avec originalité et constance. Un roman par an d'abord, puis un tous les deux ans à partir de 1985. Un peu de théâtre, quelques essais critiques dont certains sont réunis aujourd'hui sous le titre *Rêve de logique* (1). Cet automne, Rio revient avec *Tlacuillo*, un an seulement après ce *Faux pas* que son titre lui-même dénonçait comme atypique – mais qui ne l'était évidemment pas, dans ce parcours à la cohérence minutieusement prévue.

Pour les adeptes de Rio, fidèles, tenaces (la non-reconnaissance de Rio, depuis dix ans, en dit long sur les prix littéraires), *Tlacuillo* est un vrai festival. Comme le cadeau d'anniversaire d'une décennie bien remplie. Sous ce titre « exotique » inhabituel se cache – en allant un peu trop vite, comme on y est contraint – une des innombrables incarnations de « l'auteur du manuscrit ». Dès le début, on est « en plein Rio », au plaisir de l'esprit et du jeu, au bonheur du texte et de la littérature. Un naufrage ingénieux qui réussit, sur un bateau de fortune, à réapparaître deux ans après sa disparition, que presque tous ont cru définitive ; une encyclopédie sauvée du naufrage... Voilà la promesse renouvelée de magnifiques descriptions maritimes et de savoureux dialogues sur le savoir.

Mieux encore, on s'aperçoit très vite que, dans *Tlacuillo*, Rio joue avec tous ses autres livres. En combinant les noms des deux bateaux du narrateur, celui du

naufrage, le *Rond d'Alembert*, et celui construit par le naufrage, le *Rêve de Suzanne*, on évoquera à la fois *Alizés* (1984), sorte de supplément au *Supplément au voyage de Bougainville* de Diderot, et *Archipel* (1987), roman d'éducation où l'on retrouvera cette phrase : « Il est bien peu charitable, jeune homme (...), de venir perturber inconsiderablement l'ordre d'un tableau classique et le plaisir légitime d'un vieillard contemplant Suzanne au bain. »

Archipel, bien sûr... Le narrateur français de *Tlacuillo* est celui d'*Archipel* ; le lord anglais qui depuis deux ans hante les mers à sa recherche est son ami Alan Stewart ; l'encyclopédie sauvée est celle du grand-oncle, « certainement la publication la plus loufoque de tous les temps (...) et aussi la plus richement négative » ; l'homme qu'on va devoir aller rechercher au large du Mexique et dont on a perdu la trace alors qu'il était « sur la piste d'un codex aztèque absolument ignoré » est Leonard Wilde, l'étrange bibliothécaire de la Hamilton School, sorte de Quasimodo au savoir et à la curiosité inépuisables. En revanche, Laura Saville, la compagne de navigation d'Alan Stewart, cousine, amante (incessante bien sûr, pour marquer ce thème constamment présent et important), semble, elle, faire écho à un autre roman, *les Jingles pensives*, où régnait une Jane Saville peu amène envers la critique littéraire.

Comme le signale un personnage de *Tlacuillo*, « il y a trop de choses ». Trop pour la critique journalistique, enfermée dans son espace ; mais jamais trop pour le lecteur, ni pour les analystes de l'œuvre de Rio, qui ont du travail excitant en perspective. Ici, il faut bien se contraindre à « faire

court », à rester dans cette fonction décrite par Rio comme tenant « d'avantage du parasitaire que de l'analytique », et dire que *Tlacuillo* est aussi un beau roman maritime, récit de voyage aux antipodes de ce que proposent ces « écrivains voyageurs » dont on nous rebat les oreilles (trop souvent beaucoup plus voyageurs qu'écrivains).

Dire encore que, chez Rio, on est, littéralement, « embarqué » ; on navigue au large, tirant quelques bords du côté de Jules Verne, du marquis de Sade, de Gautier-Hugo-Flaubert, écrivains favoris de l'auteur, sans oublier un regard ironique vers Marguerite Yourcenar quand on arrive à Extasis, l'île sur laquelle est retenu Leonard Wilde – « bric-à-brac européen corrigé par le crayon de Hollywood », sorti de la tête d'un dictateur et « d'un imaginaire associant Héliogabale et Disney » – où l'on peut aller de la Villa Hadriana à Venise, « ce joyau flottant de l'Europe », en passant par Azay-le-Rideau et le Parthénon.

« Reviens au savoir »

Rien de tout cela n'étant gratuit, bien sûr, contrairement à ce qui se passe chez « un grand nombre de *tlacuilo* qui inventent de petites légendes et de petites histoires toutes différentes, mais toutes tournées vers la mort » – ou l'on peut aller de la Villa Hadriana à Venise, « ce joyau flottant de l'Europe », en passant par Azay-le-Rideau et le Parthénon.

variété même, que dans les douteuses galipettes de l'imaginaire... »

Les « pourchassés » se reconnaîtront... et entendront cette autre phrase de Rio : « Ainsi la littérature n'est-elle plus une tentative d'élucidation de l'effroi qui l'a fait naître, mais une revendication criarde de sa propre existence. » Au fond, ils peuvent continuer de travailler en paix, ce dont ne doute pas Michel Rio, qui, d'emblée, a voulu « s'engager dans la littérature sans tenir compte du lecteur, sans socialiser a priori son propos » (2). Il a « tenu », ce qui était méritoire dans ces années 80 où être absolument hostile à la littérature intelligente était considéré comme une preuve de goût. Et il a gagné la joie d'être relu. Ouvrez-tout *Archipel* pour y chercher un précision, qu'on en a déjà relu la moitié. Michel Rio sait tout cela. Il n'a nul besoin d'être encouragé ou conforté. Alors on se contentera de lui dire qu'on est heureux qu'il existe.

Josyane Savigneau

(1) *Rêve de logique*, qui vient de paraître au Seuil (88 p., 75 F.), tire son titre d'une phrase d'*Archipel*. « *Rêve de logique et logique du rêve* », et rassemble des textes écrits par Rio entre 1976 et 1991 : textes de chercheur d'abord, puis essais d'écrivain revendiquant le « je », ainsi qu'un passionnant entretien avec Alain Nadand, paru dans la revue *l'Infini* en 1987, sur le thème « Le rêve et le logicien » : « Sans le logicien, le rêveur devient stupide. Sans le rêveur, le logicien devient pédant. C'est un couple présent non seulement dans le contenu de la fiction, mais j'ajoute dans son écriture, puisque, comme disait Poe, la poésie naît du calcul. La fiction, plus particulièrement le roman, est le lieu d'action idéal de ces deux principes (...). De cette sorte d'intégralité de l'individu contemporain, seule la fiction peut rendre compte. »

(2) « Le Monde des livres » du 14 octobre 1983.

La scrutatrice

Les débuts brillants de Lucile Laveggi :
la chronique acide d'une génération

LA SPECTATRICE
de Lucile Laveggi.
Gallimard, coll. « L'Infini »,
142 p., 78 F.

Tout commence sur l'air de *Douce France*... Le tableau quasi idyllique d'une famille paisible, à Amberville, un village d'Ile-de-France, dans les années 50. Lucile Laveggi recrée une enfance préservée, entre les baignades dans la Réville, les jeux dans l'usine du grand-père, les après-midi de chasse sous le soleil d'autonne, et le plaisir des jeudis à traîner dans le calme de la maison aux baignoires « grandes comme des hippopotames ». On se dit : elle est charmante, cette évocation de la rêverie bourgeoise.

Mais voilà, la narratrice ne s'est jamais endormie dans la douceur archaïque des « heures blanches et magnifiques ». Grâce au silence d'Amberville, qui, « en vous rendant étrange à vous-même, vous pousse à rentrer en soi très profondément », elle est devenue très tôt une spectatrice. Ou plutôt, parce qu'elle n'est dupe de rien, perçoit les apparences, une scrutatrice : les fillettes des familles pauvres qui, à l'écart dans la cour de l'école, se bourrent de réglisse et de boules de noix de coco... en une seule notation, Laveggi désigne les pesanteurs sociales ; d'horribles pavillons siamois sans cave ni premier étage, les champs de blé... une image suffit pour suggérer l'évanouissement d'une France bucolique.

Après le lycée et le temps des surprises-parties – style *Diabolo menthe* un peu amer – Lucile Laveggi se déchaine. Le livre devient étourdissant de justesse, drôle d'ironie pétillante, de causticité rapide quand la narratrice

évoque les « années-Censier », où règne la kermesse aux idées, dominée par les trotskistes – « ces témoins de Jéhovah soviétiques ». Dans un tourbillon de portraits plus acides les uns que les autres, l'auteur épingle « Chéri », la spécialiste des happenings ; « Milledred », habillée en « fausse première sophistiquée » ; l'assistante Liliane Constant, qui, en jean et pull marine, propose une lecture strip-tease de Nietzsche, et d'autres professeurs démagogues s'échinant à paraître jeunes « dans le concert d'illusions, de plaisanteries vaniteuses et de pueries savantes ».

Délicieusement méchant

Mine de rien, Laveggi fait le compte des « panneaux idéologiques » dans lesquels est tombée une génération d'autant plus assouplie de contestation que, dans l'enfance, elle avait baigné dans le luxe. Ses membres ne se sont souvent laissés emporter dans les enthousiasmes collectifs que pour tenter d'oublier, ou de camoufler, leurs manques intimes – tel le cousin François qui n'a embrassé le fanatisme politico-religieux que pour cacher un vice héréditaire de la famille : l'avarice. Par sa désinvolture narquoise, la narratrice a réussi, elle, à se protéger du vent d'austérité idéologique en défendant son carré de plaisir, sa liberté, quitte à « massacrer le temps pour rien ». Elle n'a pas pour autant cédé aux sirènes du « bourgeoisisme » montant, « cette misérable idéologie du toc et de la compétition acharnée ».

Le livre devient plus réjouissant encore quand Laveggi raconte comment les plus réfractaires à une société de consommation sont progressivement entrés dans l'ordre... ont chuté plutôt – dans la convention. Car les ascensions sociales qu'elle dépeint en une cascade de paragraphes lapidaires ne sont qu'une suite de renoncements élégants, de capitulations chics, à l'ombre des grands soirs que les insomnies d'hier sont rassurées de voir s'éteindre autour d'eux.

De cet inventaire dru et féroce, on ne citera que Françoise Piger : pronant jadis la révolution par la dérision en faisant cours debout sur un bureau, telle une pythie survoltée, dans son blouson de cuir, elle hante désormais, en tailleur Yves Saint Laurent, les plateaux de télévision, et conclut sur un ton péremptoire à une « préoccupation axiale sexuelle chez les jeunes ». Quant au cousin François, qui voulait brûler tous les privilèges, il pratique aujourd'hui le golf sur une île de la côte Est des États-Unis réservée aux milliardaires. Est-ce méchant ? Oui. Et c'est tant mieux. Car, quand la méchanceté est à ce point enlevée, intelligente, exacte et ciselée, elle met le lecteur dans un état de jubilation. Et l'on souhaite que Laveggi poursuive avec la même verve ironique sa chronique des clichés et des travers idéologiques de l'époque.

Jean-Noël Pancrazi

L'adresse à Dieu

LE ROI BOCHERON
de Jean-François Griblin.
Bolland, 222 p., 115 F.

Voici un conte étrange, beau comme une symphonie, non pas triomphante mais dont les mouvements, au contraire, s'appellent et s'assourdissent au fur et à mesure que le récit chemine vers son terme. « Celui qui rassemble la forêt n'est pas celui qui y est entré », dit-on au royaume de Nysa, puissance mythique dont le souverain règne sur la moitié de la planète. La voilà qui s'engage pourtant, par une aube incertaine, dans ce domaine sylvestre chargé de tous les mystères et de tous les dangers.

Le seul acte qu'on l'y voit accomplir est d'abattre un « chène royal ». Geste provocateur en ce lieu inviolé et que l'on devine sacré, à travers lequel l'homme cherche à mesurer les limites de son pouvoir. Ne s'écrit-il pas qu'il n'est « né que pour cela : parvenir à l'ultime frontière » ? De là part un long dialogue avec Dieu, nourri des réminiscences de toute une vie et qui va passer de la plus extrême arrogance à l'humilité non moins extrême de l'agonisant. Que de crimes sont évoqués à travers cette confession mais aussi que de frustrations chez ce « Grand Roi » dont les ennemis ont été innombrables et les fidèles, les vrais, si rares qu'on pourrait les compter sur les doigts d'une main.

Etre réduit au rôle d'« un tyran en train de disparaître se peut à

quelqu'un qui se prétend Dieu » n'interdit pas quelques fortes formules où se reflète un orgueil qui ne s'éteint que lentement. Tout est presque joué lorsque surgit cette pensée : « Après le temps du conquérant vient le temps du législateur (...). La mort ne s'empare que des désœuvrés. »

D'autres personnages – épouse plus fidèle qu'aimante, ami renié, fils indigne, victimes sacrifiées, lieutenants aussi émérites que soumis, traîtres et ministres rusés – apparaissent au fil de ce récit, mais toujours à distance, comme contrainsts par le destin de respecter la solitude de celui qui va mourir.

Jean-François Griblin brouille les pistes, ne retient que quelques lignes maîtresses, jalonnées des souvenirs les plus lourds mais en dehors desquelles s'effacent les repères du temps et de l'espace. Sommes-nous à l'époque de Genghis Khan, d'Alexandre ? Plutôt à une période de l'histoire et surtout en des lieux qui n'existent que dans l'imaginaire de l'auteur, ainsi d'autant plus libre de les décrire selon son dessein.

Un conte saurait-il avoir une autre vocation ? Oui, sans doute, et elle est ici bien remplie. Car cette longue méditation à l'approche de la mort, quand les forces physiques s'épuisent inexorablement, est aussi une lucide interpellation adressée à Dieu – qui l'entend ou ne l'entend pas – sur le sens de la vie et l'ultime fragilité des puissants.

Alain Jacob

Le Monde des DEBATS

Le Monde



LE NOUVEAU MENSUEL DU MONDE

Le Monde des Débats invite, chaque mois, des écrivains, des spécialistes, des chercheurs venant d'horizons très divers à s'exprimer de la façon la plus libre sur quelques-unes des grandes questions du moment. Parant sur les vertus de l'écrit, le Monde des Débats souhaite ainsi aider à comprendre, avec le recul qui s'impose, les grandes évolutions d'une époque surinformée mais souvent désorientée.

EN KIOSQUE LE 10 OCTOBRE / 30 F

24 HEURES DU LIVRE DU MOIS



24 heures du livre du mois

Le 24 heures du livre du mois

Le 24 heures du livre du mois

OÙ TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Ecrivez ou téléphonez :
LIBRAIRIE (service 18)
LE MONDE DU LIVRE
60 RUE ST-ANDRÉ-DES-ARTS
75006 PARIS
(1) 43.25.77.04
Code Minitel : 3615 MDL

A l'occasion de sa venue en France et de la parution de son livre

« LAKOTA WOMAN, ma vie de femme sioux »
(Albin Michel, « Terre indienne »)

la librairie Millepages a le plaisir de vous inviter à rencontrer

MARY CROW DOG
le vendredi 16 octobre,
à partir de 18 heures
MILLEPAGES
174, rue de Fontenay - Vincennes.
Tél. : 43-28-04-15.

La 44^e Foire internationale du livre de Francfort, qui vient de fermer ses portes, a confirmé la « déprime » dont souffrent, pour des raisons diverses, le livre et la lecture dans le monde

P. L.

(2) Une remarque qui peut paraître saugrenue : en Allemagne, les critiques lisent vraiment les livres. Et il est impensable qu'un journaliste puisse dire à un auteur : « Je n'ai pas eu le temps de lire votre livre, je n'ai fait que le parcourir, pourriez-vous m'en parler ? » ... »

ISABELLE JARRY



L'élégance et la ruse de cette fable est de montrer par quelle logique impitoyable nos mensonges finissent toujours par devenir notre vérité.

*Michel Brauteau
Le Monde*

ROMAN
ÉDITIONS DU SEUIL

Editions du Seuil

Passage en revues

Poésie, littérature

EN POCHE

Pour faire pleurer Margot...

«Vive le mélodrame où Margot a pleuré !», s'exclamaient Alfred de Musset. Il pourrait aujourd'hui se réjouir de voir rééditées, en un seul gros volume, trois œuvres maîtresses de cette littérature populaire qui, à la fin du XIX^e siècle, fit battre tant de cœurs et suscita tant de mépris : la *Porteuse de pain* de Xavier de Montépin, le *Maître de forges* de Georges Ohnet et la *Charmeuse d'enfants* de Jules Mary.

A l'évidence, et à en juger par le présent ouvrage, le pivot de ces romans-feuilletons, c'est la victime, victime d'une conspiration d'intérêts, d'une erreur judiciaire, d'un aveuglement sentimental. Autour d'elle, réglés par une mécanique manichéenne qui maintient le suspense, se répartissent les rôles entre les bons (patron philanthrope, docteur secourable, serviteur fidèle) et les mauvais (banquier véreux, notaire malhonnête, souteneur, prêteur diabolique).

Il s'en faut que cette littérature populaire, comme le rappelle Claude Aziza dans sa préface, soit contestataire. Bien au contraire. D'essence, elle reste bourgeoise, conformiste, bien-pensante. Elle prône les valeurs de la classe dirigeante : obéissance aux lois et aux notables, légitimité du souci d'enrichissement, goût de l'ordre et de l'épargne. Ces « mélos » peut avoir pour un lecteur d'aujourd'hui une saveur « rétro ». Peut-être faut-il, comme le souhaite le présentateur, aller y chercher sous les expressions convenues, les outrances, les simplifications abusives et les bons sentiments de commande, quelque chose qui participe à la fois du rêve et de la création poétique, ne serait-ce que furtivement.

Pierre Kyria

► *Mélos*, présenté par Claude Aziza, Presses de la Cité, collection « Omnibus », 1325 p., 135 F.

• Emmanuel Margot et Eric Méchoulan, sous le titre *Ecrire au XVIII^e siècle*, ont établi une anthologie de textes sur l'art littéraire pensé et théorisé par Guizot, Balzac, Malherbe, Nicole, Boileau... (Presses-Pocket, « Agora », n° 81).

• Signalons aussi la reprise en poche (Gallimard « Tel », n° 211) de la *Logique ou l'art de penser* (dit aussi *Logique de Port-Royal*) de Pierre Nicole et Antoine Arnauld, texte majeur de la pensée classique. La collection « Champs »-Flammarion avait déjà inscrit cet ouvrage dans son catalogue en 1978. La recours au fac-similé d'une édition datant probablement du XIX^e siècle, avec ses notes et sa postface, peut se comprendre et se justifier. L'absence totale de toute indication concernant l'édition de référence utilisée, est en revanche moins justifiable.

• Dans le domaine étranger,

de très courtes nouvelles de Dino Buzzati, *Nous sommes au regret de...* traduites par Yves Panafieu, avec une introduction de Domenico Pozio. Une sorte de journal intime, confessions discontinues et fragmentaires baignées dans un climat d'ironie et d'humour féroce (Seuil « Points » n° R557).

• Dans le domaine italien également, la collection bilingue du Livre de poche publie des *Itinerari italiani*, recueils de textes de romanciers et journalistes invitant à des promenades littéraires à travers les régions et villes d'Italie. Traduction de Jeanne Modigliani, Claude Poncet et Robert Parraud. Également en Livre de Poche un pot-pourri des écrivains anglophones (de Truman Capote à Ronald Dahl et Gace Paley) : *The Umbrella Man and Other Short Stories*, dans la série « Premières lectures en anglais ».

• L'œuvre de Pierre-Jean Jouve n'a probablement pas encore trouvé son vrai et juste rang dans le paysage poétique français de notre siècle. La place de la pensée freudienne, encore à l'état naissant et libre de tout dogmatisme, la référence chrétienne, associée chez Jouve au tourment plus qu'à l'ordre et à la paix d'une certitude, une certaine tonalité enfin du lyrisme introspectif, ont assurément servi à voiler la singularité de cette œuvre. Il faudrait en dire la modernité, si l'on veut bien prendre ce terme comme l'expression de la fidélité bien pensée, et vécue aujourd'hui, à une tradition et à une généalogie poétiques — dans le cas de Jouve, celles inaugurées par Baudelaire : « *Baudelaire est une origine* », écrit-il.

Les témoignages et les souvenirs, qui constituent l'essentiel de ce numéro de la revue *L'Autre*, permettent de prendre la mesure de la personnalité complexe, secrète, de l'auteur de *Paulina 1880*. De ce roman précisément, dont Jean-Louis Bertucelli tira un film, Jean Gillebert propose une adaptation théâtrale, créée cette année au Centre Pompidou. Malgré leur intérêt, les témoignages présentés dans *L'Autre* — David Gascoyne, Alain Cuny, Simone Gallimard, Jacqueline de Roux, Jean Frémont... — ne compensent cependant pas le caractère un peu sommaire des études et l'absence de bibliographie, même sélective. Ce cahier vaut davantage comme hommage que comme ouvrage de référence (Association *L'Autre*, 35, rue Le Maurois, 75016 Paris, 150 F).

• Le *Serpent à plumes*, sous une forme à laquelle les amateurs de « récits et fictions courtes », de nouvelles en somme, sont à présent — après quatre années et quinze numéros — habitués, propose une double livraison en diptyque sur le thème du « Jour » et de la « Nuit » (N° 16 et 17). Vingt écrivains de langue française déclinent à leur manière ces deux thèmes : Henri Thomas, Jean-Luc Raharimanana, Daniel Vaxelère, Nicolas Bouvier, Emmanuel Mosses, Jean-Claude Charles, Eric Chevillard, Raphaël Confiant... Le soin de la présentation, la qualité d'un bon nombre de textes, l'agrément de lecture enfin que la « ni-

tion courte » procure, assurent au *Serpent à plumes* son originalité et sa valeur (APN, *Le Serpent à plumes*, 78, rue du Bac, 75007, 75 F. chaque numéro).

• *Polyphonies* et, plus récemment, *Légendes* sont deux revues qui persistent à faire de l'exigence littéraire une vertu. La quinzisième livraison de *Polyphonies*, sous le titre de *Dialogues*, rassemble des textes d'auteurs modernes — Luis Mizon, l'une des voix majeures de la poésie de langue espagnole, ici traduit par Laurence Breyse, Paul Zumthor, Dimitri T. Anafis, Lorand Gaspar, Jean-Louis Chrétien, Claude Vigée, Paul Le Jéloux... — ainsi que des extraits d'œuvres dramatiques de Rabin-drath Tagore, Mario Luzi et W. B. Yeats (*Polyphonies*, BP 189, 75665 Paris Cedex 14, 65 F). Lorand Gaspar est également présent au sommaire du numéro 4 de *Légendes*, avec une suite de sa réflexion sur la musique (commencée dans la NRF de l'été 1991).

Dans ce même cahier : Roger Munier, Stephen Jourdain, Jean-Baptiste Niel, Yves Roullière — qui traduit également une belle page de Gabriel Miro, — Laurent Fassin (directeur de cette publication)... (*Légendes*, BP 37, Herblay Cedex, 75 F).

• Signalons également : dans le numéro 3 de la revue *Les Saisons*, un intéressant dossier sur Michel Butor avec des textes inédits (*Les Saisons*, 6, rue Scarron, 92260 Fontenay-aux-Roses, 75 F) ; « *Malaga et l'Andalousie* », dans la dernière livraison (n° 33) d'*Impressions du Sud* (*Impressions du Sud*, 17, rue Gaston-de-Saporta, 13100 Aix-en-Provence, 60 F) ; les *Carats de Penelope* (n° 9) présentent un hommage à Armand Guibert, poète, introducteur et traducteur de la poésie de Fernando Pessoa en France, mort en 1990 (*Le Torii Editions*, BP 93, 86003 Poitiers Cedex, 100 F).

P. K.

Le défi de « Genesis »

La revue *Genesis* a relevé dès son premier numéro — un deuxième va bientôt paraître — une manière de défi : rendre attrayant le projet sur lequel elle s'est créée ; projet dont l'énoncé se manifeste davantage l'austérité que l'attrait : la critique générique, c'est-à-dire l'étude des manuscrits, brouillons et états successifs des textes, littéraires d'abord, mais aussi appartenant à d'autres domaines, scientifiques ou artistiques.

C'est à la fin des années 80, comme l'explique Jean-Louis Lebrave, animateur, avec Alnuth Grailhon et Daniel Ferrer, de cette publication, que commencent à se développer, parallèlement aux théories linguistiques et se démarquant du structuralisme, l'intérêt pour l'approche générique de la littérature. Créé au sein du CNRS, l'Institut des textes et manuscrits modernes (ITEM) a systématisé cette approche.

Genesis, qui est l'organe semestriel de l'ITEM, s'attache non seulement à l'étude serrée des états de divers textes — Flaubert, Proust (un projet autobiographique inédit), Butor, pour ce premier numéro — et aux questions théoriques soulevées par ce mode d'approche, mais aussi à montrer cette beauté des pages raturées, surchargées. Cette publication a bénéficié du savoir-faire — déjà attesté dans le domaine des revues — des Editions Jean-Michel Place. L'intérêt scientifique et littéraire des recherches de l'ITEM n'est pas contredit par la qualité visuelle de l'objet. Disons même qu'il en est largement augmenté. Le prix du cahier est hélas en harmonie avec cette augmentation...

P. Ké.

► *Genesis*, n° 1, 1992, Ed. Jean-Michel Place, 188 p., 195 F.

DERNIÈRES LIVRAISONS

Lettres étrangères

MICHAEL IGNATIEFF : *Asya*. L'odyssée d'une jeune princesse russe chassée par la révolution bolchevique qui, de Paris à Londres avant de retrouver le Moscou de la perestroïka et de la glasnost, connaît une vie d'arrance et de déshérence. (Traduit de l'anglais par Barbara Nasaroff, Albin Michel, 333 p., 120 F.)

EDWARD RUTHERFORD : *Russka*, le roman tumultueux de la Russie éternelle. Une vaste fresque de l'histoire de la Russie, depuis les premiers siècles de notre ère jusqu'à l'époque contemporaine, vue d'un petit village entre Dniepr et Volga. (Traduit de l'anglais par Guy Casaril, Presses de la Cité, 719 p., 150 F.)

VICTORIA TOKAREVA : *Le Chat sur la route*. Le second recueil de nouvelles d'une autrice russe qui brosse ici huit portraits de femmes dont chacune trouve le moyen de rompre avec le train-train de l'existence. Une satire sociale sévère chargée d'humour. (Traduit du russe par Antoine Volodine, Flammarion, 205 p., 130 F.)

CHARLES BUKOWSKI : *Jouer du piano live comme d'un instrument à percussion jusqu'à ce que les doigts saignent un peu* (poèmes). L'univers de Bukowski, dans ses poèmes comme dans ses textes en prose, est celui de la décomposition et de l'amertume, de la solitude, parfois de la tendresse sensuelle... « *Naturellement c'est ridicule d'essayer de raffiner un vieux poème en buvant une bière tiède un dimanche après-midi ; mieux vaut se contenter d'exister jusqu'à la fin d'une cigarette* ». (Traduit de l'anglais par Michel Lederer, Grasset, 136 p., 70 F.) Du même auteur, Grasset réédite, en « Cahier rouge », *Au sud de nulle part*, « contes souterrains » supérieurs à ses poèmes. Traduit par Brice Matthieussent, 233 p., 63 F.)

FÉLICE DUBOIS : *Tennessee Williams, l'oiseau sans pattes*. Tentative de portrait, chronique, souvenirs imaginaires sur l'auteur d'*Un tramway nommé Désir*, par une jeune romancière qui ne cache pas son amour pour lui. (Belfand, 256 p., 105 F.)

La sélection des prix Médicis

Voici la première sélection des prix Médicis — français, étranger et essai — qui seront décernés le lundi 16 novembre.

Romans français : Serge Rezvani, *la Traversée des Monts Noirs* (Stock) ; Baptiste-Marrey, le *Maître de Stamboul* (François Bourin) ; Patrick Roegiers, *l'Hologramme universelle* (Seuil) ; Patrick Deville, *le Feu d'artifice* (Minuit) ; Amélie Nothomb, *Hygiène de l'assassin* (Albin Michel) ; Marie Redonnet, *Candy Story* (POL) ; Frédéric Vitoux, *Charles et Camille* (Seuil) ; Guy Scarpetta, *la Suite lyrique* (Grasset) ; Patrick Chamoiseau, *Texaco* (Gallimard) ; Jean-François Samlong, *la Nuit Cyclone* (Grasset) ; Isabelle Jarry, *l'Homme de la passerelle* (Seuil) ; Bruno Guy-Lucas, *la Terrasse des ombres* (Gallimard) ; Michel Rio, *Tlacuilo* (Seuil).

Romans étrangers : Ferdinando Camon, *le Superbaby* (Gallimard) ; Louis Begley, *Une éducation polonaise* (Grasset) ; Cartaresco, *le Rêve* (Climats) ; Abraham Yehoshua, *Monsieur Mani* (Calmann-Lévy) ; Thomas Harlmann, *le Pavillon du Jardin* (Gallimard) ; Paul Nizon, *Dans la maison, les histoires se défont* (Actes Sud) ; Martin Amis, *London Fields* (Bourgois) ; Henryk Stangerup, *Frère Jacob* (L'Olivier).

Essais : Roger Grenier, *Tchekhov* (Gallimard) ; Claude Hagège, *le Souffle de la langue* (Odile Jacob) ; Juan Goytisolo, *A la recherche de Gaud en Cappadoce* (Fayard) ; Kasimierz Brandy, *Hôtel d'Alsace* (Gallimard) ; Luc Ferry, *le Nouvel Ordre écologique* (Grasset) ; Didier Eribon, *Faut-il brûler Dumézil ?* (Flammarion) ; Alain Finkielkraut, *Le Mécomtemporain* (Gallimard).

La mort de Françoise Renaudot

Françoise Renaudot, journaliste et écrivain, avait le goût du combat. Pour les livres, auprès de son mari, l'éditeur Patrick Renaudot. Pour la vie aussi. D'abord pour son fils, né avec une grave malformation cardiaque ; elle a raconté leur histoire à tous deux, celle « qui voulait faire vivre et celui qui voulait vivre » dans *Moi j'ai rêvé d'être* (éd. Laffont, 1980). Ensuite pour elle, qui souffrait d'une grave insuffisance rénale et qui avait dû subir en 1989 une greffe « rein-pancréas ». Son mari a raconté cette lutte dans *Un miracle ordinaire* (éd. Renaudot, 1990). « *J'ai tant de choses à dire* », confiait-il, il y a quelques jours encore, Françoise Renaudot, bâissant des projets pour quand elle « irait mieux », refusant d'être vaincue par la maladie dont elle est morte, à soixante ans, le 28 septembre.

◻ **Salon du livre de Bordeaux**. — Le sixième Salon du livre de Bordeaux se déroule cette année du 8 au 11 octobre (chaque jour de 10 h à 20 h), sur le site du Port de la Lune, hangar n° 5. Le Salon commémore la découverte du Nouveau Monde — notamment à travers l'exposition « Juifs de Bayonne et de Bordeaux, 1492-1992 » — et le quatrième centenaire de la mort de Montaigne. Piero della Francesca (mort en 1492), le baroque, Louis Althusser, l'Europe des langues, l'imprimé et le livre pour la jeunesse sont quelques-uns des thèmes que le public pourra approcher à travers les multiples expositions et débats organisés.

NOUVELLES
LES CLES
Retrouvez
KENNETH WHITE
dans un entretien fleuve
LES ABORIGÈNES D'Australie,
une civilisation du songe
Nouvelles Cles N° 25
Chez votre marchand de journaux ou
CLES - B.P. 18 - 94220 GORDES

LE PLAISIR D'ÉCRIRE LE DROIT D'ÊTRE LU
Si pour vous écrire est une passion, écrivez-nous. Nous éditerons et diffuserons vos ESSAIS, MÉMOIRES, RÉCITS, ROMANS, POÈMES en LIBRAIRIES. LANCEMENT PUBLICITAIRE par PRESSE, RADIO, TÉLÉVISION. LIBRAIRIES. Envoyez dès maintenant vos manuscrits à
LA PENSÉE UNIVERSELLE
115 boulevard RICHARD LENOIR
75018 PARIS CEDEX 11
Tél. (1) 43 37 71 74
Cronos dépose sur l'art. 49 de la loi de 11 03 57 sur la propriété littéraire

Patrick Mauriès
LE MÉCHANT COMTE
VIE DE JOHN WILMOT, COMTE DE ROCHESTER
"Le tour de magie est réussi : en peu de pages, la silhouette "gracieuse du comte maléfisant" jaillit, étonnante, imprévisible et contrastée, celle d'un extravagant désespéré."
Michel Braudeau, *Le Monde*
nrf
BARTHES
Une poussière d'images et de moments laissés dans la mémoire d'un ami...
GALLIMARD

Patrick Mauriès
LE MÉCHANT COMTE
VIE DE JOHN WILMOT, COMTE DE ROCHESTER
"Le tour de magie est réussi : en peu de pages, la silhouette "gracieuse du comte maléfisant" jaillit, étonnante, imprévisible et contrastée, celle d'un extravagant désespéré."
Michel Braudeau, *Le Monde*
nrf
BARTHES
Une poussière d'images et de moments laissés dans la mémoire d'un ami...
GALLIMARD

"Amour et ordures"
Quel est ce romancier tchèque qui fait le ménage dans ses souvenirs ?
3617 ÉLECTRE
TOUTES LES RÉFÉRENCES DE 350 000 LIVRES
Classés par auteur, titre et sujet, 350 000 livres disponibles en langue française, avec un résumé. 500 nouveautés par semaine.
Un service du Cercle de la Librairie
*Tapez dans titre : Amour ordures

GENÈSES DE LA MODERNITÉ
Les douze siècles
où se fit notre Europe
de Maurice de Gandillac.
Le Cerf, coll. « Passages »,
674 p., 295 F.

COMMENT les appeler ? Des semeurs d'idées ? Des passe-frontières ? Des amateurs de carrefours et de rencontres ? Des inventeurs de dialogues entre écoles, époques, œuvres en apparence disparates ? Aucun de ces noms ne convient tout à fait. Ils désignent par approximation un type particulier d'intellectuels chez qui se conjugue à une érudition sans faille une ouverture à la diversité des temps et des discours. Leur savoir ne les enferme pas. Il leur permet au contraire des périples. Souvent leur œuvre est moins visible que d'autres. On retrouve pourtant certains de ces hommes discrets partout où se trace la vie des idées. Présents à chaque tournant, ils savent être multiples sans se disperser.

Voyez Maurice de Gandillac. Né en 1906, sa vie traverse notre siècle. Sa jeunesse : les Ballets russes, les débuts de la radio ou les scandales du cubisme. Rue d'Ulm, de 1925 à 1929, il est normalien en même temps que Sartre, Nizan, Merleau-Ponty. En 1929, il est à Davos où il assiste avec le jeune Emmanuel Lévinas, à ce tournant du siècle philosophique qui voit l'affrontement de Cassirer et de Heidegger. Dans l'entre-deux-guerres, il a notamment pour maîtres Étienne Gilson et Gabriel Marcel, pour intimes Charles du Bos et Jacques Maritain, pour collègues Bachelard et Jean Wahl.

DANS la philosophie de ce dernier demi-siècle, Maurice de Gandillac est évidemment un acteur, pas seulement un témoin. Professeur à la Sorbonne de 1946 à 1977, il a traduit de l'allemand en français de nombreux ouvrages du dix-neuvième siècle (Hegel, Novalis, Nietzsche, dont il a dirigé avec Gilles Deleuze la traduction des œuvres philosophiques complètes chez Gallimard), et des textes contemporains (Georg Lukács, Ernst Bloch, Urs von Spittler, entre autres). Son influence s'est également exercée à travers les décades de Pontigny, puis leur prolongement dans le Centre culturel international de Cerisy-la-Salle, dont le rôle demeure capital au sein de la réflexion d'aujourd'hui. C'est surtout notre regard sur la Renaissance et ses arrière-plans que

les recherches de Maurice de Gandillac ont contribué à modifier. Les histoires de la philosophie ont trop souvent fait croire qu'entre les derniers feux de l'Antiquité et la révolution cartésienne, la pensée, assoupie dans le dogmatisme, ne valait guère une heure d'étude. Dans le sillage ouvert par son maître Étienne Gilson (1), Maurice de Gandillac, suivant d'autres voies, a montré combien est riche d'idées, d'inventions et de débats cette *media tempestas* (période intermédiaire) qui relie Anciens et Modernes plus qu'elle ne les sépare.

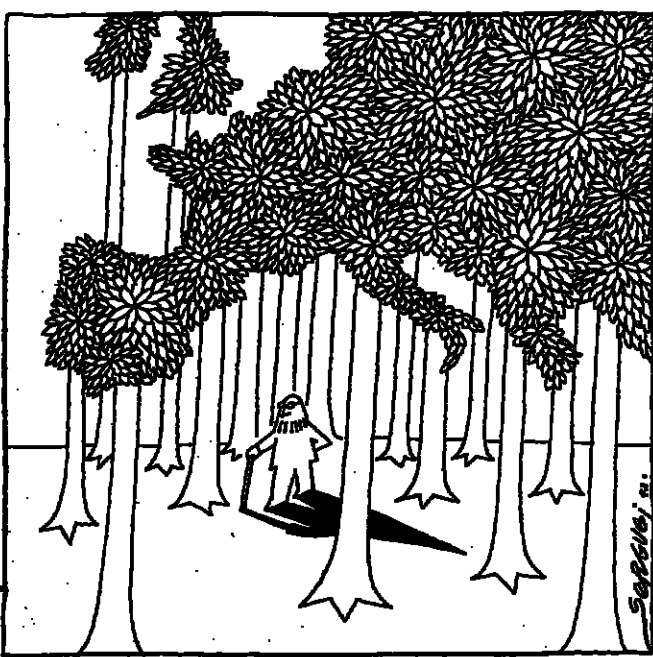
On s'en convaincra de nouveau à la lecture de ce fort volume rassemblant quelques-unes de ses études. Elles explorent les douze siècles séparant la *Cité de Dieu* de saint Augustin (426) de la *Nouvelle Atlantide* de Francis Bacon (1627). Le choix de ces deux termes n'est évidemment pas fortuit. Le premier s'inscrit dans le contexte de la mise à sac de Rome par Alaric en 410. Romain d'Afrique, ne lisant les Grecs qu'en traduction latine, Augustin, converti au christianisme, ne construit pas à proprement parler une utopie. Avec la *Cité de Dieu*, il réfléchit sur la place du politique et de l'histoire dans un monde où la chute et la rédemption sont les seuls vrais repères.

Il ouvre pourtant la voie à toute une série d'utopies qui hanteront la conscience européenne et appartiennent à sa construction. Maurice de

PHILOSOPHIES

par Roger-Pol Droit

L'invention de l'Europe



Gandillac en suit les traces chez Dante, More et Rabelais jusqu'à Campanella (2) et, finalement, Francis Bacon dont les écrits accompagnent les temps modernes. Du prélude au dernier tableau, ce livre est une fête d'intelligence et de savoir. Il évoque aussi bien les relations du christianisme à l'héritage gréco-latin que les paradoxes du discours tentant de nommer Dieu, lequel possède tous les noms et aucun qui convienne. Il scrute au passage la science des encyclopédistes du Moyen Âge (3) mais il s'interroge également sur les techniques médiévales et leur signification pour les esprits du temps, sur les rapports

« renaissances », remises en cause et débats antérieurs.

Si l'ensemble est trop divers pour mériter pleinement le sous-titre (*Les douze siècles où se fit notre Europe*) attribué après coup, c'est malgré tout une certaine image de l'Europe qui se compose au fil des chapitres et des siècles parcourus.

On en retiendra trois traits majeurs, qui peuvent valoir comme définition provisoire. L'Europe est d'abord confluence d'héritages disparates. Elle se constitue à partir de sources grecques, latines, juives, chrétiennes, germaniques et de leurs divers conflits, suscitant compromis et transpositions

— le tout au sein d'une langue savante commune, le latin, qui fit longtemps l'unité de l'Europe culturelle. Elle est aussi industrielle, technique, explorante, rêvant de courses lointaines, sur la terre comme aux cieux. Enfin, bien que cette ardeur l'ait conduit à porter la guerre au loin, elle n'a cessé, plus qu'aucune autre culture, de rêver de paix universelle, de concorde de l'humanité, d'horizons où s'aboliraient les conflits. A l'évidence, nous ne sommes pas près d'en finir avec ces difficiles allages.

(1) Un colloque sur « la réception de la pensée d'Étienne Gilson dans la philosophie contemporaine en France », (Reus, 1-2-73-26-02).
(2) Une nouvelle traduction de la *Cité de Dieu* de Campanella, et des textes d'utopistes italiens moins connus (Doni, Patrizi, Agostini, Zuccolo) sont parus récemment, sous la direction d'Adelin Charles Fiorato, sous le titre *La Cité heureuse. L'Utopie italienne de la Renaissance à l'âge baroque* (Éd. Quai Voltaire, coll. « La République des Lettres », 316 p., 190 F.).

(3) L'encyclopédie médiévale fait l'objet d'un colloque international à San Gimignano du 8 au 10 octobre (Tél. : 05-77-94-12-69 ; télécopie : 05-77-94-01-128).

★ Signaler également une œuvre et accessible à l'introduction à la philosophie médiévale de Kurt Flasch, qui évoque les principaux points de conflit des débats philosophiques de Saint-Erasmus à Nicolas de Cues (traduit de l'allemand par Justine de Bourghacast, préface de Ruedi Imbach et François-Xavier Poullet. Ed. universitaires de Fribourg et Ed. du Cerf, 232 p., 120 F.).

Une anthologie exemplaire

Décidément, l'ouverture du domaine des références philosophiques à de larges pans d'histoire demeure jusqu'à présent dans l'ombre est un des traits majeurs de l'évolution actuelle. En témoigne aujourd'hui une utile et originale anthologie chronologique des philosophes. A côté des grands noms de la tradition, une large place est accordée à des auteurs du Moyen Âge et de la Renaissance. Rédigée par une importante équipe de spécialistes, cet ensemble est remarquablement conçu : pour chaque auteur figurent une brève biographie, une présentation des œuvres dont sont reproduits des extraits, une orientation bibliographique, etc. Philosophes et philosophie est en son genre une publication très ingénieuse.

R.-P. D.

► **Philosophes et philosophie**, sous la direction de Bernard Morichère. Tome I, *Des origines à Leibniz*, tome II, *De Locke à nos jours*. Nathan, 540 p., 130 F. chaque volume.

ROMANS POLICIERS

Le grand Will

ÉTRANGES LOYAUTÉS
(*Strange Loyalties*)

de William Mc Ilvanney.

Traduit de l'anglais

par Freddy Michalski.

« Rivages/Noir », 393 p., 62 F.

C'ÉTAIT en octobre, à l'époque, pas si lointaine, où Grenoble abritait, annuellement, un grand festival du roman policier. Au crépuscule, festivaliers — auteurs, lecteurs et critiques mêlés — se retrouvaient dans un espace aménagé au sous-sol du Palais des sports, le « Cabaret de la dernière chance ». Une petite scène, des tables rondes semées ici et là, des lumières tamisées : la « boîte » mythique de tant et tant de romans noirs. Ce soir-là, un homme hésitant, moitié par timidité, moitié par légère ivresse, s'installa tout à coup derrière le micro, accompagné de quelques rires devant sa maladresse.

Sans musique, il se mit à dire plutôt que chanter un texte que nul dans l'assistance ne comprit. Une ballade ou une légende de son pays, l'Ecosse, supposait-on. Voix cassée, âpre, nue, que ne soutenait aucun geste, le regard ailleurs, comme indifférent à ceux qui l'entouraient, il disait sans doute une histoire éternelle, et chacun dans la salle sentit, dans l'épais silence qui s'installait et durait de longues secondes après que la voix se fut tue, que ce moment-là échappait à jamais à la foire aux vanités. Quelques dizaines de privilégiés venaient de faire connaissance avec l'écrivain William Mc Ilvanney.

Il avait, à l'époque, déjà publié *Laidlaw* et les *Papiers de Tony Veitch*. Ensuite est venu *Big Man* (1) et, aujourd'hui, ces *Étranges loyautés*. Et il n'y a pas eu un livre pour démentir l'autre, pas un pour amoindrir la force de cette vision d'un soir à Grenoble. Au contraire. *Étranges loyautés* est le point d'orgue d'un quatuor tout entier contenu dans cette phrase de Keats placée en exergue : « Une vie d'homme digne de ce nom est

une allégorie continuelle — et très rares sont les yeux qui en perçoivent le mystère. »

William Mc Ilvanney est de ceux qui s'y essaient, traquant, livre après livre, les faux-semblants de nos vies, les masques dont elles s'affublent, lançant son double, l'inspecteur Laidlaw, un policier de Glasgow quadragénaire, amateur de Camus, dans une quête obstinée de la vérité, quoi qu'il en coûte. Et quelle vérité pourrait être plus nécessaire que celle de la mort de son frère Scott, renversé par une voiture ? C'est un accident, sans doute aucun, « mais où a-t-il commencé, l'accident en question ? (...) A quel moment la vie de mon frère a-t-elle abandonné sa finalité de sorte qu'elle a pu s'égarer des années durant jusqu'à croiser une voiture en marche ? (...) Pourquoi les meilleurs d'entre nous s'en vont-ils à l'eau tandis que les pires continuent à prospérer ? Je veux savoir. »

Laidlaw va donc remonter la filière du passé, progresser, cercle après cercle, vers le centre de ce qui constitue son obsession. Il lui faut affronter l'inquiétude de ses amis, le désarroi de celle qu'il aime et s'efforce de lui à mesure qu'il avance, la méfiance de ceux qui ont connu son frère et partagé — mieux que lui — ses secrets, les mensonges de ceux dont les intérêts pourraient se trouver menacés, tout un réseau d'« étranges loyautés », de ces « loyautés personnelles et pragmatiques » pour lesquelles « il nous arrive fréquemment de piétiner à mort ces loyautés plus profondes qui nous définissent tous — la loyauté envers la vérité et la loyauté envers les idéaux que notre nature professe ».

Cette ambiguïté de l'humaine condition, Laidlaw ne se borne pas à la reconnaître chez les autres, il l'éprouve et la débouque en lui-même avec une redoutable incertitude. Parce qu'il n'est pas un justicier, sûr de Dieu et de son droit, mais un homme qui doute : « Dans pratiquement toutes les affaires sur lesquelles j'enquête, je cherche toujours à triquer avant de mourir que possible, moi-même y compris. Mon box à témoins idéal serait assez grand pour la population de la terre entière. » Ce n'est pas un

croisé, Laidlaw, ni quelque moinesoldat de l'inquisition policière. Il pense même qu'il existe « autant de variantes de la criminalité que de la conformité sociale ». « Nous avons beau nous convaincre du bien et du mal comme de deux êtres séparés, il n'existe pas de frontière précise et stable. (...) Nous naissons tous titulaires de passeports qui nous donnent le droit de voyager dans l'un comme dans l'autre. »

ÉTRANGE flic, en vérité, qui tire sa force de ses contradictions, reconnues et douloureusement assumées. Étrange fiction policière qui fonctionne dans une tension permanente entre profession de foi humaniste et constat réaliste. C'est pourtant ce mélange des genres qui donne à la comédie humaine de Mc Ilvanney une exceptionnelle densité, une richesse sensible qui la hisse bien au-delà du lot commun.

Car dans cette fresque aux multiples personnages, où le romancier tient la gague de mener de front, en ne cessant de les entrecroiser, trois histoires — la quête intime de Laidlaw, l'évolution de ses relations avec Jan, son amante, et l'élucidation du meurtre d'un dealer — il n'est pas un détail qui ne sonne juste, pas un aphorisme qui ne soit nécessaire à la manifestation de la vérité profonde des protagonistes. Au pas hésitant de Laidlaw, entre humour et amertume, désenchantement et obstination, le lecteur avance, dans ce labyrinthe virtuose, toujours à hauteur d'homme.

« En examinant les termes de l'existence de Scott, c'était les termes de ma propre existence que j'examinais, dit Laidlaw. Le prix à payer pour avoir une vision personnelle est la solitude d'avoir à vivre avec elle. Je commençais à soupçonner que l'addition à payer était en chemin. » Elle sera lourde, en effet, d'espérances déçues, de rêves enfus, d'amours perdues. Sans doute ce qu'un soir à Grenoble chantait, avec une déchirante sincérité, William Mc Ilvanney.

Bertrand Andrieu

(1) Tous chez « Rivages/Noir ».

Ramdane Laidlaw
Laissez-moi le temps
roman

Découvrez le choix délibéré des libraires de la Fnac : 30 nouveautés parmi les 350 de cette rentrée littéraire. Ces livres nous ont émus, fait rire, pleurer, réfléchir. Autant de plaisirs de lectures que nous voulons partager. Vous reconnaîtrez ces livres, ils portent un bandeau. **AGITATEUR DEPUIS 1954.**

S

pro-Na-
sacres
don de
scru la
les Kir-
mes ou
spécia à
urs de

AUZE

lécrot
ontre
lisme
volice
s'il
avait
aux
s que
ne.»

réu-
rindi
e de
cepté à
qui
rètes
rien
vant.

Le III^e Salon de la revue

La langueur des sciences humaines

97 revues de sciences humaines et sociales se sont créées de 1985 à 1990
Mais cette activité cache une baisse continue de régime depuis le « boom » des années 60 et 70

Quatre cents publications, réparties en cent trente stands, participeront, les 10, 11 et 12 octobre, au III^e Salon de la revue, dans les locaux de l'Ecole nationale supérieure des beaux-arts (14, rue Bonaparte, 75006 Paris). Cette manifestation, organisée par l'association Ent'revues (1), se déroule cette année avec le soutien, notamment, de la Bibliothèque de France, du Centre national des lettres et du Monde.

Outre une exposition sur les revues françaises au début des années 30 et la présence de nombreuses revues étrangères, plusieurs débats auront lieu dans le cadre du Salon. Deux de ces rencontres seront organisées en collaboration avec la Bibliothèque de France : « N'y a-t-il pas une crise des revues de création ? », animée par Daniel Dobbels et Yves Peyré (samedi 10 à 18 heures), et « La fin des idéologies n'appelle-t-elle pas une mutation de la revue d'idées ? », avec Jean-Pierre Salgas et Yves Peyré (dimanche 11 à 15 h 30). De son côté, le Monde animera deux autres débats : « La revue et ses milieux : les revues d'idées peuvent-elles se passer et dépasser les limites des milieux dont elles sont originaires et où elles ont acquis leur légitimité ? », avec Olivier Corpet et Frédéric Gausson (le 10 à 15 h 30) et « Écriture et critique dans les revues », avec Patrick Kéchichian (le 11 à 17 h 30).

Par ailleurs, au cours de la journée ouverte aux professionnels, lundi 12, Alain Massuard, chef de projet à la Bibliothèque de France, animera deux autres débats sur les revues et les bulletins d'associations littéraires (11 h 30) et sur les revues et l'animation en bibliothèque (15 heures). Enfin, les visiteurs auront la possibilité de trouver des revues rares ou épuisées.

(1) Association Ent'revues, 25, rue de Lille, 75007 Paris.

Les revues constituent un univers éditorial diffus, multiforme et mal connu. Chaque année, des titres naissent, avec éclat ou dans la discrétion, et d'autres cessent de paraître, par épuisement des lecteurs, des animateurs ou des institutions qui les soutiennent. Ces mouvements se font le plus souvent dans des cadres très restreints et il est bien difficile d'avoir un tableau précis de la situation.

C'est ce qu'ont tenté de faire, à l'occasion de ce Salon, Olivier Corpet, André Chabla et Yves Chevreuil Desbiolles, avec une étude sur « les nouvelles revues de sciences humaines et sociales entre 1985 et 1990 » commandée par le ministère de la recherche, la notion de « sciences humaines et sociales » étant prise dans un sens très large, pour regrouper tout ce qui ne relève pas de la littérature ou de la poésie.

Quatre-vingt-dix-sept revues ont vu le jour pendant ces cinq années. Plus de seize par an... A première vue, c'est un secteur éditorial particulièrement vivant. Cette bonne santé apparente cache, toutefois, une tendance à la langueur, puisque le rythme des créations a baissé régulièrement, passant de dix-neuf en 1985 à onze en 1990. Cette décroissance, qui poursuit une tendance amorcée dans la décennie précédente, reflète le reflux des sciences humaines après le « boom » des années 60 et 70.

Les disciplines qui ont connu le plus fort développement sont l'anthropologie-ethnologie et les sciences de la vie psychique (douze créations chacune), suivies de l'histoire-archéologie (neuf) et de la philosophie (huit). Vient ensuite un peloton comprenant les arts, les sciences littéraires et la sociologie (sept), ainsi que les revues d'idées (six). Les autres créations se répartissent entre l'économie, l'éducation, le droit, la communication, la linguistique, la géographie et la religion.

Le développement du secteur anthropologique tient notamment à la vogue des études sur les aires cul-

tuelles, avec des titres comme *Ani Cahiers arméniens*, *Cahiers inter-signés* (sur l'aire islamique), *Ehniés*, *Intercultures*, *Islam*, *Madagascar océan Indien*, *Mawon* (Antilles, Guyane, Réunion). L'appellation « sciences de la vie psychique » regroupe la psychanalyse (où la prolifération reflète l'émiettement du domaine), la psychologie et la psychiatrie, et l'histoire des sciences de la vie psychique.

La « rhétorique des commencements »

Les revues d'histoire se partagent équitablement entre l'histoire générale et l'étude de domaines spécifiques (comme *Mentalités*, *Midi ou Sport Histoire*). Quant à la philosophie, son essor reflète le dynamisme renouvelé de cette discipline, compensant en partie l'essoufflement des sciences humaines.

Créer une revue n'est jamais un acte gratuit. C'est l'expression d'un projet scientifique, intellectuel ou

civique, qui est généralement présenté avec une certaine solennité dans un éditorial en forme de manifeste. L'examen de cette « rhétorique des commencements », comme l'appellent les auteurs de l'enquête, permet de mieux apprécier les motivations principales de ceux qui se lancent dans l'aventure. Certaines sont d'ordre purement documentaire, l'objectif affiché étant de mettre à la disposition d'un large public des pièces d'archive ou des textes rares ou inédits, réservés jusqu'ici à quelques privilégiés.

L'exemple le plus typique est évidemment la revue *Corpus*, qui accompagne la collection philosophique de Michel Serres chez Fayard, ou encore *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, dont le titre dit bien le projet. Ce souci de revenir aux textes d'origine peut répondre à des préoccupations d'ontologiques ou stratégiques, comme l'explique la revue *l'histoire de la psychanalyse*, qui justifie son existence par la nécessité d'éviter « l'exploitation scandaleuse » de

documents jusqu'ici tenus secrets. Ce désir de rendre plus accessibles des textes confidentiels peut s'étendre à l'ensemble des travaux de recherche. Il s'agit alors de revues très spécialisées, ayant pour mission de légitimer des disciplines encore peu reconnues (comme la *Revue internationale de psychologie sociale* ou celle de *psychologie clinique*) ou de donner davantage de visibilité ou d'autonomie à des disciplines nouvelles (comme *Hermès* pour la communication ou la *Revue française de droit constitutionnel*).

Cette revendication de légitimité ou de reconnaissance peut prendre un ton polémique, lorsqu'il s'agit de s'opposer à l'établissement académique ou d'affirmer une démarche nouvelle. La revue *Chimères* annonce qu'elle entend « renouer avec l'inventivité première de la psychanalyse en levant le carcan de pseudo-scientificité qui s'est abattu sur elle », et la *Décision philosophique* proclame : « Ne faites pas comme les philosophes, inventez la philosophie. » On peut citer aussi *Actuel Marx*, dont le titre est, à lui seul, un manifeste.

L'émergence de ces domaines nouveaux d'étude est souvent le résultat de cheminement interdisciplinaires, soit que les champs étudiés relèvent eux-mêmes d'approches croisées, comme c'est le cas pour les aires culturelles, soit que se manifeste le souci de brasser les cloisonnements traditionnels, comme vent le faire *Chimères*, pour qui l'univers « psy » relève à la fois de la psychanalyse, de la clinique, de l'ethnologie ou de l'esthétique. Enfin, certaines disciplines nouvelles se sont constituées sur des bases « transdisciplinaires », comme la communication (en empruntant à la psychologie, la linguistique, la sociologie et la philosophie).

Dans ce cas, la revue peut servir à la fois de lieu d'élaboration théorique et d'instrument de formation pour des professionnels travaillant sur un terrain encore mal défini (formateurs et animateurs, par exemple). L'émergence de nouveaux centres d'intérêt s'accom-

pagne du déclin d'autres domaines, comme le féminisme, qui n'a suscité aucune création et a vu la disparition de plusieurs titres, ou la sémiologie, qui a perdu le rôle pilote qu'elle avait pendant les belles heures du structuralisme. Il en va de même de la linguistique, qui n'a suscité l'apparition que de trois nouveaux titres.

D'une façon générale, notent les auteurs de l'enquête, les revues nouvelles visent moins l'hyperspécialisation et la recherche de théories nouvelles que la circulation des idées et le désir d'élargir leur public naturel. *Le Gré des langues*, par exemple, se propose d'intéresser les non-linguistes à la linguistique. Cette tendance explique le succès renouvelé des revues d'idées, qui cherchent à animer le débat intellectuel en portant un regard distancié et critique sur l'actualité.

Un autre trait marquant est la place faite aux jeunes chercheurs, certaines revues nouvelles étant fondées par des étudiants (comme *Politix*, *L'ère psy* et *l'Envoi de l'histoire*) ou faisant généreusement appel aux thèses universitaires (*l'histoire de l'art* ou le *Serment des Horaces*, en esthétique).

Ce rajeunissement se manifeste aussi dans le choix des titres, qui rompt souvent avec la tradition universitaire en jouant avec les mots (*Autrement Dire*, *Cosmopolitique*), les références littéraires (*la Règle du jeu*), cinématographique (*les Lumières de la ville*), psychanalytique (*la Gradiva*) ou l'appel à l'imaginaire (*Chimères*, les *Cahiers de l'imaginaire*). Ce souci apparaît aussi dans le soin apporté à la forme et la présentation – typographie, illustrations... – la revue ambitionnant de toucher le lecteur non seulement par la qualité des textes, mais aussi par la séduction d'un objet attrayant. C'est aussi une façon de s'évader du modèle universitaire et de placer la revue dans un univers éditorial différent, proche du magazine ou du livre d'art.

Frédéric Gausson

Dans l'amitié des écrivains

Le monde confidentiel des bulletins d'associations littéraires

Dans le monde déjà fortement individualisé des revues littéraires, les bulletins ou publications des sociétés et autres amicales d'écrivains paraissent occuper des espaces plus autonomes et microscopiques encore. Monomane penchée avec érudition, naïveté ou admiration éperdue sur l'objet de leur culte ou de leur intérêt savant, les responsables de ces publications poursuivent un travail souvent peu visible.

L'association Ent'revues a recensé dans son dernier *Catalogue des revues culturelles* (1), quatre-vingts bulletins et revues d'associations sur les quelque cent cinquante probablement existants. La logique de confidentialité, l'absence à peu près totale de moyens de diffusion, la périodicité souvent anarchique ou à éclipses, sans parler de l'existence parfois fantomatique, rendent impossible un dénombrement exhaustif.

De plus, ce recensement doit affronter des réalités fort diverses.

Quoi de commun entre des feuilles polycopiées annonçant quelque banquet d'anniversaire, messe ou pèlerinage sur les lieux du grand homme et la revue à part entière, instrument d'érudition irremplaçable ? Mais ces réalités ne s'excluent pas : les travaux sérieux et les recherches font partie de la vie de ces cercles, au même titre que les réunions amicales.

Tout amateur qui s'attache avec un peu de constance à l'œuvre et à la personne d'un écrivain ne peut que se féliciter, s'il parvient à s'en informer, de l'existence de ces publications. Un lecteur de Jacques Maritain, Charles Péguy, Gérard de Nerval, Léon Bloy, Jules Verne ou même Honoré d'Urfé trouvera dans les collections des revues qui leur sont consacrées des mines de renseignements. S'informer ? la chose semble tenir quelquefois de la simple divination : initié, il faut l'être pour savoir que *Que vis-je ?* est, depuis 1973, le bulletin international des

études sur Apollinaire, ou encore pour deviner derrière *l'Étoile abîmée* et le *Regard crétois* des amis d'Alfred Jarry pour la première, de Nikos Kazantzakis pour le second... Il y a aussi les obscures querelles, les compétitions et jalousies qui fragmentent encore davantage ces introuvables microcosmes : pourquoi trois sociétés Blaise Cendrars et deux Ramuz ? Ce qui sépare les *Annales de la société Jean-Jacques Rousseau* et le *Bulletin d'Informations roussoniennes* et le *Bulletin Marcel Proust* est-il à ce point irréconciliable ?

Logique confidentielle, disons-nous ? A côté de revues désormais prestigieuses et visibles – le *Stendhal Club*, *l'Année balzacienne*, *l'Amitié Charles Péguy*... – beaucoup de ces publications font figure de bulletins de liaison interne, presque clandestins, achetés essentiellement par les adhérents, lus par ceux qui les écrivent et qui ne cherchent guère à élargir leur audience. Le caractère souvent local et provincial de l'implantation de ces sociétés – autour du lieu de naissance ou de vie de l'écrivain – accentue la confidentialité. Il faut d'ailleurs reconnaître à ce propos que l'activité des sociétés d'auteurs n'est pas toujours proportionnée à l'importance de ceux-ci. Certaines revues ont pu néanmoins étendre leurs centres d'intérêt et d'études, et par là même toucher un plus grand nombre de lecteurs : ainsi les *Cahiers Georges Sorel*, qui se sont transformés pour devenir la revue 1900, ou bien la Société des amis d'Émile Zola, qui publie à présent de passionnants *Cahiers naturalistes*.

Il y a aussi les sociétés plus ou moins fictives, qui n'acquiescent d'existence que par l'entremise d'une soudaine publication. On a pu ainsi lire récemment le premier – et fort intéressant – numéro d'un

Cahier Henri Pichette édité par Granit, première pierre peut-être d'une association en voie de constitution. Le cas semble d'ailleurs unique pour un écrivain vivant qui, il est vrai, a besoin d'un soutien pour compenser l'injuste négligence dans laquelle il est tenu.

Plusieurs de ces sociétés ont leur siège et leur centre actif dans des universités : Théophile Gautier à Montpellier ; André Gide à Lyon-II... Le soutien actif des grandes maisons d'édition – soutien méritoire même s'il est normal – permet aux publications qui ne sont pas toujours directement celles des sociétés d'auteurs d'accéder aux circuits de diffusion : les cahiers Gide, Paulhan, Perse, Céline par exemple chez Gallimard – qui tente de rationaliser la présentation des publications dans ce secteur – ou bien ceux concernant Giraudoux et Mauriac chez Grasset.

L'activité des associations d'écrivains, activité multiforme qui va de la gestion d'un héritage littéraire et de la célébration un peu conventionnelle à l'approfondissement de l'étude d'un auteur, est irremplaçable. Elle est la part vivante d'un patrimoine que le sommeil ou la somnolence guette. Part, nous l'avons dit, peu visible ; d'où l'utilité de ce travail de recensement accompli à l'occasion du troisième Salon de la revue, où seront représentées de nombreuses associations. Il serait également souhaitable que les animateurs de celles-ci s'emploient à mieux faire connaître leurs activités éditoriales et négligent moins, par exemple, le dépôt légal. Ils y gagneront et les lecteurs avec eux.

P. K.

(1) Le catalogue est vendu au prix de 220 F, au Salon ou au siège de l'association.

Le rôle des éditeurs

Les revues de sciences humaines publient en moyenne de deux à quatre numéros par an. Leur tirage est généralement inférieur à 2000 exemplaires, allant de 250 d'*Autrement Dire* aux 10000 d'*Arsusio*. Quarante-cinq des nouvelles revues créées, l'ont été par des maisons d'édition privées : les PUF, qui ont dans ce domaine une vieille supériorité, arrivent en tête, avec L'Harmattan, très actif dans ce secteur depuis quelque temps. Rares sont les grands éditeurs qui n'ont pas une revue dans leur écurie, y voyant un moyen de constituer un réseau d'auteurs dans des domaines spécialisés... et aussi d'alimenter leur trésorerie grâce aux abonnements. Trente-trois sont publiées par des associations, treize par des institutions publiques (CNRS, Fondation des sciences politiques, Maison des sciences de l'Homme...) et dix par des maisons d'édition à fonds publics (Presses universitaires de Grenoble ou du Mirail). Les édi-

teurs privés dominent dans les revues d'idées, la psychanalyse, l'histoire, la philosophie ou la linguistique, tandis que les revues d'anthropologie-ethnologie, de géographie ou de sciences politiques émanent plutôt d'associations. Les institutions sont plus actives dans les domaines de l'art, de la philosophie, de la littérature et de la sociologie.

Les revues publiées par des éditeurs privés connaissent souvent des tirages plus importants (plus de 2000), alors que celles des éditeurs à fonds publics sont nettement plus confidentielles.

Tres peu de revues publient des articles dans une autre langue que le français, même si plusieurs se disent prêtes à le faire. Cette attitude contribue à expliquer, en partie, la faible audience internationale de la plupart de ces publications.

F. G.

Monter l'Eglise aujourd'hui...

Monter une pièce de Céline aujourd'hui ne va pas sans susciter questions, réflexions, réactions diverses... Autour des représentations de L'Eglise (mise en scène Jean-Louis Martinelli), une journée de rencontre avec des auteurs, historiens, metteurs en scène, acteurs, cinéastes...

Au programme : débats, lectures, projections, mises en espace... avec la participation de Michel Archimbaud, Gérard Barreaux, François Berléand, Charles Berling, François Glibaut, Henri Godard, Jacques Henric, André Maroon, Jean-Louis Martinelli, Pascal Ory, Véronique Ros de la Grange, Jean-François Stévenin, Jacques Tardi

samedi 10 octobre de 14h à 19h30

NANTERRE
AMANDIERS

ÉTVDDES

au Salon de la revue
du 10 au 12 octobre 1992

Ecole Nationale Supérieure des Beaux-arts

L'inégalité en Amérique

Francisco BURGESS

L'anxieuse lucidité d'Yves Bonnefoy

Rémi PAINDAVOINE

octobre 1992

Le numéro : 50 F

14, rue d'Assas - 75006 PARIS - Tél. : (1) 44 39 48 48
Ou taper sur minitel : 36 15 ST ETUDES

هذا من رايصل

LETTRES ITALIENNES

L'almanach de Venise

Paolo Barbaro dans son « paysage mental »

LUNAISONS VÉNITIENNES
(Lunario Veneziano),
de Paolo Barbaro.
Traduit de l'italien
par Muriel Gallot.
La Découverte, 204 p., 95 F.



Paolo
Barbaro
à
Venise.

reflet d'un faux lui-même... L'identité de chacun n'est pas seule menacée à Venise. Chaque monument est rongé. « Venise navigue sur une nouvelle lagune, mi-décoction de réplique, mi-goudron en décomposition. La cité amphibie est frappée dans son cœur, dénaturée au plus profond d'elle-même. »

Comme l'avait fait Fellini dans son *Casanova* avec l'aide du grand poète vénitien Andrea Zanzotto, Barbaro compare la ville à un « vieux monstre » vénéré, flêté et redouté, mais que mine la « gangrène ». Certes, il rage contre les touristes, contre les amateurs de rock, contre tous les visiteurs trop fugitifs qui ignorent la vie secrète, morbide et calme à laquelle ils ne participent que de loin. Et lui-même, Barbaro, affirme que la vraie population de Venise est celle des ombres : « Ces âmes nous révèlent les lieux, comme s'ils les saisissent à leur racine : et si nous nous décidons à entrer en contact, pour nous aussi se fait plus claire l'ultime structure, et peut-être l'ultime destin de notre nef des fous. » Il rappelle qu'il y eut, à Venise, une *scuola dei morti*, où l'on enseignait tout ce qui touchait à la mort. Mais à Venise la mort attaque la mort même, puisqu'une bombe autrichienne détruisit l'édifice, dont il ne reste plus rien.

R. de C.

La liberté
de Lalla Romano

LA PÉNOMBRE
(La penombra che abbiamo attraversato),
de Lalla Romano.
Traduit de l'italien
par Philippe Giraudon.
La Différence, 238 p., 95 F.

UNE JEUNESSE INVENTÉE
(Una giovinezza inventata),
de Lalla Romano.
Traduit de l'italien
par Philippe Giraudon.
La Différence, 296 p., 98 F.

Pensant, à juste titre, que la référence proustienne était un peu lourde à porter en France, le traducteur de Lalla Romano a allégé le titre de son livre le plus célèbre : la *Pénombre* que nous avons traversée.

Bien que la romancière ait entrepris dans toute son œuvre – à présent célébrée en Italie comme l'une des plus cohérentes et l'une des plus profondes – une longue quête du passé, dans ses plus menus détails, dans ses tremblements, ses rêves et ses aspirations frustrées, ce n'est pas le nom de Proust qui vient à l'esprit. Trop circonscrite dans son ambition, trop individuelle, la démarche de Lalla Romano emprunte à Proust, tout au plus, ses « intermittences du cœur ». Mais l'on chercherait vain un tableau social ou une structure architecturale. Cela n'amoindrit pas sa valeur, mais la limite.

Souvenirs
en gros plan

La romancière elle-même, interrogée sur la portée de ce livre consacré à sa petite enfance, reconnaissait : « On m'a demandé si je considérais ce monde comme perdu. J'ai répondu : il n'y a ni regret ni nostalgie dans le livre, parce que ce monde n'est pas perdu. Il est vrai qu'il est passé irrévocablement, mais j'en sens à présent le prix, autrement dit, je le comprends, je l'aime, je le possède. Comme dit Faulkner, le bonheur n'est pas, il était (1). »

Dans le deuxième tome de son autobiographie, *Une jeunesse inventée*, Lalla Romano raconte comment son professeur d'histoire de l'art, Lionello Venturi, lui fit lire *A la recherche du temps perdu* et qu'elle eut « le sentiment angoissant que (son) livre avait déjà été écrit, par Proust ». Et pourtant, le ton si singulier de la romancière – qui attendra d'avoir près de soixante ans pour se pencher sur ses jeunes années – ne doit pas grand-chose aux sinuosités des reminiscences proustiennes.

Tout procède, au contraire, chez elle, par éclairs nets, précis et brefs : vifs coups de théâtre qu'elle n'annonce par aucun prélude abstrait et sur lesquels elle n'épilogue pas. Elle livre ses émotions et ses révélations à l'état presque brut, ne craignant pas de recopier des fragments de correspondance, des passages de journaux intimes, des commentaires de photographies.

Ainsi, évoquant une confidence de sa mère qui lui apprend qu'elle était tombée amoureuse de son père après leur mariage, Lalla Romano écrit-elle simplement : « C'était arrivé parce que » (qu'elle soit tombée amoureuse pour un motif quelconque était également inouï) papa oubliait de manger – ils étaient au restaurant – pour regarder la mer et les pêcheurs tirant leurs filets. »

Bien entendu, la rapidité, la sécheresse de ces notations, extrêmement frappantes, n'interdisent pas une certaine pro-

fondeur d'analyse, mais qui est amenée naturellement par des images, des scènes rapportées dans l'ordre affectif et arbitraire d'une mémoire qui se cherche.

La *Pénombre* est un tableau du rapport passionné qui unit un enfant à son père – Lalla Romano consacrera un livre, en miroir, à sa relation à son propre fils et un autre à son petit-fils (2). Selon ce qui n'est peut-être qu'un procédé inconscient, elle s'en tient à des souvenirs en gros plan.

Elle se rappelle comment, par exemple, elle découvrit la faiblesse de son père. Il la tenait dans ses bras et elle avait son propre visage tout près du sien. Elle observait les yeux de son père : « Mais cette fois je vis une chose étrange, horrible. Dans un coin de son œil, une tache jaune. Quelque chose de mort, de corrompu. Papa pouvait tomber malade, pouvait mourir. »

La romancière, qui sera également peintre, hérite de ses parents, elle ne le cache pas, son rapport esthétique au monde. En particulier de son père, qui était un aquarelliste de talent et un photographe amateur : « Des images calmes et légères ; sans ombres accentuées ni reideurs, comme prises d'une main délicate... »

A la lecture de ces lignes sans prétention, mais qui sonnent si juste, s'il faut citer un écrivain français – et probablement ils ne se sont jamais lus mutuellement. – à vrai dire, c'est plutôt le dernier Roland Barthes qui s'impose, avec la gravité ténébreuse qu'il savait déceler dans la sérénité bourgeoise, branlante, telle que la capitaine des photographies familiales, si souvent messagères de mort. Une « route du néant », dit Lalla Romano à propos d'un chemin de son enfance.

« Un adolescent
aux mains froides »

Lorsque, dans le deuxième volume, Lalla devient adolescente, elle a plus de vigueur, de drôlerie, d'autonomie. Guidée par un oncle intellectuel, elle acquiert une éducation philosophique plutôt rare chez les jeunes filles de sa génération, grâce à l'enseignement d'une figure célèbre des années 20, Annibale Pastore, qui fut également un maître, tardif, de Sibilla Alarano.

Lalla Romano, née en 1906, a vécu sa jeunesse sous le fascisme. Sa « passion pour la liberté » la rendit évidemment rebelle à l'embrigadement qu'elle se contenta de regarder avec une hauteur dédaigneuse : « Pour moi, le fascisme était un adolescent aux mains froides. »

Avec une honnêteté rare, elle rend compte de ses relations sentimentales, de ses coquetteries, de son exigence intellectuelle qui la rapprochait des provocations de Nietzsche et de la rigueur imparable de Spinoza.

Quant à la poésie, elle lui inspirait une crainte défilante. Un vers de Baudelaire suffisait à l'angoisser : il est vrai que ce n'était pas n'importe lequel : « Entends, ma chère, entends la douce Nuit qui marche... » Mais Lalla Romano se réconcilia avec la poésie, publiant plusieurs recueils et, surtout, prouvant que sa prose est celle d'un poète.

René de Ceccatty

(1) Cité par Michela Vanoni Alliani, dans un remarquable article sur l'œuvre de Lalla Romano, in *Lezgere*, n° 35, octobre 1991.

(2) Ces mots si légers entre nous, suivi de l'imité, Deodot.

Larousse
Association
d'idées.

THESAURUS
Larousse

2^e édition

DES IDÉES
AUX MOTS
DES MOTS
AUX IDÉES



« Dans mon métier, j'écris beaucoup et il m'arrive parfois de manquer d'idées ou de ne pas savoir comment les exprimer. Heureusement, j'ai découvert un bouquin extraordinaire : le Thésaurus de Larousse.

Thésaurus ? Un dictionnaire d'un genre tout à fait nouveau pour aller

des idées aux mots et des mots aux idées, très vite. Par exemple, je cherche des mots et des notions qui expriment la rapidité. Je trouve : vitesse, vélocité, mettre les bouchées doubles... Avec ses 100 000 mots organisés en 873 grandes familles, Thésaurus fait à coup sûr rebondir mes idées. Un outil de travail conçu comme un jeu et un jeu conçu comme un outil de travail. Seul Larousse pouvait inventer ça ! »

Thésaurus, faites rebondir vos idées.

L'APPEL DU CRAPAUD

(Unkenrufe)
de Günter Grass.
Traduit de l'allemand par Jean Amster.
Seuil, 252 p., 120 F.

UNE fois de plus, Günter Grass est revenu dans sa ville natale, la ville libre qu'il avait quittée à douze ans en 1945. Comment la nommer ? Est-ce Gdansk la polonaise ou Danzig l'allemande ? C'est là qu'il a situé l'*Appel du crapaud*, son dernier roman, qu'il présentait la semaine dernière à Francfort en présence de ses treize éditeurs étrangers. Une fable grinçante et désespérée qui, après le *Tambour* (1960), le *Chat et la Souris* (1961) ou le *Turbot* (1977), n'est pas étrangère à son autobiographie et qui traite d'un sujet qui lui tient à cœur, de la chute du communisme aux affres de la réunification allemande. Avec un bonheur de raconter une mélancolie et une tendresse qui retiendra tous ceux qui tiennent Grass pour le plus grand romancier allemand d'aujourd'hui.

L'histoire commence le Jour des morts de 1989, quelques jours avant la chute du mur de Berlin, au marché Saint-Dominique, où Alexander, soixante-deux ans, et Alexandra, cinquante-neuf ans, se rencontrent devant l'événement d'une payenne qui vend des champignons et des fleurs coupées. L'Allemand et la Polonaise. Le veuf et la veuve. Pas très beaux, pas très intelligents, pas très jeunes. Transplantés tous les deux : lui, originaire du pays kachoube, vit à Bochum ; elle, originaire de Lituanie annexée à la Pologne par Pilsudski, a fait partie avec sa famille des réfugiés de l'Est (« On a dû quitter Wilno comme vous autres avec du pain et du sel »). Elle a été communiste et stalinienne ; il a fait partie des Jeunesses hitlériennes.

Il est professeur d'histoire de l'art, spécialiste des dalles tombales et des épitaphes des églises de Danzig ; elle restitue des œuvres d'art baroque qu'elle dore à l'or fin. Il va la suivre dans le cimetière envahi d'herbes folles où elle dépose un bouquet d'asters rouges sur la tombe de parents « qui auraient préféré mourir chez eux ». Lui n'a jamais retrouvé la tombe de ses grands-parents, le cimetière des Allemands ayant disparu, complètement détruit par les Polonais.

De ce coup de foudre dans un cimetière, de cette rencontre du zloty et du mark, va naître un projet pour une réconciliation germano-polonaise par la reconnaissance du droit des morts au rapatriement : la création d'une « Association polono-germano-lituanienne des cimetières ». Un premier « Cimetière de

la réconciliation » est bientôt inauguré à Gdansk-Danzig. On envisage aussi des transferts de Gdansk à Vilnius-Wilna-Wilno.

Sur cette utopie inhumanoire drolatique, Günter Grass va imaginer la naissance et la prospérité d'une « joint-venture » germano-polonaise dont la matière première n'est constituée que par des cadavres et plus tard, des ossements : les candidats à l'inhumation vont bientôt affluer, morts ou vivants. Commencée avec une logistique extrêmement réduite — constituée essentiellement par nos deux tourtereaux, un ordinateur et une secrétaire, Erika von Drewitz, seule survivante d'une famille d'aristocrates de Prusse orientale — la Société des cimetières va établir des relations avec les administrations de pompes funèbres et avec la direction de la Banque nationale, trouver un accord avec les clergés luthérien, orthodoxe et catholique, dresser la liste des « candidats à l'inhumation », prospecter parmi les annonces de décès et les félicitations pour des noces d'or ou de diamant, faire des appels d'offres parmi les fabricants de cercueils à bas prix, élaborer un règlement sur le « droit au retour vers la terre (!) natale » des expulsés et réfugiés de tous les confins germano-polonais.

La prospérité de l'entreprise va faire entrer en jeu des intérêts divers. Des sommes considérables vont y être investies. Les cimetières vont se multiplier, entraînant la création de divers services pour accueillir les candidats à l'inhumation et les familles des défunts : des hôtels, des restaurants pour les banquets funéraires, des foyers de vieillards pour ceux qui veulent « passer le soir de leur vie au pays natal », un club de golf pour passer le temps, un hôpital-mouroir, une maternité.

Bientôt, le terrain va manquer, devenir hors de prix, et on va prôner les avantages de la création d'une « Association polono-germano-lituanienne des cimetières » pour économi-

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

Le mark et le zloty



Günter Grass par lui-même.

ments vont inquiéter la population : « Une armée de cadavres allemands menace Gdansk », écrit un journal polonais.

Alexander et Alexandra, nos deux idéalistes, se retireront bientôt, écumés devant cette conquête de la Pologne par le capitalisme allemand, écrasés par la réussite même de l'entreprise qu'ils ont lancée. Vaincus par la politique économique expansionniste de l'Allemagne et par la puissance d'un deutschemark réunifié capable d'acheter toute la Pologne — régie désormais par une Eglise protestante et présidée par « l'électricien de Gdansk ».

Comme ses personnages, Günter Grass est hanté par les déplacements de populations transférées brutalement, privées de leur terre natale, en ce « siècle des réfugiés » : Arméniens et Tatars de Crimée, Juifs et Palestiniens, Bengalis et Pakist-

nais, Estoniens, Lettons, Polonais, Allemands, Kachoubes. Lui-même est présent à chaque page. Car c'est bien lui, le « sans-patrie » (1), qu'on reconnaît dans le narrateur, le copain d'école, témoin de leur commune enfance hitlérienne, dépositaire de ses archives — un Journal, des coupures de presse, des lettres, des photos, des factures et des quittances, des cassettes, une vidéocassette, etc. — qu'Alexander a chargé de raconter leur histoire.

Une voix off qui ne se contente pas de passer en revue les pièces du dossier Alexander-Alexandra, mais qui finit par envahir la narration, broder, imaginer ce que les textes ne disent pas. Günter Grass n'a jamais caché son désaccord profond devant l'idée de réunification, parce que pour lui l'Allemagne tout entière n'a jamais été une nation, mais un « pot-pourri ». Un pot-pourri, dont l'auteur rend sans cesse la disparition grâce aux mélanges des langues et des accents, aux impropriétés savoureuses dues aux transplantations et aux exils. Avec une Alexandra parlant un allemand pensé en polonais, un Alexander qui a gardé des tournures du pays kachoube et qui ne peut communiquer qu'en un « broken english » avec le bengali Chatterjee. Autant de traces de la terre natale qui restent dans le gosier comme des cicatrices (2).

On n'oublie pas les images saugrenues et nostalgiques de ces pages, les personnages qui entourent le couple : Erna, l'interprète de la minorité germanique de Gdansk, dont les trois enfants sont morts du typhus en 1946, et qui parle, comme les grands-parents paternels de l'auteur, une « langue mourante » et dont « l'accent survivant sera enseveli avec elle » ; ou bien Jerzy Wróbel, né à Gdansk, déporté à six ans dans les ruines de Gdansk, et qui se passionne pour l'histoire de jadis depuis qu'il a découvert que les curés et les instituteurs lui ont menti en lui faisant croire que Gdansk était depuis toujours archi-polonaise.

Et Mister Chatterjee, de Calcutta, qui, opérant une symbiose polono-bengalie, rapproche la déesse Kali de la Vierge noire de Czesłochowa, et qui, devenu le « roi du cyclo-rickshaw », lutte contre la pollution des villes et contre la hausse du prix du pétrole avec une clientèle croissante pour ses rickshaws tirés par des Polonais. Aux dernières nouvelles, il s'est acheté des parts des anciens chantiers Lénine et a sous contrat vingt-huit ouvriers des chantiers navals qu'il a confiés à deux maîtres hollandais pour recyclage... On n'oublie pas non plus l'image de ces vieux mariés sur leur cyclo-pousse.

Considéré comme le plus grand écrivain allemand vivant, Günter Grass ne cesse d'être éreinté par la critique allemande, presque unanime, réunifiée dans le rejet. « Est-ce la fin de Grass ? », demandait le « pape » démolisseur Marcel Reich-Ranicki, lui-même né en Pologne, dans *Der Spiegel* à propos de *l'Appel du crapaud*. Il y a six ans, après le mauvais accueil fait à *La Raine* (la femelle du rat), il avait annoncé qu'il s'installait à Calcutta pour n'en plus revenir (et il en a rapporté *Tirer la langue*, cet émouvant témoignage-reportage-poème bengali qu'il a illustré). Cette fois, il a rompu avec son éditeur de toujours, Luchterhand, pour aller chez Steidl, une petite maison anticonformiste de Göttingen.

On retrouve son don à imaginer des êtres étranges, même s'ils n'ont pas comme Oskar, le tambour, un cri « *Wiblicide* » ; le goût de fabuler, de jouer avec les langages et leurs patois, de glisser des recettes de cuisine comme celle des bolets au persil que prépare Alexandra ; le désir de surprendre et de faire sursauter en introduisant, par exemple, entre les pages, des bêtes qui semblent ne rien avoir à faire là, comme ce crapaud à ventre rouge des bords de la Vistule, oiseau de malheur qui, les bajoues gonflées, lance son appel mélancolique jusqu'à quarante fois par minute et qui donne son titre français au livre : *annonciateur, dit-on, de malheur. Comme Cassandre*. Comme Grass-le-crapaud. On n'aime jamais les Cassandres.

(1) Voir *Propos d'un sans-patrie* (Seuil, 1990).

(2) On peut se demander si Jean Amster, le traducteur attitré de Grass, qui excelle dans le baroque de Gimmelshausen ou des *Nibelungen*, ne désapprouve pas les jeux langagiers de son auteur dans cette traduction trop souvent lourdement incompréhensible et mot à mot : « un rédacteur usagé de procès-verbaux », « un de ces affreux rickshaws remorqués par piston », « l'année sur ses fins se trahit », etc.

* Le Seuil réédite dans sa collection « Points » *Une rencontre au Westphalie*, de Günter Grass publié en 1979 en Allemagne et en 1981 en France (n° R 553).

N 34 VIENT DE
PARAITRE - 60 F

LETTRE

AU SOMMAIRE

LA GUERRE PEUT RECOMMENCER

Jacques Alvarez-Péreyre, Bora Cosic, Michael Du Plessis, Peter Esterhazy, Lajos Grendel, Jan Kott, Norman Manea, Slawomir Mrozek, Dubravka Ugresic.

RUSSIE LIBÉRÉE/RUSSIE BROUILLÉE

Piotr Alechkovski, Andreï Bitov, D.S. Likhatchev, Iouri Mamleiev, Georges Nivat, Vlada Petric, Vittorio Strada.

LES DÉCOUVERTES ET LE TEMPS

J.H. Elliot, Hermann Glaser, Babette Kaiserkern, Jiri Mucha, Octavio Paz, Constantin Von Barloewen.

La première revue
intellectuelle européenne

LE NUMÉRO 31 OFFERT SUR DEMANDE

Au sommaire notamment : « Le Chaudron Européen », « Emigration, Immigration, Exil », « Mozart Post-Scriptum »

A RETOURNER OU À PHOTOCOPIER AVEC VOTRE RÈGLEMENT À LETTRE INTERNATIONALE
18 rue Saint-Pierre 75002 PARIS FRANCE - Tél : 33 (1) 42 36 95 59 Fax : 33 (1) 42 33 83 24

Tarifs abonnement France :	1 an 200 F	2 ans 380 F	3 ans 540 F
Pour les abonnements à servir aux étrangers, nous contacter			
Q Je m'abonne à Lettre internationale		Q Je souhaite recevoir un numéro spécimen gratuit	
Nom _____		Prénom _____	
Adresse _____			
Code Postal _____		Ville _____	
Mode de règlement : <input type="checkbox"/> par chèque à l'ordre de Lettre internationale <input type="checkbox"/> par mandat postal CCP Paris 8127590 <input type="checkbox"/> par carte bancaire			

INTERNATIONALE

Eco, Adam et Babel

Umberto Eco, nouveau titulaire de la chaire européenne au Collège de France, a prononcé, vendredi 2 octobre, sa leçon inaugurale.

Comment l'illustre sémioticien, et aussi romancier à succès, allait-il concilier discours d'apparat et rigueur sémiotique ? Etrangement familier, le thème retenu avait de quoi piquer la curiosité : « La quête d'une langue parfaite dans l'histoire de la culture européenne » (1).

La leçon tient la promesse du titre, avec le savoir de références souvent érudites et drôles en supplément : elle court de Raymond Lulle au conventionnel Delomel ; de Gropius Becarnus à l'abbé Pluche et au docteur Zamenhof, l'inventeur de l'esperanto. On fit donc connaissance avec des personnes sympathiques qui, toutes, révélaient d'une Europe fraternelle ; d'une langue unique qui unirait tous les peuples. Comme on sait, la réalité contemporaine est bien différente : nous débattions d'une possible union politique, militaire ou commerciale, alors que nous continuons à parler des langues différentes. Quel sera donc le destin linguistique de l'Europe ?

S'il ne détiend pas à lui seul la réponse, le sémioticien peut au moins dissiper quelques illusions ; ce dont témoignent les premiers mots du titre. « Quête » impose un complément ; et la culture (ou « l'encyclopédie ») dicte le premier exemple qui chante les charmes de l'impossible : le *Quête du Graal* est bel et bien le récit d'un échec. L'Europe doit s'y faire : la quête d'une langue parfaite apparaît aussi comme « l'histoire d'une utopie ou d'un rêve impossible ».

Pour imaginer une langue parfaite, il faut tenir que toutes les langues souffrent de graves défauts. Si l'une d'elles, à retrouver ou à inventer, était parfaite, elle s'imposerait comme unique ou universelle.

L'Occident chrétien se mit à

rechercher une explication et un remède à tous ces maux. Les Grecs avaient avancé une solution trop brutale : ceux qui ne parlaient pas grec parlaient à peine ; les barbares ne font que balbutier. On ouvrit donc la Bible.

Apparaissent alors dans l'histoire un personnage curieux et un bel objet sémiotique : Adam et la tour de Babel ; Dante se chargeant de fournir les commentaires requis. C'était parti, et les tours n'en finissent plus d'effrayer le paysage. La quête d'une langue parfaite emprunte deux voies divergentes.

La première interroge Adam, d'avant la tour : quelle langue parlait-il ? Il est sûr que la langue adamique était parfaite, et forcément unique, puisque c'est Dieu lui-même qui convoqua le premier homme à nommer les autres créatures (sauf peut-être les poissons). Il faut retrouver cette langue d'origine, l'hébreu probablement. Umberto Eco raconte les étapes franchies ensuite qui aboutissent à la kabbale, au mysticisme, à la langue magique, et aussi à la communication directe par l'esprit et le cœur. Même si elle marque une rupture scientifique, l'invention de l'indo-européen, « langue a priori » et reconstruite, est soutenue, légitimement, par la quête d'une langue primitive commune d'où les autres langues sont issues par différenciation.

L'autre voie part de la tour, de « la confusion des langues » et rêve à posteriori d'une langue universelle qui mettrait fin aux divisions et aux querelles des peuples. Les détours sont tout aussi surprenants que tout à l'heure. Les grandes langues européennes, et les moins grandes, seront tenues tour à tour pour la langue universelle ; à commencer par le français. Plus tard, l'esperanto a-t-il quelques chances de succès ? Et qu'en est-il aussi des langues artificielles, et de ces machines qu'on dit « intelligentes » et qui touchent « aux frontières de l'illimité et de l'avenir ? ».

A suivre le guide, on voit que « le rêve d'une langue parfaite » a pris des aspects divers, et que « son histoire reproduit l'histoire des espérances, des vertus, des erreurs et des crimes de la civilisation occidentale ». L'avenir en revanche nous place devant une alternative : « ou bien lutter contre Babel et retrouver une langue unique, ou bien accepter Babel et réaliser une situation de plurilinguisme ». Pour Umberto Eco, l'Europe sera bilingue, avant d'être polyglotte. Le projet Erasmus permet « d'entrevoir le destin de centaines de milliers d'étudiants qui, grâce à des stages à l'étranger, vont contracter des mariages mixtes, d'où naîtront des enfants bilingues », et plus tard l'Europe des polyglottes. Babel n'est pas une malédiction ; la tour symbolise le don du polyglottisme « qu'il nous faut reconquérir ».

En attendant, quelques accroc sont à craindre : comme il apparaît dans ce message publicitaire que le professeur Eco rapporte de Bruxelles et qu'il écrit, avec une gourmandise ironique, au tableau : *La plus speedy des pizzas*. Conclusion : ce n'est peut-être pas un exemple de langue parfaite, mais peut-être pourra-t-on faire mieux.

L'auditoire applaudit. Naguère, une ancienne étudiante (2) écrivait joliment : le professeur Eco « sait faire un cours n'importe où, ex cathedra, mais aussi ex pizzeria ». On s'en doutait.

Denis Slakta

(1) D'autres cours et séminaires doivent suivre, du 8 octobre 1992 au 22 janvier 1993. Ils porteront entre autres sur « Langues naturelles et langues artificielles » (8 octobre), « Langue d'Adam dans le « *De vulgari eloquentia* » de Dante » (9 octobre), « L'italien » (4 décembre), « L'esperanto et les autres langues a posteriori » (17 décembre) et « Conclusions théoriques : plurilinguisme et traduction radicale » (22 janvier).

(2) Rita Cirio « Le théâtre pédagogique » dans *le Magazine littéraire*, février 1989, n° 262 (numéro spécial Umberto Eco).